

N° 3103 - AOÛT 2021

www.jeuneafrique.com

jeune **afrique**

ALGÉRIE

Biens mal acquis :
la chasse au trésor

CÔTE D'IVOIRE

Patrick Achi,
l'équilibriste

BURUNDI

Comment
dit-on « dégel »
en kirundi ?

SPÉCIAL 20 PAGES

GRAND FORMAT
DAKAR



Le grand lifting

DAKAR
LE GRAND LIFTING

— 30 pages —

WAGNER GROUP ENQUÊTE SUR LES MERCENAIRES DE POUTINE

EXCLUSIF

Algérie 420 DA • Allemagne 9 € • Belgique 9 €
Canada 12,99 \$ CAN • Espagne 9 € • France 7,90 €
Grèce 9 € • DOM 9 € • Italie 9 € • Maroc 50 MAD
Pays-Bas 9,20 € • Portugal continental 9 € • RD Congo 10 USD
Suisse 15 CHF • Tunisie 8 TND • TOM 1 000 XPF
Zone CFA 4800 F CFA • ISSN 1950-1285

JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUPE

M 01936 - 3103 - F: 7,90 € - RD





WE BELIEVE IN AFRICA

Pouvons-nous nourrir de manière durable une planète de près de 10 milliards d'habitants ?

Chez OCP Africa, nous sommes convaincus que c'est possible.

Avec des filiales dans 12 pays et des projets dans plus de 15 marchés, notre objectif commun est de promouvoir un nouveau mode d'agriculture sur le continent africain : plus durable, plus moderne, plus productif et plus accessible.

OCP Africa est une filiale du groupe OCP- leader mondial sur le marché du phosphate et de ses dérivés. Notre expertise séculaire et notre engagement nous permettent d'apporter aux agriculteurs africains des solutions agricoles adaptées ainsi que le partage des bonnes pratiques nécessaires pour les accompagner dans leur développement.

OCP Africa est fière de collaborer étroitement avec les agriculteurs africains, pour contribuer à développer durablement les systèmes alimentaires du continent.

 https://twitter.com/OCP_Africa

 <https://www.linkedin.com/company/ocp-africa>

 <https://web.facebook.com/ocpafrica>

 www.ocpafrica.com





L'édito

Marwane Ben Yahmed

🐦 @marwaneBY

On attendait Laurent, on a eu Simone

Laurent Gbagbo est donc rentré au bercail après dix ans d'exil. Accueil triomphal dès le salon d'honneur de l'aéroport, foules de partisans en liesse sur la route d'Abidjan, quelques mots pour exprimer sa joie de retrouver enfin la terre d'Eburnie, mais pas un seul pour remercier Alassane Ouattara, ni pour appeler à la réconciliation ou expliquer son projet politique. La séquence, hautement symbolique, se prêtait pourtant à un signal fort, un message clair, une ligne directrice, un cap, bref de quoi se projeter sur l'avenir. Mais il n'en a rien été.

Premier « acte » posé : une demande de divorce d'avec Simone Ehivet Gbagbo, qui a écrit l'histoire du Front populaire ivoirien (FPI) avec lui. Après avoir loué publiquement les mérites de sa « petite femme », Nady Bamba, à ses côtés en permanence pendant son incarcération. Simone aurait été bien en peine d'en faire autant : elle-même était incarcérée en Côte d'Ivoire. Ensuite un petit tour dans son village de Mama, puis un crochet par Kinshasa, à l'invitation de son ex-codétenu de Scheveningen

Jean-Pierre Bemba, avant de prendre la direction de Daoukro, le 10 juillet, pour sceller son alliance, incongrue sur le fond, avec Henri Konan Bédié. Heureusement, l'idée d'une rencontre avec l'actuel chef de l'État, programmée le 27 juillet, est arrivée à point nommé pour donner un peu plus de consistance à ce retour tant attendu et délivrer un message d'apaisement. Pas de quoi se lever la nuit toutefois, ni même regretter l'absence de Gbagbo du débat politique ivoirien depuis une décennie.

Pendant ce temps, Simone, elle, a mis en ligne une vidéo sur les réseaux sociaux. Le message envoyé aux militants du FPI, comme aux autres Ivoiriens, est aux antipodes. Plus intéressant, disons. Chaque mot est pesé. Elle dit tout ce que son futur



Elle a dit tout ce que son futur ex-mari a omis de dire.

ex-mari a omis de dire. Évidemment, pour qui connaît sa ferveur religieuse, elle loue le Seigneur d'avoir ramené l'ancien président parmi les siens. Elle remercie les Ivoiriens pour l'accueil qu'ils lui ont réservé, ainsi que le président Alassane Ouattara pour avoir permis ce retour tant attendu, l'exhortant à poursuivre sur la voie de la réconciliation et de l'apaisement. Surtout, elle appelle ses concitoyens à dépasser leurs clivages pour soutenir le rêve « d'une nation véritablement réconciliée, développée, modernisée », loin des « ethnies, des religions ou des obédiences politiques ». Elle veut que les Ivoiriens ne laissent « aucune place à l'amertume, à la rancune, à la douleur, à la déception et à la colère ». « Il faut garder le cap, les yeux fixés sur la vision. Tout va bien », conclut-elle, sans évoquer une seule fois les avanies qu'elle doit subir, la demande publique de divorce comme la remise en question de son statut de première vice-présidente du FPI, le parti qu'elle a cofondé avec Laurent il y a près de quarante ans et auquel elle a consacré toute sa vie. En quelque

six minutes, elle a fait plus et mieux que celui dont certains attendaient tant. Qu'on l'aime ou qu'on la déteste, et Dieu sait qu'il y a beaucoup à lui reprocher, difficile de ne pas éprouver un respect certain pour son parcours et sa persévérance.

De toutes les « femmes de », Simone est la plus politique, la seule qui aurait fait carrière dans cette arène impitoyable, avec ou sans son époux. Elle est aussi, parmi tous les acteurs politiques, celle qui a payé le tribut le plus lourd pour son engagement. Arrêtée et tabassée en 1992, elle sera maltraitée en prison mais restera toujours discrète sur les sévices qu'elle a subis. Autre drame, cette fois en 1996, quand, avec son époux, elle est victime d'un accident de voiture qui lui coûtera la vie. Elle en sortira plus forte, convaincue qu'on a voulu les assassiner. Rarement parcours aura été aussi contrasté que le sien. Autant l'exercice du pouvoir par l'épouse de Laurent Gbagbo fut calamiteux et, en définitive, fatal, y compris pour l'homme de sa vie, autant les cinquante et une premières années de son existence ne peuvent que susciter l'estime. Car il y a du Winnie Mandela dans l'itinéraire passionnément militant de cette fille de gendarme, née un jour de juin 1949 non loin de Grand-Bassam.

Très tôt politisée, au sein de la Jeunesse estudiantine catholique, puis dans le cadre des mouvements en faveur de l'« ivoirisation » des programmes d'enseignement, Simone, alors élève au lycée classique d'Abidjan, n'a que 17 ans lorsqu'elle mène sa première grève et est interpellée pour la première fois. Elle ne s'arrêtera plus. Étudiante en lettres modernes, elle est recrutée en 1972 par l'enseignant marxiste Zadi Zaourou au sein de la cellule Lumumba, un groupe d'études révolutionnaires clandestin. Simone Ehivet fait la connaissance, chez Zaourou, d'un certain Laurent Gbagbo. De quatre ans son aîné, ce fils d'un ancien sergent de l'armée française, professeur d'histoire révoqué du lycée classique d'Abidjan pour « convictions communistes », sort tout juste d'une longue période d'internement dans les camps militaires de Séguéla et de Bouaké, là où Félix Houphouët-Boigny expédiait les récalcitrants.

Au début de 1982, le noyau de ce qui allait constituer le FPI est formé : outre Gbagbo, y figurent notamment Aboudramane Sangaré, Émile Boga Doudou, Assoa Adou, Pascal Kokora, Pierre Kipré, et bien sûr Simone Ehivet, omniprésente. La même année, Laurent Gbagbo, poursuivi par la police d'Houphouët, quitte clandestinement la Côte d'Ivoire pour la France. Son exil durera près de six ans, jusqu'en septembre 1988. Simone, qui a tenu la baraque pendant



Il y a du Winnie Mandela dans l'itinéraire passionnément militant de cette fille de gendarme.

son absence, est partie prenante du congrès constitutif du FPI, qui se tient en novembre dans la discrète villa d'un sympathisant, au cœur de la palmeraie de Dabou. Jusqu'à l'instauration du multipartisme, en avril 1990, tous deux sont régulièrement arrêtés par la Direction de la surveillance du territoire (DST). Une décennie plus tard, parvenue au sommet du pouvoir, Simone fera encadrer leurs photos d'identité judiciaire respectives, avec ardoise sur la poitrine, puis les apposera au-dessus du lit de leur chambre de la résidence présidentielle de Cocody. Histoire, dit-elle, de ne « jamais oublier d'où nous venons ».

Dans le théâtre d'ombres qu'est la Côte d'Ivoire aujourd'hui, où ceux qui se détestaient hier, Gbagbo et Bédié, s'allient contre leur ancien partenaire, Alassane Ouattara, où les ego et les ambitions personnelles des politiques l'emportent le plus souvent sur l'intérêt général, sans doute Simone Gbagbo a-t-elle un rôle à jouer. Plus responsable que Laurent, plus rassembleuse aussi, elle mérite en tout cas d'être écoutée. Son proverbe fétiche, tout droit sorti de la culture des Abourés, son ethnie d'origine ? « Ce que dit ma bouche, mon bras le fait toujours. » Qui peut en dire autant ? ●

Humour et sagesse

//////////

Pour réfléchir ou sourire, chaque mois, notre sélection des citations les plus marquantes, les plus intelligentes ou les plus drôles.

Une démocratie doit être une fraternité, sinon c'est une imposture.

Antoine de Saint-Exupéry

Les femmes seront les égales des hommes le jour où elles accepteront d'être chauves et de trouver ça distingué.

Coluche

Le propre de la médiocrité est de se croire supérieur.

François de La Rochefoucauld

On ne peut pas peindre du blanc sur du blanc, du noir sur du noir. Chacun a besoin de l'autre pour se révéler.

Proverbe africain

Le même discours dans la bouche d'un homme obscur ou dans celle d'un homme qu'on considère produit des impressions bien différentes.

Euripide

Le diable est optimiste s'il pense pouvoir rendre les hommes pires qu'ils ne sont.

Karl Kraus

La critique peut être désagréable, mais elle est nécessaire. Elle est comme la douleur pour le corps humain : elle attire l'attention sur ce qui ne va pas.

Winston Churchill



PARTENAIRE LOGISTIQUE DE L'AFRIQUE.

Depuis 1970, MSC investit en Afrique : équipes locales dans plus de 40 pays, solutions de transport et de stockage, infrastructures de pointe. Nos 50 services maritimes hebdomadaires connectent les entreprises africaines aux marchés du commerce international.

msc.com/africa

MOVING THE WORLD, TOGETHER.



SOMMAIRE

- 3 L'édito**
Marwane Ben Yahmed

PREMIER PLAN

- 8 L'homme du mois**
Muhoozi Kainerugaba, chef de l'armée de terre ougandaise
- 12 Dix choses à savoir sur...**
Achille Mbembe, historien et politologue
- 14 Le match**
Kabylie-Sahara, même combat?
- 16 Le jour où...**
Des terroristes ont attaqué la pizzeria de mes parents, par Sarah El Hairy
- 18 L'actu vue par...**
Thierry Déau, futur actionnaire majoritaire de Suez
- 20 Le dessous des cartes**
Satellites : comment l'Afrique se met en orbite
- 22 L'œil de Glez**
Paludisme, Covid, même combat

- 26 Parti pris**
Pourquoi les Africains doivent devenir machiavéliques, par François Soudan
- 29 Fin des paradis fiscaux : quels gains pour l'Afrique,**
par Léonce Ndikumana



LA GRANDE INTERVIEW

- 30 Ghassam Salamé**
Ex-émissaire de l'ONU en Libye

ENQUÊTE

- 36 Wagner**
La symphonie africaine de Poutine



POLITIQUE

- | | |
|--|--|
| 56 Côte d'Ivoire
Patrick Achi, l'équilibriste | 68 Cameroun
Jusqu'où ira le « dircab » de Paul Biya? |
| 61 Tribune
Spike Lee : les racines de l'hypocrisie | 74 Maroc
Interview de Nizar Baraka, secrétaire général de l'Istiqlal |
| 62 Mali
Rencontre avec Moussa Mara, candidat à la présidentielle de 2022 | 80 Tunisie
Al Karama, la coalition de l'indignité |
| 64 RD Congo
Matata Ponyo, un ambitieux dans la tourmente | 84 Algérie
À la poursuite des biens mal acquis |



OBJECTIF BURUNDI

92 Présidence sous surveillance

ÉCONOMIE

120 Monnaie

Franc CFA, le flou d'après

126 La galaxie dorée de

Naguib Sawiris, milliardaire égyptien

128 Banque

de développement
CDC Group persiste et signe en Afrique

130 Interview

Nicolas Terraz, patron
Afrique subsaharienne
de TotalEnergies

132 Banque

Georges Wega,
premier de cordée au sein
de Société générale

134 Start-up

Un quintuplé gagnant
de la healthtech

136 Industrie

SAH-Lilas, un *power couple*
à la tunisienne

DOSSIER

138 Agroalimentaire

FOCUS

150 Africa CEO Forum

CULTURE

156 Sculpture

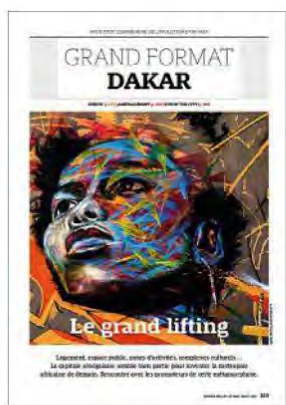
Quand Ousmane Sow
célébrait la résistance indienne

162 Cinéma

OSS 117, la Françafrique version
grand guignol

168 Stylisme

Rayon créolité pour homme



GRAND FORMAT

169 Dakar

Le grand lifting

JEUNE AFRIQUE & VOUS

231 Le tour de la question

232 Ce jour-là...

234 Post-Scriptum

jeuneafrique

Fondateur : Béchir Ben Yahmed,
le 17 octobre 1960 à Tunis
bby@jeuneafrique.com

Édité par Jeune Afrique Media Group

Siège social: 57 bis,

rue d'Auteuil - 75016 Paris

Tél.: +33 (0)1 44 30 19 60

Fax: +33 (0)1 45 20 09 69

Courriel: redaction@jeuneafrique.com

Directeur général: Amir Ben Yahmed

Vice-présidents: Danielle Ben Yahmed,

François Soudan

Directeur de la publication:

Marwane Ben Yahmed

mby@jeuneafrique.com

Directeur de la rédaction:

François Soudan

f.soudan@jeuneafrique.com

La rédaction et l'équipe de Jeune Afrique

sont à retrouver sur

www.jeuneafrique.com/qui-sommes-nous/

Diffusion et abonnements

Ventes: +33 (0)1 44 30 18 23

Abonnements: Service abonnements

Jeune Afrique, 56, rue du Rocher

75008 Paris

Tél.: +33 (0)1 44 70 14 74

Courriel: abonnement-ja@jeuneafrique.com

Communication et publicité

DIFCOM (Agence internationale pour

la diffusion de la communication)

S.A. au capital de 1,3 million d'euros

Régie publicitaire centrale

de Jeune Afrique Media Group

57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris

Tél.: +33 (0)1 44 30 19 60

Fax: +33 (0)1 45 20 08 23

+33 (0)1 44 30 19 86

Courriel: regie@jeuneafrique.com



Imprimeur: Siep - France

Commission paritaire: 1021c80822

Dépôt légal: à parution ISSN 1950-1285



Abonnez-vous à
jeuneafrique



Découvrez toutes nos
offres d'abonnement sur
jeuneafrique.com

ou contactez-nous au

+33 (0)1 44 70 14 74

► L'homme du mois

Muhoozi Kainerugaba en embuscade

Le fils aîné du président ougandais Yoweri Museveni vient d'être promu chef de l'armée de terre, confortant ceux qui le soupçonnent de lorgner la magistrature suprême.

« **L**a seule façon de savoir si tu es fort est de continuer à tester tes limites », disait Jor-El à son fils, Superman. Enfant, Muhoozi Kainerugaba se passionnait pour les aventures du super-héros à cape rouge, au grand dam de son père, qui a révélé l'anecdote en 2015. Repense-t-il à cette citation de son dessin animé favori à chaque fois qu'il est promu ?

Ses limites, Muhoozi Kainerugaba les a en tout cas souvent testées, Yoweri Museveni s'en est assuré. Il est même difficile de suivre le fil de sa carrière tant son ascension au sein de l'appareil sécuritaire ougandais a été météorique ces quinze dernières années. Propulsé chef de l'armée de terre le 24 juin, le fils du chef de l'État occupe désormais la troisième place dans l'organigramme militaire ougandais. Juste après le chef des forces de défense, Wilson Mbadi, et le commandant suprême de l'armée, Yoweri Museveni.

Cette nomination est la dernière en date d'une longue série pour l'aîné des quatre enfants du couple présidentiel, le seul à avoir embrassé une carrière dans l'armée. Bien qu'il n'ait pris l'uniforme qu'en 1997, Muhoozi Kainerugaba baigne dans cette atmosphère depuis son plus jeune âge. Né un jour d'avril 1974, il grandit d'abord à

Dar es-Salaam, capitale du socialisme africain dans la Tanzanie de Julius Nyerere, où se côtoient chefs rebelles sud-soudanais et guérilleros mozambicains. Museveni, qui y a fait ses études, s'y est réinstallé après un bref passage en Ouganda, en 1970.

Avec le Front for National Salvation (Fronasa) puis avec la National Resistance Army (NRA), Museveni combat Idi Amin Dada puis Milton Obote. Muhoozi a 11 ans lorsque son père marche sur Kampala, le 29 janvier 1986. Visiblement inspiré par l'épopée paternelle, il publie en 2010 *Battles of the Ugandan Resistance : A Tradition of Maneuver*.

L'art de « manœuvrer », qu'il évoque dans ce livre au sens militaire du terme, est devenu une spécialité du clan Museveni. La carrière de Muhoozi Kainerugaba,

baladé d'une influente position à l'autre au gré des besoins et du contexte, en est la parfaite illustration. Juste après avoir rejoint les rangs de l'armée, l'aîné des enfants Museveni part se former à l'étranger. Diplômé en 2000 de la prestigieuse Académie royale militaire de Sandhurst, près de Londres, il est d'abord déployé dans l'unité affectée à la protection du président. Son cursus se poursuit deux ans plus tard en Égypte. À son retour, en 2003, il prend la tête d'une nouvelle unité de la garde présidentielle.

Succession dynastique

Mais sa fulgurante ascension ne débute réellement qu'en 2009 lorsqu'il devient, à seulement 35 ans, commandant du Groupe des forces spéciales (devenu Commandement des forces spéciales, SFC). Muhoozi Kainerugaba sort alors tout juste de Fort Leavenworth, l'une des plus vieilles écoles militaires américaines, située dans le Kansas. Yoweri Museveni connaît la qualité de cet établissement. Il y a trente ans, il y avait envoyé un autre de ses protégés, un jeune stratège militaire rwandais aux côtés duquel il avait combattu dans les années 1980 : Paul Kagame.

Sous la houlette du fils de Museveni, le SFC devient l'une →

● ● ●
Sa fulgurante ascension débute en 2009, lorsqu'il devient, à 35 ans, commandant du Groupe des Forces spéciales.



PETER BUSOMOKE/AFP

« Heureux dans l'armée », il a toujours affirmé qu'il ne nourrissait aucune ambition politique

→ des unités les plus stratégiques et les plus redoutées de l'armée ougandaise. En plus de la sécurité du chef de l'État, il gère la surveillance des sites pétroliers de la région d'Albertine, celle de certains sites gouvernementaux, et sert aussi dans le cadre des opérations spéciales de l'armée. « Muhoozi Kainerugaba est devenu incontournable pour parler sécurité avec Kampala », assure un sécurocrate d'un pays voisin. C'est aussi le SFC qui a été déployé lors des manifestations qui ont précédé l'élection présidentielle du 14 janvier 2021 et qui valent aujourd'hui au fils Museveni d'être cité dans une plainte de l'opposant Bobi Wine devant la Cour pénale internationale (CPI).

Les premiers soupçons sur un projet de succession dynastique émergent à l'époque de cette promotion au SFC. Dès 2009, un câble diplomatique de l'ambassade américaine à Kampala évoque cette hypothèse, à l'époque

On ne compte plus les campagnes de soutien sur Facebook et Twitter sous le hashtag #MK2026.

relayée par un cadre du parti au pouvoir : Mike Mukala. « Museveni s'inspire de plus en plus de Robert Mugabe, et il souhaite faire de son fils, le lieutenant-colonel Muhoozi Kainerugaba, son successeur éventuel », lit-on dans cette note, qui précise toutefois que « Muhoozi est peut-être encore trop jeune pour présenter une candidature crédible à la présidence en 2016 ».

Mukala ne sera pas le seul à imaginer Muhoozi Kainerugaba dans le costume du successeur. Cette tendance porte même un

nom : le « Muhoozi Project », popularisé en 2013 par un courrier interne d'un haut commandant de l'armée, le général Sejusa. Cet ancien camarade de lutte de Museveni y évoque un complot visant à imposer Muhoozi comme successeur de son père. Si Sejusa prend la route de l'exil, Muhoozi Kainerugaba ne parviendra plus à dissiper le doute.

Le fils Museveni a pourtant toujours affirmé qu'il ne nourrissait aucune ambition politique. En 2017, lorsqu'il est temporairement remplacé à la tête du SFC pour devenir conseiller du président, nombreux sont ceux qui y voient un premier pas vers la politique, mais lui rétorque : « C'est un chemin différent de celui que j'emprunte actuellement. »

Figure de la jeune garde

Reste que l'aîné des enfants Museveni n'a pour le moment pas convaincu les sceptiques. D'abord parce que, contrairement à ce qu'il a laissé entendre, des ponts existent entre l'armée et la politique, comme l'illustre la récente nomination du général David Muhoozi, ex-numéro deux de l'armée, au poste de ministre des Affaires intérieures. Ensuite, parce qu'au cours des dernières années le général Kainerugaba a indéniablement pris de l'envergure, rencontrant notamment de nombreux ambassadeurs. On ne compte plus les comptes Facebook le soutenant et les campagnes sur Twitter sous le hashtag #MK2026.

Enfin parce que sa dernière promotion s'accompagne d'un véritable renouvellement au sein de l'armée : la génération du maquis a été largement évincée au profit d'une jeune garde dont Muhoozi est la figure centrale. Museveni, qui ne manifeste pour l'instant aucune intention de quitter le pouvoir, sait que, si son fils veut un jour franchir les derniers obstacles qui le séparent de la politique, il ne pourra se passer du soutien des militaires. ●

Romain Gras



Nabil Ayouch

Second réalisateur marocain à présenter un film en compétition officielle au Festival de Cannes depuis 1962, il a reçu le prix du Cinéma positif pour *Haut et Fort*.



Stromae

Près de sept ans après son précédent album, *Racine carrée*, le chanteur belge d'origine rwandaise revient avec un nouvel opus, qui sortirait avant la fin de l'année.



Arancha Gonzalez Laya

La ministre espagnole des Affaires étrangères a été limogée à la suite de la crise diplomatique entre son pays et le Maroc.



Faouzi Mehdi

Le ministre tunisien de la Santé a été démis de ses fonctions en raison de l'impuissance des autorités sanitaires face au rebond de la pandémie de Covid-19.

ANDREW C. KOVALEV POUR J.A. / VINCENT FOURNIER/J.A. / NOLSON / J.A. / DR

Vivre le progrès.



www.liebherr.com
info.lex@liebherr.com
www.facebook.com/LiebherrConstruction

LIEBHERR

Achille Mbembe

Lors du sommet Afrique-France, prévu en octobre à Montpellier, l'historien et politologue camerounais dialoguera avec le président français, Emmanuel Macron.

1 Défi

En juillet 2019, quand Emmanuel Macron reçoit à l'Élysée des représentants de la diaspora africaine, Achille Mbembe s'insurge, lui reprochant de chercher à éviter « de se mesurer à de véritables intellectuels africains critiques ». Quelques mois plus tard, le président français le sollicitera pour intervenir lors du sommet Afrique-France de Montpellier, prévu en octobre.

2 Ni philosophe ni décolonial

Enseignant à l'Université du Witwatersrand, en Afrique du Sud, il se défend d'être un philosophe. Il dit aussi ne pas être un théoricien de la pensée décoloniale. Son domaine est celui de la pensée critique, fondée sur la quête d'un monde commun par-delà les différences.

3 Dissident

C'est au sein de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) qu'il forge sa conscience politique. À tout juste 20 ans, rédacteur en chef du journal de la JEC, il publie des textes très critiques envers l'Église catholique camerounaise, dont il dénonce la collusion avec l'État.

4 Blacklisté

En 1980, il consacre son mémoire de maîtrise à la violence dans l'ancienne région de la Sanaga-Maritime. Parce qu'une partie importante de ce travail est consacrée à l'Union des populations du Cameroun (UPC,

parti indépendantiste), les autorités universitaires interdisent la soutenance du mémoire.

5 Um Nyobè

Son oncle, Pierre Yem Mback, a été assassiné le 13 septembre 1958, en même temps que le leader nationaliste Ruben Um Nyobè. En 1984, Mbembe rassemble les écrits de Nyobè et les publie. L'ouvrage est interdit au Cameroun, et Mbembe est placé sur la liste des indésirables. Ce n'est qu'en 1992 qu'il est autorisé à rentrer. Aujourd'hui, toujours en froid avec les autorités de son pays, il voyage avec un passeport diplomatique sénégalais, délivré par Macky Sall il y a deux ans.

6 « Liberté intérieure »

Sa seule aspiration, répète-t-il, c'est de n'être esclave de rien ni de personne. Il ne possède ni voiture ni maison, et revendique une « radicale liberté intérieure ».

7 Prolifique

Auteur de huit livres et de près d'une centaine d'articles et chapitres dans des revues et ouvrages académiques, il est le chercheur africain le plus cité au monde. Ses textes sont traduits dans quatorze langues.

8 Pas de maître à penser

On le dit inspiré par Frantz Fanon, Aimé Césaire ou encore Julius Nyerere, mais il dit ne pas avoir de « maître à penser ». Il revendique en revanche volontiers l'influence qu'a eue sur lui sa grand-mère, Suzana Ngo Yem, qui a combattu pour l'indépendance.

9 Réseaux

Ses réseaux sont basés pour l'essentiel aux États-Unis et en Europe. Membre de l'Académie américaine des arts et des lettres, il dirige une collection aux Presses universitaires de l'université de Duke. Il entretient des liens d'amitié avec l'Africain-Américain Henry Louis Gates et avec des penseurs de la diaspora, tel l'Afro-Britannique Paul Gilroy.

10 Football et musique

Plus jeune, il se rêvait footballeur ou musicien. Aujourd'hui, il se dit sensible au « contenu intellectuel » du travail musical de Richard Bona et voit dans le football une

« forme avancée de gymnastique intellectuelle ». Il en discute souvent avec son ami Lilian Thuram, et tous les deux n'excluent pas d'écrire un jour un petit livre sur ce sujet. ●

Clarisse

Juompan-Yakam



VINCENT FOURNIER/JA



DIGITAL EDITION

SAVE THE DATE

du 28 au 30 septembre 2021

Le monde qui vient
Quelles stratégies pour l'Afrique
et son secteur privé ?

INSCRIPTION

www.theafricaceoforum.com

CO-HOST



ORGANISATEUR



Kabylie-Sahara, même combat ?

Le chef de la diplomatie algérienne et le représentant du Maroc auprès de l'ONU ont de nouveau croisé le fer par médias interposés sur deux sujets hautement inflammables.

Nouvelle crise diplomatique entre l'Algérie et le Maroc. Et elle est sinon grave, du moins sérieuse. Le 19 juin, Alger décide de rappeler pour consultation, avec effet immédiat, son ambassadeur à Rabat, Abdelhamid Abdaoui. Dans un communiqué, le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger n'exclut pas de prendre d'autres mesures, sans préciser lesquelles.

Ce rappel d'un ambassadeur n'est pas le premier dans l'histoire commune des deux voisins. En octobre 2017, le Maroc avait rappelé pour consultation son représentant diplomatique en Algérie, Hassan Abdelkhalek, pour protester contre les propos de l'ancien chef de la diplomatie algérienne, Abdelkader Messahel, lors d'un forum des chefs d'entreprise qui s'était tenu à Alger.

Évoquant les investissements marocains en Afrique, Messahel avait alors affirmé : « Les banques marocaines, c'est le blanchiment de l'argent du haschisch. Ce sont des chefs d'État africains qui me le disent. » Et d'ajouter que Royal Air Maroc (RAM) « transporte autre chose que des passagers ». Une manière à peine déguisée d'accuser la compagnie publique marocaine de verser dans le trafic de drogue.

Rebondissements

La colère des autorités marocaines est telle que la RAM sollicite trois avocats afin d'étudier la possibilité de déposer une plainte devant la justice française contre Abdelkader Messahel. Mais la procédure n'est finalement pas menée à son terme, et l'ambassadeur marocain regagne son poste à Alger un mois après son rappel – sans que les tensions entre les deux pays ne connaissent

de véritable apaisement. La crise qui s'installe ce mois de juillet entre Alger et Rabat ne manquera pas de connaître de nouveaux rebondissements après les révélations sur une opération de surveillance des téléphones de hauts dirigeants civils et militaires algériens que les services marocains auraient ciblés entre 2017 et 2019. Selon l'enquête d'un consortium de médias internationaux, Rabat aurait utilisé le logiciel espion Pegasus, développé par l'entreprise israélienne NSO, pour espionner ou tenter d'espionner quelque 6 000 numéros de téléphone algériens.

Parmi les responsables visés figureraient des membres de la famille Bouteflika, l'ancien chef d'état-major de l'armée Ahmed Gaïd Salah et son successeur Saïd Chengriha, Wassini Bouazza, ex-chef des services de renseignement intérieur, Noureddine Bédoui, ancien Premier ministre, ou encore

Ramtane Lamamra

– 69 ans –

AVANTAGE

Son réseau africain et ses amitiés à l'international.

FAIBLESSE

Le recul diplomatique d'Alger ces vingt dernières années.

LOUIZA AMMI POUR JA



Ramtane Lamamra. Nommé le 8 juillet dernier ministre des Affaires étrangères, Lamamra, 69 ans, est justement au cœur de la gestion de cette crise avec le voisin de l'Ouest.

À l'origine de celle-ci, Omar Hilale, 70 ans, représentant permanent du Maroc auprès des Nations unies. Au cours du mois de juillet, Hilale a fait distribuer aux pays non alignés une note dans laquelle il affirme que « le peuple kabyle mérite, plus que tout autre, de jouir pleinement de son droit à l'autodétermination ». Une réponse à Ramtane Lamamra qui, dès sa prise de fonctions, avait réitéré la position de l'Algérie sur la question du Sahara en soutenant le droit des Sahraouis à l'autodétermination sous l'égide de l'ONU.

Fortes personnalités

Ce conflit qui oppose depuis 1975 le Maroc au Front Polisario continue d'empoisonner les relations entre les deux pays au point qu'aucune normalisation n'est possible faute d'un règlement définitif. Et c'est peu dire que leurs positions respectives sur ce dossier sont aussi tranchées qu'inconciliables. Pour Rabat, le Sahara est un territoire marocain,

et la solution ne peut être envisagée que dans le cadre d'un projet d'autonomie. En outre, le soutien inconditionnel de l'Algérie au Polisario en fait un troisième acteur du conflit aux yeux du royaume. De son côté, Alger voit dans la problématique sahraouie une affaire de décolonisation qui doit être réglée dans le

● ● ●

C'est peu dire que leurs positions respectives sont aussi tranchées qu'inconciliables.

cadre d'un référendum organisé avec l'appui des Nations unies.

Aujourd'hui plus que jamais, Hilale et Lamamra sont chargés de défendre les intérêts respectifs de leur pays et de croiser le fer par médias interposés. Diplomates chevronnés à la forte personnalité, tous deux maîtrisent les complexités du dossier sahraoui.

Ancien ambassadeur en Indonésie, en Australie et en Nouvelle-Zélande, Hilale connaît bien l'Algérie pour y avoir exercé des fonctions à l'ambassade du Maroc. Représentant permanent du royaume à Genève pendant plusieurs années, il a maintes fois croisé le fer avec des diplomates algériens, notamment sur la question du Sahara. Réputé intransigeant, ce natif d'Agadir qu'on surnomme le « Pitbull » ne manquait jamais une occasion de monter au créneau pour donner la réplique à Lamamra à l'époque où celui-ci dirigeait la diplomatie algérienne.

Le retour de ce dernier aux Affaires étrangères après une éclipse qui aura duré deux ans s'inscrit dans la volonté algérienne de redéployer un appareil diplomatique frappé par des années d'inertie, de rejouer un rôle de puissance à l'échelle régionale et de retrouver sur le plan continental l'influence perdue du fait de l'effacement de l'ancien président Bouteflika. Diplomate au long cours, fin connaisseur de l'Afrique, ami de plusieurs chefs d'État, Lamamra est l'homme chargé de cet ambitieux programme. ●

Farid Alilat



Omar Hilale

– 70 ans –

AVANTAGE

La dynamique du dossier sahraoui en faveur de Rabat.

FAIBLESSE

Les vives critiques de certains médias après l'affaire Pegasus.

FABIO FRUSTACCI/EPH/MAKPPP

Des terroristes ont attaqué la pizzeria de mes parents

Sarah El Haïry



JEAN-MARC PAU POUR JA

Alors scolarisée à Casablanca, la future secrétaire d'État française chargée de la Jeunesse et de l'Engagement a vécu les attentats de 2003. Elle raconte ce traumatisme.

Casablanca. Ce 16 mai 2003 débute comme tous les autres jours pour l'adolescente que je suis. Au collège, les cours s'enchaînent : maths, français, anglais et physique-chimie. Puis retour à la maison avec mon petit frère. Mes parents sont dans leur restaurant, prêts à affronter le service du soir, prêts, comme chaque jour, à donner pour que chacun vive un moment inoubliable.

Et en effet, nous n'oublierons jamais. Je n'oublierai jamais ce 16 mai 2003. Il devait être à peine 22 heures quand des jeunes hommes d'environ une vingtaine d'années ont fait couler le sang d'innocents, le sang de ceux qui aiment la vie, le sang de ceux qui représentent une différence. Ce jour-là se produit une série de cinq attentats-suicides dans Casablanca.

Cinq attentats islamistes qui ont pris pour cible un hôtel et un restaurant accueillant des clients étrangers, une pizzeria tenue par un

juif, le bâtiment social de l'Alliance israélite, le cimetière juif de la ville ainsi que le consulat de Belgique. Il y aura 33 morts, 33 vies prises en quelques minutes par des fous de Dieu qui ne peuvent se réclamer de la religion musulmane.

Souffle de l'explosion

La pizzeria, Le Positano, appartient à mes parents. Ils étaient associés à une famille juive. Par miracle, une voiture blindée, garée devant le restaurant, nous a protégés du souffle de l'explosion. Ce soir-là, la mort n'aura pas lieu, pas là, pas chez nous.



Il y aura 33 morts, 33 vies prises en quelques minutes par des fous de Dieu qui ne peuvent se réclamer de la religion musulmane.

L'adolescente que je suis, l'enfant que je redeviens à cet instant, se souvient de tout : de ce bruit sourd, de cette odeur, de ces cris d'horreur, de ces images en boucle sur les télévisions locales, de cette peur de perdre les siens, de perdre, lorsque l'on a 14 ans, ceux que l'on aime le

plus au monde : ses parents.

Le jour d'après, une fois que la vie vous a prévenu que rien ne peut plus être tenu pour acquis, que l'essentiel peut vous échapper, que rien ne peut plus être futile, que le temps pour s'aimer devient votre bien le plus précieux, alors oui, plus rien ne peut plus être comme avant. Vous ne laisserez pas passer cette seconde chance. Et c'est là que se forge le combat d'une vie.

Croire ou ne pas croire

Le combat pour la liberté de chacun, le combat contre l'obscurantisme, le combat pour que ceux qui divisent et qui sèment la mort n'aient pas un seul espace.

C'est par instinct maternel, pour protéger ses enfants, que ma mère a décidé, avec courage, de tout quitter pour rejoindre son frère à Thionville, en France. Pour que mon frère et moi puissions vivre dans un cadre serein, loin des guerres de Religion.

Dans le pays de l'universalisme, dans le pays de la liberté d'expression, dans le pays où chacun a la liberté de croire ou de ne pas croire, où le fait religieux est un acte privé. C'est en France que nous avons retrouvé une vie apaisée, un sentiment de quiétude. C'est en France que nous nous sommes instruits, soignés et engagés. C'est en France que nous avons construit.

Notre chance a été la France. ●

Propos recueillis par Jihâd Gillon



BOLLORE
TRANSPORT & LOGISTICS

Le fruit de mon travail est réinvesti dans mon pays.

PATRICK ZEBIHI
DIRECTEUR DES OPÉRATIONS

INVESTIR *plus* POUR CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Avec 250 millions d'euros par an d'investissements dans des infrastructures de qualité, nous sommes fiers de participer au développement économique et social de nos pays d'implantation. Nous créons des emplois, formons nos collaborateurs et veillons au bien-être des populations riveraines. Notre engagement s'inscrit sur le long terme.

NOUS FAISONS BIEN *plus* QUE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE

Thierry Déau

« L'UE et Washington doivent unir leurs forces »

Présence française en Afrique, concurrence de la Chine, rôle du FMI... Le futur actionnaire majoritaire de Suez s'est confié à RFI-*Jeune Afrique* dans le cadre de l'émission *Éco d'ici, éco d'ailleurs*. Extraits.

Lors du sommet de Paris, en mai dernier, le président Macron a souhaité que les pays développés donnent au continent une partie de leurs quotas-parts de droits de tirage spéciaux [DTS] pour mettre à leur disposition une enveloppe de 100 milliards de dollars.

Ce dossier avance-t-il au FMI ?

Sa directrice générale, Kristalina Georgieva, s'est prononcée en faveur de la réallocation des DTS aux pays les plus vulnérables. La nouvelle attitude du FMI et de ses actionnaires est très positive. Que l'institution tienne de tels propos est signe que les choses progressent.

La présence, notamment militaire, de la France en Afrique est régulièrement critiquée. Est-ce un problème pour l'investisseur que vous êtes ?

La France n'est pas la seule à avoir une présence militaire en Afrique. Elle y est à la fois pour protéger les populations et les États africains, mais aussi l'Europe. Elle n'est pas en mission colonisatrice. Pourtant, au travers des discours et des joutes politiques, elle est souvent prise en otage. Il faut en rester aux faits. La France est un partenaire fidèle qui, ces dernières années, a changé sa relation avec le continent. Donc, non, cela ne me pose pas de problème.

L'Europe doit-elle faire cause commune avec les États-Unis pour contrer l'offensive

économique chinoise en Afrique ?

L'Europe et les États-Unis doivent unir leurs forces pour aider le continent à se développer. Les Chinois procèdent autrement [en offrant des prêts aux États]. Mais le développement des infrastructures ne doit pas entraîner un surendettement : le développement doit être soutenable. Lisez le programme Build Back Better World, élaboré par le G7 [pour riposter à l'offensive chinoise] : vous verrez qu'il préconise d'impliquer les investisseurs privés pour produire, grâce à de l'argent public, un effet de levier maximal. C'est par ces partenariats public-privé, en toute transparence et sans endettement monstrueux, que l'on pourra atteindre un développement durable. C'est une autre vision [que celle que propose la Chine].

Les responsables africains voient-ils cette initiative d'un bon œil ?

Elle est bienvenue parce que c'est la confirmation, peut-être pour la première fois au niveau du G7, de ce qui se fait déjà. Des agences bilatérales comme l'Agence française de développement (AFD) et ses équivalents américain (DFI) ou britannique (CDC) soutiennent déjà la structuration et le financement de projets. Le système est en place. Il faut maintenant accélérer la cadence et mobiliser davantage de capitaux. ●

Propos recueillis par Dominique Baillard et Julien Cléménçon



ARNAUD JOURNO S/PHOTOFOR/LE PARISIEN/MAXPPP



BOLLORÉ
TRANSPORT & LOGISTICS

**Je participe
chaque jour aux
développements
de mon pays.**

BERTINE TETCHI
AGENT DE CIRCULATION

CRÉER *plus* POUR DÉVELOPPER LES ÉCHANGES INTRA-AFRICAINS

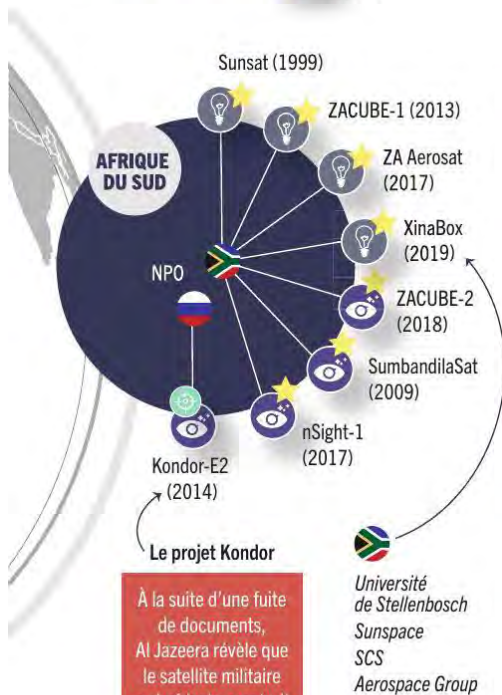
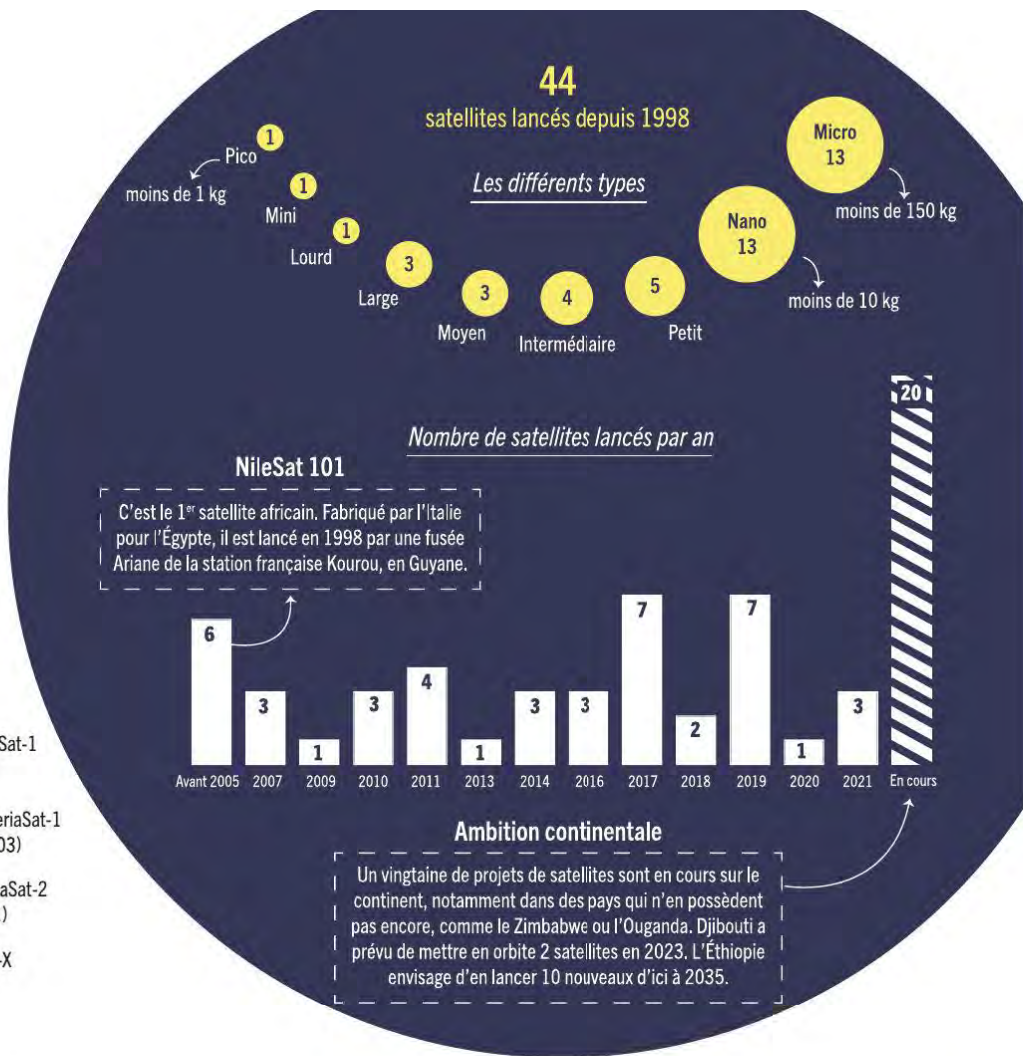
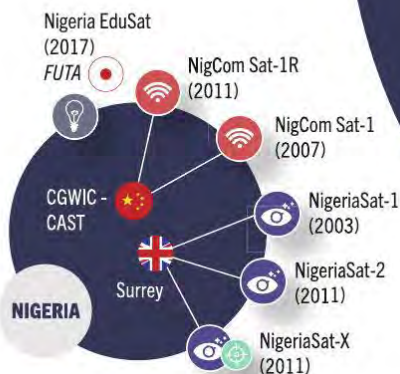
Bolloré Transport & Logistics opère le premier réseau de logistique intégrée du continent et investit pour fluidifier la circulation des biens et des personnes. Le rail, la route, les fleuves, sont autant de solutions qui permettent le désenclavement des pays sans façade maritime. Le chemin de fer en particulier est une alternative écologique à la route qui réduit la congestion, dans un contexte d'urbanisation et de développement des villes africaines.

NOUS FAISONS BIEN *plus* QUE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE

Comment l'Afrique se met en orbite

Marie Toulemonde

Déclaré perdu 4 mois après le lancement



Comment lire l'infographie

Observation de la Terre	Télécommunications	Éducation et technologie	Renseignement militaire
Surveiller l'environnement, cartographie, météorologie Le satellite algérien AlSat-2A est utilisé pour surveiller la désertification et les feux de forêts. Il a servi à la détection de criquets pèlerins à Tindouf.	Connexion internet, télévision, radio Les satellites égyptiens NileSat 101 et 102 diffusent environ 150 chaînes de télévision, du Moyen-Orient à l'Afrique centrale, pour plus de 5 millions de foyers.	Formation étudiante, recherche Le nanosatellite CubeSat ZACUBE-2 a été conçu par des ingénieurs sud-africains dans le cadre de leur formation. Depuis qu'il a été mis en orbite, il sert à des projets et à des expériences scientifiques.	Images haute résolution, caméra infrarouge En 2018, le Maroc a acquis secrètement le plus puissant des satellites de surveillance africains, le Mohammed VI-A. Officiellement destiné à l'usage civil, ses images ont une résolution de 70 cm et peuvent être prises de n'importe où sur le globe en moins de 24 heures.

SOUDAN

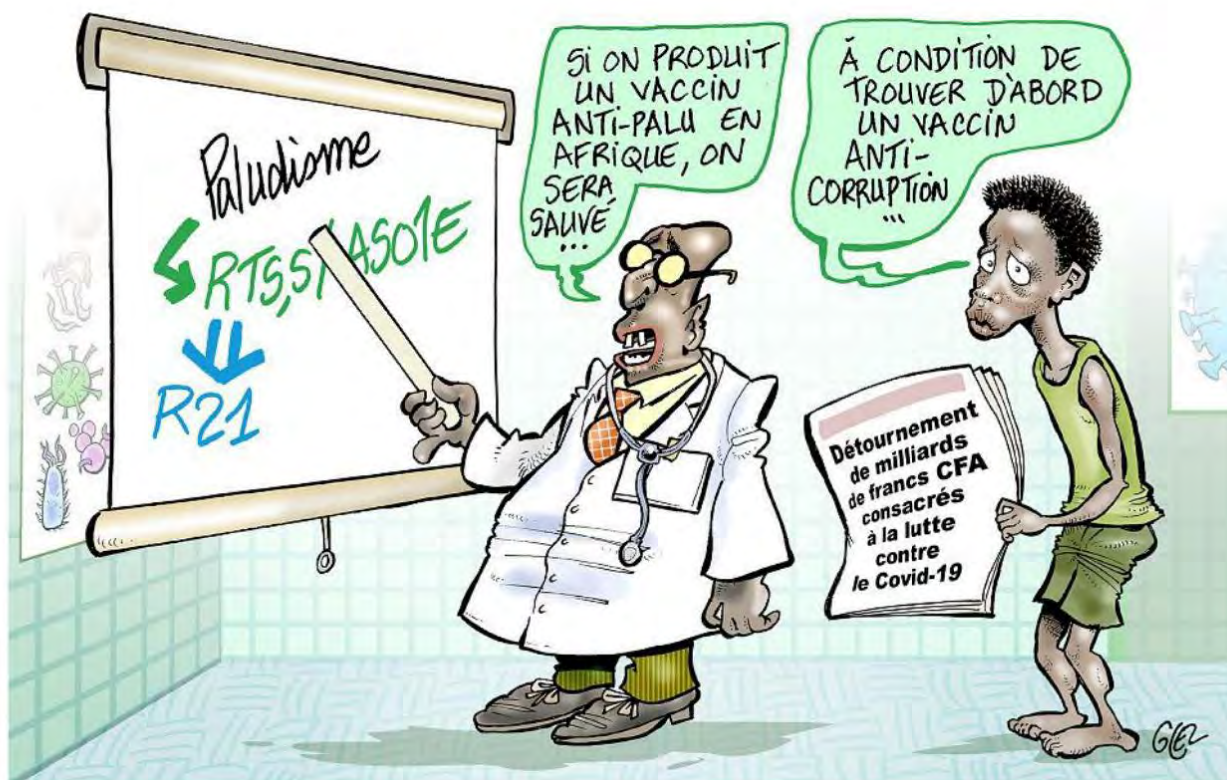
Usage principal:

Nom du satellite: SRRS 1 (2019) Date de mise en orbite

Nom du fabricant: Shenzen Aerospace Nationalité du fabricant

Fabrication nationale:

SOURCE: SPACE IN AFRICA; ESA EARTH OBSERVATION PORTAL



Paludisme, Covid, même combat

Si « Covid » fut sans doute le mot le plus employé de 2020, « vaccin » pourrait être le plus utilisé en 2021. Mais les espoirs de miracle autant que la méfiance complotiste feraient presque oublier le paludisme, dont l'écrasante majorité des victimes – quelque 400 000 morts en 2019 – se situe en Afrique, continent où l'on n'a certifié que 150 000 décès environ du coronavirus en plus d'un an de pandémie. Au sempiternel fatalisme qui voudrait que les sommités épidémiologistes mondiales ne considèrent que les virus et parasites actifs dans l'hémisphère nord, l'Afrique offre aujourd'hui le spectacle enthousiasmant de tests de vaccins contre la malaria.

C'est au Malawi, au Kenya et au Ghana que le R21 fait actuellement l'objet d'études. La préparation biologique contient essentiellement

la même molécule que le RTS,S déjà développé par les laboratoires britanniques GlaxoSmithKline depuis les années 1980. Le RTS,S avait achevé des essais de phase III, réduisant manifestement le risque de paludisme de 55 % dans les douze mois suivant la primo-vaccination et de 39 % sur quatre ans. En 2016, il avait obtenu un avis positif de l'Agence européenne des médicaments (EMA) et une « recommandation prudente » de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Impatience des populations

Le R21 reprend des essais qui concerneront 4 800 enfants burkinabè et maliens pendant un an, avec un suivi de 2023 à 2024. Les parasitologues ont l'espoir de démontrer une efficacité de plus de 75 % sur une période d'un an, score qui constitue l'objectif requis par l'OMS.

Celle-ci ayant accéléré l'approbation d'un vaccin contre le Covid-19, l'heure est à l'impatience du côté de populations davantage meurtries par le palu. Mais les appréciations du calendrier sont partagées : les responsables des tests souhaitent achever un an d'essai avant que le R21 puisse être inscrit sur la liste d'utilisation d'urgence, notamment dans les pays qui n'ont pas réussi à réduire la morbidité du palu par la prévention. D'autres souhaitent que des tests soient menés dans des régions où la période de transmission ne se réduit pas essentiellement à une saison.

Il reste à espérer que le vaccin tant attendu puisse être largement fabriqué en Afrique, simplifiant ainsi la chaîne d'approvisionnement. Pour l'heure, le continent produit moins de 1 % de ses vaccins de routine. ●

Damien Glez

COMMUNIQUÉ

EVARISTE NDAYISHIMIYE

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI





Le Président Evariste Ndayishimiye veut faire du Burundi un pays flamboyant à travers un programme de transformation inclusif axé notamment sur les jeunes, qui constituent la majeure partie de la population burundaise (plus de 65% selon le dernier recensement général de la population en 2008). Le Président investit temps et moyens financiers pour l'entrepreneuriat des jeunes.

En plus d'une Banque d'Investissement pour les jeunes (BIJE) dont le siège se trouve à Gitega,

la capitale politique du Burundi, et dont l'objectif est de financer, à un taux d'intérêt préférentiel (7%) les initiatives des jeunes regroupés en associations, sociétés coopératives ou autres formes d'entreprises, le Président a mis en place un Programme d'Autonomisation Économique et d'Emplois des Jeunes (PAEEJ), pour que la jeunesse mette à profit ses talents et savoir-faire et s'investisse dans l'entrepreneuriat.





Dans sa simplicité, le Président Ndayishimiye et sa famille prêchent par l'exemple dans les travaux de développement, surtout dans la mise en œuvre de la priorité des priorités, l'agriculture et l'élevage.



Depuis son investiture le 18 juin 2020 comme Président de la République du Burundi, le Général Evariste Ndayishimiye (surnommé N.Eva) a initié des réformes profondes qui s'articulent en 6 axes à savoir l'amélioration de la bonne gouvernance et de la santé publique; la lutte contre la pauvreté à travers l'encadrement de la population dans les domaines de l'agriculture et l'élevage; la lutte contre le chômage des jeunes par l'entremise de la création d'emplois et l'industrialisation; la protection sociale des retraités; le renforcement de la paix, de la réconciliation et

de la cohésion sociale. Général de l'armée Burundaise de laquelle il démissionne en 2016 pour diriger le Parti au Pouvoir, le Président Evariste Ndayishimiye hérite, en 2020, à l'issue d'un processus électoral crédible, inclusif et transparent, d'un pays longtemps isolé sur la scène internationale, un pays de l'Afrique de l'Est qu'il ambitionne de remettre à la bonne place dans le concert des nations.

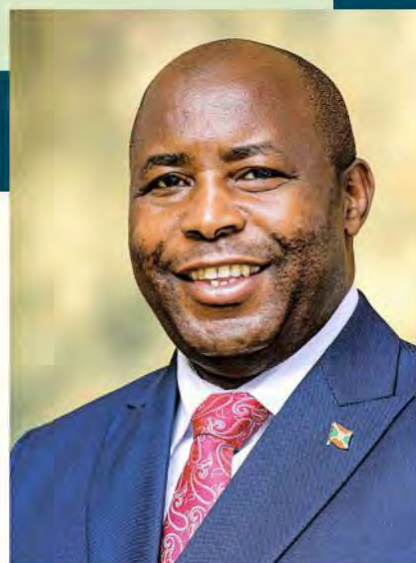
En une année, le bilan de N.Eva, homme de terrain, est éloquent et permet de poser de solides bases d'un développement socio-économique durable, pour que «chaque poche puisse avoir de

l'argent et chaque bouche puisse avoir à manger» slogan du nouvel homme fort du Burundi qui ambitionne de donner à chaque burundais les possibilités d'avoir le minimum pour son bien-être.

Les chantiers ne manquent donc pas pour le nouveau président qui, depuis un an, s'attelle à raffermir et normaliser les relations de son pays avec ses voisins comme avec ses partenaires occidentaux, ainsi qu'à maintenir la paix; combattre la corruption et les malversations économiques et remettre le pays sur les rails du développement.

Pour un Burundi sans corruption ni concussion

Conscient que le manque de bonne gouvernance et de transparence dans la gestion de la chose publique alimente la corruption, un fléau redoutable avec son corolaire de méfaits sur les populations qui en paient le plus lourd tribut, le Président Evariste Ndayishimiye n'est pas du tout disposé à laisser les corrompus ou les mauvais gestionnaires se la couler douce. L'intransigeant Général qui dirige le Burundi depuis une année va jusqu'à remettre en cause tous les contrats PPP (Partenariat Public Privé) signés avant son accession au pouvoir, surtout dans le secteur minier, et des équipes nommées les revisitent au peigne fin, les scrutent minutieusement pour vérifier si les intérêts du pays ont été préservés et si le pays n'est pas en train d'être spolié.





François Soudan

Pourquoi les Africains doivent devenir machiavéliques

Dans un monde où les lyncheurs du numérique chassent en meute et où l'anonymat libère le pire de l'espèce humaine, au point de contraindre nombre de leaders apeurés à se muer en *followers*, je ne saurais trop recommander à ceux qui nous dirigent de lire (ou de relire) Machiavel. Au palmarès des termes employés à contresens, celui de machiavélisme occupe le haut du classement, avec celui de cynisme, dont la signification originelle, toute de sagesse et de liberté, est l'exact contraire de ce qu'elle recouvre aujourd'hui. Nicolas Machiavel était un réaliste et un penseur politique hors pair, et ce qu'il nous dit dans *Le Prince* mérite d'être gravé au frontispice de tous les palais présidentiels : « Les princes déchus sont ceux qui, durant le calme, ne se sont point inquiétés de la tempête. » En d'autres termes, explique le philosophe Roger-Pol Droit, « si le prince doit n'avoir qu'une vertu,

c'est celle de savoir anticiper. Lorsqu'on prévoit le mal de loin, ce qui n'est donné qu'aux hommes doués d'une grande sagacité, on le guérit bientôt ; mais lorsque, par défaut de lumière, on n'a su le voir que lorsqu'il frappe tous les yeux, la cure se trouve impossible ». Et il n'y a plus rien à faire. Combien, parmi nos chefs, sont capables de distinguer les signaux faibles et d'agir en conséquence avant que vienne la tempête ? Un vœu : que les dirigeants africains deviennent machiavéliens !

No limits

Ce n'est pas chez le théoricien italien du XVI^e siècle que Xi Jinping, le plus puissant des successeurs de Mao, puise son inspiration, mais chez un général et stratège bien plus ancien, Sun Tzu, dont le célébrissime *Art de la guerre* enseigne comment vaincre sans combattre. La Chine de Xi n'est plus celle de Deng Xiaoping, l'habile « petit

timonier » qui, à la fin du siècle dernier, libéra les énergies et l'économie chinoises avec discrétion, pragmatisme, et sans provoquer quiconque. Xi imperator exsude une sûreté de soi qui frise l'hubris sur fond de paranoïa, à la tête d'une nation à la fois rouge vif et sauvagement capitaliste, synthèse que l'Occident pensait impossible entre deux pôles apparemment incompatibles. Car la Chine est toujours communiste : célébré le 1^{er} juillet dans un climat d'orthodoxie idéologique et de nationalisme débridé, le centenaire du Parti communiste (PCC) a été ostensiblement relayé dans toutes les capitales du monde – et singulièrement en Afrique – par une débauche de cérémonies, de conférences et de commémorations sous la houlette de diplomates zélés, les fameux « loups combattants ». En direction du continent africain, le message distillé à cette occasion est le même depuis plus de vingt ans : contrairement à l'Occident, la Chine n'a jamais été colonisatrice, elle a été dominée, humiliée pendant un siècle et demi par ceux-là mêmes qui ont subjugué l'Afrique ; mais elle a

● ● ●

En Afrique, la Chine ne séduit pas. Son but est ailleurs : impressionner, captiver et surtout influencer.

su, grâce au PCC, relever la tête jusqu'à devenir la puissance mondiale qu'elle est aujourd'hui. Pour autant, elle ne nourrit ni ne nourrira jamais de desseins impérialistes à l'égard de ses « frères » du Sud pour une raison très simple : ce genre d'ambition n'est ni dans les gènes ni dans la culture du peuple chinois,

d'autant que, comme le répète Xi Jinping, la Chine appartient « pour toujours » à la catégorie des pays en développement – « avec des caractéristiques chinoises ».

Cette dernière précision est importante. Elle signifie à la fois que le modèle chinois ne prétend pas être exportable – à la différence du modèle occidental – et que, dans le fond, Xi Jinping ne se fait guère d'illusions excessives sur l'image de son pays, singulièrement en Afrique. Quels que soient les efforts déployés en la matière par les instituts Confucius et les écoles de mandarin qui essaient sur le continent, les dirigeants de Pékin savent que leur *soft power* ne sera jamais en mesure de rivaliser avec l'attraction culturelle multiforme exercée par le libéralisme occidental, en particulier sur la jeunesse. D'autant qu'au joug de la dette et à l'image dégradée des entreprises chinoises, dont beaucoup n'ont cure des normes environnementales et sociales, s'ajoute aux yeux de l'opinion africaine un fait historique que la « diplomatie des masques » n'est que très partiellement parvenue à occulter : c'est bien d'un marché de Wuhan qu'est partie la grande faucheuse du Covid-19. La Chine ne séduit pas, donc, et tel n'est pas son but. Mais elle impressionne, elle captive et, surtout, elle influence de plus en plus. Une récente étude américaine estime à 80 environ le nombre de pays sur lesquels Pékin exerce une influence économique, et donc diplomatique, déterminante. Parmi eux, une majorité d'États africains, systématiquement alignés sur les positions chinoises dans toutes les enceintes internationales dès que sont abordés des dossiers aussi sensibles que ceux de Taïwan, de Hong Kong, du Xinjiang ou du Tibet. « Il n'y aura pas de limites externes à la puissance chinoise au XXI^e siècle », écrit Hubert Védrine*, pas plus qu'il n'y a désormais de limites aux mandats présidentiels de Xi Jinping.

Vladimir Poutine, lui aussi, a le temps devant lui – au minimum jusqu'en 2036 –, et le maître du Kremlin partage avec celui de la cité interdite de Zhongnanhai une même rhétorique anti-occidentale alimentée par le même ressenti des humiliations subies – en l'occurrence la désintégration de l'URSS.

À l'égard de la Russie, l'Europe et les États-Unis ont commis la même erreur de jugement qu'à l'égard de la Chine. Ils ont cru que son insertion dans l'économie capitaliste mondiale signifierait ipso facto sa normalisation et sa démocratisation selon les critères définis par eux. Ils ont cru que le courant proeuropéen l'emporterait à Moscou sur le courant nationaliste slavophile et que la « nouvelle » Russie accepterait passivement la perte de l'Ukraine et le renforcement de l'Otan à ses frontières. À court ou à moyen terme, le rapprochement en cours, la quasi-alliance entre les deux empires voisins autrefois ennemis au sein du camp socialiste, ne restera pas sans conséquences sur l'Afrique. Xi Jinping et Vladimir Poutine y font face au même adversaire, l'Occident, avec des armes différentes. L'économie pour le Chinois, la sécurité et l'idéologie pour la Russie. Qu'une synergie organisée au plus haut niveau survienne entre ces deux-là sous forme d'une sorte de politique africaine coordonnée et les cartes sur le continent seront totalement bouleversées.

« Idiots utiles »

Faute de moyens financiers et d'expertise de ses entreprises (en dehors des secteurs minier et énergétique), l'offensive russe sur le continent est à la fois low cost et minutieusement ciblée, sous la houlette de diplomates familiers des techniques du SVR – le service de renseignement extérieur. Son aspect purement sécuritaire est désormais connu (*lire pp. 36-49* *notre grande enquête sur le groupe*

mercenaire Wagner), son déploiement sur le terrain de l'influence médiatique et de la cyberguerre de conquête de l'opinion l'est moins, parce que nettement plus insidieux. De la Centrafrique au Sénégal, en passant par le Mali, la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Cameroun, Moscou irrigue, et souvent finance, toute une série de web TV, de sites internet et de comptes d'influenceurs se réclamant à la fois du nationa-

Pour les néopanafricanistes hostiles à Macron, la France de 2021 est la même que celle de 1960.

lisme, du panafricanisme et d'une commune détestation de la France et de son rôle sur le continent. Ces réseaux sociaux ont leurs stars, suivies par des dizaines de milliers de fidèles : la Suisso-Camerounaise Nathalie Yamb, le Franco-Béninois Kemi Seba, les Camerounais Banda Kani ou Paul Ella. Ils ont aussi leurs références, quasi adulées : Sankara, Lumumba, Kadhafi, Rawlings, Gbagbo et, depuis ses dernières sorties antifrancophones, le Sénégalais Ousmane Sonko. Les chefs d'État en délicatesse avec Paris comme Faustin-Archange Touadéra, Paul Biya, Alpha Condé, Teodoro Obiang Nguema ou le Malien Assimi Goïta bénéficient d'un traitement de faveur lors de ces interminables plateaux volontiers complotistes où l'outrance côtoie les *fake news* et où l'on n'aime rien tant que de vouer aux gémonies Emmanuel Macron, Alassane Ouattara et Macky Sall. Titre d'un débat récent sur la chaîne camerounaise DBSTV : « L'Afrique au cœur d'un grand complot français en 2023, que se passera-t-il ? ». →



ISSOUF SANOGO/AFP

Lors de l'inauguration du stade olympique Alassane-Ouattara d'Ebimpe, construit par les Chinois, en octobre 2020.

→ Si le méga exercice militaire « Orion » de défense du territoire hexagonal auquel le média du milliardaire Baba Danpullo fait ici référence est effectivement programmé pour le premier semestre de cette année-là, son lien avec un quelconque projet d'« invasion » de l'Afrique est purement uchronique. Peu importe : audience et partages assurés, jusque dans certains palais présidentiels.

Certes, on chercherait en vain chez ces activistes du web la moindre critique des visées africaines de Vladimir Poutine, de Xi Jinping ou de Recep Tayyip Erdogan, mais les qualifier pour autant de simples « idiots utiles » de Moscou, de Pékin ou d'Ankara, comme on l'entend parfois dans certaines chancelleries françaises sur le continent, n'est que très partiellement exact. Leur discours, teinté de rancœur et parfois de haine à l'encontre de l'ancien colonisateur, repose sur des frustrations ressenties par nombre d'Africains de l'espace

francophone. À leurs yeux, la France de 1960, celle qui, selon la phrase cruelle de Pierre Messmer, a « octroyé l'indépendance à ceux qui la demandaient le moins après avoir éliminé ceux qui l'exigeaient le plus », cette France-là est toujours la même. Elle a seulement changé de masque et – à peine – de méthode, afin de conserver son influence jugée par eux prédatrice. Chinois et Russes ne sont pas en reste, côté rapacité ? Sans doute. Mais eux au moins ne prétendent pas imposer leurs modèles nombrilistes de gouvernance, leur unilatéralisme judiciaire, leur cour pénale internationale et leur prosélytisme droit-de-l'homme à géométrie variable, répètent à l'unisson – et dans une paradoxale confusion de jugement et d'intérêt – les gouvernements les plus autoritaires et les activistes antioccidentaux les plus débridés. Il serait temps de se rendre compte que l'incircornable « communauté de valeurs » dont l'Occident serait le dépositaire naturel et légitime est

un mythe et que les perceptions des peuples ne sont pas devenues homogènes par le miracle de la normalisation et de la généralisation du numérique. Premier président français à être né après les indépendances africaines, Emmanuel Macron ne s'estime pas voué à expier le fardeau de l'homme blanc, mais plutôt à faire table rase du passé colonial de son pays au nom de la lucidité historique. Le problème est qu'en maints domaines la mémoire africaine ne coïncide pas avec la sienne et que l'Histoire sur le continent demeure un vortex où l'on puise des munitions pour les batailles et les controverses d'aujourd'hui ou de demain. Cela, les Russes et – plus subtilement – les Chinois l'ont parfaitement compris, au détriment d'une « politique africaine » de la France en panne de machiavélisme (dans le bon sens du terme). ●

*** Dans son éclairant Dictionnaire amoureux de la géopolitique, paru en mai chez Plon/Fayard.**



Léonce Ndikumana

Économiste burundais, professeur à l'université du Massachusetts

Fin des paradis fiscaux : quels gains pour l'Afrique

Un « accord historique » : c'est en ces termes que les grandes puissances ont présenté le projet de réforme du système fiscal international endossé par 131 pays le 1^{er} juillet dernier afin que les multinationales commencent enfin à payer leur juste part d'impôt. Mais est-il vraiment historique ? Quels bénéfices peut en tirer l'Afrique ?

Récapitulons. En avril, le président américain Joe Biden annonce que les États-Unis taxeront les filiales de leurs multinationales à hauteur de 21 %. Concrètement, cela signifie que si, par exemple, une entreprise américaine déclare ses bénéfices de façon artificielle en Irlande pour payer seulement 12,5 % d'impôt, elle devra verser la différence au fisc américain. Dans la foulée, Washington appelle le reste du monde à en faire de même, afin de financer la reprise économique post-Covid et d'en finir avec l'évasion fiscale à travers les paradis fiscaux.

C'est donc cet impôt qui vient d'être adopté à l'échelle mondiale, mais à un niveau si peu ambitieux, « au moins 15 % », selon le texte, qu'il ne découragera pas les multinationales de continuer à

camoufler leurs bénéfices dans des paradis fiscaux. Ce n'est pas un hasard si le Kenya et le Nigeria ont refusé de le signer alors que le forum sur l'Administration fiscale en Afrique (Ataf) plaide pour un taux d'au moins 20 %.

Se limiter à 15 %, c'est, aux dires même du club de pays riches que forme l'OCDE, limiter les recettes fiscales supplémentaires à 127 milliards d'euros contre 204 milliards d'euros perdus chaque année. Une récente étude montre que ce taux minimal

Faire payer aux multinationales leur juste part d'impôt est crucial pour des États exsangues.

apporterait, par exemple, à l'Afrique du Sud 600 millions d'euros supplémentaires. Avec le taux de 21 % prôné par Washington, on serait à 2 milliards d'euros de plus, et on passerait à 3 milliards d'euros si le minimum

était fixé à 25 % comme le propose la Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises (Icric), dont je fais partie, aux côtés d'économistes tels que Joseph Stiglitz, Gabriel Zucman et Thomas Piketty.

Ce n'est pas le seul problème pour l'Afrique. L'accord ne s'appliquerait qu'aux entreprises dont le chiffre d'affaires annuel mondial dépasse 20 milliards d'euros, avec un seuil de rentabilité d'au moins 10 %, et la règle de distribution des revenus est défavorable aux pays en développement. Il faut aussi considérer que la majorité des administrations fiscales africaines n'ont pas les moyens financiers, techniques et humains de mettre en place cette réforme complexe.

Réforme équitable

Enfin, l'accord exige des pays signataires qu'ils renoncent à des mesures unilatérales, telles que des taxes sur les services numériques. Des pays comme le Kenya et le Nigeria, qui tentent de taxer une partie de cette activité numérique, seront contraints de renoncer à des revenus réels en échange d'une redistribution illusoire de ressources fiscales à l'échelle mondiale.

Mais tout n'est pas perdu. L'accord n'est pas définitif, et les négociations se poursuivront jusqu'en octobre. En Afrique, nombreux sont ceux qui ont compris à quel point faire payer aux multinationales leur juste part d'impôt était crucial pour remplir les caisses des États exsangues. Ils peuvent aujourd'hui s'allier à un groupe de pays du Nord – les États-Unis et l'Allemagne – comme du Sud – l'Argentine, le Mexique et l'Indonésie – pour exiger une réforme plus équitable. Soit un taux minimal plus ambitieux et une répartition des revenus fiscaux plus simple, en fonction de l'endroit où se trouvent les clients des multinationales, mais aussi leurs employés et les ressources qu'elles utilisent. ●

LA GRANDE INTERVIEW

Le politologue libanais,
envoyé spécial de l'ONU
pour la Libye de juin 2017
à mars 2020.





Ghassan Salamé

« J'ai défendu la souveraineté de la Libye plus que les Libyens eux-mêmes! »

Offensive de Haftar, sort des Kadhafi, ingérences des grandes puissances, poids des mercenaires... L'ex-émissaire de l'ONU raconte tout à JA.

MAHMUD TURKIA/AFP

PROPOS RECUEILLIS
PAR JIHÂD GILLON

Q

Quand il décide de jeter l'éponge, en mars 2020, l'émissaire de l'ONU en Libye est épuisé. Physiquement, avec des problèmes de cœur qui se répètent – « J'ai fui les médecins toute ma vie ! » plaisante-t-il –, mais aussi moralement. La Libye se déchire alors plus que jamais : en avril 2019, le maréchal Haftar a lancé une offensive contre Tripoli, qui a brutalement réduit à néant les efforts qu'il menait depuis sa nomination en 2017.

Mais c'était une démission en trompe-l'œil. Depuis son lit d'hôpital, ensuite de son appartement parisien de l'avenue d'Iéna, Ghassan Salamé a continué à se tenir au chevet du patient libyen, jusqu'à la désignation, en février dernier, d'un nouveau gouvernement chargé d'organiser des élections en décembre. Ancien ministre libanais de la Culture, il explique avoir vécu l'une des périodes les plus riches d'une vie pourtant déjà bien pleine, et cette expérience sera au cœur du livre qu'il prépare avec son ancienne adjointe américaine, Stephanie Williams. De l'attaque de Tripoli au sort réservé aux kadhafistes, en passant par les mercenaires et les ingérences des grandes puissances, ce témoin qui fut aux premières loges de la crise libyenne a accepté de répondre aux questions de JA.

Lorsque vous décidez de quitter vos fonctions d'émissaire pour la Libye, au début de 2020, vous invoquez votre « état de santé ». Comment allez-vous aujourd'hui ?

Ghassan Salamé : Je vais mieux. Pendant la deuxième réunion de la Commission militaire mixte à Genève [en novembre 2020], je suis tombé deux fois, au Palais des nations et à l'hôtel. J'ai vu mon cardiologue à Paris, j'avais la possibilité de prendre des congés, mais nous étions en train de lancer le processus dit des « trois pistes ». J'ai donc choisi de démissionner mais de rester en contact – dix fois par jour ! – avec ma petite équipe. Je n'ai vraiment quitté la mission qu'à l'arrivée de Jan Kubis [en janvier].

Le processus « des trois pistes » – militaire, politique et économique – que vous avez lancé...

Oui, et je reproche aux journalistes et aux Libyens de ne pas assez s'intéresser au volet économique. La question de la réallocation des revenus pétroliers n'est pas que technique : c'est le sujet politique numéro 1 ! C'est pour cela que nous avons créé un compte bloqué à la banque extérieure libyenne, pour y déposer les recettes pétrolières en attendant la constitution d'un gouvernement uni. Cela a permis de relancer la production de brut. Ce compte restera bloqué jusqu'à ce que le Parlement vote le budget gouvernemental.

Sur le plan sécuritaire, il y a la Commission militaire mixte, dite « 5+5 » [cinq officiers de chaque camp sont représentés]. Le cessez-le-feu dont ils ont convenu en octobre dernier tient. Ils ont aussi discuté d'un calendrier pour le départ des mercenaires, la réouverture de la route côtière, les échanges de prisonniers, le retour des populations déplacées.

Le volet politique est différent : il s'agit de représenter l'ensemble du pays. En 2011, la Libye n'a pas été divisée en deux morceaux, mais en mille !

Les élections pourront-elles se tenir avant la fin de l'année ?

Il y a 57 cas d'inconstitutionnalité dans les institutions libyennes. Si le Haut Conseil de justice avait jugé en droit, il aurait déclaré toutes ces institutions invalides. Il a eu la sagesse de ne pas le faire.

Je ne suis pas un fanatique des élections, mais j'insiste pour qu'elles aient lieu. Contrairement à ce qui s'est passé en 2018, c'est une date qui a été choisie par les Libyens. Nous avons même réussi à ramener autour de la table des gens qui étaient hors du processus politique – Haftar aussi bien que les kadhafistes – et qui s'engagent aujourd'hui à respecter le calendrier électoral.

Vous avez parfois laissé paraître votre agacement face au manque de volonté des Libyens et de la communauté internationale. Vous êtes-vous senti soutenu lors de votre mission ?

Le plus difficile, cela a été dans les semaines qui ont suivi l'attaque de Haftar sur Tripoli [en avril 2019]. On avait travaillé pendant près d'un an sur la conférence nationale de Ghadamès, nous avions tout fait ! J'ai reçu une grosse claque. Je me suis plaint directement au Conseil de sécurité de l'ONU : « Vous avez reconnu un gouvernement à Tripoli, vous m'avez ordonné de le soutenir, mais je sais que la moitié d'entre vous soutiennent l'opération de Haftar. Donc si les Libyens me disent que je ne représente rien, ils ont raison ! » C'est à ce moment-là que j'ai décidé de changer de stratégie et d'organiser une grande conférence internationale.

Que se passe-t-il à partir de là ?

En juin 2019, la chancelière allemande, Angela Merkel, m'appelle. Je vais la voir le 15 août suivant pour une réunion peut-être cruciale pour l'histoire de la Libye. Je reste deux heures avec elle. Elle n'est pas très au courant de la situation, ne prétend pas le contraire, et veut savoir de quoi j'ai besoin pour cette conférence. Elle décide que ce sera au niveau des chefs d'État.

Je lui dis qu'on ne peut pas laisser de côté la Turquie, les Émirats et l'Égypte. Mais les membres permanents du Conseil de sécurité doivent aussi venir. En cas d'accord à Berlin, il faut tout de suite une résolution, de façon qu'ils ne puissent pas prétendre être surpris. J'ajoute que beaucoup d'autres pays, dont les voisins, peuvent être intéressés et que le



Khalifa Haftar (à dr.) recevant António Guterres, secrétaire général des Nations unies, et Ghassan Salamé, à la base militaire de Rajma, le 5 avril 2019.

mieux est de les représenter à travers leurs organisations régionales.

Et puis nous avons une surprise pas très agréable. Quelques jours avant Berlin, en janvier 2020, les Russes et les Turcs essaient de nous voler la vedette en parvenant à un cessez-le-feu. Mais Haftar refuse les conditions. Poutine et Erdogan viennent finalement à Berlin. Mais, à la dernière minute, les Russes estiment que ce n'est pas la peine de parler du plan opérationnel. Alors je tape du poing : je ne quitterai pas Berlin sans l'adoption de ce plan. Poutine accepte finalement.

On vous a reproché une certaine complaisance pour les milices tripolitaines. Et vous avez été mis en cause par le camp de Tripoli, qui vous a soupçonné d'être l'homme de la France, elle-même accusée de soutenir Haftar. Comment l'avez-vous vécu ?

J'ai connu ce type d'accusations partout où j'ai été, c'est le destin de tout médiateur, et je n'y ai jamais répondu. Les Libyens ont découvert que j'étais un homme indépendant. J'ai exclu tous les acteurs internationaux, mon partenaire allemand n'est pas intervenu en 2011 et n'a aucun intérêt en Libye. Qu'on me critique pour des déclarations ou parce que j'ai enseigné à Sciences Po Paris, ce n'est pas très grave. Mais que l'on me donne un seul

exemple d'un Libyen qui m'ait fermé la porte au nez ! Au fond, les Libyens savaient que je tenais à la souveraineté de leur pays encore plus qu'eux !

Un certain nombre de pays africains se sont sentis marginalisés par l'ONU dans les négociations...

Mais l'Union africaine (UA) était présente à Berlin et dans toutes les réunions préparatoires. L'UA veut être, pour tous les conflits africains, le

« **Le plus difficile, ça a été l'attaque de Haftar sur Tripoli. On avait travaillé pendant près d'un an. J'ai reçu une grosse claque.** »

partenaire presque à égalité de l'ONU. Ça me dépasse. Elle est allée jusqu'à demander au Conseil de sécurité que l'émissaire de l'ONU pour la Libye soit l'un de ses représentants. Mais c'était une position délicate à défendre, et le Conseil de sécurité a refusé, ce qui est compréhensible : mille organisations régionales auraient alors demandé la même chose.

J'ajoute que je suis allé à Addis-Abeba une demi-douzaine de fois, et au moins deux fois chez le président congolais Denis Sassou Nguesso [à la tête du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye]. Nous écrivions un rapport hebdomadaire adressé également à l'UA. Cette dernière n'en ayant pas les moyens, c'est l'ONU qui a assuré la logistique des déplacements des – nombreux – représentants de l'UA à Berlin. Après le sommet arabe de Tunis, nous avons dû retarder de deux jours la visite du secrétaire général de l'ONU pour mettre nos moyens de sécurité et de transport à la disposition notamment de Moussa Faki Mahamat [le président de la Commission de l'UA] pour qu'il vienne en Libye. Et lorsque le représentant de Denis Sassou Nguesso venait, c'est dans un appareil de l'ONU qu'il voyageait. C'est mon chauffeur qui s'occupait de lui !

J'ai la conscience tranquille : j'ai donné à l'UA tout ce que le Conseil de sécurité m'autorisait à lui donner. Mais je ne pouvais pas prendre mes ordres à Addis-Abeba.

Votre mission n'a-t-elle pas été parasitée par des médiateurs intempestifs ?

Non, je les ai tous mis de côté. Il ne faut pas trop de médecins pour un patient : il faut un chef d'orchestre. Si chaque pays, chaque organisation,

veut jouer les médiateurs, alors les Libyens sont perdus.

Que répondez-vous à ceux qui estiment que les kadhafistes n'ont pas été assez associés au processus politique ?

Qui peut m'accuser de cela ? Dès le début, j'ai invité « tous ceux qui ont été exclus les années précédentes ou qui se sont exclus eux-mêmes à rejoindre le processus ». Le lendemain, j'ai commencé à recevoir des kadhafistes. J'ai tout fait pour aider la famille de Kadhafi au niveau humanitaire, sa fille Aïcha, sa femme, et son fils Saadi. On a aussi établi un contact avec Seïf el-Islam et ses ennemis au sein de la mouvance « verte ». Et les kadhafistes étaient présents aux élections à Genève !

Avez-vous perçu une forme de nostalgie pour Kadhafi ?

Les Libyens ont pris acte de sa mort et de la chute de son régime. Les dirigeants de l'époque savent que s'ils veulent rester dans le jeu politique, ils doivent venir avec des idées nouvelles et prendre en considération les événements de ces dix dernières années. Ils ont toute leur place à la condition qu'ils comprennent qu'ils ne sont pas seuls et qu'ils n'aient pas recours à la violence. La plupart ne sont pas dans un état d'esprit revanchard.

Racontez-nous votre 4 avril 2019, le jour où Haftar a décidé d'attaquer Tripoli.

Vers janvier, Haftar a commencé à progresser vers le sud, parfois pacifiquement, comme à Sebha, parfois avec des batailles assez sanglantes, comme à Mourzouq. Il est allé jusqu'aux puits pétroliers de l'Ouest. Deux officiers du gouvernement Sarraj m'ont prévenu qu'il se préparait à attaquer Tripoli. Je les ai pris au sérieux. À la fin de février, un tweet du porte-parole de Haftar annonçait l'offensive sur Tripoli et la prise de Gharyan. On ne pouvait plus rester les bras croisés.

Haftar et Sarraj se rencontrent le 28 février, à Abou Dhabi, alors même que les Émirats soutiennent Haftar...

Il ne faut pas chercher des complots partout, les Émiratis sont restés très en retrait. On a essayé d'organiser la



Des combattants du gouvernement reconnu par l'ONU lors d'affrontements avec l'armée rebelle, à Salah al-Din, le 29 juillet 2019.

réunion à Chypre, mais Sarraj ne voulait pas irriter les Turcs, et le choix s'est porté sur Abou Dhabi parce que Haftar s'y faisait opérer des yeux. Nous avons essayé d'obtenir l'engagement qu'il n'attaquerait pas Tripoli.

Plus tard, j'ai rencontré trois ministres de Sarraj, originaires du sud du pays. Ils m'ont dit, et cela m'a surpris, qu'ils étaient contents de l'offensive de Haftar dans le Sud : « C'est la foire à Sebha, on ne peut plus sortir après 17 heures, les routes sont incertaines. Qu'une force libyenne, même si elle ne dépend pas de notre gouvernement, aille rétablir un peu d'ordre dans cette zone, nous sommes pour. »

Vous êtes à Tunis, lors du sommet arabe du 1^{er} avril, à trois jours de l'attaque. Vous devez ensuite vous rendre en Libye avec le secrétaire général...

La mission m'appelle de Tripoli : les Libyens nous informent qu'il y a un grand mouvement des troupes de Haftar vers Al Jufra. J'avertis le secrétaire général. Le lendemain matin, il me dit : « J'ai appelé deux chefs d'État – sans me dire lesquels – qui sont en contact avec Haftar. Ils m'ont assuré que rien ne se passerait pendant mon séjour en Libye. » Et puis on apprend qu'il y a des mouvements d'Al Jufra vers l'ouest. J'avertis de nouveau le secrétaire général. Il décide de maintenir sa venue en Libye. Le 3 avril au

soir, nous revenons à Tripoli. Le 4, nous allons voir Sarraj, qui n'est pas encore sûr de l'imminence de l'attaque. Il est 9 heures du matin, il est troublé.

Vers midi, on a la certitude que Tripoli est attaquée. J'avertis à nouveau le secrétaire général, qui me demande quelle sera la réaction dans l'Ouest. Mon sentiment, c'est qu'il y aura de la résistance, même s'il y a des rumeurs selon lesquelles Haftar a acheté la loyauté de plusieurs groupes en Tripolitaine. Les grandes personnalités de Misrata – les Bachagha, Miitig, Dabaiba [actuel Premier ministre] – nous ont d'ailleurs assuré qu'elles ne laisseraient pas tomber Tripoli. Le lendemain, nous allons avec le secrétaire général à Benghazi pour voir Haftar et lui faire comprendre que l'Ouest va résister.

Cela ne suffit pas à le dissuader...

Il y a quelque chose dont les Libyens ne sont pas au courant et qui a causé du tort à l'ONU. Le secrétaire général a invité Sarraj et Haftar, un vendredi, à venir le rencontrer à Genève le lundi pour discuter d'un cessez-le-feu. Je vais à Tripoli pour prévenir Sarraj, qui veut 24 heures pour réfléchir. Pendant ce temps, je précise à Haftar et à son fils Belkacem que j'attends leur réponse et que mon téléphone reste allumé toute la nuit. Les Suisses sont surexcités, le secrétaire général attend.

Samedi passe, aucune réponse ni de l'un ni de l'autre. Le soir, je vais voir Sarraj et le convaincs de venir, mais pas de nouvelles de Haftar. Dimanche après-midi, je l'appelle : il fait sa sieste. « Mais la réunion est demain ! Il faut le réveiller. » Je finis par l'avoir. « Je n'y vais pas », me dit-il. Sans explication.

À l'aéroport de Benghazi, le secrétaire général n'a pas condamné l'attaque de Haftar et m'a donné pour consigne de ne pas m'exprimer avant lundi. Les Libyens en ont tiré la conclusion que l'ONU refusait de condamner l'offensive, mais la vérité c'est que le secrétaire général ne voulait pas lui donner un prétexte de ne pas venir à Genève. Le mardi matin, je déclare finalement sur la BBC que nous faisons face à un coup d'État. C'était la position de l'ONU que je pouvais enfin exprimer.

Comment jugez-vous Haftar ?

C'est un officier qui tient beaucoup à son look et au formalisme dans les réunions. Je l'ai vu une bonne douzaine de fois. Il ne m'a jamais manqué de respect, ne m'a jamais fermé sa porte, a toujours montré qu'il était disposé à travailler avec la mission. Cela a conduit à la résolution de plusieurs problèmes. Ainsi lors de la réouverture du triangle pétrolier en 2018. Je lui ai transmis le message de la communauté internationale : qu'il y aurait un déploiement maritime européen et américain en face de Benghazi si jamais il essayait de vendre le pétrole lui-même en contournant la NOC [la compagnie nationale pétrolière]. Une solution a été trouvée le lendemain.

Quand la guerre a commencé, j'ai senti qu'il m'avait fait un sale coup. Et il a mis du temps à me donner le nom de ses officiers [chargés de négocier le cessez-le-feu]. Mais, à partir de l'été 2020, nous avons très bien travaillé.

Vous n'avez pas constaté de mauvaise volonté ?

Non. Il m'a fait attendre, mais il a tenu bon une fois engagé dans le processus. Je prends aussi en considération le fait qu'il a un peu rétabli l'ordre dans le Sud. Cela dit, il a causé des morts, des destructions, permis les interférences extérieures et repoussé le processus de paix d'un an et demi... Et, en plus, il a perdu. Cela

pèse beaucoup sur mon appréciation du personnage, mais ça ne me fait pas oublier les concessions que j'ai pu lui arracher.

Du fait de son offensive, le nombre de mercenaires présents en Libye a explosé...

On appelle mercenaires des gens qui sont très différents. Vous avez des gens qui travaillent en Libye, dans l'agriculture, sur les chantiers, etc. Ils ont été mobilisés par les milices qui manquaient d'hommes. Ils ne demandent qu'à reprendre leur emploi civil. Des Subsahariens essentiellement, notamment des Nigériens et des Gambiens.

Vous avez aussi une compagnie privée, Wagner, qui a certes des liens avec le Kremlin, mais qui a son budget propre. Il y a des accords à trouver, diplomatique avec Moscou et financier avec Wagner.

Il y a les Turkmènes de Sultan Mourad et les Syriens que les Turcs ont ramenés. Il faut négocier avec le gouvernement turc pour les premiers. Pour les seconds, généralement d'ex-rebelles arabophones, la négociation ne sera pas la même. On leur a promis des nationalités et des salaires qui n'ont jamais été versés.

« **Des mercenaires
darfouris, les pays
africains disent à raison
que, s'ils rentrent, ce doit
être sans leurs armes.** »

Il y a aussi les Syriens prorégime qui sont venus avec les Russes et qui sont avec Haftar. Pour ceux-là, il faut discuter avec Damas ou avec Moscou. Sans oublier les Darfouris, qui sont ingérables : ils commencent à travailler pour Haftar avant d'aller tuer Idriss Déby Itno... De ceux-là, les pays africains disent à raison que s'ils quittent la Libye, ce doit être sans leurs armes.

La France a été accusée de mener un double jeu en Libye et de favoriser Haftar. Qu'avez-vous constaté ?

On exagère le rôle des Européens en Libye, dans la guerre comme dans la paix. La Libye s'est émancipée de l'Europe. L'ONU n'a pas refusé les réunions de La Celle-Saint-Cloud et de Paris. Nous sommes aussi allés à Palerme, en novembre 2018. Ai-je cru à toutes ces initiatives ? Non.

Beaucoup d'Africains avaient le cœur à Rajma [QG de Haftar]. Je me souviens d'un chef d'État africain à Palerme qui m'a pris à part pour me dire : « La Libye a besoin d'un Bonaparte, et ce Bonaparte s'appelle Haftar. »

Pour le reste, il est vrai que Washington et Paris ont coopéré avec Haftar et ont encore des liens avec lui : les États-Unis sont intéressés par sa prestation antiterroriste et immunes à ses projets politiques, lesquels sont accueillis avec un peu plus de compréhension à Paris. Mais quand ces derniers ont pris le pas sur la lutte contre le terrorisme, ce sont les Russes et les Turcs que l'on a vus sur le terrain.

Les démocraties avancées ont des contraintes internes, je comprends que la France ait été embarrassée par la découverte des missiles Javelin à Gharyan. Elle ne voulait pas être perçue comme partie prenante.

Ne l'a-t-elle pas été de fait ?

Elle aurait pu utiliser à égalité le gouvernement de Tripoli et celui de Haftar dans la lutte antiterroriste. C'est ce que les Américains ont fait. La France a utilisé davantage Haftar. Et c'est vrai que les alliés africains de Paris l'ont poussée dans ce sens-là.

L'UE a deux gros soucis en Libye : l'immigration et le terrorisme. Des préoccupations légitimes, auxquelles elle a pu trouver des solutions à titre unilatéral. L'Italie est allée trafiquer avec les maires des villes côtières [pour contrôler les départs de migrants] et la France a tenté d'instrumentaliser Haftar dans sa lutte au Sahel.

Après ce qui est arrivé à Idriss Déby Itno, après les progressions turque et russe, après l'échec de ses précédentes tentatives de médiation, il ne faut pas que l'Europe se dise qu'elle n'a plus rien à faire en Libye. Elle a une chose à faire, et elle seule le peut, pas les Américains et certainement pas les Russes : c'est aider à la reconstitution de l'État libyen. ●

WAGNER

La symphonie africaine de Poutine

Incontournable au Soudan et en Centrafrique, présente en sous-main au Sahel, cette société de sécurité privée officieuse liée au maître du Kremlin est de plus en plus active sur le continent. De Khartoum à Bamako, en passant par Bangui et Saint-Pétersbourg, plongée dans le monde interlope des vrais-faux mercenaires.

MATHIEU OLIVIER



Un « conseiller »
militaire russe
membre de Sewa
Security Services au
camp de Berengo,
en Centrafrique,
le 4 août 2018.

FLORENT VERGNES/AFP

célébrer le trépas du voisin a quelque chose d'irrespectueux.

Tout à sa soirée et aux deux convives assis avec lui, le colonel n'en dédaigne pas pour autant quelques obligations. Par deux fois, son téléphone le rappelle à la réalité. Identité du contact : Faustin-Archange Touadéra. Le président centrafricain a besoin d'informations. Il souhaite connaître l'avancée des troupes de supplétifs russes sur les terrains d'opération du pays face aux rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC, alliance de groupes armés coordonnée par François Bozizé). Or Vassili, dont peu connaissent le nom complet, est l'homme qu'il lui faut : il est l'un des responsables des mercenaires affiliés à la société de sécurité Wagner, dont il est membre de l'état-major.

Passe-droit

Habitué à dialoguer avec le président, le colonel le rassure, brièvement. Ses hommes ont le dessus. L'armée centrafricaine, qui laisse à ses alliés russes la primauté du front, ne devrait pas tarder à pouvoir avancer à son tour et à occuper officiellement les positions conquises. Vassili raccroche et retourne à son verre de vin. La soirée se poursuit, au-delà du couvre-feu. L'homme a suffisamment d'influence pour permettre au cabaret de transgresser le règlement en vigueur. Privilège du pouvoir. Mais qui est donc cet inconnu de la quasi-totalité des Banguissois ?

« Il a le contact direct et régulier avec le président et est un membre haut placé de l'état-major de Wagner en Centrafrique », résume une source de *Jeune Afrique* ayant bavardé avec lui. Est-il le « patron » de ladite Wagner en terres centrafricaines ? Si sa connaissance des opérations plaide pour cette hypothèse, inutile de chercher une confirmation : officiellement, la société de sécurité – un statut officiellement illégal en Russie – n'opère pas en Centrafrique. La réalité est pourtant tout autre : Wagner Group a entamé la conquête de Bangui voici trois ans. Et si la société y est aujourd'hui si puissante, c'est qu'elle a placé ses hommes dans tous les cercles du pouvoir.

Comment Wagner est-elle devenue omniprésente ? En septembre 2017, la France propose de livrer aux Forces armées centrafricaines 1500 kalachnikovs confisqués au large de la Somalie par sa marine un an et demi plus tôt. La Centrafrique étant sous

L

L'ambiance est à nouveau festive à la brasserie Le Kiss. En cette soirée du 20 avril, à une centaine de mètres du « point kilométrique zéro », au cœur de Bangui, quelques véhicules sont encore garés devant le bar-cabaret de trois étages, un des meilleurs établissements de la ville. Les lumières du bâtiment éclairent la nuit. En contrebas, l'avenue du colonel Adrien-Conus est déserte. Il est près de 20 heures : le couvre-feu ne va pas tarder à entrer en vigueur. Mais quelques clients, des habitués, n'ont aucune intention de vider les lieux.

Le colonel Vassili a pris l'habitude de faire peu de cas de l'interdiction de circuler. Au volant de son pick-up blindé, cet officier russe au visage juvénile et à la chevelure blonde se sent un peu comme chez lui sur les routes de la capitale. Invité au Kiss, il a décidé de profiter de la nuit. Bon vivant et bien bâti, amateur de plaisirs alcoolisés, l'homme est habillé en civil pour l'occasion. Plusieurs fois, un verre de vin à la main, il trinque au décès d'Idriss Déby Itno, intervenu deux jours plus tôt, et dont il semble se réjouir. Quelques participants grimacent. Si le maréchal n'était pas dans le cœur de tous les Banguissois,

Membre de l'état-major de Wagner, le colonel Vassili est en contact direct et régulier avec le président Faustin-Archange Touadéra.

embargo des Nations unies pour les armes, la décision doit être approuvée par le Conseil de sécurité de l'ONU. Et voilà que Moscou, qui dispose d'un droit de veto, s'oppose au projet. Pour sortir de l'impasse, Paris conseille discrètement à Faustin-Archange Touadéra de plaider sa cause auprès du géant russe. En octobre, le Centrafricain rencontre à Sotchi le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Le Kremlin accepte de lever son veto. Il en profite pour faire une entrée fracassante dans l'épineux dossier centrafricain.

Kalachnikov, Makarov et lance-roquettes

Lavrov propose en effet un accord bien plus large qu'une « simple » levée de veto. La Russie accepte de peser de tout son poids pour faire lever l'embargo dont Bangui espère de longue date un assouplissement. En échange, elle attend un retour sur investissement. Parmi les clauses de l'accord, qui, à l'époque, ne sont pas rendues publiques : la création d'une société minière russe en Centrafrique ou encore l'exploitation par les Russes d'un aérodrome dans la région de Ouadda. En janvier 2018, une première livraison d'armes est effectuée par un avion-cargo Iliouchine 76. Puis les transferts se succèdent : 6 200 kalachnikovs, 900 pistolets automatiques Makarov, 270 lance-roquettes et 20 canons antiaériens en moins de deux mois.

Surtout, les premiers « conseillers » russes débarquent sur le sol centrafricain. Et deux sociétés, au minimum, y obtiennent leurs premiers contrats : Lobaye Invest, créée dès octobre 2017, et sa filiale chargée d'assurer sa sécurité, Sewa Security Services. En juin et en juillet 2018, Léopold Mbolli Fatran, le ministre des Mines, accorde à Lobaye Invest des autorisations de reconnaissance minière dans les régions de Yawa et de Pama. D'autres suivent pour les régions de Ndele, Bria, Birao et Alindao. Quelle connexion entre cette société minière et le groupe Wagner ? Un homme, directeur gérant de Lobaye Invest, attire rapidement l'attention : Evgueni Khodotov, un sexagénaire discret qui ne fait guère parler de lui à Bangui.

Ex-policier de Saint-Petersbourg né en 1964, le patron de Lobaye travaille cependant dans l'ombre en étroite collaboration avec son compatriote Valery Zakharov, ancien des renseignements militaires russes (GRU) et conseiller du président Touadéra depuis juin 2018. Surtout, Khodotov est à la tête d'une autre société, M-Finans. Or cette dernière opère au nom d'une entreprise russe baptisée Concord, elle-même considérée comme la plaque tournante des activités d'un oligarque bien connu : Evgueni Prigojine, un intime

de Vladimir Poutine, qui a favorisé dès les années 1990 son ascension dans le secteur de la restauration – jusqu'à en faire le fournisseur du Kremlin –, puis dans celui de la défense.

Ancien patron de fast-food – il a fait fortune dans les hot-dogs à la chute de l'URSS –, condamné pour escroquerie et incitation à la prostitution en 1981 et libéré neuf ans plus tard, le « cuisinier de Poutine » aurait surtout obtenu de lucratifs contrats – se chiffrant en milliards de dollars – avec le ministère de la Défense russe. Il est à ce titre considéré comme le financier de Wagner, groupe dont la création au détour des années 2013 et 2014 est souvent attribuée à un de ses proches aux sympathies néonazies, l'ancien lieutenant-colonel des forces spéciales et du GRU Dimitri Outkin.

La société aurait été créée en 2013-2014 par Dimitri Outkin, un ancien lieutenant-colonel du GRU aux sympathies nazies.

Camp d'entraînement

« Dès 2018, on a vu arriver les « conseillers » et les entreprises contrôlées par Prigojine », se souvient un diplomate à Bangui. En France, au Quai d'Orsay, plusieurs notes sont rédigées sur la montée de l'influence russe. On s'inquiète de voir Valery Zakharov convoquer des ministres et s'afficher comme principal conseiller du président, qui s'est entouré d'une garde recrutée par Sewa Security Services. Mais la hiérarchie de Paris, sûre de sa relation historique avec la Centrafrique, choisit de minimiser. Pendant ce temps, les hommes de Prigojine, conseillés par un GRU dont beaucoup sont proches (le premier camp d'entraînement de Wagner en Russie était situé à proximité de Krasnodar et d'une base du GRU), jouent leur partition à merveille.

Exploitant le sentiment antifrançais, n'hésitant pas à soutenir la propagande hostile à Paris, Zakharov et ses hommes placent leurs pions avec un objectif en tête : les retombées financières qu'ils espèrent obtenir pour les entreprises liées à Wagner. « Ils avaient conquis Bangui. Mais il leur restait un problème : comment tirer parti de leur influence sur Touadéra et, surtout, profiter du sous-sol centrafricain, alors que le pays était encore contrôlé majoritairement par les groupes armés ? » résume une source diplomatique.

Une solution s'impose rapidement : utiliser leur influence sur un voisin de la Centrafrique, le Soudan. À Khartoum, le poids de la Russie et de Wagner n'a en effet cessé de croître durant les dernières années au pouvoir d'Omar el-Béchir, lequel fait face à l'hostilité des États-Unis, soutien du voisin

sud-soudanais depuis son indépendance. Alors Wagner et Prigojine décident d'utiliser la tête de pont soudanaise pour passer un cap en Centrafrique. Tractations secrètes, argent liquide, réseaux de renseignements locaux... L'histoire est digne d'un roman d'espionnage.

M-Finans, M-Finance ou M-Invest

Août 2018. À Khartoum, le bâtiment de la direction des renseignements militaires attend une rencontre au sommet. À la manœuvre, le patron des lieux : Jamal Aldin Omar. Depuis plusieurs mois, ses hommes ont pris contact avec les chefs de groupes armés centrafricains, dont Nouredine Adam et Ali Darassa. De discrets allers et retours ont été effectués en hélicoptère entre la capitale soudanaise et la brousse centrafricaine. À ses interlocuteurs, Jamal Aldin Omar explique que Khartoum est prêt à accueillir un dialogue entre le gouvernement de Bangui et les rebelles qui combattent Faustin-Archange Touadéra. Surtout, il se dit soutenu par un allié de poids : Moscou.

Depuis 2013, le soutien russe à Khartoum ne s'est en effet pas démenti. Des mercenaires ont rapidement été repérés, notamment lors de répressions de manifestations, et jusqu'à 300 hommes ont été employés par une société du nom de M-Finance, laquelle a passé un contrat avec les autorités russes pour utiliser des avions militaires

et les faire venir au Soudan. Derrière ces mercenaires, Wagner, implantée à travers trois sociétés : M-Finance, M-Invest et Meroe Gold, qui détient plusieurs concessions minières dans le pays. Comme M-Finans en Centrafrique, M-Invest est connectée à Concord, via Megalite, une autre entreprise du système d'Evgueni

Prigojine. « Les systèmes sont les mêmes en Centrafrique et au Soudan, avec des sociétés locales liées à d'autres entreprises connectées à Concord et à Prigojine », explique une source sécuritaire. Si Evgueni Khodotov est l'homme de Wagner à Bangui, un autre homme agit en sous-main à Khartoum, à la tête de M-Invest et de Meroe Gold. Il se nomme Mikhaïl Potepkin. Bras droit local de l'oligarque de Saint-Petersbourg, il a par le passé été lié à des opérations de propagande sanctionnées par les autorités américaines, et l'une de ses présumées complices, Anna Bogatcheva, est toujours recherchée par le FBI. Il est aussi un ancien employé de l'Internet Research Agency et a été membre de la Fondation de la

protection des valeurs nationales, deux organisations liées à Evgueni Prigojine.

En ce jour d'août 2018, dans le secret du siège des renseignements militaires soudanais, Potepkin est bien présent. Mais il n'est pas seul à prendre place dans la salle de réunion climatisée mise à disposition par Jamal Aldin Omar. Entouré d'une quinzaine de gardes du corps en uniforme, Evgueni Prigojine a fait le déplacement. Le sexagénaire connaît bien Khartoum. Il s'y rend régulièrement à bord de son jet privé, emmenant avec lui deux autres aéronefs, pour ses hommes et pour ses bagages. À ses côtés, son bras droit Dimitri Outkin, mais aussi Valery Zakharov, l'homme de Bangui, lui-même accompagné par le jeune Dimitri Sytyi, qui lui sert d'interprète mais qui est aussi l'homme des opérations de propagande en terres centrafricaines. En face d'eux, la plupart des chefs des groupes armés de Centrafrique ont répondu à l'invitation faite par Khartoum au nom des hommes de Wagner. Ali Darassa est présent, tout comme Abdoulaye Hissène, Mahamat al-Khatim, Nouredine Adam ou encore Maxime Mokom. Selon plusieurs sources, tous ont reçu l'équivalent de plusieurs dizaines de milliers d'euros en espèces. Installés durant deux heures dans de confortables fauteuils autour de la grande table de réunion, les « rebelles » vont peu s'exprimer. Evgueni Prigojine, dont les hommes ont préparé le sommet avec les renseignements soudanais, monopolise la parole. « Le gouvernement nous a amenés à Bangui pour vous combattre », déclare-t-il d'emblée. Puis l'oligarque entre dans le vif du sujet : « Mais nous savons que ce sera difficile. Il faut que nous trouvions une solution. »

En août 2018, Prigojine parraine l'accord de Khartoum entre le gouvernement centrafricain et plusieurs groupes armés.

Ménage à trois

« Evgueni Prigojine a présenté ses hommes puis plaidé pour un accord entre les groupes et le gouvernement centrafricain », se souvient un participant, qui s'est confié à *Jeune Afrique*. « Ensuite, il a exposé son idée de partenariat gagnant-gagnant. Il voulait parrainer des accords et parvenir à un partage des ressources, préfecture par préfecture. Une part pour Bangui, une part pour le groupe qui contrôle la région et une dernière part pour Wagner », poursuit notre source. Un tour de table est effectué. Chacun se dit favorable à un dialogue à Khartoum. Les participants restent prudents mais s'accordent pour se revoir un mois plus tard, à la fin de septembre, dans les mêmes locaux.

« La deuxième réunion a entériné le dialogue à Khartoum. Chacun a précisé ce qu'il en attendait, puis on s'est séparés », raconte notre participant. Le 5 février 2019, Prigojine



MISHA JAPARIDZE/POOL/REUTERS

réunit une dernière fois les protagonistes dans son hôtel de la capitale soudanaise, bien décidé à obtenir un accord de paix et à réussir là où l'ONU a pour le moment échoué. Outre les leaders de groupes armés, le Premier ministre centrafricain, Firmin Ngrebada, est de la partie, tout comme sa ministre de la Défense, Marie-Noëlle Koyara. Après d'ultimes tractations, l'accord dit « de Khartoum » est paraphé le même jour sous l'égide de l'Union africaine et de son commissaire pour la paix et la sécurité, l'Algérien Smaïl Chergui. Le lendemain, il est signé par le président Faustin-Archange Touadéra au Palais de la renaissance de Bangui. Wagner tient sa victoire diplomatique.

Zakharov et Sytyi, duo de choc

« Après l'accord de Khartoum, l'emprise de la Russie et de Wagner est devenue plus forte encore à Bangui. Ils ont renforcé leur relation avec Touadéra et Ngrebada, et ont intensifié le message selon lequel ils avaient réussi là où les autres avaient échoué », explique un diplomate. À la manœuvre : Valery Zakharov, l'ancien officier de renseignement omniprésent à la présidence, et son cadet Dimitri Sytyi, les deux hommes que Prigojine lui-même présentait comme

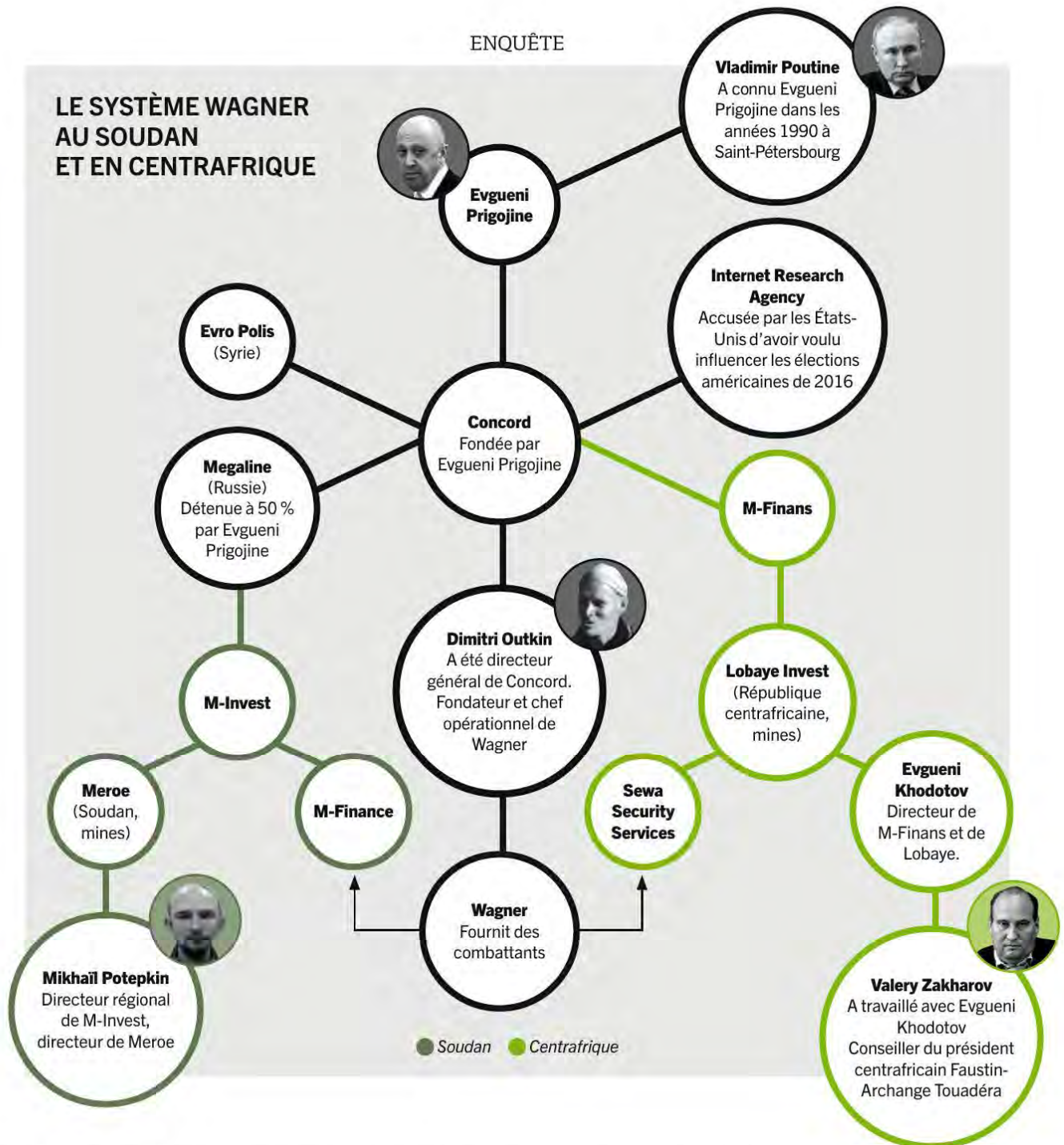
« les représentants de Wagner à Bangui ». Le premier va jusqu'à s'exprimer au nom du gouvernement centrafricain sur les réseaux sociaux. Le second, qui parle anglais, français, espagnol et russe, est quant à lui l'un des principaux artisans d'opérations de communication antifrancophones.

Diplômé en marketing d'une école de commerce parisienne et en management de l'université de Catalogne, Sityi, jeune homme de 32 ans, a ainsi travaillé avec le Bureau information et communication, discrète officine rattachée à la présidence. Dirigée jusqu'à il y a peu par un proche parent de Touadéra, l'actuel ministre de l'Intérieur Michel Nicaise Nassin, le « Bureau » est notamment chargé d'alimenter des sites internet en contenus favorables aux intérêts du couple russo-centrafricain. Selon un document obtenu par *Jeune Afrique*, il prévoit des plannings de publications destinées, au choix, à communiquer sur « certains hommes politiques » en les présentant « comme des ennemis du peuple », à « dénoncer le double jeu de la Minusca » et, surtout, à insister sur « la victoire des FACA et des forces russes ».

« En 2017 et 2018, Wagner a mis en place ses relais en Centrafrique. En 2019, après l'accord, c'est passé à une autre dimension », →

L'oligarque Evgueni Prigojine (à g.), considéré comme le financier de Wagner, avec Vladimir Poutine, lors d'un dîner au restaurant Cheval Blanc, le 11 novembre 2011, à Moscou.

LE SYSTÈME WAGNER AU SOUDAN ET EN CENTRAFRIQUE



→ explique un homme politique centrafricain. « Les activités minières de Lobaye se sont étendues, et le nombre de mercenaires a augmenté, tandis que l'influence de Wagner sur le gouvernement allait s'accroître », ajoute un ancien ministre, qui conclut : « Et ça, c'était avant la dernière présidentielle et la création de la Coalition des patriotes pour le changement... » Car si la signature des accords de février 2019 a constitué une victoire pour Prigojine et ses hommes, les mêmes groupes armés signataires vont lui fournir l'occasion de franchir une nouvelle étape dans sa stratégie.

« La CPC leur a ouvert un boulevard »

Nous sommes à la mi-décembre 2020. Depuis quelques semaines, la tension est montée d'un cran à Bangui. L'opposition est vent debout contre la tenue de l'élection présidentielle, dont le premier tour – que le président Touadéra veut à tout prix maintenir – est prévu pour le 27 décembre. François Bozizé s'est vu refuser le droit de se porter candidat par la Cour constitutionnelle. S'il a choisi de soutenir officiellement Anicet-Georges Dologuélé, l'ancien président a discrètement pris langue avec une partie des groupes armés signataires de l'accord

de Khartoum et qui envisagent de prendre à nouveau les armes pour empêcher la tenue du scrutin. Le 17 décembre, six d'entre eux, menés par Abbas Sidiki, Ali Darassa, Mahamat al-Khatim, Noureddine Adam, Maxime Mokom et Dieudonné Ndamaté, annoncent la création de la Coalition des patriotes pour le changement. Deux jours plus tard, ils dévoilent leur intention de marcher sur Bangui. Le 27, Bozizé déclare soutenir les rebelles et demande à ses partisans de ne pas aller voter, trahissant au passage son engagement auprès de Dologuélé. « Cela a été le point de bascule, explique un diplomate. La communauté internationale s'est retrouvée dans l'obligation de soutenir Touadéra dans la défense de Bangui. Or qui pouvait défendre la capitale? »

« L'offensive de la CPC a ouvert un boulevard à Wagner », tranche une source sécuritaire. La Mission de l'ONU en Centrafrique (Minusca) se retrouve prise au piège. « On a été obligé de combattre aux côtés des mercenaires dans certaines zones, mais il fallait bien défendre la population », explique un cadre des Casques bleus. En décembre, janvier et février, les hommes de Sewa Security Services combattent sporadiquement face aux rebelles de la CPC, qui, après avoir un temps espéré prendre Bangui, décident de se replier et de profiter de la profondeur du territoire. Le 11 février, Valery Zakharov, véritable porte-parole *bis* de la présidence, déclare que le gouvernement est en passe de « contrôler tout le territoire ».

Mainmise quasi totale

Dès lors, la mainmise russe est quasi totale. Depuis le camp de Berengo, où il est installé depuis avril 2018, l'état-major de Wagner prend les décisions avant de les communiquer à Bangui à la présidence et au ministère de la Défense, où – pure façade – Moscou a officiellement dépêché un conseiller en la personne du général Oleg Polguev. Dans l'ancienne enceinte du palais de l'empereur Bokassa, les hommes de Wagner et de Sewa Security Services sont comme chez eux. Une partie des lieux est aménagée pour la formation des soldats centrafricains, et la piste de l'aérodrome, longue de deux kilomètres, a été réhabilitée. Mais le cœur du camp, qui abrite le bunker de l'état-major, est interdit aux locaux. Quant aux abords du périmètre, officiellement sous le contrôle du ministère de la Défense, il est gardé jour et nuit par des Blancs encagoulés.

Le propre fils de l'ancien empereur, Jean Serge Bokassa, s'est vu refuser à plusieurs reprises l'accès au mausolée de son père et

n'a pu s'y rendre que deux fois depuis l'arrivée de Wagner, dont les chefs lui ont imposé des conditions et ont tenu à être présents et à prononcer un discours lors des cérémonies d'hommage autorisées. Dans le courant de 2019, alors qu'ils occupaient les lieux depuis un an, les hommes de Prigojine ont même fini par lui offrir un immense tableau de trois mètres de haut et six mètres de long, représentant... le mausolée de son père, nouvellement agrémenté d'un mât portant les drapeaux russe et centrafricain. Une attention « à la limite de l'insulte », que l'intéressé acceptera finalement non sans mal.

Mine d'or prometteuse

Dernier exemple en date : le 3 novembre 2020, alors qu'il souhaitait rendre l'hommage annuel à son père, Jean Serge Bokassa s'est à nouveau vu refuser l'accès au mausolée. L'homme politique avait obtenu quelques jours plus tôt l'autorisation de Marie-Noëlle Koyara. Peine perdue : la bonne volonté de la ministre n'aura aucun effet sur la hiérarchie russe, et la cérémonie aura lieu en dehors de Berengo, à quelques kilomètres. « Le gouvernement n'a quasiment aucune prise sur les décisions de Wagner. Il leur donne carte blanche », déplore un homme politique. « Les Russes reconquièrent des localités puis appellent les Faca pour qu'elles viennent occuper le terrain », précise une autre source, proche de la Minusca.

Quelle est la force de frappe de Wagner et de Sewa Security Services? « Le flou est total », confie-t-on à l'ONU. Au 18 avril, Moscou reconnaissait le déploiement en Centrafrique de « 532 instructeurs », mais plusieurs sources bien renseignées estiment que le chiffre avoisinerait les 2000 hommes, dont un peu moins d'un millier pourraient être stationnés à Berengo et dont une partie, arabophone, serait originaire de Syrie et de Libye. Discrets, masqués, parfois aperçus dans certains magasins de Bangui où ils viennent se ravitailler avec leurs camions de transport, Wagner leur promettrait, outre leur salaire, de payer 50 000 roubles (environ 570 euros) à la personne de leur choix en cas de décès sur le front.

« Depuis Berengo, ils peuvent déplacer des troupes, des armes ou du matériel minier comme ils le souhaitent », analyse un expert onusien. Plusieurs aérodromes ont été réhabilités à Ndelé, Birao et Ouadda. Dans cette

Le propre fils de l'ancien empereur Bokassa s'est vu refuser à plusieurs reprises par les Russes l'accès au mausolée de son père.

dernière localité, Lobaye Invest travaille aujourd'hui avec le chef de groupe armé Zakaria Damane, influent dans la région. Elle est également présente, au minimum, à Yawa, dans la Lobaye, et à Ndassima, dans la Ouaka, où se situe la mine d'or réputée la plus prometteuse du pays – et où opère une autre société liée aux intérêts russes, Midas Ressources, laquelle a récupéré en 2019 des droits d'exploitation auparavant attribués à la canadienne Axmin. Dix-sept hélicoptères seraient aussi stationnés au camp de Roux, à Bangui, sans compter les avions gros-porteurs Antonov qui atterrissent à l'aéroport banguais de Mpoko.

« On constate des livraisons d'armes constantes depuis décembre. Les quantités sont très importantes », alerte un expert. « Souvent, cela vient de Port-Soudan, où Wagner a ses quartiers. Ensuite, cela peut atterrir et être déchargé la nuit à Bangui, ou aller jusqu'à Berengo ou dans d'autres bases, comme celle d'Am Fadok, à la frontière soudano-centrafricaine. Même à Mpoko, les contrôles sont inefficaces, et une bonne partie passe sous les radars de l'ONU et n'est pas déclarée », ajoute une source sécuritaire.

Les 23, 24 et 25 janvier 2021, deux avions Antonov immatriculés au Soudan et exploités par les forces aériennes soudanaises ont ainsi effectué des vols vers l'aéroport de Mpoko, livrant « des armes, des munitions et du matériel militaire », détaille, entre autres, le dernier rapport du groupe d'experts de l'ONU, adressé au Conseil de sécurité le 29 juin. « Les livraisons se sont enchaînées à un rythme jamais vu depuis l'imposition de l'embargo sur les armes, en 2013 », conclut le même document.

« Assassins aveugles de civils »

Déjà soupçonnés d'avoir commandité l'assassinat, en juillet 2018, de trois journalistes russes venus enquêter en Centrafrique sur leurs activités, les hommes d'Evgueni Prigojine sont depuis plusieurs mois sous la pression constante de la communauté internationale. L'ONU indique avoir « reçu de nombreux rapports faisant état d'assassinats aveugles de civils non armés par des instructeurs russes », en particulier dans les régions minières. Le 21 février, à Ippy, un civil non armé tué par balle; le 13 janvier, deux personnes handicapées abattues près de Paoua et de Grimari; le 8 mars, deux civils peuls de

Gotchélé tués car assimilés à des rebelles... Au sein du Conseil de sécurité, Moscou a récemment été prié de s'expliquer sur sa relation avec les sociétés de sécurité privées et les exactions en Centrafrique. Il n'en a rien fait, niant tout lien, mais la pression monte. « Les Russes risquent de se retrouver piégés. Les accusations se multiplient, tandis que les groupes armés n'ont en réalité fait que se replier et conservent leur capacité de nuisance. Combien de temps Wagner va-t-elle poursuivre le combat? » s'interroge un diplomate. Une source sécuritaire analyse la situation de façon similaire : « Poutine a voulu marquer des points face à Emmanuel Macron en 2017 et en 2018, car celui-ci venait d'être élu. En outre, le sous-sol a attiré les convoitises de certains acteurs. Wagner a permis de jouer sur les deux tableaux, avec l'avantage que le Kremlin peut nier tout lien avec elle. Wagner a avancé et occupe des centres urbains. Mais pour combien de temps? Les groupes armés ont reculé, mais ils savent que le temps joue pour eux. »

Depuis quelques semaines, les hommes de Wagner font davantage profil bas à Bangui. Valery Zakharov a suspendu ses comptes sur les réseaux sociaux et n'apparaît plus guère dans la capitale centrafricaine, où il était jusqu'à il y a peu omniprésent. La sécurité rapprochée du président est quant à elle davantage composée de Centrafricains, alors qu'elle était le domaine des Russes ces dernières années. Enfin, sous la pression de la France, un remaniement a mis fin en juin à la primature de Firmin Ngrebada, considéré comme proche de Moscou, tandis que Marie-Noëlle Koyara quittait la Défense. « Moscou a demandé à Wagner de se faire plus discrète, pour ne pas pousser trop loin le bras de fer avec les Français et le Conseil de sécurité », croit savoir un diplomate à Bangui.

Au tour de Bamako?

Evgueni Prigojine a-t-il d'ores et déjà le regard braqué sur d'autres horizons? Des émissaires de Wagner ont en tout cas été repérés dès la fin de l'année 2019 à Bamako, où ils espéraient profiter du sentiment antifrçais pour proposer les mêmes services qu'en Centrafrique. « Ils tiennent un discours contre le néocolonialisme et proposent leur aide en tant que partenaire et non en tant que puissance tutélaire. Cela rencontre un écho dans les anciennes colonies », détaille un diplomate sahélien. Depuis la prise de pouvoir au Mali d'Assimi Goïta (aujourd'hui président de la transition), de nombreux observateurs n'ont pas manqué de remarquer que plusieurs de ses proches, notamment

« Moscou a demandé à Wagner de se faire plus discrète en Centrafrique pour ne pas pousser trop loin le bras de fer avec la France et l'ONU. »



FLORENT VERGÈS/AFP

Malick Diaw (président du Conseil national de transition) et Sadio Camara (ministre de la Défense), ainsi que Goïta lui-même, avaient effectué une partie de leurs classes en Russie.

Selon des sources militaires maliennes, Diaw et Camara étaient en outre en formation à Moscou de janvier à août 2020, quelques jours seulement avant le coup d'État qui les a propulsés au pouvoir. Enfin, plusieurs manifestations prorusses et antifrançaises ont également été organisées, à Bamako comme à Sikasso. « On connaît la stratégie de Wagner pour tisser sa toile, nous y sommes attentifs », tempère une source au sein des renseignements français.

Plusieurs entreprises françaises d'armement se sont néanmoins inquiétées de contacts pris par l'entourage de Goïta avec des intermédiaires russes. « En Centrafrique, la France a perdu de l'influence avec le retrait de l'opération Sangaris. Les pays sont différents, mais il ne s'agirait pas de revivre le même scénario au Mali après la fin de Barkhane », poursuit notre analyste. Le risque a été jugé suffisamment sérieux pour que les renseignements militaires français érigent « la pénétration russe » au rang de priorité au Mali, mais aussi pour toute la zone sahélienne. Paris s'inquiète encore davantage au sujet du Tchad voisin. « Wagner est très bien implantée en Libye, où elle est proche de Khalifa Haftar, et a noué

des contacts avec des rebelles tchadiens », explique une source sécuritaire. Lors de l'attaque ayant conduit à la mort d'Idriss Déby Itno, en avril, le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT) était même en partie équipé d'armement d'origine russe. Le sujet d'un rapprochement entre rebelles tchadiens et mercenaires russes a d'ailleurs été abordé au début de juillet à l'Élysée lors des échanges entre Emmanuel Macron et Mahamat Idriss Déby.

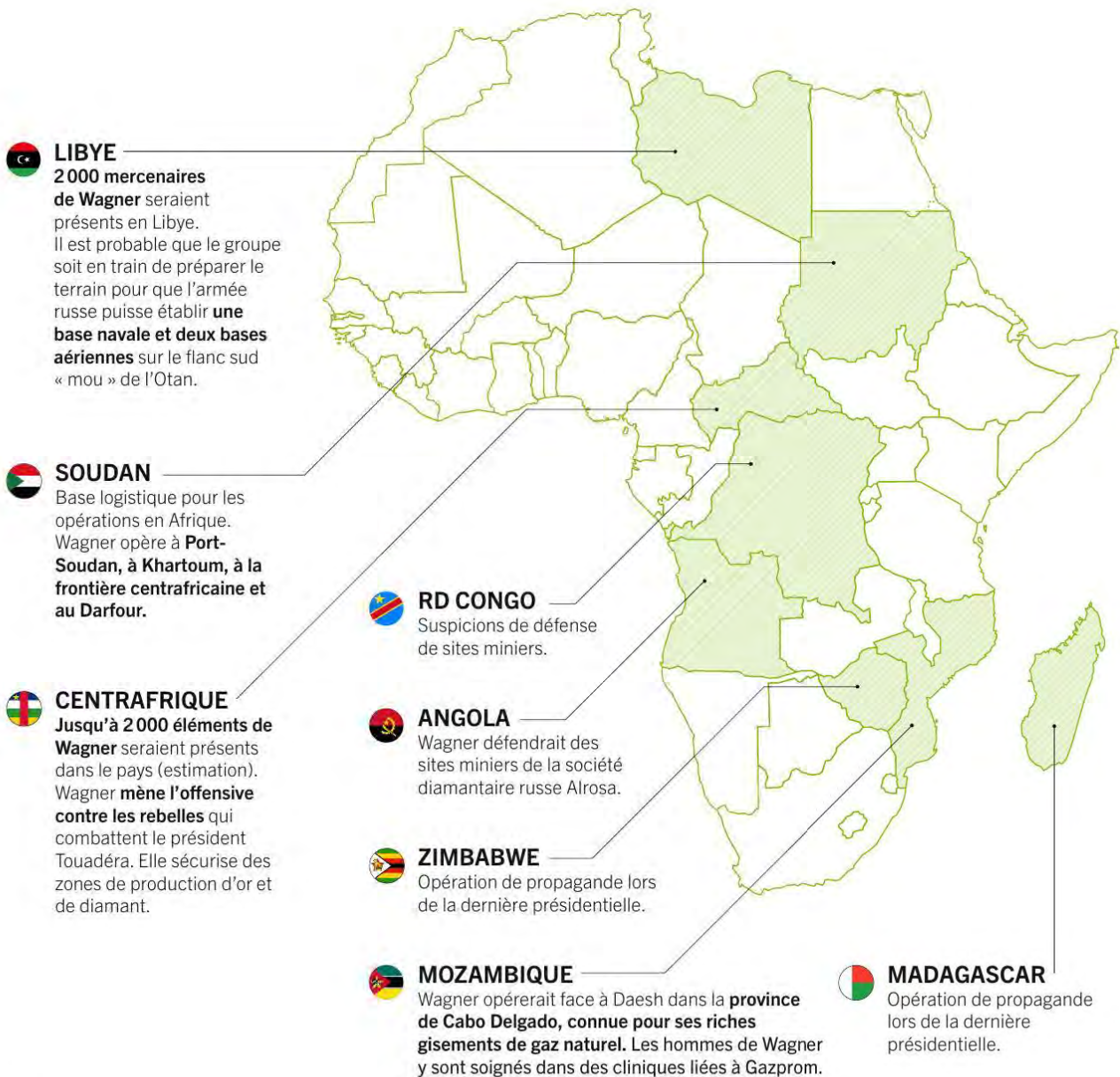
Ce dernier est en outre d'autant plus vigilant depuis que, selon N'Djamena, cinq de ses soldats ont été enlevés puis exécutés au Tchad le 30 mai, non loin de la frontière avec la Centrafrique, dans des affrontements avec des soldats centrafricains et des supplétifs russes. Si Bangui affirme avoir poursuivi des rebelles centrafricains en territoire tchadien, les autorités tchadiennes qualifient les faits de « crimes de guerre » et pointent du doigt les mercenaires de Wagner. Une enquête conjointe est en cours, mais la tension n'est pas retombée. Après Khartoum et Bangui, Wagner parviendra-t-elle à satisfaire ses ambitions et celles du Kremlin plus à l'ouest du continent ? La discrète symphonie africaine jouée en duo par Vladimir Poutine et son allié Evgueni Prigojine, de la Libye au Mozambique en passant par le Soudan et la Centrafrique, semble en tout cas encore inachevée. ●

De dr. à g., le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra, sa ministre de la Défense Marie-Noëlle Koyara et le premier secrétaire de l'ambassade russe Victor Tokmakov, à Berengo, le 4 août 2018.

LE DESSOUS DES CARTES

Théâtres d'opérations africains

Outre la Libye, où elle soutient les milices du maréchal **Khalifa Haftar**, Wagner est également présente dans plusieurs autres pays du continent dans le cadre de la nouvelle stratégie russe de « guerre hybride ».



Dans les coulisses du soft power russe

Production de contenus audiovisuels, financement de médias locaux, parrainage d'influenceurs « anti-impérialistes », campagnes de propagande en ligne...
Moscou ne lésine pas sur les moyens pour promouvoir son action.

BENJAMIN ROGER, AVEC GEORGES DOUGUELI

Ils sont plusieurs milliers, masqués dans les travées du stade Barthélémy-Boganda de Bangui, ce 14 mai. Ils ne sont pas venus pour regarder un match des Fauves mais pour assister à l'avant-première d'un film un peu particulier : *Touriste*. Ce long-métrage russo-centrafricain tourné dans le pays retrace – et glorifie – l'action des « instructeurs » russes qui ont soutenu le régime de Faustin-Archange Touadéra, réélu en décembre 2020, face à la poussée de la rébellion de l'ex-président François Bozizé. Scènes de guerre où quelques Russes tiennent tête à des dizaines de rebelles, kalachnikovs qui crépitent dans tous les sens, héros blessé dans des combats mais qui s'en sort avec le sentiment du devoir accompli... Une sorte de blockbuster hollywoodien à la sauce moscovite, le tout en faisant la propagande des mercenaires russes sur les rives de l'Oubangui – sans aborder les accusations d'exactions qui les visent. Selon la presse russe, *Touriste* aurait été intégralement financé par Evgueni Prigojine, oligarque proche de Vladimir Poutine et patron de la nébuleuse Wagner.

Depuis la signature d'accords de défense entre Bangui et Moscou à la fin de 2017, tout est bon pour promouvoir les actions russes en Centrafrique. Dans le rôle du mécène, Lobaye Invest, une société minière liée au groupe Wagner. Dirigée par Evgueni Khodotov, un fidèle de Prigojine, elle a financé une radio (média largement dominant dans le pays), Lengo Songo, et un hebdomadaire gratuit, *La Feuille volante du président*. Elle a aussi sponsorisé le concours

de Miss Centrafrique à Bangui, en décembre 2018. Même les enfants ne sont pas en reste : la société russe a ainsi imprimé des manuels scolaires ou encore « soutenu » un petit dessin animé qu'on peut visionner sur YouTube et qui raconte l'histoire d'un ours venu de Russie pour sauver des animaux de la savane attaqués par des hyènes.

Sous ses différentes facettes, ce soft power russe fait autant partie de la stratégie de Moscou que les gros bras de Wagner pour pousser ses pions sur le continent. Au cœur du dispositif, la propagande sur les réseaux sociaux. Avec, encore et toujours à la manœuvre, Evgueni Prigojine. Au début des années 2010, celui-ci fonde l'Internet Research Agency (IRA) à Saint-Petersbourg. Véritable

Fake news, théories complotistes à la chaîne... L'Internet Research Agency est une véritable usine à désinformation.

usine à désinformation qui produit fake news et théories complotistes à la chaîne, cette agence n'a, officiellement, rien à voir avec le Kremlin. Sa mission : mener des campagnes de propagande prorusse sur internet pour défendre les intérêts de Moscou et de ses alliés à travers le monde. En 2014, l'IRA dirige des opérations durant

la guerre en Ukraine, multipliant les publications favorables à la politique agressive de Poutine. Deux ans plus tard, elle contribue à l'accession de Donald Trump à la Maison-Blanche et fait la une des médias américains. Des opérations de manipulation qui valent d'ailleurs à Prigojine d'être inculpé par la justice américaine. Soutien à Bachar al-Assad en Syrie, manipulations en faveur du Brexit... Les trolls de l'IRA se fauflent partout, au gré des objectifs de leur patron et de sa galaxie.

Motivation financière

Ces dernières années, l'attrait de Prigojine et d'autres oligarques pour le continent est croissant. « Leur motivation est avant tout financière. L'Afrique est leur nouvel horizon de prospection de ressources, ils la voient comme un endroit où se faire de l'argent. Ces entrepreneurs d'influence agissent d'abord dans leur propre intérêt, pour faire fructifier leur capital, tout en accompagnant le retour de la Russie dans cette région du monde », explique Kevin Limonier, maître de conférences en géopolitique et spécialiste du cyberspace russophone. S'implanter en Afrique leur permet aussi de servir leurs ambitions à Moscou, où la compétition entre hommes d'affaires est rude. Le tout sous l'œil bienveillant, voire complice, des autorités, qui, officiellement, n'ont rien à voir avec leurs activités. « L'État russe n'a pas forcément les moyens de ses ambitions politiques en Afrique. Il s'appuie donc sur ces réseaux aux méthodes peu conventionnelles pour les servir et nier sa responsabilité en cas de problème », poursuit le chercheur.

En octobre 2019, le sommet de Sochi, sur les rives de la mer Noire, avait pris la forme d'une démonstration de force de la puissance russe en Afrique. Dans la foulée, Facebook avait annoncé le démantèlement de réseaux basés en Russie menant des campagnes de manipulation – notamment en période électorale – dans huit pays africains : la Centrafrique, la RD Congo, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, Madagascar, la Libye, le Mozambique et le Soudan. Le réseau social avait alors clairement pointé du doigt l'IRA de Prigojine. Le système était bien huilé. Des hackers, avec l'aide d'utilisateurs recrutés localement, diffusaient des publications prorusse de manière coordonnée en veillant à ne pas être identifiés. En tout, des dizaines de comptes, de pages ou de groupes touchant potentiellement près de 750 000 utilisateurs. « Ils publiaient généralement des informations politiques mondiales et locales, notamment des sujets tels que la politique russe en Afrique, les élections à Madagascar et au Mozambique, la surveillance des élections par une organisation non gouvernementale locale et la critique des politiques française et américaine », avait alors expliqué le département sécurité de Facebook dans un communiqué.

Soutien logistique à Kemi Seba

En décembre 2020, rebelote. La firme de Palo Alto annonce une nouvelle fois avoir démantelé des réseaux de manipulation russes – mais aussi français – actifs dans plusieurs pays africains, en particulier la Centrafrique. Cette fois, il y est question de la pandémie de Covid-19, des prochaines élections en Centrafrique, ou encore de la politique française en Afrique. Car, pour ces hackers prorusse, la France est l'une des principales cibles à pilonner. Au cœur de leur stratégie de propagande : l'alimentation du sentiment antifrancophone. Rien de bien compliqué tant l'ex-puissance coloniale est critiquée depuis des décennies dans son ancien pré carré. « Les Russes vendent un narratif décolonial sur le continent en se présentant comme une alternative à la France. Les Chinois ne jouent jamais sur ce registre – ou le font de manière très subtile. Eux le font ouvertement sur le mode "nous vous apportons

une seconde décolonisation", estime une source haut placée à Paris. Ce discours antifrancophone des Russes en Afrique est purement opportuniste et est avant tout un moyen pour eux de se rendre attrayants. Cela a marché en Centrafrique, mais cela sera difficilement transposable dans d'autres pays. »

Pour nourrir ce discours antifrancophone à travers le continent, Prigojine et ses lieutenants s'appuient sur des activistes anti-impérialistes parfois connus. « Ils repèrent les influenceurs dans les pays qui les intéressent pour les stipendier », affirme un diplomate français. Kemi Seba, militant franco-béninois et fondateur de l'ONG Urgences panafricanistes, fait partie des personnalités qui ont ainsi collaboré avec les Russes. L'intéressé, qui a refusé de répondre à nos questions, s'est en revanche exprimé sur ces relations lors d'une émission sur la chaîne Vox Africa, en octobre 2020. Il y racontait notamment avoir été invité plusieurs fois par Evgueni Prigojine. « Je l'ai rencontré en Russie, au Soudan et en Libye. Nous nous sommes vus un an après la campagne extraordinaire que nous avons menée contre le franc CFA, et il m'a dit : "Vous avez la capacité de toucher la jeunesse africaine comme très peu de gens sont capables de le faire. Je veux vous soutenir. Ceux qui sont contre nos ennemis sont nos amis". » Kemi Seba accepte son soutien logistique « à différents degrés », mais à une condition : « Si et seulement si Prigojine ne nous dit jamais ce que nous devons faire. » Selon lui, leur « compagnonnage » aura duré environ dix mois avant de s'arrêter à son initiative, après que Prigojine, lors d'un rendez-vous à Saint-Petersbourg, lui a suggéré de passer à des actions

violentes contre des symboles occidentaux, quitte à faire des dommages africains collatéraux. La Suisso-Camerounaise Nathalie Yamb est aussi liée aux réseaux russes. Se définissant elle-même comme la « Dame de Sochi » depuis sa participation remarquée au sommet du même nom, en octobre 2019, elle est une des détractrices les plus en vue de la France et de ses alliés sur le continent – des prises de position qui lui ont d'ailleurs valu son expulsion de Côte d'Ivoire en décembre 2019. D'après un rapport de l'ONG Free Russia

« Les Russes vendent un narratif décolonial sur le continent en se présentant comme une alternative à la France. »

Foundation, elle participe au réseau Afric (Association for Free Research and International Cooperation), sorte d'organe d'influence monté par Prigojine pour protéger et promouvoir ses intérêts sur le continent. Selon ce rapport, Yamb a notamment participé à une de ses conférences dans un palace de Berlin, en janvier 2020, coorganisée avec la Fondation pour la protection des valeurs nationales, une structure similaire également liée à Prigojine et dirigée par le journaliste Alexandre Malkevitch. Sollicitée par JA, elle n'a pas souhaité répondre à nos questions sur ses liens avec ces influenceurs russes.

Au Mali aussi, les Russes s'appuient sur des activistes antioccidentaux pour jouer leur partition. Dans ce pays miné par l'insécurité, qui a connu deux coups d'État en neuf mois, la France est largement tenue pour responsable d'une situation très précaire. Enlisées dans un borbier sahélien dont beaucoup peinent à voir comment elles parviendront à en sortir sans perdre la face, les autorités françaises ont annoncé la fin de l'opération Barkhane et l'allègement de leur dispositif militaire dans la région. Une brèche dans laquelle Moscou essaie



Affiche du film *Touriste*, tourné en Centrafrique, une « fiction » qui glorifie l'action des « instructeurs » russes.



Capture d'écran d'une photo montrant Justin B. Tagouh, patron d'Afrique Media TV, avec le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov (au centre).

TWITTER JUSTIN BTAGOUH

désormais de s'engouffrer. Selon les services de renseignements français, des émissaires russes ont approché Adama Ben Diarra, leader du mouvement Yerewolo et membre du Conseil national de transition (CNT), l'organe législatif de la transition. À la fin de mai, Ben Diarra a organisé plusieurs manifestations à Bamako, y compris devant l'ambassade de Russie, pour réclamer le départ de la France et l'arrivée des Russes pour sortir le Mali de l'impasse. L'intéressé, lui, dément tout financement extérieur. « Je n'ai jamais eu de contact avec un Russe. Ni diplomate, ni homme d'affaires, ni militaire, ni même un journaliste. Toutes nos mobilisations sont financées par des cotisations. Il n'y a aucun financement extérieur, si ce n'est de l'argent envoyé par la diaspora. Tout ce qui est organisé par Yerewolo est financé par Yerewolo », assure Adama Ben Diarra.

Pour gagner les cœurs, les Russes s'appuient également, comme les autres puissances mondiales, sur des médias traditionnels. Les rédactions françaises de Russia Today et de Sputnik, basées à Paris, sont chargées de couvrir l'actualité de l'Afrique francophone. Ni l'une ni l'autre n'ont de bureaux sur le terrain, seulement une poignée de correspondants. Selon différentes sources internes, il n'y aurait pas, pour l'instant, de volonté de mettre davantage de moyens éditoriaux pour développer leur couverture africaine.

Parallèlement, Moscou peut compter sur quelques chaînes africaines très prorusses, au premier rang desquelles Afrique Media TV, basée au Cameroun. Avant de se lier d'affaire avec les Russes, son promoteur, Justin B. Tagouh, avait bénéficié de la générosité de Teodoro Obiang Nguema Mbasogo et de celle d'Idriss Déby Itno pour développer sa chaîne. L'Équato-Guinéen était en froid avec Paris, alors que son fils et successeur putatif, Teodorín Nguema Obiang Mangué, était poursuivi par la justice dans le cadre de l'affaire des biens mal acquis. Déby Itno, lui, voyait en la chaîne un instrument pour souffler sur les braises de la francophobie et un moyen de pression supplémentaire pour s'imposer à Paris comme un recours indispensable dans la lutte antiterroriste.

Pour fonctionner, l'entreprise ne compte pas sur d'hypothétiques revenus publicitaires mais sur les contrats négociés avec des chefs d'État. Sauf que, à partir de 2014, la crise pétrolière assèche les finances publiques de ces deux pourvoyeurs de fonds. En quête de financement, Tagouh prend contact avec les Russes grâce à l'intermédiation de son ami Luc Michel. Ce consultant belge, lié à des réseaux d'extrême droite en Europe et connu des téléspectateurs d'Afrique Media TV pour ses chroniques anticolonialistes, est très introduit à Moscou. Grâce à son appui, Justin B. Tagouh se

rend deux fois à Sotchi et affirme avoir rencontré Poutine, même si personne dans son entourage ne le confirme. En revanche, photo faisant foi, il a bien rencontré Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères. « Les Russes ont sollicité notre accompagnement mais ne nous ont jamais demandé de dénigrer la France », confie un journaliste d'Afrique Media. Aucun détail ne filtre sur le montage financier ni sur les montants mis à disposition de la chaîne.

Opacité

Même opacité autour du projet de radio panafricaine, sur financements russes, annoncé en 2020 par Tagouh. « Douze pays ont déjà donné leur autorisation. Nous espérons boucler rapidement ce dossier pour lancer la production », assure une source proche des discussions. Pour Moscou, la ligne d'Afrique Media TV rétablit une sorte d'équilibre dans un espace francophone où les narratifs ont toujours été favorables aux Occidentaux. Tagouh était aussi à la manœuvre lors de la création du Conseil africain des médias, en 2013, à Malabo, sous l'égide d'Obiang Nguema – lequel l'avait doté d'un financement à hauteur de 1 million de dollars avec pour mission de « promouvoir l'image d'une Afrique positive ». Manifestement cornaquée par Tagouh, la structure va, elle aussi, se rapprocher des partenaires russes de ce dernier. ●

Que ce soit dans la production d'énergie électrique, les TIC, la transformation industrielle ou encore la formation professionnelle, le président togolais multiplie les inaugurations d'infrastructures depuis quelques mois. L'aboutissement de ces projets confirme, s'il le fallait, la transformation du Togo telle que mise en œuvre par le Gouvernement dans sa feuille de route à l'horizon 2025.

ADÉTIKOPÉ : UNE PLATEFORME INDUSTRIELLE ET LOGISTIQUE POUR TRANSFORMER L'INDUSTRIE TOGOLAISE



Le Chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé, dimanche 6 juin 2021, devant la nouvelle Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA).



Inauguration de la PIA par le Chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé.

La Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) a été inaugurée le dimanche 6 juin 2021 par le Chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé. Cette infrastructure intégrée et multisectorielle figurait au premier rang des projets portés par le Plan national de développement (PND, 2018-2022). Elle va être un catalyseur de la transformation de l'écosystème industriel national en permettant de transformer des ressources naturelles jusque-là exportées à l'état brut.

Contrairement aux habitudes constatées sur le continent, la PIA a été développée sans adoption d'un régime exceptionnel et s'appuie

sur les lois en vigueur au Togo, à savoir le code des investissements et la loi sur la Zone Franche pour les entreprises tournées vers l'exportation. Elle est équipée d'un Guichet unique (créé par décret en avril 2021) chargé de faciliter les démarches administratives des entreprises. Dans un contexte national où le climat des affaires a été fortement amélioré ces dernières années, elle va générer à terme près de 35 000 emplois directs et indirects.

35 000
EMPLOIS
DIRECTS ET
INDIRECTS

La Plateforme industrielle d'Adetikopé a pour vocation de créer des chaînes industrielles à haute valeur ajoutée dans plusieurs secteurs

agro-industriels : ceux du coton, du soja, du sésame, du cacao, du café ou encore de la volaille. D'autres secteurs à fort potentiel économique, notamment l'automobile, la pharmaceutique, la cosmétique, l'emballage ou le recyclage, peuvent également s'y installer. Deux entreprises, Togo Agro-Ressources SAU, une société agro-alimentaire qui a pour domaine d'activité la transformation du soja en huile comestible, et Togo Wood Industries SARL, spécialisée dans le bois, y sont déjà actives.

UN ATOUT POUR LE CORRIDOR PORTUAIRE TOGOLAIS

Le Premier ministre, **Mme Victoire Tomégah-Dogbé**, a, dans son intervention, relevé l'importance de cette plateforme en vue d'atteindre les objectifs gouvernementaux d'inclusion, de distribution équitable des bénéfices de la croissance et d'une meilleure protection sociale. Située à 27 km du Port autonome de Lomé, équipée de son propre port sec et d'un parking à camions qui peut accueillir jusqu'à 800 camions, la PIA améliore « la performance logistique de notre corridor portuaire, a ajouté le Premier ministre. Ce qui est d'une importance capitale pour le Togo, terre d'accueil, de transit de tradition et une voie naturelle d'accès pour les pays voisins ».



Mme Victoire Tomégah-Dogbé, Premier ministre lors de son intervention.

Des mots prononcés en présence du ministre burkinabè du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, représentant du Président du Faso, du Secrétaire général de la ZLECAf et des représentants des partenaires au développement du Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et de la Société financière internationale (SFI).

UN MILLIARD DE DOLLARS ANNUEL D'EXPORTATION SUPPLÉMENTAIRE

Fruit d'un partenariat public-privé entre l'État togolais et ARISE IIP, filiale du groupe ARISE, la PIA a nécessité un investissement de 130 milliards de FCFA (200 millions d'euros) dans sa première phase d'exécution, prévue sur 129 hectares. Le président du groupe ARISE IIP, M. Gagan Gupta, a indiqué attendre au cours des quatre prochaines années « une exportation annuelle supplémentaire de plus d'un milliard de dollars ».

**“ Un outil pour
atteindre les objectifs
gouvernementaux
d'inclusion, de distribution
équitable des bénéfices
de la croissance
et d'une meilleure
protection sociale ”**



Bâtiment de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA).



Vue d'ensemble de l'IFAD.

FORMATION PROFESSIONNELLE : UN NOUVEL INSTITUT DÉDIÉ AU BTP

Le chef de l'État a inauguré le 28 avril dernier un nouvel institut de formation en alternance pour le développement (IFAD) dédié aux métiers du BTP. Situé à Adidogomé, à Lomé, l'IFAD-Bâtiment propose des formations diplômantes (brevet, CAP et baccalauréat pro) et « certifiantes » réparties en quatre grands pôles : gros œuvres (organisation-réalisation et maçonnerie générale), menuiserie-métallurgie, énergie-fluide et finition-seCONDS œuvres. Il abritera à l'avenir un centre de formation en alternance dédié aux énergies renouvelables.

Le complexe dispose d'un environnement numérique de travail (ENT) intégré dans toutes ses activités et d'infrastructures modernes (ateliers



Inauguration de l'IFAD par le Chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé, le 28 avril 2021.

“ Dix nouveaux instituts de formation pour le développement seront créés sur les cinq années ”

équipés, centres de ressources...). La formation y sera assurée en alternance au sein du campus, pour les cours généraux et techniques, et sur les chantiers des entreprises partenaires. Le critère de sélection majeur des postulants est leur motivation.

BIENTÔT UN TROISIÈME IFAD DÉDIÉ À L'ÉLEVAGE

L'aboutissement de ce projet illustre l'engagement du Président de la République à faire de la jeunesse un acteur du développement économique et social du Togo. C'est en janvier 2018 qu'il avait annoncé la création des IFAD. « L'accent sera mis sur la qualité de la formation professionnelle, car c'est d'elle que proviennent les outils et compétences nécessaires à une réelle participation des jeunes au développement, avait-il expliqué. Avant d'annoncer : dix nouveaux instituts de formation pour le développement seront créés sur les cinq années qui viennent dans les domaines de l'agriculture, de la logistique, du bâtiment, des transports et du numérique ».



Entrée de de l'Institut de Formation en Alternance pour le Développement (IFAD).

L'ouverture de l'IFAD-Bâtiment intervient ainsi après celle de l'IFAD-Aquaculture, déjà opérationnel à Elavagnon, dans l'Est Mono. Dans quelques mois, sera ouvert l'IFAD-Élevage, à Barkoissi, pour accompagner la mise en place d'une filière laitière, de petits ruminants, de volailles et de porcins.

AVEC DEUX NOUVELLES CENTRALES, LE TOGO ACCÉLÈRE SA MARCHÉ VERS L'AUTONOMIE EN ÉNERGIE ÉLECTRIQUE



Turbines de la centrale de Blitta.

Le 26 avril dernier a été allumée la première flamme de **Kékéli Efficient Power**, moins de deux ans après le démarrage des travaux de cette centrale électrique. La mise en service a concerné la turbine à gaz de 47 mégawatts, laquelle sera complétée d'ici à la fin de l'année par une turbine à vapeur. Un cycle combiné qui permettra d'atteindre une puissance de 65,5 mégawatts sans consommation additionnelle de gaz et en limitant les rejets de CO2 dans l'atmosphère.

Cela représente une augmentation de 50 % de la capacité de production électrique du pays ! En synergie avec des projets d'extension du réseau en cours, Kékéli va permettre l'accès à l'énergie électrique à 263 000 foyers togolais, soit près de deux millions de personnes.

La centrale a nécessité un investissement de 85 milliards de FCFA (130 millions d'euros). Preuve des

capacités d'innovation du gouvernement, elle a été financée dans le cadre d'une concession d'une durée de vingt-cinq ans qui confère à Eranove sa conception, sa construction, son exploitation et sa maintenance, et d'un partenariat public-privé (PPP) qui englobe l'État togolais et des acteurs industriels et financiers internationaux. Kiféma Capital, le véhicule d'investissement qui porte la participation de l'État, a pour actionnaires le fonds souverain Togo Invest et des institutions nationales.

Accès à l'énergie électrique pour 263 000 foyers togolais, soit près de deux millions de personnes



Le Chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé à la centrale de Blitta.

HAUSSE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS AU TOGO

(SOURCE CNUCED)

+85%

2020 :

352,5 milliards de FCFA
(639 millions de dollars)

2019 :

191 milliards de FCFA
(346 millions de dollars)

L'essentiel de ces investissements proviennent d'autres pays d'Afrique de l'ouest. Ils concernent notamment la construction de deux cimenteries par des entrepreneurs burkinabè (100 millions de dollars, CinMetal Group) et nigérian (60 millions de dollars, Dangote).

BLITTA : 50 MWC D'ÉNERGIE SOLAIRE SUPPLÉMENTAIRE

Deux mois après Kékéli, le 22 juin dernier, le président de la République a inauguré la **centrale solaire Sheikh Mohamed Bin Zayed de Blitta**. Construite par AMEA Togo Solar, filiale d'AMEA Power, cette centrale photovoltaïque réalisée en pleine pandémie, en un temps record de 14 mois, est dotée d'une capacité de 50 Mwc. Plus grande centrale solaire de l'Afrique de l'ouest, elle devrait desservir en énergie environ 158 300 ménages, dont 9 % de la demande de la région centrale. L'ouvrage a été financé à hauteur de 21 milliards de FCFA par la Banque ouest africaine de développement (BOAD) et l'Abu Dhabi Fund pour le développement (ADFD). Sa réalisation « illustre parfaitement le succès du partenariat public-privé en Afrique avec AMEA power, qui a bénéficié d'un climat d'investissement favorable au Togo l'ayant encouragé à préfinancer ce projet », a indiqué la ministre déléguée auprès du Président de la République, chargée de l'Énergie et des Mines, Mawougno Aziablé.

AMEA power, filiale d'Al Nowais Investissement (ANI), basée aux Émirats Arabes Unis, va exploiter la centrale pendant 25 ans avec pour cahier des

charges de contribuer à l'économie d'un million de tonnes d'émission de CO₂, prévu sur la plateforme tout au long de sa durée de vie.

Ces deux projets majeurs, Kékéli et Blitta, réalisés dans le cadre de la Stratégie nationale d'électrification, permettent au Togo de faire des pas de géant vers la réalisation de ses ambitions. Les autorités prévoient de porter le taux d'accès à l'électricité au niveau national à 75 % en 2025 puis à 100 % à l'horizon 2030, et d'accroître à 50 % la part du renouvelable dans le mix énergétique du pays. En conseil des ministres, le 17 juin dernier, le gouvernement a adopté deux projets de décrets liés (procédures d'indemnisation sur des périmètres identifiés) à l'installation de deux centrales solaires de puissances installées de 60 et 80 Mwc, à Sokode et Kara.



Mise en service de la centrale de Blitta en présence du Chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé.

“ AMEA Power a bénéficié d'un climat d'investissement favorable au Togo ”



Mme Mawougno Aziablé, ministre déléguée auprès du Président de la République, chargée de l'Énergie et des Mines



Panneaux photovoltaïques de la centrale de Blitta.



Façade du Lomé Data Center, tout nouveau centre de données. Cette infrastructure pourra être utilisée par les entreprises pour organiser, traiter, stocker et entreposer de grandes quantités de données.

Le Togo dispose désormais d'une infrastructure stratégique d'hébergement de données sensibles ! Inauguré par le Président de la République, Faure Gnassingbé, le Lomé Data Center, tout premier centre de données de colocation neutre du pays, permet aux institutions et aux entreprises d'héberger leurs données dans un environnement sécurisé.

Il offre aux opérateurs économiques une alternative fiable pour accéder à une bande passante internet à très haut débit et à des coûts moindres, grâce à l'optimisation dans une même entité des réseaux disponibles.

DEVENIR UN HUB NUMÉRIQUE MAJEUR EN AFRIQUE

L'infrastructure, érigée sur plus d'un hectare dans le nouveau périmètre administratif de la capitale, est certifiée Tier III, soit l'un des niveaux de fiabilité les plus élevés de ce secteur. Elle comprend un bloc administratif



Mme Coralie Gevers, Directrice des Opérations de la Banque mondiale lors de l'inauguration du Data Center.



Le Chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé lors de l'inauguration du Lomé Data Center.



Mme Cina Lawson, ministre de l'Économie numérique.

et cinq salles d'hébergement de serveurs de 133 m², dont quatre sont destinées aux opérateurs privés. Sa construction, qui a duré deux ans et demi, a été financée à hauteur de 12,7 milliards FCFA par la Banque Mondiale, dans le cadre du programme régional de développement des infrastructures (WARCIP). Réalisé par l'entreprise française Cfao Technologies et la société Togolaise Centro, sous la supervision de l'expert APL France, le Data center s'inscrit dans le cadre de la stratégie de croissance soutenue par la transformation digitale dont s'est dotée le gouvernement.

Près des deux tiers des 42 projets prioritaires de la nouvelle feuille de route gouvernementale ont une composante digitale, a rappelé Cina Lawson, la ministre de l'Économie numérique, lors de la cérémonie d'inauguration. Cette infrastructure permet au Togo de faire un pas supplémentaire vers son ambition de devenir un hub technologique et digital en Afrique.

Politique

CÔTE D'IVOIRE

PATRICK ACHI L'ÉQUILIBRISTE

Propulsé en pleine lumière après le décès de Hamed Bakayoko, le nouveau Premier ministre a fort à faire. À la tête du gouvernement, où les dossiers chauds sont légion, comme au sein du RHDP. Faux pas interdits...

BENJAMIN ROGER, ENVOYÉ SPÉCIAL

Tribune Spike Lee, les racines de l'hypocrisie

Tchad Moussa Mara, candidat à la présidentielle de 2022

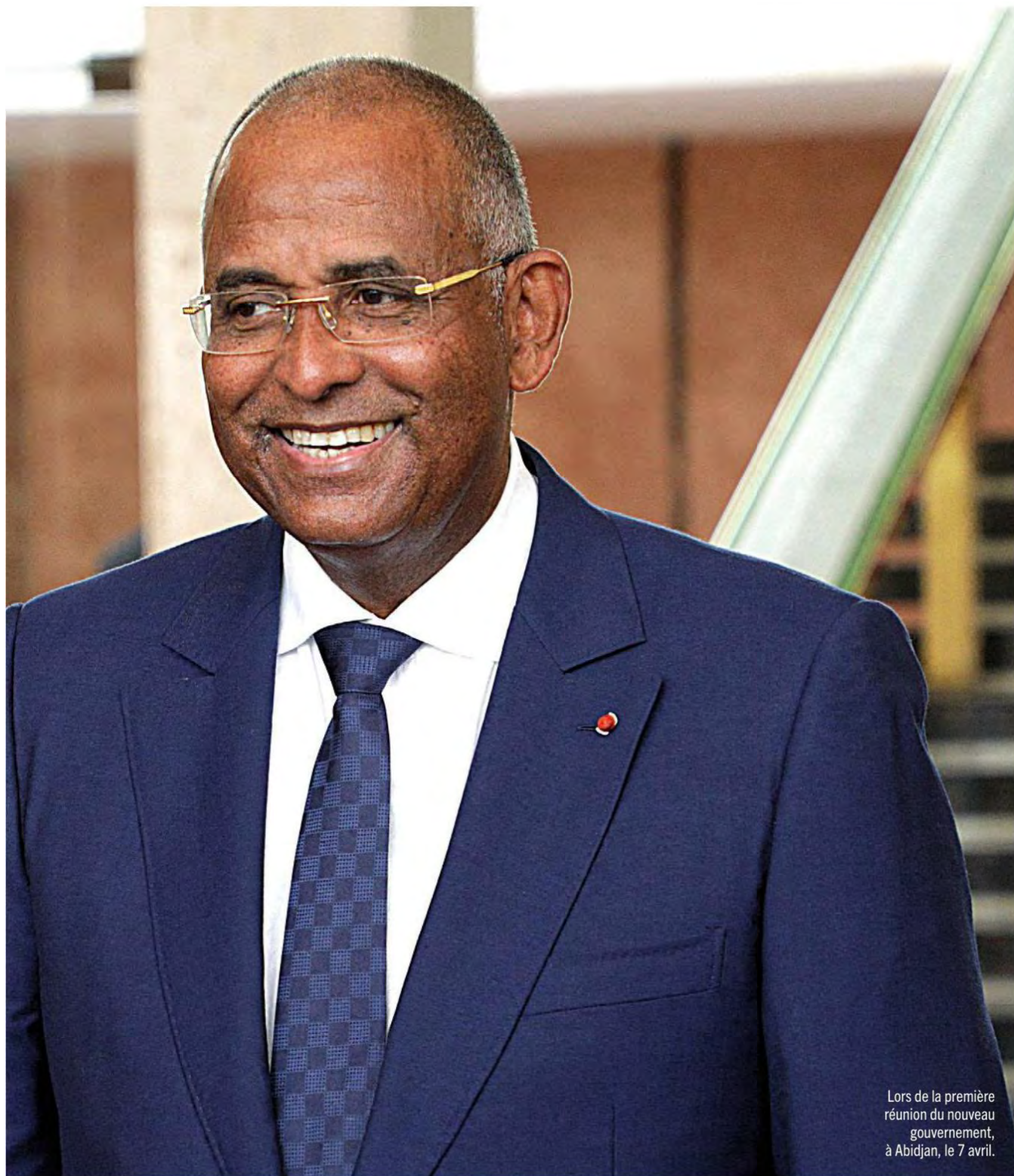
RDC Matata Ponyo, un ambitieux dans la tourmente

Cameroun Jusqu'où ira le « dircab » de Paul Biya ?

Maroc Nizar Baraka, secrétaire général de l'Istiqlal

Tunisie Al Karama, la coalition de l'indignité

Algérie À la poursuite des biens mal acquis



Lors de la première
réunion du nouveau
gouvernement,
à Abidjan, le 7 avril.

Cette nuit-là, un vent de panique souffle sur la lagune Ébrié. Des chancelleries du Plateau aux villas ministérielles de Cocody, les téléphones ne cessent de vibrer. Comment est-ce possible ? Après le décès brutal d'Amadou Gon Coulibaly et de Hamed Bakayoko en neuf mois, voilà que leur successeur, Patrick Achi, est à son tour évacué en urgence vers Paris. En cette soirée du 10 mai, l'état de santé du Premier ministre fait craindre à certains une sinistre répétition de l'Histoire. Opéré quelques jours plus tôt de polypes intestinaux, voilà quarante-huit heures que sa situation se dégrade. Pour Alassane Ouattara, hors de question de prendre le moindre risque. Son collaborateur est embarqué à bord d'un Gulfstream de la flotte présidentielle, en compagnie de son épouse et de son médecin personnel. Arrivé au petit matin, il est directement transféré à l'Hôpital américain de Paris, à Neuilly-sur-Seine.

Après quatre jours de convalescence, Achi va nettement mieux. L'heure est venue de rentrer pour couper court aux folles rumeurs abidjanaises. Aux journalistes présents à l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny pour son retour, il déclare : « Je me sens très bien. Je suis revenu en pleine forme pour reprendre le travail. » Depuis, le chef du gouvernement n'a plus connu d'alerte de santé. Ni quitté son poste à la primature, où il a passé le cap symbolique des 100 premiers jours à la fin de juin. « Le pire job de la Terre », lâche, sourire pincé, un diplomate étranger.

Car, au-delà des histoires de malédiction présumée, être le Premier ministre d'Alassane Ouattara dans le contexte actuel n'a rien d'une sinécure. Depuis sa réélection à un troisième mandat, en octobre 2020, marquée par le boycott de ses opposants et par la mort de plus de 80 personnes, le président ivoirien sait sa marge de manœuvre réduite. « Il est très attaché à l'image qu'il laissera, analyse l'un de ses confidents. Or cette affaire de troisième mandat lui a beaucoup coûté. Il veut donc corriger le tir en obtenant rapidement de bons résultats économiques et sociaux, et Patrick Achi est d'abord là pour ça. »

Les objectifs sont élevés. Après quasiment dix années de croissance à 8 %, entre 2011 et 2020, il faut relancer une machine mise à l'arrêt par la pandémie de Covid-19. Régulièrement accusé de ne pas avoir sorti sa population de la pauvreté malgré ces chiffres honorables, Ouattara entend désormais

obtenir davantage de retombées, notamment en termes d'éducation et de santé. Il veut aussi miser sur le secteur privé pour créer des emplois. Autant dire que son chef du gouvernement, par ailleurs accaparé par la poursuite des grands travaux ou la lutte contre la menace jihadiste, a largement de quoi faire.

Les bons connaisseurs des arcanes ivoiriens sont unanimes : depuis sa nomination, le Premier ministre est soumis à une intense pression du Palais. « Il est harcelé par son boss, qui garde les rênes courtes sur lui », assure une source diplomatique à Abidjan. Audiences, réunions, visites de terrain... Ses journées sont sans fin et ses nuits (très) courtes. L'intéressé, réputé gros travailleur, encaisse sans broncher. Premier ministre ou premier collaborateur du président ? Certains s'en amusent et voient en lui le « Fillon de Ouattara ».

Futur candidat ?

Le chef de l'État n'a pas hésité longtemps quand il a fallu trouver un successeur à Hamed Bakayoko, décédé en mars. « Qui d'autre aurait-il pu choisir pour ce poste ? » fait mine de s'interroger un ancien ministre. Depuis sa nomination en tant que secrétaire général de la présidence (avec rang de ministre d'État), en 2017, Patrick Achi est au cœur du réacteur. Et s'est beaucoup rapproché de son aîné, qui lui fait désormais pleine confiance. « Cela fait plusieurs années qu'il a une vue transversale sur tous les dossiers et qu'il travaille étroitement avec le président, avec qui il échange pratiquement tous les jours », confie un intime de Ouattara.

Ingénieur de formation passé par l'université américaine de Stanford, ce technocrate méticuleux de 65 ans a le genre de profil qu'affectionne le chef de l'État. Ministre des Infrastructures pendant une quinzaine d'années, d'abord sous Laurent Gbagbo puis, de 2011 à 2017, sous Ouattara, Achi a géré une bonne partie des chantiers du pays. Ceux qui travaillent avec lui évoquent tous sa culture – parfois abrupte – du résultat. « Quand il est en réunion, il demande tous les chiffres, confie l'un de ses interlocuteurs réguliers. Il donne l'impression d'être quelqu'un de conceptuel et de structuré. » « C'est un homme réfléchi et prudent. Il avance seulement quand il sait où il va et qu'il est sûr d'obtenir des résultats », ajoute un ministre.

Tel un équilibriste, le Premier ministre fait attention au moindre faux pas. Pas question de faire ou de dire quoi que ce soit qui pourrait être mal perçu par la présidence. Sollicité à plusieurs reprises par JA, il a préféré garder le silence. « Pas le moment de s'exprimer », nous a-t-il fait savoir. Se méfiant des journalistes,

**PREMIER MINISTRE
OU PREMIER
COLLABORATEUR
DU PRÉSIDENT ?
CERTAINS S'EN
AMUSENT ET VOIENT
EN LUI LE « FILLON
DE OUATTARA ».**



Réunion du Conseil national de sécurité au palais présidentiel, à Abidjan, à la suite de l'épidémie de Covid-19, le 16 mars 2020, autour d'Alassane Ouattara.

il aime garder le contrôle sur sa communication. Lorsqu'un de ses hôtes a brièvement diffusé sur les réseaux sociaux une vidéo d'une petite fête organisée chez lui pour célébrer sa nomination, quelques jours après le décès de Hamed Bakayoko, c'est peu dire que Patrick Achi n'a pas apprécié – et assure, en privé, ne pas avoir été à l'initiative de cette soirée.

S'il prend autant de précautions, c'est aussi parce qu'il joue gros. Officiellement, il est encore trop tôt pour évoquer la succession d'Alassane Ouattara, tout juste réélu. La question est pourtant déjà dans toutes les têtes au sein du Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP, au pouvoir). « Beaucoup de gens ont des ambitions, mais il n'y a aucun successeur désigné, affirme une source au palais. Le président garde la main. Il ne faut pas que les envies personnelles polluent nos objectifs. »

Après la disparition d'Amadou Gon Coulibaly et de Hamed Bakayoko, le nouveau Premier ministre fait pourtant partie des favoris. Il semble même être l'un des mieux placés. Il le sait, mais évite soigneusement de donner l'impression d'y penser tous les matins en se rasant. Le natif d'Adzopé est-il plus ambitieux qu'il ne souhaite le laisser paraître ? « Il fait attention à ne pas se mettre au premier plan pour ne pas contrarier Ouattara, croit savoir l'un de ses ex-compagnons du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI, sa formation

d'origine). Mais il joue sur la durée et réfléchit à être un jour candidat à la présidentielle. »

Depuis plus de vingt ans, ce métier, fils d'une mère bretonne et d'un père attié de La Mé, fait preuve d'une habileté politique certaine. « Il s'est toujours battu pour rester dans le giron du pouvoir », résume un ancien ministre qui le connaît bien. « Il est très calculateur et opportuniste », grince un autre ancien membre du gouvernement.

Loyaliste

Il faut remonter au milieu des années 1990, sous la présidence de Bédié, pour retrouver les premiers pas de Patrick Achi dans l'administration ivoirienne. Il y débute en tant que conseiller du ministre des Finances, puis de celui de l'Énergie. En 1999 survient le coup d'État du général Robert Gueï. Le quadra du PDCI parvient à rester dans le jeu. Il est chargé par le Premier ministre de transition, Seydou Diarra, de réformer la stratégie filière café-cacao. En 2000, nouveau changement au sommet de l'État : Laurent Gbagbo est élu président. Encore une fois, l'administrateur tire son épingle du jeu. Et intègre même le gouvernement en tant que ministre des Infrastructures économiques. « Bien qu'il vienne du PDCI, Gbagbo l'appréciait et songeait à en faire son Premier ministre. Il cherchait un jeune technocrate pour mener ses réformes », se rappelle un intime de l'ancien président.

Le 19 septembre 2002, Achi, qui est également porte-parole du gouvernement, se trouve à Rome avec Gbagbo quand une tentative de coup d'État ébranle le régime. Une déclaration présidentielle est rédigée en urgence. Contre toute attente, il refuse de la lire, prétextant qu'il s'agit de la position de la présidence et non de celle du gouvernement. Le chef de l'État ne comprend pas. Certains de ses intimes le soupçonnent d'être de mèche avec les putschistes. Alors que Gbagbo regagne Abidjan, Patrick Achi part en mission à Washington, puis se rend à Paris, avant de rentrer à son tour. En délicatesse avec le chef de l'État, il se tourne vers Henri Konan Bédié. « [Bédié] l'a même hébergé un temps chez lui, à Daoukro, quand Achi craignait pour sa sécurité. Il le voyait comme l'un des cadres sur lesquels il pouvait s'appuyer », raconte une figure du PDCI.

Après les accords de Linas-Marcoussis, en janvier 2003, Patrick Achi retrouve son marouquin au nom du PDCI. Revenu sous la coupe de Bédié, il se range avec lui derrière Ouattara durant la crise postélectorale de 2010-2011. Le nouveau président le maintient au ministère des Infrastructures économiques. Puis vient le divorce entre Bédié et Ouattara. Achi reste loyal au pouvoir et choisit le RHDP, tout en essayant de rapprocher ses deux aînés. Un rôle qu'il tient encore aujourd'hui, fort des relations qu'il a gardées avec le Sphinx de Daoukro – à qui il a rendu visite au début de juin.

Fin tacticien

En 2017, il franchit un nouveau palier : il est nommé secrétaire général de la présidence pour remplacer Amadou Gon Coulibaly, que Ouattara a propulsé à la primature. Pour en avoir été le témoin pendant plusieurs années, Achi sait qu'il n'aura jamais la relation quasi filiale qui existait entre le chef de l'État et son « jeune frère ». Pas question d'essayer de le remplacer, mais pourquoi ne pas tenter de s'inscrire dans sa lignée ? « Il est arrivé à la primature après le décès de ses deux prédécesseurs, mais il a été plutôt fin tacticien, relate un ministre influent. Il a tout de suite opté pour la fidélité à Amadou, dont il a en quelque sorte perpétué l'héritage. Cela a plu au président. »

Dans la mouture du gouvernement sur laquelle il travaillait avant d'être emporté par un cancer, Hamed Bakayoko avait écarté des lieutenants du « lion de Korhogo ». « Quand il a été nommé, Achi nous a appelés quasiment

un par un pour nous dire qu'il comptait sur nous, confie un ministre autrefois proche de Gon Coulibaly. Aujourd'hui, la plupart d'entre nous sont toujours au gouvernement et ont rallié le Premier ministre. »

En parallèle, Achi multiplie les gestes symboliques. Quelques jours après son entrée à la primature, il va s'incliner sur la tombe de Gon Coulibaly lors des funérailles traditionnelles et va saluer la mère du défunt. Le 8 juillet dernier, pour la commémoration de la première année de son décès, il lui rend un vibrant hommage devant tout le RHDP.

Entre les deux hommes, la ressemblance saute aux yeux. Ingénieurs, fins connaisseurs des rouages de l'État, hommes de dossiers... « Il a certaines qualités que le président appréciait chez Gon », indique un proche de Ouattara. Comme lui, Patrick Achi souffre aussi d'une image de technicien un brin rigide et peu populaire qu'il essaie de casser, comme lorsqu'il s'affiche, casquette à l'envers sur la tête, au guidon d'une puissante moto dans les rues d'Adzopé.

« Les gens lui collent volontiers cette étiquette de technocrate, mais, en réalité, c'est un pur politicien », souffle un ministre. En 2011, il parvient à se faire élire député de La Mé, l'un des fiefs du Front populaire ivoirien (FPI), de Laurent Gbagbo. Un fauteuil qu'il n'a plus quitté depuis, après avoir été réélu en 2016 et en mars dernier. En parallèle, il prend la présidence du conseil régional en 2013. « Il parle l'atté et il connaît la vie au village. Cette zone a beau être acquise au FPI, il continue à y régner et a gardé le soutien des chefs traditionnels », reconnaît un de ses opposants. Il a aussi un réseau important à Abidjan et dans la sous-région. Quant aux partenaires étrangers, ils semblent l'avoir adoubé. « Il donne l'impression d'être un gestionnaire sérieux. Il a un côté rassurant pour les Occidentaux », estime un diplomate français.

Personnalité peu clivante, qui a gardé des liens au PDCI et qui est capable de discuter avec les pro-Gbagbo, Achi va devoir conquérir les cœurs au sein du RHDP. Et plus particulièrement parmi les barons du Rassemblement des républicains (RDR), la formation originelle de Ouattara, qui n'apprécie guère d'assister à l'ascension d'un homme qui a rejoint le président sur le tard. Chrétien venant du Sud, alors que le noyau dur de l'entourage présidentiel est majoritairement musulman du Nord, Achi n'est pas dans les bonnes grâces de certains membres du clan Ouattara. « Mais cela peut aussi être vu comme un atout, conclut un baron du RHDP. Ce serait même un bon signal et un antidote à la xénophobie portée par certains de nos adversaires. » ●

**IL ESSAIE DE
CASSER SON IMAGE,
ET S'AFFICHE,
CASQUETTE À
L'ENVERS SUR LA
TÊTE, AU GUIDON
D'UNE PUISSANTE
MOTO.**



Tribune Georges Dougueli

Journaliste à Jeune Afrique

Spike Lee : les racines de l'hypocrisie

Tout a commencé par un peu de salive dans une éprouvette adressée à un laboratoire spécialisé.

Les scientifiques ont pu extraire l'ADN du demandeur, puis l'ont fait « parler » en le comparant à d'autres échantillons dans une base de données pour en retracer l'histoire. Et voilà Shelton Jackson Lee, dit Spike Lee, né en Géorgie en 1957, qui a grandi à Brooklyn, parti à la recherche de cette contrée africaine d'où ses ancêtres furent arrachés pour être déportés en Amérique. Résultat, le golfe de Guinée, à l'emplacement du Cameroun actuel.

Ne restait plus qu'à entreprendre le voyage initiatique. Mis au parfum, Yaoundé l'a invité, le 2 juillet, à l'ambassade du Cameroun à Paris, alors qu'il était en route pour la Croisette, où il devait présider le Festival de Cannes.

Reçu avec les honneurs, il a dégusté des plats nationaux et dansé sur du Manu Dibango... Et ce n'était qu'un début. La présence du réalisateur est « annoncée au Cameroun en janvier 2022 », a exulté *Cameroon Tribune*, le quotidien gouvernemental du pays qui organise à cette même période la Coupe d'Afrique des nations de football (CAN). Et c'est là que le retour aux sources emprunte des chemins tortueux.

D'abord, la plupart de ces visiteurs n'en demandent pas

tant. Les Africains-Américains en quête d'identité ont besoin de se reconnecter au continent dans l'intimité, dans le recueillement et la dignité du silence. On leur doit bien ça. Que des laboratoires et des voyageurs se servent de cette quête pour faire du profit est aussi critiquable que peut l'être le capitalisme. Mais que ces voyages soient transformés en opérations marketing pour hommes et femmes politiques en mal de visibilité internationale est, pour dire le moins, de très mauvais goût.

Les intéressés ne sont pas dupes. Mais combien de temps encore vont-ils devoir fermer les yeux sur les maux qui minent le continent de leurs ancêtres ? Dans ce pays qu'il veut faire sien, Spike Lee serait classé comme anglophone et, de ce fait, se retrouverait concerné par les affaires de cette communauté, qui, se disant discriminée, a pris les armes pour faire sécession.

Pendant combien de temps

● ● ● ●
Combien de temps encore ces Africains-Américains en quête d'identité devront-ils fermer les yeux sur les maux du continent de leurs ancêtres ?

encore ne devoir rien dire, comme le héraut guadeloupéen de l'anti-racisme français, Lilian Thuram, accueilli sans test ADN par les Douala de la côte camerounaise et qui a réussi à boucler son séjour sans se prononcer sur le fait que racisme et tribalisme puisent leur énergie à la source du refus de la différence ?

Communauté de valeurs

Spike Lee sait qu'il ne suffit pas de traverser l'Atlantique dans le sens du retour pour se retrouver « chez soi ». Pas plus que de partager un pourcentage de patrimoine génétique. Encore faut-il pouvoir construire auprès des cousins d'Afrique une communauté de valeurs. Il le sait, lui qui a un ADN de cinéaste militant avec un passé antisystème jalonné d'œuvres aussi iconoclastes que *Do the Right Thing*, *Jungle Fever* ou *Malcolm X*, produits à l'écart de Hollywood. Il s'est même déjà pris les pieds dans le tapis rouge des pouvoirs africains : en 2013, sous la pression de la société civile gabonaise, il dut renoncer à une invitation au New York Forum Africa qui se tenait à Libreville sous l'égide de la présidence.

Cinéaste et documentariste engagé, authentique militant des droits humains, Spike Lee devra regarder en face le continent de ses ancêtres sans rien concéder à la vérité. L'Afrique des peuples mérite la sincérité. ●

RENCONTRE AVEC

Moussa Mara

Éphémère Premier ministre d'Ibrahim Boubacar Keïta, il s'est déjà déclaré candidat à la présidentielle de février 2022. De passage à Paris, il jure s'être assagi et n'exclut pas un dialogue avec « les insurgés » pour ramener la paix.

Il est 17 h 20 quand, livres et dossiers sous les bras, Moussa Mara descend d'une Citroën bleu ciel pour nous retrouver à la brasserie Le Bourbon, située derrière l'Assemblée nationale française et à quelques minutes seulement du Quai d'Orsay. L'ancien Premier ministre malien a près de vingt minutes de retard. Confus, il nous présente ses excuses avant de s'installer sur les banquettes de velours brun de ce lieu qu'il connaît bien. « J'aime Le Bourbon, c'est mon pied-à-terre, s'exclame-t-il. C'est ici que je donne quasiment tous mes rendez-vous. » Lorsqu'il vient à Paris, Moussa Mara n'est jamais loin des lieux de pouvoir.

Après plus de six mois d'absence dus aux restrictions de déplacement imposées par le Covid-19, il est venu faire la promotion de son livre *Cultivons nos Afriques*, paru en mars aux éditions Débats publics, dont il nous offre volontiers un exemplaire. Il a aussi participé, le 2 juillet, à l'édition 2021 des Conversations de Gouvieux, organisées par le Centre d'étude et de prospective stratégique (CEPS). Devant un parterre de personnalités, dont François Lecointre, chef d'état-major de l'armée française sur le départ, et Anne Hidalgo, maire de Paris, il est monté à la tribune pour décrypter les nouvelles menaces auxquelles la France va être confrontée dans la zone sahélienne.

Et parce que cet habitué des ors de la République ne cache plus ses

ambitions d'être le candidat du parti Yelema à l'élection présidentielle de février 2022, il a profité de ce séjour parisien pour rencontrer les stratégiques Franck Paris, « Monsieur Afrique » de l'Élysée, et Arnaud Suquet, conseiller Afrique de Jean-Yves Le Drian, le ministre français des Affaires étrangères.

Habituellement très fréquenté par les députés français, Le Bourbon est, en cette fin d'après-midi, étonnamment silencieux. Barbe grisonnante, costume anthracite sur chemise rose, Moussa Mara a des allures de banquier d'affaires, la fougue en moins. En 2014, le président Ibrahim Boubacar Keïta

● ● ●

« Il ne faut pas attendre de miracles de la transition. Elle est intrinsèquement illégitime. »

(IBK) avait déjoué tous les pronostics en le propulsant à la primature. Moussa Mara n'avait alors que 39 ans, et jamais le Mali n'avait eu un aussi jeune chef du gouvernement. Il passait à l'époque pour un homme de convictions, courageux, un brin tête brûlée. Et, en quelques semaines, il avait mis le feu aux poudres en se rendant à Kidal, la grande ville du Nord qui échappait à l'autorité de Bamako.

Désormais âgé de 46 ans, l'ancien Premier ministre a changé. « Le Moussa Mara de 2021 n'est ni celui de 2014 ni celui de 2018 », assure-t-il. En apparence au moins, le trentenaire arrogant dont les adversaires dénonçaient l'impétuosité est devenu un quadra au discours mesuré. « Plus jeune, j'étais partisan d'une rupture radicale, poursuit-il. J'avais le sentiment qu'il fallait mettre à la retraite beaucoup d'acteurs politiques. Mais l'expérience m'a appris que ce dont les Maliens ont besoin c'est de se rassembler. Mes idées n'ont pas véritablement changé, mais je suis aujourd'hui plus inclusif dans mon approche. »

Mal entouré

Tribun hors pair, Moussa Mara se raconte en esquissant de grands gestes. Il explique avoir fait preuve « d'humilité » en retirant sa candidature pour la présidentielle de 2018 au profit de Cheick Modibo Diarra, dont il sera finalement le directeur de campagne. Preuve, insiste-t-il, qu'il est tout à fait capable de « renoncer à ses ambitions et de se fondre dans un collectif pour accroître les chances de changer le pays ». De là à s'effacer en février 2022 ? La réponse est plus nuancée. « En 2018, le président sortant se représentait. Aujourd'hui, le boulevard est libre. »

Déjà en campagne, Moussa Mara explique qu'il veut rompre avec la gouvernance du passé et que, s'il est élu en 2022, ses choix seront



VINCENT FOURNIER POUR JA

À Paris,
le 1^{er} juillet.

faits en fonction des compétences de chaque individu. IBK, qui fut son mentor en politique, a été « mal entouré », juge-t-il : « Il a toujours privilégié l'affect. Il préférerait s'entourer de personnes loyales plutôt que compétentes. C'était son choix, mais nous savons aujourd'hui où cela l'a mené. »

A-t-il digéré son limogeage de la primature, survenu en janvier 2015 ? « Le RPM [Rassemblement pour le Mali, le parti d'IBK] m'a toujours considéré comme un adversaire et a tout fait pour que je quitte mon poste de Premier ministre. Hélas, ils ont fini par convaincre le président. » Si les relations entre les deux hommes s'étaient un temps distendues, elles s'apaiseront néanmoins après 2018. Leur dernier échange remonte à juillet 2020, un mois avant le coup d'État qui chassera IBK du pouvoir. Préoccupé par l'ampleur de la crise sociale, Moussa Mara avait appelé son mentor pour lui donner des conseils. Depuis le 18 août 2020, il

avait essayé d'entrer en contact avec IBK à deux reprises, sans succès.

Le 24 mai dernier, le Mali était le théâtre d'un second coup d'État en moins d'un an. Moussa Mara souligne que, dans la Constitution malienne, « le coup d'État est un crime imprescriptible contre le peuple », mais, prudent, il ne souhaite pas s'attarder davantage sur le sujet. De la transition, il ne faut pas « attendre des miracles, parce qu'elle est intrinsèquement illégitime », lâche-t-il tout de même, en demandant la libération de l'ancien président Bah N'Daw et de son ex-Premier ministre Moctar Ouane.

Il salue le retrait de Barkhane

Les minutes s'égrènent, Moussa Mara doit « enchaîner avec un autre rendez-vous ». Avant de nous quitter, il veut toutefois parler sécurité. Alors que le Mali devra bientôt faire sans l'appui de la force française Barkhane, qui prévoit de se retirer de certaines localités du pays, dont Kidal, Tombouctou

et Tessalit, Moussa Mara salue la décision d'Emmanuel Macron. « Je pense que cela va stratégiquement dans le bon sens et que c'est même une décision qui aurait dû être prise depuis longtemps, fait-il remarquer. Barkhane ne doit pas être visible, elle ne doit pas être perçue comme une force d'occupation ni comme une armée étrangère. Barkhane doit être dans l'appui et l'accompagnement. La situation du Mali n'est pas aussi précaire que cela. Notre armée peut faire face au terrorisme. »

Pour s'en sortir, précise-t-il, la solution ne peut pas être uniquement militaire. Le futur candidat à la présidentielle prône la mise en place d'un dialogue entre l'État et les groupes terroristes locaux. « Il ne s'agit pas de parler à Iyad Ag Ghali ni à Amadou Koufa, mais aux jeunes Maliens qui rejoignent ces groupes terroristes. On ne peut pas mettre fin à une insurrection sans parler avec les insurgés. » ●

Fatoumata Diallo



L'intéressé rejette
en bloc toutes les
accusations.

BAUDOUIN MOUNDA POUR JA

RD CONGO

MATATA PONYO

UN AMBITIEUX DANS LA TOURMENTE

Soupçonné de détournement de fonds dans plusieurs dossiers, l'ancien Premier ministre est dans le collimateur de la justice. Alors que certains lui prêtent des ambitions pour 2023, son camp dénonce une procédure politique.

STANIS BUJAKERA TSHIAMALA ET ROMAIN GRAS

Mars 2021, Kinshasa. Alors que toute l'arène politique a le regard tourné vers le Palais de la nation, où la nomination d'un gouvernement se fait attendre, Matata Ponyo reçoit *Jeune Afrique* dans les bureaux de son cabinet de conseil, Congo Challenge, situé presque au sommet de la tour Kiyo Ya Sita, sur le boulevard du 30-Juin. Le ton calme mais visiblement nerveux, Matata Ponyo se montre réticent à se livrer au jeu de l'interview. Ce n'est pourtant pas l'actualité qui manque le concernant. Quelques jours plus tôt, l'ex-Premier ministre de Kabila a annoncé son départ du parti et de la coalition de l'ancien président.

L'annonce avait alors intrigué. Était-ce là la première étape vers une candidature indépendante en 2023 ? S'agissait-il d'un préalable à un ralliement à l'Union sacrée, de Félix Tshisekedi, ou juste d'un règlement de comptes avec un camp où il estime être « mal aimé » ?

Après discussion, « l'homme à la cravate rouge » et aux lunettes à fines montures avait finalement accepté de se confier avec prudence, prenant soin d'éviter certains sujets sensibles pour, disait-il, ne pas donner de grain à moudre à « [ses] ennemis ». Se sentait-il en sursis ? Quelques mois plus tard, force est de constater que ses ennuis se sont accumulés.

Depuis le début de mai, Matata Ponyo a en effet vu resurgir de vieux fantômes. Il y a d'abord eu le dossier du parc agro-industriel de Bukanga-Lonzo. Lancé en grande pompe en juillet 2014 par Joseph Kabila lui-même, ce

projet agricole devait marquer une étape clé dans l'accès du pays à l'autosuffisance alimentaire. Sept ans plus tard, il est au point mort, bien que d'importantes sommes aient été mises sur la table. De quoi alimenter les lourds soupçons de corruption qui pèsent sur sa gestion depuis de nombreuses années.

Plus de 205 millions de dollars envolés

C'est un rapport de l'Inspection générale des finances rendu en novembre 2020 qui est venu relancer la polémique. Il estime que plus de 205 millions de dollars sur les 285 millions engloutis dans ce dossier auraient été détournés. Premier ministre lors de sa mise en place, Augustin Matata Ponyo y est présenté comme « l'auteur intellectuel » de la débâcle et est soupçonné de s'être enrichi – avec son clan –, notamment par le biais de sociétés écrans impliquées dans le projet.

S'il a dénoncé ces conclusions à plusieurs reprises, se livrant à un bras de fer médiatique avec cette agence rattachée à la présidence, l'ex-chef du gouvernement estime surtout que la gestion du parc ne lui incombait pas et que ce dossier a été « saboté » après son départ de la primature.

Les enquêteurs qui ont travaillé sur Bukanga-Lonzo s'interrogent toujours sur le chemin qu'a pu emprunter l'argent d'après eux détourné. Selon nos informations, ils s'intéressent tout particulièrement aux investissements réalisés par l'ancien Premier ministre depuis son départ du gouvernement – Matata Ponyo a

notamment développé les activités de sa fondation Mapon et inauguré une université dans son fief du Maniema.

Une source proche du dossier évoque également plusieurs voyages que l'ancien Premier ministre aurait effectués en Thaïlande. L'intéressé, joint par *Jeune Afrique*, dénonce « une intox ». « C'est bien de dire une chose, mais c'est mieux de la démontrer. Je n'ai pas d'investissements en Thaïlande et je n'y suis même jamais allé », assure-t-il.

Visé par une demande d'autorisation de poursuites du parquet général près la Cour constitutionnelle, Matata Ponyo pensait sans doute être tiré d'affaire le 15 juin, lorsque, à l'issue d'une séance à huis clos au Sénat, les élus ont décidé, à une courte majorité, d'aller à l'encontre du mot d'ordre lancé par Félix Tshisekedi dix jours plus tôt et d'empêcher la levée de son immunité de sénateur. « Cela donne à penser qu'il y a plusieurs catégories de citoyens. Ceux qui doivent répondre à la justice et ceux qui peuvent y échapper », avait dénoncé le président congolais quelques jours après.

Le 24 juin, c'est finalement un autre dossier qui a refait surface. Dans un nouveau réquisitoire, Matata Ponyo est soupçonné d'avoir conclu en 2011, alors qu'il était ministre des Finances, un protocole d'accord pour indemniser 300 victimes de la « zaïrianisation » – une politique de nationalisation de biens et propriétés foncières appartenant à des résidents étrangers, voulue par Mobutu, qui s'est transformée en une vaste opération d'expropriation. Un an plus tard, alors qu'il était devenu chef du gouvernement, il aurait autorisé le décaissement de 110 millions de dollars sans que la Direction de gestion de la dette publique ne trouve trace de la liste des bénéficiaires supposés.

Cette fois, le bureau du Sénat, dirigé par Modeste Bahati Lukwebo, un allié de Tshisekedi, accepte la levée de l'immunité de Matata Ponyo. Mais, à la surprise générale, l'assignation à résidence ordonnée à son encontre le 13 juillet après deux jours d'audition est levée vingt-quatre heures plus tard. Le parquet n'a pas commenté cette décision. Dans le camp Matata, on assure que le dossier va être classé sans suite.

L'instruction n'étant pas officiellement close, le parquet souhaite encore auditionner Matata Ponyo, mais sur l'affaire Bukanga-Lonzo. Il avait refusé de se présenter à sa dernière convocation, ce dossier ayant été bloqué au Sénat. Le bras de fer n'étant pas terminé, l'ancien Premier ministre reste sur ses gardes et organise donc la riposte, dénonçant, par le biais de ses soutiens, un acharnement politique contre sa personne. Selon son camp, ces procédures

ne seraient qu'un moyen d'écarter un potentiel candidat à la présidentielle prévue à la fin de 2023. Un scrutin pour lequel l'ex-Premier ministre n'a pas encore officiellement dévoilé ses intentions.

Ex-héritier potentiel

Matata Ponyo se voit-il dans la peau d'un présidentiable ? Interrogé par JA, l'intéressé botte en touche. « Il me paraît trop tôt pour m'exprimer sur cette question, même si nombreux sont ceux qui relient mes ennuis politico-judiciaires à cette échéance », précise-t-il, tout en appelant opportunément à « focaliser le débat sur [ses] performances socio-économiques » à la primature.

L'hypothèse d'une candidature n'est pourtant pas nouvelle. En 2018, deux ans après avoir quitté ses fonctions de chef du gouvernement, il faisait déjà partie de la longue liste des dauphins potentiels de Joseph Kabila. À l'époque, son profil de technocrate connaisseur des institutions internationales relativement bien vu par les Occidentaux au moment de sa nomination à la primature présentait certains avantages pour un régime sous la pression constante de l'Union européenne, des Nations unies et des États-Unis après le glissement du calendrier électoral. Mais la compétition faisait alors rage entre les héritiers potentiels du raïs, et chacun cherchait à se démarquer.

Quelques mois avant la désignation du candidat du Front commun pour le Congo (FCC), Matata Ponyo reçoit son diplôme de docteur ès sciences économiques de l'Université protestante du Congo, et rejoint ainsi le groupe des « quinquas » ambitieux et fraîchement diplômés de l'ancienne majorité – avant de se voir accusé, comme eux, de tricherie.

Joseph Kabila avait finalement privilégié le profil d'Emmanuel Ramazani Shadary, le secrétaire permanent de son parti, originaire, comme Matata Ponyo, du Maniema. Si, parmi les soutiens de l'ex-Premier

ministre, on veut croire que le raïs regrette aujourd'hui ce choix, compte tenu de l'échec de l'alliance nouée avec Félix Tshisekedi, le profil de Matata Ponyo présentait alors certains inconvénients.

« L'homme à la cravate rouge » a beau détenir le record de longévité au poste de Premier ministre depuis l'indépendance – il est resté en fonction d'avril 2012 à novembre 2016 –,



Un rapport de 2020 présente l'ancien Premier ministre comme « l'auteur intellectuel » de la débâcle du parc Bukanga-Lonzo (ici, en juillet 2014).

Il assure ne regretter « ni son départ du PPRD ni sa décision de ne pas rejoindre l'Union sacrée », et se voit comme un profil « transpartisan ».



ses relations avec certains caciques de son propre camp ont souvent été houleuses. Les exemples sont nombreux, qu'il s'agisse de l'ancien président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, lui aussi perçu un temps comme un dauphin potentiel, du président du conseil d'administration de la Gécamines, Albert Yuma, à qui il s'est opposé sur certains dossiers miniers, ou encore d'Emmanuel Ramazani, qu'il revendique aujourd'hui encore ne pas avoir soutenu lors du dernier scrutin présidentiel.

« Beaucoup de cadres craignaient son influence auprès du président et lui reprochaient une certaine forme d'arrogance pendant son passage à la primature et après son départ, relate un membre de la formation politique de Kabila. Il ne faut pas oublier que les premiers coups contre le parc de Bukanga-Lonzo sont venus du PPRD [Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie]. »

C'est d'ailleurs via un autre membre du parti de Joseph Kabila que cet encombrant dossier est revenu sur le devant de la scène. Le 19 août 2020, Sylvestre Ilunga Ilunkamba, alors Premier ministre, menait une délégation sur le site agro-industriel, resté largement inaccessible jusque-là. Résultat, une vidéo de plus de quatre minutes montrant tracteurs, champs abandonnés, et sacs d'engrais périmés.

Malgré ces nombreux handicaps, et alors qu'il est désormais dans le collimateur de la justice, Matata Ponyo parviendra-t-il à se maintenir dans le jeu ? Personnage clivant au sein de l'arène politique, il conserve malgré tout certains réseaux, comme l'illustre l'échec de la première tentative de levée de

son immunité de sénateur. Ces derniers jours, il a par ailleurs reçu le soutien de proches de Moïse Katumbi, lui-même en froid avec le président congolais.

Ses relations avec le camp Tshisekedi n'ont pas non plus toujours été mauvaises. Et son passage par la primature a été régulièrement salué par ce dernier pendant la campagne. Matata Ponyo avait également participé aux obsèques d'Étienne Tshisekedi, en mai 2019. L'attribution à l'administration Kabila de la paternité du projet de gratuité de l'enseignement, une mesure phare du chef de l'État, a néanmoins dégradé la situation.

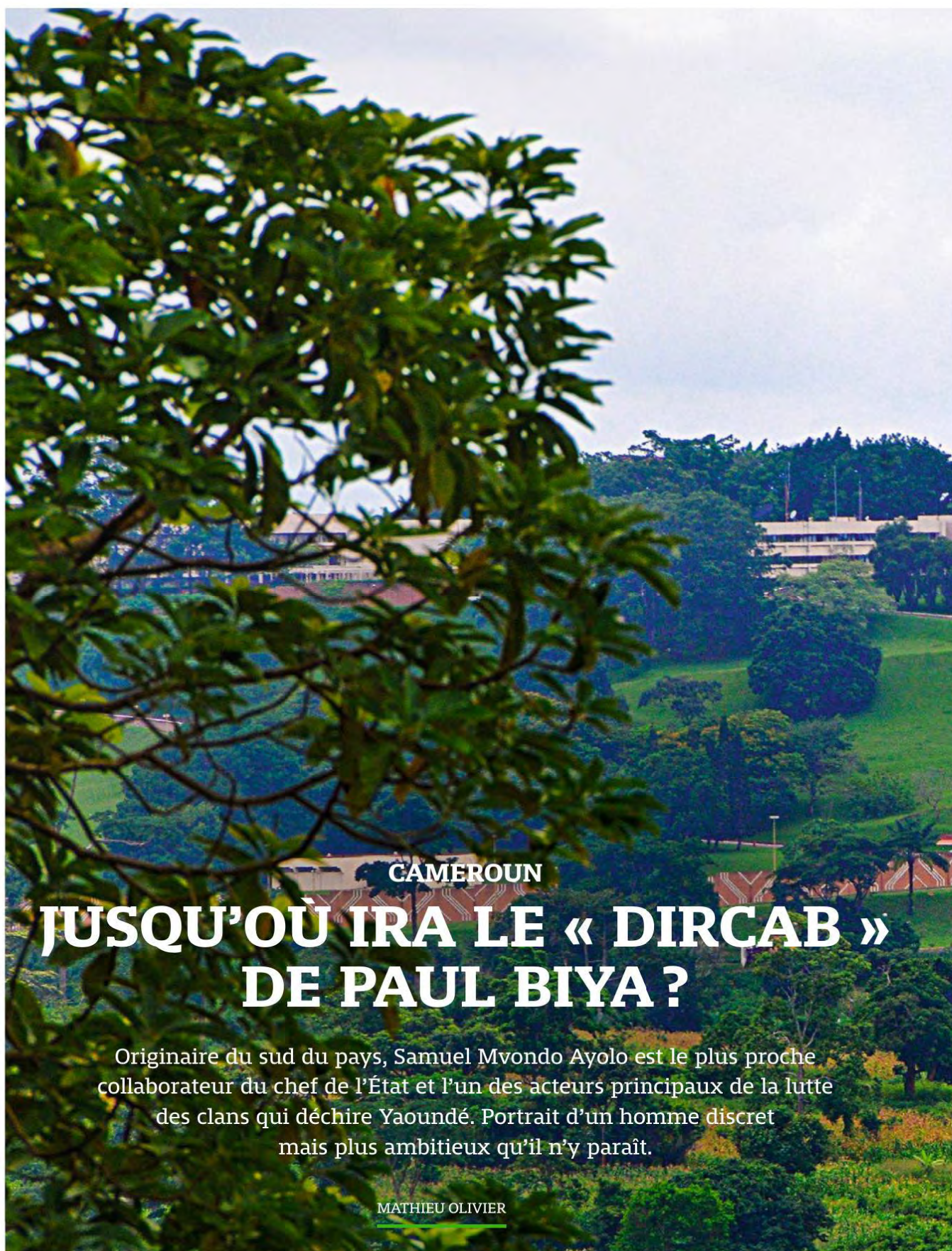
Entre Conakry et Lomé

Depuis son départ de la primature, celui qui s'est un temps défini comme un « retraité de la politique » s'est surtout attaché à multiplier les initiatives en dehors d'un marigot politique où son positionnement apparaît aujourd'hui flou. C'est désormais avec le cabinet de conseil Congo Challenge, qu'il a fondé en 2017, qu'il occupe le terrain, effectuant régulièrement des déplacements à Conakry, où il conseille notamment Alpha Condé. Un de ses proches assure qu'il a également ses entrées au palais de Lomé, où il entretiendrait de bonnes relations avec Faure Essozimna Gnassingbé. Matata Ponyo écume aussi régulièrement les centres de conférences et les universités pour parler des questions de leadership et de gouvernance. En avril dernier, il a également lancé une ONG baptisée Leadership et Gouvernance pour le progrès.

Mais même s'il assure ne regretter « ni son départ du PPRD ni sa décision de ne pas rejoindre l'Union sacrée », Matata Ponyo ne bénéficie que d'une assise politique fragile dans les institutions, où son regroupement politique, Atic, est modestement représenté. « Il se voit comme un profil transpartisan, assure l'un de ses proches. Il estime qu'il a un bon bilan, et que ce bilan peut faire de lui un candidat crédible pour de futures échéances. »

« Il n'est plus au FCC, il ne fait pas partie de l'Union sacrée. Il espère donc s'installer sur le créneau de la bonne gouvernance, analyse un élu de la majorité. C'est pour cela que les affaires du moment l'inquiètent autant, parce que cela vient gâcher le discours qu'il tient depuis plusieurs années. »

S'il a jusque-là refusé d'évoquer concrètement la possibilité d'une participation à la prochaine élection présidentielle, Matata Ponyo n'hésite pas à mentionner, au détour de certaines conversations avec ses visiteurs, des sondages en faveur de sa candidature en 2023. Une perspective qui dépend plus que jamais de l'issue des procédures qui le visent. ●



CAMEROUN

JUSQU'OUÛ IRA LE « DIRCAB » DE PAUL BIYA ?

Originaire du sud du pays, Samuel Mvondo Ayolo est le plus proche collaborateur du chef de l'État et l'un des acteurs principaux de la lutte des clans qui déchire Yaoundé. Portrait d'un homme discret mais plus ambitieux qu'il n'y paraît.

MATHIEU OLIVIER



Le palais
présidentiel
d'Etoudi, à
Yaoundé.

RENAUD VAN DER MEER/VEDJ

Comme chaque matin, sur les coups de 7 heures, Samuel Mvondo Ayolo effectue en voiture le court trajet qui le sépare de son lieu de travail. De la route du Mont Fébé, où il réside, à la colline d'Etoudi, où trône le palais présidentiel, il met en tout et pour tout cinq minutes. À peine le temps de jeter un œil sur les quotidiens ou sur son agenda. Le directeur du cabinet civil se dirige ensuite vers le deuxième étage de la présidence et vers le bureau qui est le sien depuis qu'il a succédé à Martin Belinga Eboutou, en 2018. Alors que les employés d'Etoudi rejoignent leur poste, il met en ordre ses dossiers, jette un œil sur les notes des services de renseignements et classe les demandes d'audience du chef de l'État.

Pour Paul Biya, il est le dernier rempart, celui par qui tout doit passer. Comment Samuel Mvondo Ayolo pourrait-il l'oublier ? Son bureau est situé exactement en dessous de celui du chef de l'État, installé un palier plus haut. Au palais, tout est politique, même l'immobilier. « Sam », comme ses amis le surnomment, s'est entouré d'hommes de confiance, à commencer par son propre frère, Yves, un commissaire de police dont il a fait son secrétaire particulier.

Le directeur du cabinet civil sait l'importance de la famille. S'il a gravi les échelons de l'appareil, c'est en partie grâce aux réseaux de son père, Moïse Ayolo, que Paul Biya considérerait comme un frère. Et s'il est aussi puissant aujourd'hui, c'est parce que le président le considère comme un fils et qu'il parle à Franck Biya, le véritable enfant du chef de l'État, comme à un frère.

D'où vient cet homme du sérail, que peu connaissent avant son retour à Yaoundé voici un peu plus de trois ans ? Né en 1957 à Sangmélina, il est le fils du presbytérien Moïse Ayolo, un homme d'affaires qui a notamment misé sur le cacao et fait fortune en commerçant avec des exportateurs grecs. « Samuel » grandit entre son village de Meyomessala et Sangmélina, fief d'un certain Paul Biya, qu'il fréquente très régulièrement. Au lycée, il étudie en compagnie d'Edgar Alain Mebe Ngo'o, l'un de ses meilleurs amis à l'époque, qui deviendra ministre de la Défense. L'élève est prometteur, et le père ambitieux et fortuné. La famille décide de l'envoyer en France pour suivre ses études.

Baccalauréat en poche, le jeune Bulu intègre l'université Jean-Moulin de Lyon et se lance dans le droit public. Il y obtient une maîtrise puis un diplôme d'études appliquées, ce qui

lui vaut de faire partie de la fameuse opération dite « des 1500 contractuels », auxquels Paul Biya offre un poste administratif. En 1985, Samuel Mvondo Ayolo débarque à Yaoundé, au sein du ministère des Relations extérieures. Il n'est pas diplomate, à l'inverse de Pierre Moukoko Mbonjo, qui bénéficie lui aussi des « 1500 », mais se passionne déjà pour les relations internationales. Nommé à la direction de l'Information, il apprend sur le tas. Surtout, il est comme un poisson dans l'eau à Yaoundé. Ses nuits y sont riches et ses rencontres nombreuses.

Baptême du feu

Il finit par se lier d'amitié avec Philippe Mataga, directeur de cabinet du président de 1984 à 1988. Puissant parmi les puissants du début de l'ère Biya, ce Bassa le prend sous son aile. De l'avis de l'un de ses amis, Samuel Mvondo Ayolo devient, politiquement, son homme à tout faire. « Philippe Mataga a été pour lui un mentor et un parrain. C'est grâce à lui qu'il a gravi les échelons du ministère », confie un proche compagnon de l'intéressé. En 1997, l'ambassadeur Ferdinand Oyono, un autre de ses mentors qui vient de devenir ministre des Relations extérieures, le promeut directeur des Nations unies et de la Coopération décentralisée. Entre 2004 et 2008, il occupe à plusieurs reprises le poste

de secrétaire général par intérim du ministère, en sus de ses fonctions habituelles. À l'aise dans la vie mondaine de la capitale, habitué des fins de semaine sur ses terres agricoles, tout semble lui réussir.

Puis vient le temps de la première expérience à l'étranger : à la fin de janvier 2008, le Conseil des ministres décide de le nommer ambassadeur à Libreville, en remplacement de Jean Koé Ntonga, en poste depuis douze ans. De par ses origines sudistes, Samuel Mvondo Ayolo dispose déjà de connexions chez le voisin gabonais, où réside l'une des plus importantes communautés camerounaises de la diaspora. « J'étais jusque-là habitué à faire des propositions de décisions à la hiérarchie. Désormais, à certains moments, je serai amené à décider moi-même », glisse-t-il à ses collaborateurs en quittant Yaoundé.

Un an plus tard, c'est le baptême du feu : Omar Bongo Ondimba, l'emblématique président gabonais, décède dans un hôpital de Barcelone, en Espagne. « Mvondo Ayolo est très vite devenu proche d'Ali Bongo Ondimba et très ami avec André Mba Obame. Cela l'a plus ou moins placé au cœur de la crise →

**S'IL EST AUSSI PUISSANT,
C'EST QUE LE PRÉSIDENT LE
CONSIDÈRE COMME UN FILS
ET QU'IL PARLE À FRANCK
BIYA COMME À UN FRÈRE.**

Ancien
ambassadeur
en France,
il a regagné
Yaoundé en
2018.



MABOUP

→ qui s'est déroulée en 2009 », explique un familier de Mba Obame, se remémorant cette époque troublée. « Samuel a reçu dans sa résidence à la fois la famille Bongo, autour d'Ali, et André Mba Obame, qui avait décidé de contester la succession. Il s'est un peu placé en position de médiateur entre les deux camps », ajoute un ami de Mvondo Ayolo. On connaît la suite : Ali Bongo Ondimba succédera à son père lors de l'élection présidentielle, tandis qu'André Mba Obame contestera ce résultat jusqu'à proclamer un gouvernement parallèle un peu moins de deux ans plus tard, en 2011.

Affaibli par la maladie, condamné par l'État gabonais pour trahison, l'ancien tout-puissant ministre d'Omar Bongo Ondimba se retire peu à peu de la vie politique. Opéré en Afrique du Sud mais jamais véritablement remis, il décède en 2015. « À la fin, Mvondo Ayolo était l'ami qui lui était resté le plus fidèle », constate un ancien lieutenant de Mba Obame. L'ambassadeur n'aura pas l'occasion de vivre à Libreville une deuxième présidentielle : alors que l'opposition tente de s'unir autour d'un candidat qui s'appellera Jean Ping et qu'Ali Bongo Ondimba prépare tant bien que mal sa réélection au milieu d'un parti divisé, Samuel Mvondo Ayolo est nommé, le 11 avril 2016, ambassadeur à Paris. Le poste le plus prestigieux de la diplomatie camerounaise.

Espérait-il autre chose ? En septembre 2015, alors qu'il est de passage dans la capitale camerounaise, il est reçu au palais, et tout

Yaoundé bruisse, une fois encore, de rumeurs de remaniement. Mvondo Ayolo est cité pour intégrer la future équipe gouvernementale. Mais Paul Biya préfère attendre. Il rappelle l'ambassadeur Lejeune Mbella Mbella, en poste à Paris, pour le nommer aux Relations extérieures. Son protégé du Sud prend quant à lui la direction de la France. Il n'y manque pas de contacts : l'un de ses mentors, Ferdinand Oyono, y a dirigé l'ambassade avant lui et il est le neveu de Simon Nko'o Etoungou, qui y a représenté Yaoundé de 1988 à 1995. « Le passage de Libreville à Paris, c'est la voie royale diplomatique. Il n'y a pas eu de déception », affirme un proche de Mvondo Ayolo.

Panier de crabes

L'exercice du pouvoir dans l'ambassade parisienne de la rue d'Auteuil (à deux pas de *Jeune Afrique*) ne sera pas de tout repos. Il s'y confronte à une administration bien installée, que son prédécesseur a marquée de son empreinte. Les conflits internes avec le percepteur de l'ambassade, Christophe Kepchankeu (en poste depuis trois décennies), se multiplient et ne cesseront guère tout au long des deux années durant lesquelles Mvondo Ayolo exercera à Paris. « Il a essayé d'imprimer sa marque et de mettre fin à des pratiques qu'il jugeait douteuses. Mais la Rue d'Auteuil est une machine difficile à contrôler, un panier de crabes qui peut remonter jusqu'à Yaoundé », analyse un habitué des lieux. « À



Avec Paul Biya, lors de la présentation des vœux du corps diplomatique, en janvier 2019, à la présidence.

Paris, il a plongé dans la guerre des clans qui existait au pays, déplore un autre de ses amis. Les réseaux des uns et des autres, de Mbella Mbella à Louis-Paul Motaze [neveu de Paul Biya et ministre] en passant par Ferdinand Ngoh Ngoh [secrétaire général de la présidence depuis 2011 et proche de la Première dame, Chantal Biya] veulent tous avoir de l'influence en France. »

Au début de 2018, l'histoire prend une autre tournure. Martin Belinga Eboutou, le directeur du cabinet civil du chef de l'État, se sent malade. Ses médecins suisses ne sont guère optimistes, et l'information remonte jusqu'au président. À contrecœur, tant il s'est attaché à son « dircab », Paul Biya décide de mettre fin à ses fonctions le 2 mars 2018. Martin Belinga Eboutou décèdera un an plus tard.

Qui donc peut remplacer celui qui fut le plus précieux collaborateur du Sphinx d'Etoudi durant près de dix ans ? Chantal Biya, dont l'influence grandit d'année en année, tente de favoriser un de ses proches, Oswald Baboke, originaire comme elle de la région de l'Est. Paul Biya écoute mais ne valide pas ce choix. Souhaitait-il alors limiter l'influence de son épouse, dont un autre proche, Ferdinand Ngoh Ngoh, occupe déjà le secrétariat général ? Il décide en tout cas de puiser dans son propre cercle pour remplacer son ancien complice. Une candidature s'impose en la personne d'un ambassadeur qu'il connaît depuis l'enfance et qu'il considère comme de son propre sang depuis de longues années : Samuel Mvondo Ayolo. Ce dernier est donc rappelé à Yaoundé, à la direction d'un cabinet où Baboke devient son adjoint.

Quelques mois plus tard, il est nommé directeur de campagne pour la présidentielle, que Paul Biya remporte dans la confusion et face à la contestation de Maurice Kamto. « L'avantage de Samuel, c'est qu'il avait passé les dix dernières années à l'extérieur du pays et qu'il était donc très peu impliqué dans les affaires qui y faisaient scandale », analyse un proche. « Il a un profil de technocrate, et c'est quelqu'un de prudent, qui a toujours refusé de se mêler des querelles de chapelle qui animent Yaoundé », résume un autre. Ambitieux prudent ? Technocrate désintéressé ? Samuel Mvondo Ayolo évite en tout cas les conflits ouverts, notamment avec Ferdinand Ngoh Ngoh ou Laurent Esso, le puissant patron de la Justice.

Placé au cœur du pouvoir, ami de Franck Biya et de Bonaventure Mvondo Assam, un neveu du président, il ne peut toutefois

échapper complètement à la compétition politique qui se déroule autour d'un Paul Biya qui voit chaque année les hypothèses sur sa succession se multiplier. « Qu'il le veuille ou non, il est l'un des représentants du clan bulu, la famille élargie du chef de l'État, et cela l'oppose au cercle de l'Est, regroupé autour de Chantal Biya, avec Ngoh Ngoh et Baboke », explique-t-on dans l'entourage de la présidence. Ses relations sont également délicates avec d'autres cadres du Sud, comme Louis-Paul Motaze, qui lui conteste le leadership politique à Sangmélina (comme lors de la dernière élection municipale), ou le ministre des Enseignements supérieurs et baron méridional Jacques Fame Ndongo, idéologue du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, au pouvoir).

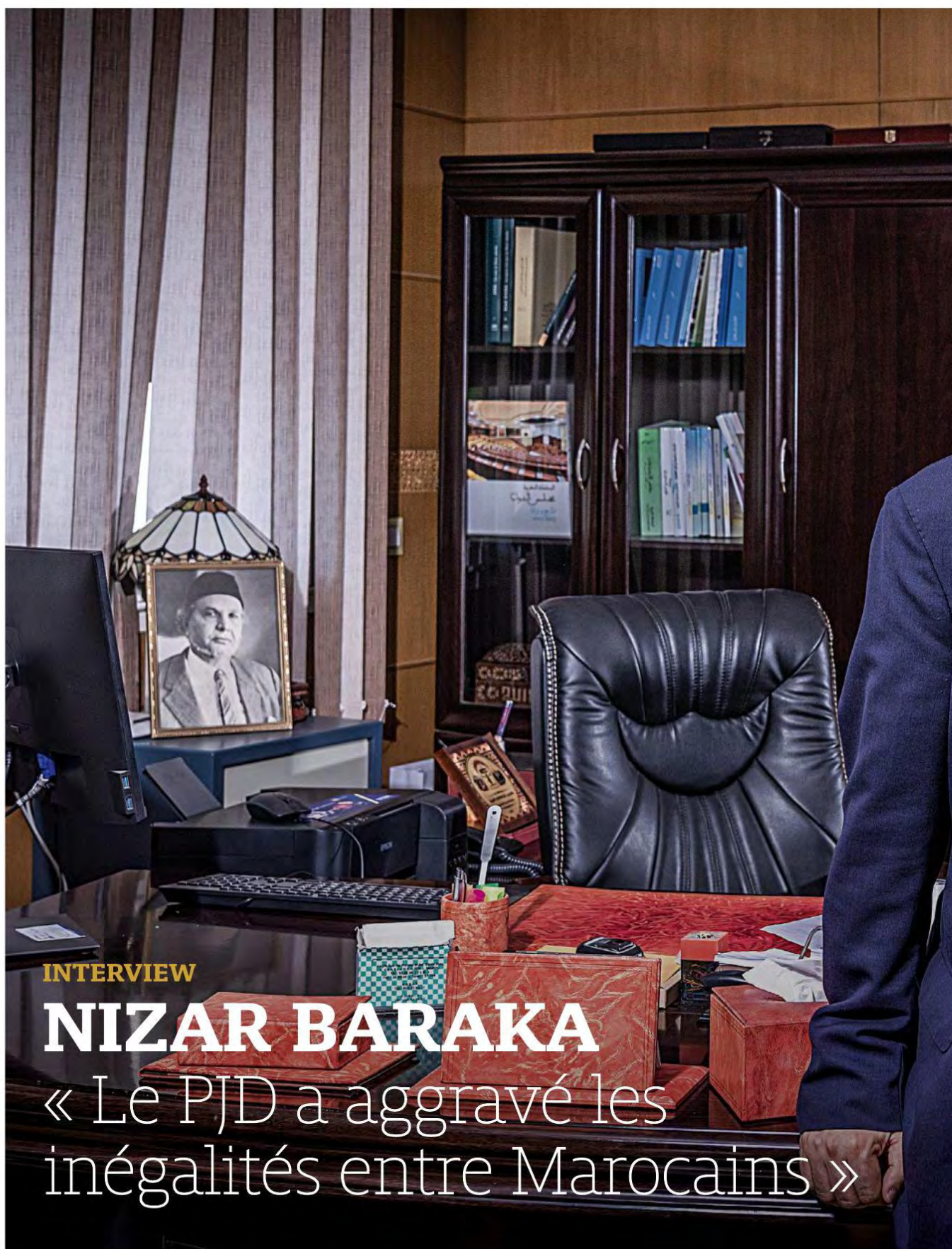
« Jeu des faveurs »

Dans son bureau du deuxième étage du Palais de l'unité, Samuel Mvondo Ayolo regarde-t-il avec envie l'étage qui le surplombe ? Il est en tout cas l'un des mieux informés des agissements des uns et des autres. S'il n'est pas particulièrement militant au RDPC, il y est l'oreille du chef de l'État, sans même faire partie du comité central. « Il s'occupe des affaires réservées du président et a donc accès à beaucoup de secrets », ajoute un habitué du parti et de la présidence, où Mvondo Ayolo est considéré comme le « maître de l'antichambre et la courroie de transmission du patron ».

Attend-il le bon moment pour se lancer ouvertement dans le jeu de la succession, là où tant d'autres se sont dévoilés trop tôt ? « Il est heureux dans sa fonction. Mais si vous n'êtes pas ambitieux, vous n'obtenez pas les postes qu'il a occupés », sourit encore l'un de ses amis, qui ajoute : « L'appétit vient en mangeant. Si une opportunité se présentait, il la saisirait sans doute. »

Ce grand amateur de football, supporter de Samuel Eto'o et de l'équipe de Sangmélina, a en tout cas veillé à ne rien dévoiler de ses intentions. Fidèle à sa réputation, il reçoit beaucoup, dans sa résidence du Mont Fébé ou dans l'une des nombreuses villas acquises grâce à la fortune familiale. « Chaleureux », « peu sectaire » vis-à-vis d'une opposition avec qui il lui arrive de dialoguer, il sait récolter confidences et informations, et s'atteler dans l'ombre à ce qu'un de ses proches appelle pudiquement « le jeu des faveurs ». Reste à savoir si cette préparation cruciale le mènera au septième ciel de Yaoundé ou, à tout le moins, au troisième étage d'Etoudi. ●

**ATTEND-IL LE BON MOMENT
POUR SE LANCER
OUVERTEMENT DANS LA
COURSE À LA SUCCESSION,
LÀ OÙ TANT D'AUTRES SE
SONT DÉVOILÉS TROP TÔT ?**



INTERVIEW

NIZAR BARAKA

« Le PJD a aggravé les inégalités entre Marocains »



Au siège de l'Istiqlal, à Rabat, le 14 juillet.

NAOUFAL SBAOUI POUR JA

Défait en 2016, l'Istiqlal a de bonnes chances d'arriver en tête aux législatives du 8 septembre. Mise en place de politiques publiques volontaristes, cohésion sociale, lutte contre les conflits d'intérêts sont au cœur de son programme. Entretien avec son secrétaire général.

PROPOS RECUEILLIS PAR FADWA ISLAH

Le 8 septembre, trois scrutins se dérouleront dans le royaume : les législatives, les communales et les régionales. Des élections qui revêtent cette année une dimension particulière, le Maroc ayant lancé son grand chantier économique et social, avec l'ambition de devenir un pays émergent d'ici à 2030. Pour y parvenir, le rapport sur le nouveau modèle de développement, remis à Mohammed VI le 25 mai, préconise des réformes axées sur l'éducation, la santé, la réduction des inégalités ou la lutte contre l'économie de rente.

Pour organiser et conduire ce chantier au cours des cinq prochaines années, quatre formations politiques sont dans les starting-blocks : le Parti de la justice et du développement (PJD), qui, malgré l'usure du pouvoir, garde toutes ses chances ; le Parti authenticité et modernité (PAM), deuxième force politique du pays ; le Rassemblement national des indépendants (RNI) d'Aziz Akhannouch, et l'Istiqlal de Nizar Baraka.

Mais, déjà, dans les salons de Rabat et de Casablanca, Baraka est présenté comme « l'homme de la situation ». Aux yeux de beaucoup, en effet, une nouvelle victoire du PJD diluerait l'effet de renouveau du modèle de développement promu par le roi ; Aziz Akhannouch, le patron du RNI, demeure, malgré sa compétence, une personnalité cli-vante ; enfin, malgré son aggiornamento, le PAM garde l'image d'un parti hégémonique. Dans cette configuration, les astres semblent alignés en faveur de l'Istiqlal, qui, après plus de sept années dans l'opposition, est l'un des rares mouvements à bénéficier encore d'une image positive.

Petit-fils d'Allal El Fassi, figure emblématique du nationalisme marocain, et descendant du saint Moulay Abdeslam Ben Mchich Alami (lui-même descendant du chérif Moulay Idriss, fondateur de l'État marocain au IX^e siècle), Nizar Baraka, 57 ans, combine subtilement ancrage traditionnel, légitimité politique et profil technocratique. Il paraît donc le mieux placé pour diriger le futur gouvernement.

Docteur en économie, il a passé l'essentiel de sa carrière au ministère des Finances avant d'être nommé ministre des Affaires générales et économiques, en 2007, sous le gouvernement istiglalien d'Abbas El Fassi, son beau-père. Sa parfaite connaissance des dossiers économiques et sociaux lui valait alors d'être considéré comme une sorte de vice-Premier ministre. Nizar Baraka a ensuite été ministre des Finances au sein du gouvernement Benkirane, auquel son parti a brièvement participé.

En 2013, changement de décor : à l'initiative de Hamid Chabat, son nouveau secrétaire général, l'Istiqlal quitte le gouvernement islamiste. Baraka s'incline, malgré son désaccord. Il n'abandonne pas pour autant la sphère publique, le roi l'ayant nommé, cette même année, président du Conseil économique, social et environnemental (Cese). Un poste qu'il occupe jusqu'au jour où il est appelé à la rescousse de l'Istiqlal, qui a subi une cuisante défaite aux élections législatives de 2016. Baraka entreprend alors un travail de terrain, remobilisant les militants et restructurant le parti.

Avec un programme qu'il veut « égalitaire » sur le plan social comme sur le plan économique, à rebours de « l'ultralibéralisme des anciens gouvernements », Nizar Baraka veut aujourd'hui incarner l'alternance. Entretien exclusif.

Jeune Afrique : Votre ambition est d'arriver premier aux législatives pour qu'il y ait alternance, après dix ans de gouvernance du PJD. Cet objectif est-il réaliste ?

Nizar Baraka : L'alternance démocratique s'impose à plus d'un titre. Le Maroc a subi de plein fouet la crise du Covid, qui a mis à nu les failles de son

tissu économique et les fragilités de son tissu social, aggravées par l'actuel gouvernement.

Il est donc essentiel que le pays renoue avec une dynamique de croissance soutenue et relève les défis liés aux effets de la pandémie. Sous l'impulsion du souverain, le royaume s'est engagé dans la mise en œuvre d'un nouveau modèle de développement. Celui-ci implique un changement significatif en matière de conduite des politiques publiques.

Dans ce contexte, l'Istiqlal s'est engagé à procéder à des ruptures importantes, qui permettront d'assurer ce saut qualitatif. Nous comptons mettre à profit notre expérience gouvernementale réussie pour enclencher cette dynamique. L'alternance permettra de retrouver la confiance et d'améliorer les conditions de vie de la population.

Vous avez une quarantaine de sièges au Parlement. Pour arriver premier en septembre, il vous faudra passer le seuil des 80 sièges. Comment comptez-vous y parvenir ?

L'Istiqlal a perdu 30 % de ses voix lors des élections communales et législatives de 2016. Le discours populiste que tenait, à l'époque, l'équipe dirigeante du parti ne correspondait pas à l'image que les Marocains se faisaient de l'Istiqlal et de ses valeurs. Lors des élections de

«
Les faits sont têtus : la croissance stagne, l'investissement et la consommation sont en panne.
»

2016, l'Istiqlal n'était parvenu à présenter des candidats que dans 54 % des circonscriptions, contre 80 % à 90 %, voire 100 % dans le passé.

Depuis le congrès de 2017 [au cours duquel Nizar Baraka est devenu secrétaire général du parti], nous avons travaillé à retrouver notre place sur l'échiquier politique en tenant un



discours serein et en proposant des solutions, au plus près des attentes des citoyens. Nous avons aussi œuvré à restructurer notre organisation territoriale, ce qui nous permet de couvrir l'essentiel, voire la totalité des communes. Enfin, nous avons tout fait pour attirer de nouvelles compétences, c'est-à-dire des personnalités qui se retrouvent dans notre discours et sont prêtes à porter notre projet.

Ces derniers mois, plusieurs chantiers structurants ont été lancés, tels que la généralisation de la protection sociale ou la grande réforme de l'administration et des entreprises publiques. N'y a-t-il pas besoin d'un gouvernement de technocrates pour mener à bien ces projets ?

C'est une lecture passéiste, une vision manichéenne qui laisse entendre que les responsables politiques et les technocrates sont en



Le secrétaire général du parti Istiqlal avec le roi Mohammed VI, au palais royal de Rabat, le 26 octobre 2017.

conflit permanent. Aujourd'hui, l'Istiqlal regorge de personnalités tout à fait à même de conduire les réformes, comme l'a démontré notre action au sein des gouvernements précédents.

J'ajoute que cette lecture passéiste rejette le choix démocratique conforté par la Constitution de 2011, laquelle établit très clairement un lien entre responsabilité et reddition des comptes. À qui un technocrate rendrait-il des comptes, puisqu'il n'est pas responsable devant le peuple?

Il faut dépasser cette logique. Nous avons plutôt besoin de technopolitiques au gouvernement. Il s'agit, en fait, de concilier la vision politique, la capacité à mobiliser, à expliquer et à faire adhérer la population à un projet global pour pouvoir mener à bien les réformes qui s'imposent tout en ayant la légitimité populaire et les compétences requises. Il faut ouvrir la voie à ce type de profils.

Vous avez bâti une grande partie de votre discours sur la dénonciation de l'ultralibéralisme et de la théorie du ruissellement que promeut l'actuel gouvernement, comme l'avait fait le précédent, en visant tout particulièrement le couple PJD-RNI. Saâdeddine El Othmani a réfuté ces accusations, en présentant au contraire son exécutif comme un gouvernement social, chiffres à l'appui...

Les faits sont têtus : sous son mandat, les inégalités sociales se sont aggravées. L'indice de Gini est passé de 0,39 à 0,46. Les catégories sociales qui ont le plus bénéficié des années de croissance sont les plus aisées, pendant que les classes moyennes et les plus démunies ont vu leur situation se dégrader, avec un ralentissement du rythme de progression de leurs revenus et une baisse très nette de leur pouvoir d'achat, dont

la conséquence directe est la baisse de la consommation des ménages.

Dans le monde rural, les inégalités de revenus ont crû de 40 % entre 2013 et 2019, donc avant la pandémie. Un certain nombre de mesures fiscales ont davantage profité aux catégories les plus aisées et aux lobbys qu'à l'ensemble de la population.

Nous dénonçons cet état de fait. Car, si le Maroc a eu besoin de favoriser l'accumulation du capital pour pouvoir créer plus de richesses et, ensuite, les redistribuer, le gouvernement actuel est resté sur cette dynamique, voire l'a aggravée au moment où il était nécessaire de procéder à une meilleure redistribution des revenus, ainsi qu'à une meilleure répartition des charges et des sacrifices faits par la population. C'est la raison pour laquelle nous avons appelé à rompre avec l'économie de rente et l'économie de privilèges pour passer à une société de droits, où chacun, en fonction de son mérite, accède au niveau de richesse qui lui revient.

Autre critique, souvent présente dans vos discours, les liaisons dangereuses entre argent et pouvoir, les conflits d'intérêts, qui, selon vous, ont entaché la dernière mandature, comme on a pu le voir dans le dossier des hydrocarbures. Qui visez-vous exactement ?

Notre démarche n'a jamais consisté à cibler des personnes. Nous réagissons par rapport à certaines politiques et à certaines situations. Ainsi, nous avons formulé une proposition de loi destinée à lutter contre les conflits d'intérêts après avoir constaté que, parfois, des mesures ont été prises pour favoriser certains lobbys proches de certains membres du gouvernement, notamment dans le domaine de la santé et des services. Or, le texte de loi qui traite de ce point est assez lâche. Mais le gouvernement El Othmani n'a pas réagi positivement à notre demande.

Quant au dossier des hydrocarbures, qui comporte différents aspects, il est entre les mains du Conseil de la concurrence. Celui-ci doit trancher sur le point de savoir s'il y a eu entente [entre les sociétés

pétrolières]. Il faut donc attendre les résultats pour pouvoir en juger.

Les politiques libérales que vous dénoncez aujourd'hui ont été lancées sous le gouvernement d'Abbas El Fassi, que l'Istiqlal dirigeait, ou sous celui de Driss Jettou, auquel votre parti participait. N'y a-t-il pas là une contradiction ? Seriez-vous devenu socialiste ?

Il n'y a pas de contradiction. Notre doctrine a toujours été l'égalitarisme économique et social. Nous nous inscrivons dans la logique d'une troisième voie, entre l'ultralibéralisme et le « socialisme scientifique », dans une dynamique de libéralisme social.

Nous considérons aujourd'hui – et c'était déjà le cas sous le gouvernement d'Abbas El Fassi – qu'il est important de réduire les inégalités et de renforcer les classes moyennes. À l'époque, les inégalités [indice de Gini] étaient passées de 0,41 à 0,39.

Nous avons baissé l'impôt sur le revenu – ce qui avait profité aux classes moyennes –, amélioré les salaires, étendu l'assurance maladie obligatoire et, surtout, élargi le panier des soins afin que tout le monde puisse bénéficier d'un « salaire » indirect... Nous avons également beaucoup œuvré en faveur du développement du monde rural et de la réduction des effets de l'inflation liée au renchérissement des cours des produits pétroliers.

L'essentiel des politiques sectorielles a été décidé sous les gouvernements Jettou puis El Fassi. Ces politiques ont porté leurs fruits, mais sont arrivées à leur terme. Compte tenu des mutations rapides que connaît le monde, il est essentiel de s'adapter. Ce n'est pas parce qu'une politique a été lancée à un moment donné que l'on doit rester sur la même voie. Il faut être agile et faire les ajustements nécessaires afin qu'ils puissent être profitables pour le pays.

Or, aujourd'hui, la rentabilité des investissements publics a diminué de moitié car l'équipe au pouvoir n'a pas su procéder aux ajustements pour faire en sorte que le levier de l'investissement public attire beaucoup plus d'investissements privés,

nationaux ou internationaux, et crée les emplois et la valeur ajoutée attendus. Résultat, l'on se retrouve avec un rythme de croissance de 3 % par an, alors qu'il était de 5 % à l'époque où nous étions au gouvernement.

Supposons que l'Istiqlal arrive en tête et que le roi vous nomme chef du gouvernement. Quelle politique comptez-vous mettre en œuvre ces cinq prochaines années ?

Tout d'abord, et cela nous semble essentiel, il faut des mesures de confiance. Les citoyens et les milieux économiques ont besoin de visibilité, de volontarisme et d'actions qui leur permettent de reprendre espoir. L'investissement et la consommation sont en panne. Il faut remettre la machine en marche.

En deuxième lieu, il faut adopter des mesures d'urgence pour sauver des secteurs à la dérive (tourisme, aéronautique, artisanat) ainsi que des secteurs, tels que la culture, qui souffrent de la crise et pour lesquels le gouvernement n'a pas agi suffisamment.

Troisième élément clé : il faut mettre enfin en œuvre l'important plan de relance annoncé par le souverain. Le futur gouvernement aura la charge de le faire. Pour l'Istiqlal, il est essentiel que ce plan repose sur une restructuration du secteur public et, surtout, sur le volet « offre », qui inclut les nouveaux investissements stratégiques soutenus par le fonds Mohammed-VI.

S'agissant de la question, primordiale, de la souveraineté, il convient de renforcer notre sécurité, qu'elle soit alimentaire, sanitaire, hydrique ou énergétique, ainsi que notre souveraineté économique. Nous voulons améliorer la résilience de notre pays aussi bien face à la crise actuelle que face à d'éventuelles futures pandémies.

Nous aurons également à cœur d'accroître la cohésion sociale, en renforçant la classe moyenne et en réduisant les inégalités, spatiales ou sociales, et en favorisant les transitions écologique et numérique, créatrices de nombreux emplois. Cela ne pourra se faire qu'avec un gouvernement homogène, une équipe



Allal El Fassi, grand-père de Nizar Baraka et figure historique de l'Istiqlal, s'exprimant lors d'un meeting du parti, le 30 septembre 1956.

ROGER-VOLLET

commando, qui agira de manière concertée et assurera plus d'efficacité et de cohérence dans l'action publique.

Enfin, nous comptons engager une réflexion sur les réformes politiques. Il ne faut pas attendre l'approche des élections pour revoir les lois électorales, il convient d'évaluer les dix années de la Constitution. L'objectif de cette réflexion est l'adoption de mesures qui permettront de renforcer notre positionnement en matière de droits de l'homme, d'État de droit et de consolidation démocratique.

Avec qui comptez-vous mettre en œuvre ce programme ? La configuration politique actuelle vous oblige à former des alliances pour avoir une majorité parlementaire et pouvoir gouverner...

Toute partie prête à s'investir sincèrement dans notre programme et à

assurant une majorité au Parlement. Dans cette optique, la notion de ligne rouge n'a pas de sens. En revanche, nous considérons que nous ne pouvons pas souscrire à la politique du ruissellement défendue par certains. Les formations qui voudront s'allier à nous devront s'inscrire dans la logique de politiques publiques que nous défendons.

Supposons que l'Istiqlal prenne la tête du gouvernement avec ses alliés. À quoi ressemblerait le Maroc à la fin de votre mandat ?

L'élément clé est de poser les jalons d'une société fondée sur la confiance, qui permettra au pays de se développer et redonnera de l'espoir, notamment à nos jeunes, aux femmes, aux classes moyennes et aux personnes défavorisées – l'idée étant de capitaliser sur l'ensemble des talents de la population.



Pour mener à bien les réformes qui s'imposent, il nous faut un gouvernement homogène, une équipe commando qui agisse de manière concertée.



faire les ruptures nécessaires afin de favoriser l'émergence du Maroc est la bienvenue.

Aujourd'hui, nous nous coordonnons avec nos amis du PAM et du PPS [Parti du progrès et du socialisme]. Si nous parvenons à obtenir la confiance des citoyens, nous nous tournerons d'abord vers les partis avec lesquels nous avons déjà cette base d'entente.

Il faudra alors nous assurer qu'ils adhèrent complètement au programme que nous voulons mettre en œuvre, car, pour rétablir la confiance des citoyens, il est essentiel que nous respections nos engagements et que notre stratégie se concrétise.

Allez-vous tracer des lignes rouges aux partis qui pourraient s'allier avec vous ?

Tout dépend des résultats des prochaines élections. Il est évident que nous aurons besoin de plusieurs partis pour constituer une coalition nous

Le Maroc est en passe de devenir une puissance régionale. Les actions engagées par le souverain, notamment la volonté de faire du royaume une plateforme de production de vaccins, doivent être servies par un gouvernement à la hauteur de ces ambitions. Pour nous renforcer sur le plan intérieur, créer une dynamique positive et être capable de saisir les chances qui s'offrent à nous, dans le cadre du *nearshoring* [délocalisation d'une activité économique, dans un pays voisin], de la nouvelle division du travail et du nouvel ordre mondial.

Allez-vous personnellement vous présenter aux élections législatives ?

Oui, inch'Allah, dans la circonscription de Larache.

Votre famille semble avoir une relation particulière avec cette circonscription du nord du

royaume : votre oncle (et beau-père) Abbas El Fassi s'y présentait aussi...

C'est en effet un fief du parti. J'entretiens une relation très forte avec cette région car mon père – paix à son âme – y est né. Toute ma famille a des liens étroits avec cette partie du pays, tout particulièrement avec la *zaouïa* de Moulay Abdeslam Ben Mchich, dont nous descendons. Nous avons donc un lien politique, mais aussi une affiliation spirituelle avec cette circonscription.

Le retour de Hamid Chabat après une longue absence semble vous donner du fil à retordre, notamment à Fès, fief historique de l'Istiqlal, où il vous a obligé à dissoudre toutes les structures partisans. Comment allez-vous gérer ce cas ?

Les choses sont claires : l'Istiqlal a fait sa mue, et les militants ont fait un choix clair. En m'élisant à la tête du parti, en 2017, ils ont opté, non pour la vision de M. Chabat, mais pour celle que j'ai proposée et qu'on a appliquée sur tout le territoire. Il n'y a pas de raison que Fès échappe à cette dynamique de renouveau, à cette volonté de renouvellement des élites.

Concrètement, aujourd'hui, M. Chabat n'a pas déposé sa candidature à un siège de parlementaire à Fès. Et, en ce qui concerne les communales, nous avons fait le choix de faire confiance aux nouvelles élites du parti.

Vous êtes le petit-fils d'Allal El Fassi. Dans quelle mesure cette filiation a-t-elle influencé votre engagement politique ?

J'ai baigné dans une famille istiqlienne. Mon grand-père était l'un des principaux leaders du parti, cela a forcément contribué à mon intérêt pour la chose politique et à mon engagement pour le bien du pays.

Mais le choix de l'Istiqlal, je l'ai fait à l'âge de 17 ans par conviction personnelle. Après avoir passé en revue l'offre des différentes formations politiques de l'époque, je me suis retrouvé dans les idéaux de ce parti, que j'ai travaillé ensuite à faire connaître en tant que militant. ●

TUNISIE

AL KARAMA LA COALITION DE L'INDIGNITÉ



La tribune de la présidence de l'Assemblée prise d'assaut par des députés du PDL et de la Coalition Al Karama, le 16 juillet 2020.

JDDI/WASSIM/PANORAMIC



Insultes, menaces, agressions physiques... Les députés du parti ultra-conservateur ont une conception singulière du débat démocratique. Et commencent à indisposer jusqu'à leurs alliés.

FRIDA DAHMANI, À TUNIS

« **V**a mourir! » C'est par ce vœu peu amène que le député Al Karama Seifeddine Makhoulouf a conclu, le 30 juin, son agression physique envers Abir Moussi, présidente du Parti destourien libre (PDL, proche de l'ancien régime), lors d'une plénière ordinaire à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP). Une heure plus tôt, la même avait subi l'assaut d'un autre député de la mouvance, Sahbi Smara, qui lui avait asséné un coup de poing et donné plusieurs coups de pied. Une violence froide et délibérée que ne sauraient justifier d'hypothétiques provocations.

Élue aux législatives de 2019 avec 169 000 voix, soit près de 4 % des votants, la Coalition Al Karama se range parmi les courants populistes-conservateurs. Connus à titre individuel pour des prises de position extrémistes, des antécédents judiciaires ou leur soutien aux jihadistes – Seifeddine Makhoulouf est un avocat de terroristes « présumés » –, les membres de la mouvance ne semblent pas avoir un réel poids politique mais suscitent l'inquiétude de l'opinion publique. Au fil des mois, les députés évoluant sous la bannière d'Al Karama se sont davantage signalés par leur turbulence, voire leur violence, que par leur participation constructive aux débats. Ce qui n'est pas pour rassurer des Tunisiens sidérés par les débordements et l'absence de limites des 17 députés que compte le groupe. À l'origine, le parti, qui reprenait à son compte le thème de la dignité (*karama*), en tête des slogans de la révolution de 2011, exigeait l'inscription de la charia dans la Constitution, s'opposait à l'égalité des sexes dans l'héritage, soutenait la peine de mort et la criminalisation de l'homosexualité. Pour donner plus de couleur locale à ces thèmes somme toute classiques chez les populistes tunisiens, les membres du parti affichent un virulent sentiment antifrançais, sous le couvert de la

défense de la souveraineté nationale face à l'ancienne autorité coloniale, régulièrement accusée de piller les ressources du pays.

Des positions qui semblent calibrées pour séduire les électeurs les plus radicaux, mais qui sont surprenantes quand on connaît le passé de certains membres du mouvement, comme le député Yosri Daly, un ancien apparatchik du régime Ben Ali, ou le sympathisant Imed Dghij, ex-homme de main d'Imed Trabelsi, beau-frère de l'ancien président, à La Goulette et au Kram, dans la banlieue de Tunis. Ni opposants à l'ancien régime ni militants de la société civile, ils se sont néanmoins engouffrés dans la brèche de la révolution pour s'en improviser les gardiens. Certains, comme Imed Dghij, ont d'ailleurs été des piliers des Ligues de protection de la révolution (LPR), milices aujourd'hui interdites, mais considérées en 2013 comme une émanation violente du courant islamiste. « Les LPR n'étaient pas des criminels. Nous n'avons pas de complexe avec notre base, ce sont des Tunisiens », déclarait Seifeddine Makhlouf à *Jeune Afrique* en décembre 2019.

Sur ses vingt et un députés initiaux, la Coalition Al Karama en a perdu quatre. Mais elle n'a jamais fait autant parler d'elle. Ces élus donnent de la voix, s'adonnent à des actes violents, mais semblent moins intéressés par les travaux de l'Assemblée. Déjà, en décembre 2020, le député du Bloc démocratique Anouar Bechahed est passé à tabac par des élus Al Karama pour avoir condamné les

propos d'un député de la Coalition, Mohamed Affes, selon qui les mères célibataires sont « soit des traînées soit des femmes violées ». « En se mobilisant dans l'espace public, les ultra-populistes ciblent les plus radicaux, une minorité visible et très active sur les réseaux sociaux. Pour conserver leur attention, faute d'action politique pour laquelle ils n'ont pas de compétence, et dans l'ingouvernabilité constitutionnelle actuelle, ils sont contraints de donner dans la surenchère », commente le conseiller en communication politique Karim Bouzouita.

Aux ordres d'Ennahdha ?

Les élus Al Karama ne sont pas les seuls à avoir invité la politique-spectacle sous la coupole de l'Assemblée. Car la députée agressive Abir Moussi, si elle ne se livre pas à de telles violences, n'est pas elle-même exempte de tout reproche. Agitatrice permanente de l'Assemblée sous prétexte de dénoncer les menées islamistes, elle est devenue la cible favorite des élus Al Karama. Impunis même après de tels actes, ces derniers bénéficient-ils de la protection d'Ennahdha, avec qui ils forment le bloc majoritaire au Parlement ? Le président de l'hémicycle Rached Ghannouchi, s'il condamne ces violences par voie de communiqué, ne semble pas déterminé à agir pour les faire cesser. Leurs débordements, même les plus violents, sont parfois applaudis par les élus islamistes. Certains, images à l'appui, évoquent même de discrètes consignes de



Le très sulfureux Seifeddine Makhlouf, député et porte-parole d'Al Karama, lors d'une séance plénière à l'Assemblée, le 30 juillet 2020.

DANS LA FAMILLE AL KARAMA, JE DEMANDE...

MAHER ZID



Plus connu pour ses condamnations que pour ses interventions politiques, il a écopé de quatre ans ferme pour avoir dérobé au

tribunal des documents liés au dossier de l'assassinat de Chokri Belaïd, puis de deux ans par contumace en 2018 pour avoir insulté le président Béji Caïd Essebsi. Il a bénéficié d'un non-lieu pour des plaintes déposées contre lui par Lotfi Braham, ministre de l'Intérieur en 2017. L'ex-greffier des tribunaux, blogueur à ses heures perdues, reste poursuivi pour diffusion de fausses nouvelles et diffamation à l'encontre de Ghazi Jeribi, ancien ministre de la Défense.

SAÏD JAZIRI



Animateur de la radio du « Saint Coran », cet imam expulsé du Canada en 2007 joue au chat et à la souris avec le régulateur

de l'audiovisuel (Haica), qui réclame la fermeture de ce média pirate. Mais Saïd Jaziri, malgré les poursuites pour insultes, diffamation et injures – il avait qualifié les femmes « d'usines à procréer » en décembre 2020 –, continue à inciter à la haine sur son antenne et traite la Haica d'impie même depuis l'hémicycle.

RACHED KHIARI



Toujours dans le giron d'Al Karama après avoir voulu créer son propre parti, il avait tranquillement justifié l'assassinat

en France de Samuel Paty sans être inquiet. Mais la plainte déposée contre lui auprès du tribunal militaire par le président de la République, Kaïs Saïed, dont il assurait dans des vidéos en ligne qu'il devait le financement de sa campagne électorale aux Américains, risque de l'envoyer derrière les barreaux. Depuis, il a disparu, sans être toutefois officiellement recherché par les autorités.



FETHI BELAID/AFP

députés d'Ennahdha, lesquels auraient télé-guidé l'agression d'Abir Moussi par les deux élus Al Karama. « Ils sont aux ordres d'Ennahdha, dont dépend la survie de leur formation. Autrement elle aurait disparu depuis longtemps de l'Assemblée », note un observateur.

En tout cas, Ennahdha et la Coalition ont des adversaires communs : Abir Moussi, le syndicat de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) et le président de la République Kaïs Saïed, qui pourrait, s'il venait à dissoudre

l'ARP et à modifier la loi électorale, faire disparaître Al Karama. Pour le moment, la Coalition s'est rangée, comme le parti Qalb Tounes (30 sièges), qu'elle décriait en 2019, du côté de la majorité après avoir menacé au début de la mandature d'intégrer l'opposition. Elle apporte son appui à Ennahdha, dont les 54 députés ne peuvent dicter à eux seuls la marche du Parlement, et se targue de soutenir le gouvernement sans pour autant être représentée au sein de l'exécutif.

Toute à ses ambiguïtés, la Coalition a en quelques mois perdu de sa crédibilité. Un baromètre politique de juillet 2021 effectué par Sigma Conseil révèle que 67 % des Tunisiens n'ont pas confiance en Seifeddine Makhoulouf, dont le recours récurrent à la violence et la propension à abuser de son statut de parlementaire sèment le doute sur ses objectifs réels. Makhoulouf a ainsi provoqué un tollé à l'aéroport de Tunis-Carthage le 15 mars 2021 en tentant, avec son acolyte Abdellatif Aloui, de faire franchir les frontières à une jeune femme fichée S. Tous esquivent systématiquement les convocations des juges et se prévalent de leur qualité d'élus pour invoquer l'immunité. L'instruction des affaires où sont impliqués ces intouchables traîne en longueur et s'enlise sans qu'ils soient inquiétés. « Ils ne seront pas éternellement couverts par Ennahdha. Les membres d'Al Karama mélangent les genres et jouent un jeu dangereux sans en mesurer les retombées », estime un ancien député, qui prévoit qu'il leur faudra tôt ou tard s'expliquer. ●

HALIMA HAMMAMI



L'animatrice radio qui s'est prévalu à l'envi des compliments que lui avait adressés Bourguiba à Carthage a été une

journaliste totalement inféodée à l'ancien régime. Mais une injonction du Prophète, qui lui serait apparu en rêve, l'a conduite à se voiler et à rejoindre la Coalition Al Karama.

MOHAMED AFFES



ONS ABID

Pour ce médecin, l'affaire est entendue : les mères célibataires sont « soit des traînées soit des femmes violées ». « Cela

relève de la liberté d'expression, un député jouit de l'immunité totale et peut tout dire », avait alors plaidé son camarade Seifeddine Makhoulouf. À la suite de ces propos tenus en décembre 2020, plusieurs partis avaient inscrit l'examen d'une condamnation de cette déclaration à l'ordre du jour de la réunion du bureau de l'Assemblée. Une initiative qui a débouché sur l'agression des députés du Bloc démocratique Anouar Bechahed et Samia Abbou par des élus Al Karama.

RIDHA JAOUADI



ONS ABID

Cet imam limogé de la mosquée Lakhmi, à Sfax, défend avec un rigorisme à tous crins la polygamie, la peine de mort et la notion d'at-

teinte au sacré. Il estime aussi que programmer des examens au moment de la prière du vendredi est une insulte à la religion, et que la culture est une futilité. Il a pris ses distances avec le noyau de la Coalition, mais reste une référence du groupe parlementaire. ●

F.D.

ALGÉRIE

À LA POURSUITE DES BIENS MAL ACQUIS

Après la saisie de leurs avoirs dans le pays, la justice tente d'obtenir l'extradition des ex-caciques en fuite de l'ère Bouteflika et, surtout, la restitution des trésors qu'ils ont amassés à l'étranger.

FARID ALILAT





La condamnation des principaux membres de la Issaba (bande mafieuse) a ouvert la voie au processus de récupération de leurs biens à l'étranger.

RYAD KRAVIDI

Mercredi 11 juin, aéroport Simon-Bolívar, Caracas. El Wafi Ould Abbès débarque incognito de Dubaï sans se douter que le Venezuela, dont il possède la nationalité grâce à sa mère, sera sa dernière destination avant un probable retour forcé en Algérie. Arrivé au point de contrôle de la police, le fils de Djamel Ould Abbès, ex-secrétaire général du FLN aujourd'hui en prison, est cueilli par Interpol, qui procède à son arrestation sur la base d'un mandat d'arrêt international émis contre lui en janvier 2020 par un juge algérien.

Initialement en fuite aux Émirats arabes unis, El Wafi Ould Abbès a été condamné en décembre 2020 par un tribunal d'Alger à vingt ans de réclusion par contumace pour « blanchiment d'argent », « abus de fonction » et « infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger » dans le cadre d'une affaire impliquant son frère et son père, à l'époque où ce dernier dirigeait le ministère de la Solidarité nationale.

Près de deux mois après son interpellation, celui qui fait également l'objet d'une condamnation pour agression contre une femme attend une éventuelle extradition vers Alger, où il pourrait rejoindre son père en prison.

Il n'est pas le seul à être dans le viseur d'un magistrat. À l'autre bout de la planète, à Abou Dhabi, Abdelmoumen Ould Kaddour, PDG du groupe pétrolier Sonatrach de 2017 à 2019, est à la merci d'une décision d'un juge émirati, qui doit statuer sur la demande d'extradition formulée par la justice algérienne.

à 2005, pour un montant total de 2,1 milliards de dollars.

Ould Kaddour n'est pas un petit poisson comme l'est le fils de Djamel Ould Abbès. Son éventuelle extradition vers Alger serait une grande victoire pour la justice dans le cadre de la lutte anticorruption. Plus de deux ans après son lancement, en mai 2019, dans la foulée de la chute du président Bouteflika, la grande opération « Mani pulite » contre les hommes d'affaires et les responsables politiques de l'ancien régime en est à sa deuxième phase.

Une opération hypothétique

La première a pris fin avec la condamnation définitive à de lourdes peines de prison d'une dizaine d'oligarques, de deux ex-chefs de gouvernement, ainsi que de plusieurs ministres dans des dossiers de corruption, de blanchiment d'argent et de détournement de deniers publics.

Lancée en mai 2019, la grande opération « mains propres » en est à sa deuxième phase.

Interpellé en mars dernier sur la base d'un mandat d'arrêt international, Ould Kaddour est poursuivi dans le cadre de trois affaires de corruption présumée en tant que patron de la Sonatrach et directeur de BRC-Brown & Root Condor, une coentreprise de Sonatrach, et Kellogg Brown & Root, dissoute en 2007. Celle-ci est soupçonnée par les magistrats de la Cour suprême d'une vaste opération de surfacturation de projets confiés par Sonatrach et le ministère algérien de la Défense, de 2001

SAAD POURJA



Abdessalam Bouchouareb

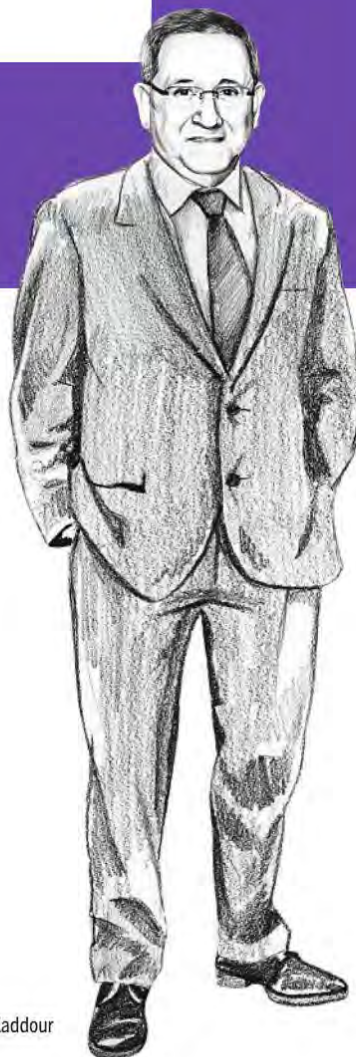


Chakib Khelil

L'extradition d'Abdelmoumen Ould Kaddour serait une grande victoire pour la justice algérienne.



Farid Bedjaoui



Abdelmoumen Ould Kaddour

Cette première phase s'est aussi soldée par la saisie ou la récupération de biens et d'avoirs appartenant à ces personnes condamnées. C'est ainsi que 39 milliards de dinars (environ 247 millions d'euros) ont fait l'objet d'une décision de confiscation, de même que des

L'accent est mis sur la nécessité d'une pleine coopération et d'une entraide internationales.

véhicules, des terrains, des habitations, des bateaux de plaisance.

Le jugement définitif de ceux qui sont communément désignés comme les membres de la Issaba (bande mafieuse) ouvre ainsi la voie à une autre opération, autrement plus délicate et complexe. Et, pour tout dire, hypothétique. En l'occurrence, la récupération des biens et des avoirs détenus à l'étranger par les personnalités de l'ancien régime.

Vaste programme. Où se cachent donc ces fortunes et ces trésors détournés ? Qui les détient ? Et comment la justice algérienne compte-t-elle s'y prendre pour tenter de les identifier dans l'espoir de pouvoir un jour les récupérer ?

21 mandats d'arrêt

En juin, le procureur près le pôle pénal économique et financier d'Alger a publié un communiqué qui donne un aperçu des démarches entamées par les autorités concernant cette traque des fuyards et cette chasse aux trésors cachés. Pour bien appuyer cette volonté, les responsables insistent sur la nécessité d'une coopération et d'une entraide internationales, ainsi que sur l'obligation de respecter et d'exécuter les conventions judiciaires signées entre l'Algérie et ses partenaires étrangers.

« Les avoirs détournés doivent être restitués sans conditions et dans le plein respect des droits souverains des États », a déclaré en janvier 2021 Belkacem Zeghmami, ce ministre de la Justice qui aura été au cœur de la lutte contre la corruption dès sa nomination, en août 2019, jusqu'à son éviction, en juillet, au profit d'Abderrachid Tebbi, premier président de la Cour suprême depuis juin 2019.

Le départ de Zeghmami n'est pas de nature à remettre en question le processus de restitution des biens situés à l'étranger. « J'attends le feu vert de la justice, qui n'a encore statué ni

sur les dossiers ni sur les montants pillés, affirmait le président Tebboune en janvier 2020. Une fois que le verdict sera rendu, nous récupérerons cet argent [...]. Nous allons mettre en place des outils juridiques, en collaboration avec des avocats algériens ou étrangers, mais également activer des conventions et des accords conclus avec les pays étrangers. »

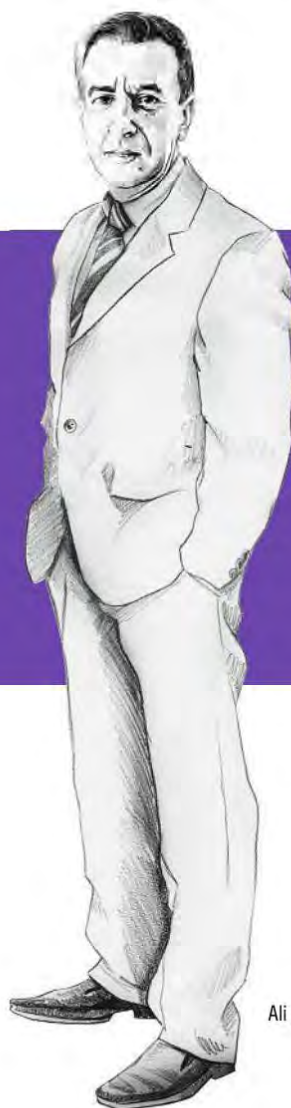
Au cours des deux dernières années, vingt et un mandats d'arrêt internationaux avec demande d'extradition ont été délivrés par des juges algériens à l'encontre d'individus faisant l'objet de poursuites pénales aussi bien au sein de tribunaux que de la Cour suprême. Pas moins de 53 commissions rogatoires internationales ont été envoyées en France, en Suisse, au Luxembourg, aux États-Unis, en Belgique, en Irlande, au Canada, en Chine, en Espagne, au Panama, aux Émirats arabes unis, en Italie et en Grande-Bretagne.

Objectif : obtenir des informations des autorités judiciaires et bancaires desdits pays où des fonds ont été transférés et des biens acquis, grâce notamment à un système de surfacturation atteignant un montant total estimé à plus de 100 milliards de dollars au cours des vingt dernières années.

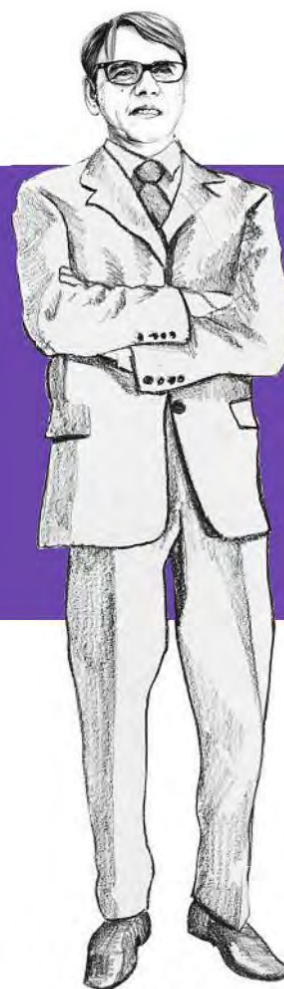
Selon Abdelmadjid Tebboune, qui s'exprimait en juin sur la chaîne Al-Jazira à propos de la présidence de Bouteflika, l'Algérie a investi plus de 1 000 milliards de dollars, dont 30 % ont été détournés à travers des surfacturations. Le procureur près le pôle d'Alger ne précise pas l'identité des personnes recherchées tandis qu'Interpol, fidèle à sa politique de confidentialité, se refuse à communiquer le moindre détail sur ceux qui sont visés par les fameuses notices rouges. Est également concerné par ces mandats Chakib Khelil, l'ancien ministre de l'Énergie, en fuite aux États-Unis depuis avril 2019.



El Wafi Ould Abbès



Ali Haddad



Mourad Oulmi

Poursuivi dans le cadre des scandales de corruption touchant Sonatrach, l'ex-protégé de Bouteflika a pu obtenir en 2016 l'annulation de son mandat d'arrêt, émis en août 2013, grâce à la complicité de Saïd Bouteflika et de Tayeb Louh, ancien ministre de la Justice, aujourd'hui en prison et en attente de jugement.

L'épouse de Khelil, ainsi que leurs deux enfants, Sina et Khaldoun, sont également recherchés dans le cadre de la même affaire. Le défi de la justice et de la diplomatie algériennes est de réussir à obtenir leur extradition des États-Unis. Sans garantie de succès, dans la mesure où l'ami d'enfance de Bouteflika est déterminé à vendre cher sa peau en recourant aux services de cabinets d'avocats aguerris. Par le passé, Chakib Khelil a fait montre d'une grande pugnacité pour contrecarrer les démarches judiciaires engagées contre lui, aussi bien en Algérie qu'à l'étranger.

Des fuyards introuvables

Pour s'opposer à une demande d'entraide formulée en 2013 en Suisse afin d'obtenir les documents relatifs aux cinq comptes bancaires qu'il détenait avec son épouse, Khelil s'est attaché les services de Patrick Hunziker, connu pour être l'avocat des puissants, et notamment de la famille de l'ancien dictateur du Nigeria, Sani Abacha. C'est également lui qui avait défendu Jérôme Valcke, secrétaire général de la Fédération internationale de



Quelque cinq mille voitures de luxe ont d'ores et déjà été saisies.

GETTY IMAGES

football association (Fifa) entre 2007 et 2015, poursuivi dans le procès suisse du Fifagate, un vaste scandale de corruption.

Outre Chakib Khelil, Abdesselam Bouchouareb, ex-ministre de l'Industrie et l'une des éminences grises de l'ancien clan présidentiel, figure aussi sur la liste des personnes visées par un mandat. En exil à l'étranger bien avant la disgrâce de Bouteflika, Bouchouareb a été condamné par contumace à de lourdes peines de prison dans des affaires de corruption. Toute la difficulté pour la justice algérienne est de le localiser. Selon →

Abderrachid Tebbi, traqueur en chef



DR

Peu connu du grand public, ce magistrat qui a remplacé le 8 juillet Belkacem Zeghmata fait une grande partie de sa carrière au département de la Justice

ainsi qu'au cœur de plusieurs cabinets ministériels. Originaire de Msila, à 250 km au sud d'Alger, Abderrachid Tebbi est un énarque d'Alger, promotion 1983. Il est aussi diplômé de l'ENA au Québec.

Procureur et avocat général près divers tribunaux aux quatre coins du pays, il a été chef de cabinet du gouvernement Ahmed Benbitour entre 1999 et 2000, puis chef de cabinet du ministère des Moudjahidine (anciens combattants), avant d'occuper plusieurs fonctions

au sein de l'Assemblée nationale de 2002 à 2016. La carrière de ce père de six enfants connaît un nouveau tournant en juin 2019 avec sa nomination comme président de la Cour suprême.

Maîtrise des dossiers

Son arrivée à la tête de la plus haute juridiction algérienne coïncide avec le début de la vaste campagne anticorruption lancée contre les anciens hommes d'affaires et responsables politiques du régime. Dans l'enceinte

de cette institution, dont le siège est situé sur les hauteurs d'Alger, ont ainsi défilé les deux ex-Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, ainsi qu'une vingtaine de ministres, qui purgent aujourd'hui de lourdes peines de prison pour des affaires de corruption. Comme son prédécesseur, Tebbi aura donc été au centre de la lutte contre la corruption, et il connaît sur le bout des doigts ces dossiers et affaires qu'il a la lourde charge de suivre. ●

F.A.

LES BIENS SAISIS DANS LE PAYS

Au terme de leur procès, plusieurs hommes d'affaires, comme Haddad, Tahkout, Kouninef ou Oulmi, ont été condamnés à de lourdes peines et se sont vu confisquer leurs biens, soit :

39

milliards de dinars
(environ 247 millions
d'euros)

678000

euros

4693

véhicules

6

bateaux de plaisance

214

lots de terrain

119

logements et

21

immeubles

→ plusieurs sources, cet ancien protégé de Saïd Bouteflika aurait trouvé refuge au Liban, l'un des rares pays avec lesquels l'Algérie n'est pas liée par des accords de coopération judiciaire.

Acquitté en décembre 2020 par la justice italienne, qui l'avait condamné en 2018 à cinq ans de prison pour versement de pots-de-vin et corruption internationale dans l'affaire des contrats liant une firme italienne à Sonatrach, Farid Bedjaoui, qui détient les nationalités algérienne, libanaise, française et canadienne, fait aussi l'objet d'un mandat d'arrêt émis par Alger. Mais le cas de cet homme d'affaires, sur lequel enquêtent également les Canadiens et les Français, est encore plus complexe que ceux de Khelil et de Bouchouareb.

Une armée d'avocats

Réfugié aux Émirats depuis une dizaine d'années, Bedjaoui dispose d'une fortune colossale qui lui permet de s'entourer d'avocats particulièrement réputés. L'acquittement obtenu par ses conseillers en Italie en est la preuve. Le cas de Farid Bedjaoui est d'autant plus ardu qu'il n'a jamais fait l'objet en Algérie d'un jugement définitif qui permettrait d'engager des actions pour tenter de récupérer les biens qu'il a amassés à l'étranger.

Et c'est peu dire que sa fortune est substantielle. Bien sûr, certains de ses avoirs ont déjà fait l'objet de décisions de saisie à titre conservatoire, notamment deux appartements à Paris, des toiles de grands maîtres tels que Miro, Dalí ou Warhol, une villa à Ramatuelle, dans le sud de la France, et un yacht de 43 mètres acquis pour 6,1 millions d'euros.

Ce neveu de l'ancien ministre des Affaires étrangères Mohamed Bedjaoui, également visé par des poursuites judiciaires dans le scandale de l'autoroute Est-Ouest, possède aussi trois appartements à New York d'une valeur totale de 50 millions de dollars sur lesquels la police américaine a mené une enquête. De même que la police du Canada, qui a saisi à titre conservatoire nombre de ses biens dans ce pays où il a vécu.

Mais mettre la main sur ces biens représente presque une mission impossible pour la justice algérienne. Le scandale des « Panama Papers » a révélé toute l'ingéniosité de Bedjaoui pour créer des sociétés écrans, des entreprises avec des prête-noms, et dissimuler des mouvements bancaires importants à travers une myriade de comptes anonymes.

Deux autres dossiers semblent plus faciles à traiter. Le premier concerne l'homme d'affaires Mourad Oulmi, définitivement condamné à dix ans de prison dans le cadre d'un dossier de montage et d'importation de véhicules. À l'époque où ils roulaient en carrosse, Oulmi et son frère Khider avaient acquis, en France, des appartements à Neuilly-sur-Seine et des villas à Monaco et à Saint-Tropez, pour près de 30 millions d'euros.

Presque tous les biens de la famille Oulmi sont enregistrés sous les noms de Mourad Oulmi, de son épouse et de son frère. Pas de faux nez, ni de prête-nom, ni de tiers. Ce qui pourrait faciliter le travail des juges et des enquêteurs algériens, et de leurs homologues français dans le cadre de la convention



Parmi les biens mal acquis, on dénombre aussi des bateaux de plaisance. À ce jour, 6 ont été confisqués.

GETTY IMAGES



Le palace cinq étoiles que l'ancien patron des patrons Ali Haddad a acquis à Barcelone, en 2012, pour la somme de 68 millions de dollars.

d'entraide judiciaire qui lie les deux pays depuis 2016.

Le deuxième dossier est celui de l'ex-homme d'affaires Ali Haddad, qui purge une peine de douze ans de prison au pénitencier de Tazoult, dans l'est de l'Algérie. L'hôtel que cet homme du sérail, jadis puissant et influent, avait acheté à Barcelone intéresse la justice algérienne. C'est en 2012 que Haddad a décidé d'acquérir ce palace cinq étoiles pour 68 millions d'euros. Interrogé sur cet achat lors de son jugement, Haddad a expliqué l'avoir payé 55 millions de dollars grâce à des prêts de banques espagnoles et à un ami généreux qui lui a avancé 5 millions d'euros.

Manque d'expérience

Devant les juges, il a nié avoir eu recours à des transferts de devises de l'Algérie vers l'Espagne. Difficile de croire que des banques espagnoles aient accepté d'avancer une telle somme à ce chef d'entreprise alors que la vente de cet hôtel où sont descendus Cary Grant, Sophia Loren, Madonna ou encore Salvador Dalí a connu plusieurs péripéties financières.

Un dossier bien ficelé par des juges algériens pourrait faire aboutir une demande de saisie, une revente et une éventuelle récupération des fonds. Mais une telle procédure,

**Alger risque de faire
chou blanc comme
Tunis, qui n'a
récupéré de la fortune
de Ben Ali que
4 millions de dollars.**

même solidement constituée et engagée avec des cabinets chevronnés, prendrait des années.

L'Algérie essaie ainsi de suivre l'exemple de la Tunisie voisine, partie elle aussi à la recherche de la fortune supposée colossale du clan Ben Ali et de sa belle-famille, les Trabelsi. À la chute du président tunisien, en 2011, les autorités suisses ont décidé de bloquer à titre préventif et à la demande de Tunis 56 millions d'euros appartenant à l'ancienne famille présidentielle.

À l'époque, on a beaucoup spéculé sur le montant de la fortune de celui qui était resté vingt-trois ans au pouvoir et de ses proches, allant jusqu'à leur prêter un trésor de 9 milliards de dollars entreposés dans les coffres-forts suisses. La commission tunisienne des confiscations l'avait, elle, évalué à 13 milliards de dollars.

Dix ans plus tard, la Tunisie n'a pu récupérer que 4 millions de dollars de la Suisse. Alger pourrait se heurter aux mêmes obstacles que Tunis, même si les autorités suisses se sont déclarées prêtes à coopérer sur la question de la restitution des biens mal acquis. Encore faut-il que la justice algérienne présente des dossiers étayés avec force preuves et documents. Et il faut croire qu'en la matière les juges algériens manquent cruellement d'expérience et d'expertise. ●

OBJECTIF **BURUNDI**



Le chef de l'État lors de son investiture, à Gitega, le 18 juin 2020.

POLITIQUE

Présidence sous surveillance

Un an après son accession à la tête de l'État, Évariste Ndayishimiye affiche une volonté d'ouverture diplomatique et économique pour sortir le pays de l'ornière. Mais l'aile radicale du parti au pouvoir ne l'entend pas de cette oreille.

OLIVIER CASLIN, ENVOYÉ SPÉCIAL

Le 18 juin 2020, Évariste Ndayishimiye a officiellement été investi président de la République du Burundi. C'était tout sauf une surprise. « Il était difficile d'imaginer que le prochain chef de l'État puisse être d'un autre parti que le CNDD-FDD [Conseil national pour la défense de la démocratie-Force de défense de la démocratie, au pouvoir depuis 2005], qu'il remporte ou non l'élection », estime un diplomate.

Ce n'est pas Agathon Rwasa, le leader du Congrès national pour la liberté (CNL), qui dira le contraire. Arrivé deuxième à la présidentielle du 20 mai 2020, l'opposant continue, un an plus tard, de revendiquer une victoire qu'un certain nombre d'observateurs burundais et étrangers semblent prêts à lui accorder, même à demi-mot. Dès le 4 juin 2020, la Cour constitutionnelle a mis un terme aux contestations, en validant la victoire du CNDD-FDD, plus tout-puissant que jamais après avoir également remporté les élections législatives et communales, organisées le même jour que la présidentielle.

Plus étonnant peut-être, le nom de l'heureux élu, pourtant annoncé depuis janvier 2020 par la direction du CNDD-FDD. En effet, Évariste Ndayishimiye n'était alors qu'un général parmi d'autres au Burundi et sa nomination à la candidature entérinait surtout la décision bien plus surprenante, prise dès 2018 par le président Pierre Nkurunziza, de ne pas se représenter à un quatrième mandat. « Le parti était alors toujours profondément fracturé par les événements de 2015. Le chef de l'État n'était

pas certain de disposer des soutiens suffisants pour une nouvelle candidature », explique un journaliste local.

Selon d'autres sources, certains caciques du CNDD-FDD lui auraient même clairement signifié qu'il devait passer la main. Il accepte, mais veut voir Pascal Nyabenda, alors président de l'Assemblée nationale, lui succéder. Refus des « généraux » qui contrôlent le parti. « Pour eux, l'héritier devait forcément être passé par le maquis », poursuit le journaliste burundais. Pourtant, soutenu cette fois encore par ses plus proches lieutenants, Alain-Guillaume Bunyoni et Gervais Ndirakobuca, alors tous deux aux commandes de l'appareil sécuritaire burundais, Pierre Nkurunziza lâche son favori. Exit le civil Pascal Nyabenda, place au major général Évariste Ndayishimiye, alias Neva.

Militarisation express

En plus de présenter des états de services qui rassurent les dignitaires d'un parti lui-même en voie de militarisation express, il est le seul officier supérieur à avoir démissionné de l'armée – en 2016, pour devenir secrétaire général du CNDD-FDD –, comme l'exige le code électoral du pays. Disponible donc, et ne faisant l'objet d'aucune sanction internationale, contrairement à certains de ses pairs, Évariste Ndayishimiye se retrouve au début de 2020, à 51 ans, en première ligne pour représenter aux mieux les intérêts de la petite caste à laquelle il appartient, mais dont il a su se démarquer à l'occasion.

« Pas tout à fait comme les autres », insiste Évariste Ngoyagoye, l'ancien archevêque de Bujumbura, qui, depuis les années 2000, a plusieurs fois eu l'occasion de côtoyer ce catholique très pratiquant avant qu'il devienne président. Neva était l'agent de liaison de la rébellion avec l'Église, avant que les deux hommes ne se retrouvent dans le cadre des négociations de paix qui ont précédé les élections de 2005. Car Évariste Ndayishimiye, qui a fui l'université pour rejoindre les rebelles hutu des FDD dès le milieu des années 1990, se fait suffisamment remarquer lors des opérations menées sur le terrain pour gravir un à un les échelons du mouvement. À la tête d'une compagnie

de combat, il s'affiche « comme le moins brutal et le moins cupide des commandants », affirme un ancien vétéran. Promu un peu plus tard chef de l'instance disciplinaire interne à la rébellion, il devient l'un des visages les plus présentables des FDD, puis de leur branche politique créée en 2003, le CNDD-FDD, qu'il représente notamment au sein de la commission de suivi des accords d'Arusha signés en 2000 par les différentes factions burundaises.

Aussi à l'aise en uniforme qu'en costume-cravate, il entre dans le premier gouvernement CNDD-FDD, à la tête du portefeuille de l'Intérieur et de la Sécurité publique (2006-2007). Il devient ensuite chef du cabinet militaire de la présidence, puis, à partir de 2015, du cabinet civil. Évariste Ndayishimiye fait partie des quelques généraux qui, pendant plus d'une dizaine d'années, gravitent autour de Pierre Nkurunziza. Sans être le plus influent ni le plus intrigant d'entre eux, il contribue néanmoins, comme les autres, à mettre en place un véritable système CNDD-FDD sur l'ensemble du territoire.

Il a encore six ans pour regagner la confiance de la communauté internationale, qui n'attend que cela.

C'est d'ailleurs à ce fidèle parmi les fidèles que le président confie la reprise en main musclée du parti au lendemain de la fronde de 2015, durant laquelle un certain nombre de hauts responsables s'opposent au troisième mandat présidentiel. Pas lui. « C'est la première chose à savoir sur Évariste : il suit et respecte toujours le chef, quel qu'il soit », témoigne un ancien responsable du CNDD-FDD. Maintenant qu'il occupe lui-même la fonction suprême, sans avoir à rester dans l'ombre tutélaire de son prédécesseur, disparu prématurément quelques jours seulement avant son investiture, Évariste →



Évariste Ndayishimiye et son épouse, le jour des élections générales, le 20 mai 2020, à Gitega.

→ Ndayishimiye saura-t-il faire preuve d'un leadership que personne ne lui reconnaît jusqu'alors ? « Il reste un véritable pouvoir au-dessus de sa tête, celui détenu par le Conseil des sages, l'organe politique du CNDD-FDD », poursuit l'ex-cadre du parti.

Changement de ton

Désormais affranchi d'un Pierre Nkurunziza qui, en tant que « guide suprême du patriotisme », s'apprêtait à présider ce conseil et, donc, à garder la haute main sur l'exécutif, Neva doit encore compter avec les intérêts de ceux auxquels il doit son accession à la présidence. Il se sait mis sous très haute surveillance par les durs du régime, qui le considèrent comme un faible. Pour encadrer « le moins mauvais d'entre eux », selon l'expression couramment utilisée pour désigner le chef de l'État à Bujumbura, ils ont placé leurs hommes.

Côté gouvernement, le plus haut gradé de la police, Alain-Guillaume Bunyoni, est à la primature, et Gervais Ndirakobuca, alias Ndakugarika (« je vais t'étendre raide mort », en kirundi), ex-patron du sinistre Service national de renseignement (SNR), à l'Intérieur. Tous deux sont toujours sous le coup de sanctions de la part des États-Unis ou de l'Union européenne (UE), pour leur rôle dans l'appareil répressif mis en place à partir de 2015. Côté CNDD-FDD, en janvier 2021, un autre faucon, Révérien Ndikuriyo, a pris la tête du parti, où il succède à Évariste

Ndayishimiye. Colonel démobilisé des FDD, l'ancien président du Sénat s'est distingué ces cinq dernières années en multipliant les propos féroces à l'encontre des opposants au régime.

Avec une telle garde rapprochée, Évariste Ndayishimiye n'a plus qu'à s'inscrire dans la continuité de son successeur. Et c'est ce qu'il fait durant les premiers mois de son septennat. Lui-même l'affirme lors de son discours d'investiture : « Je viens pérenniser l'action visionnaire de Pierre Nkurunziza. » Les impératifs d'ouverture diplomatique et économique, de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption ressemblent alors à des promesses qui n'ont pas nécessairement vocation à être tenues. Avant que le ton ne change au fil des mois, notamment dans la gestion de la crise sanitaire.

La pandémie de Covid-19 n'ayant pas été neutralisée par Dieu, comme l'assurait pourtant son prédécesseur, Neva met en place une véritable stratégie de lutte contre le virus et renoue avec l'Organisation mondiale de la santé, dont les représentants avaient été chassés du pays en mai 2020. Cependant, entre les gages qu'il doit donner à son camp et les demandes de la communauté internationale, il peine à prendre des décisions tranchées. Ainsi, en 2020, il demande aux membres de son gouvernement de déclarer leurs biens, mais se rétracte trois semaines plus tard. Quant à la ministre du Commerce, Immaculée

Ndabaneze, arrêtée pour détournement de fonds en mai, elle est libérée peu de temps après. Dans les deux cas plane l'ombre du CNDD-FDD et de celui qui s'annonce comme son principal rival, son Premier ministre : Alain-Guillaume Bunyoni.

Pour faire face à celui qui était considéré comme le véritable numéro deux du pouvoir depuis 2015, le chef de l'État s'appuie sur ses propres généraux, comme ceux qu'il a rencontrés sur les bancs de l'université, Prime Niyongabo, aujourd'hui chef d'état-major, et Gabriel Nizigama, nommé chef du cabinet civil de la présidence. En fin connaisseur des équilibres internes au CNDD-FDD, Neva sait aussi profiter des luttes d'influence qui traversent les hautes sphères du parti. Ainsi, au fil des mois, il semble s'être rapproché du ministre de l'Intérieur, le très redouté Ndakugarika.

Évolution du rapport de force

Conséquence, peut-être, de l'évolution de ce rapport de force à la tête de l'État, certains dossiers, comme celui de la normalisation des relations avec le Rwanda, ont connu des avancées spectaculaires ces derniers mois.

C'est d'ailleurs sur la scène extérieure que le président enregistre ses succès les plus significatifs, multipliant les visites officielles auprès de ses homologues africains, quand, dans le même temps, son pays renoue le dialogue politique avec l'UE. « Beaucoup de signes positifs ont été donnés ces douze derniers mois », témoigne un diplomate qui, comme beaucoup d'observateurs, se demande bien jusqu'où ira Neva dans son désir de changement.

Le président a encore six ans devant lui pour tenter de sortir le pays de son ornière économique et redonner confiance à une communauté internationale qui n'attend que cela. « À moins qu'il ne soit victime d'un coup d'État, voire d'un assassinat », redoute un éditorialiste local. Dans le cas contraire, le président pourrait suivre la feuille de route qu'il s'est lui-même tracée vers l'ouverture et le développement. Il sera alors peut-être temps pour chaque Burundais de « remercier Dieu », qui se dit *Ndayishimiye*, en kirundi. ●



COMMUNIQUÉ

Forte de sa position de leader, la **BANCOBU** déploie un programme d'investissements ambitieux

La Banque Commerciale du Burundi (BANCOBU SM), à capitaux publics et privés, est le leader du marché bancaire burundais (40 % de part de marché). Avec un total bilan de USD 500 millions, 200 000 comptes classiques actifs, plus de 400 collaborateurs et 50 points de service physiques répartis dans tout le pays, la **BANCOBU** affiche des résultats financiers solides et déploie un programme d'investissements pour mieux servir ses clients.



L'exercice 2020 s'est clôturé par une augmentation de 6 % du produit net bancaire (PNB) qui a atteint BIF 84,2 milliards (USD 42 millions) au 31 décembre 2020. Le résultat net a progressé de 7 % pour se situer à BIF 52,2 milliards (USD 26 millions). Les fonds propres ont progressé de 36 % soit BIF 153,9 milliards (USD 77 millions), leur rentabilité (ROE) est évalué à 34 % et celle des actifs (ROA) à 6 %.

Le capital social est passé de BIF 33,2 milliards (USD 16,6 millions) à BIF 101,9 milliards (USD 50 millions). Cette opération a été réalisée par incorporation des réserves, ce qui reflète l'image réelle de sa position sur le marché local et lui permet de se rapprocher des banques de la sous-région dans une vision de développement dans cette zone.

Le bilan des réalisations au cours de l'année 2020 est largement positif en l'occurrence :

- La recherche de l'excellence organisationnelle par la mise à jour des textes réglementaires de référence, notamment sur la politique de gestion des risques, de continuité d'activité, les procédures de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, la charte d'audit et de conformité.
- L'enregistrement de nouveaux correspondants bancaires (BIAT TUNIS, BOA France, FIRSTRAND BANK LTD AFRIQUE DU SUD, BMCE MADRID, AFREXIMBANK EGYPT).
- Le déploiement de la plateforme digitale e-Noti (billet de banque en langue locale) offrant simultanément des services de mobile banking pour le confort des détenteurs de comptes courants et des services de mobile money dans une vision d'inclusion financière surtout en milieu rural. Les résultats sont encourageants avec une prévision de 1 million de comptes digitaux à la fin de l'année 2021.
- Le lancement des travaux de construction du complexe immobilier dénommé « Bancobu Business Center » qui vont durer 30 mois et comprenant deux tours de 7 et 5 niveaux à usage de bureaux, des salles de conférence, salles de jeux, des shopping mall, le tout pour un coût de USD 30 millions.

UN DUO AUX COMMANDES DE LA BANCOBU

La **BANCOBU** est dirigée par deux personnalités ayant des compétences et une expérience avérée dans le secteur financier :

Madame Trinitas GIRUKWISHAKA, Administrateur Directeur Général représentant les intérêts du secteur public, a rejoint la **BANCOBU** au mois d'août 2020 en provenance du secteur des assurances où elle était Administrateur Directeur Général de la **SOCABU**, 1^{er} assureur du pays. Madame Trinitas compte à son actif, entre autres, 15 années au conseil d'administration de la Banque de Gestion et de Financement qu'elle a dirigé de façon remarquable. Elle apporte à la **BANCOBU** une solide expérience issue de ses passages dans plusieurs conseils d'administration, notamment celui de l'Office Burundais des Recettes, dont elle a été la Vice-Présidente.



Monsieur Sylvère BANKIMBAGA, Administrateur Directeur Général-Adjoint représente les intérêts des actionnaires privés depuis 2008. Il est également Président du Club des Dirigeants de Banques et Établissements de Crédits d'Afrique et Vice-Président du Conseil de la Banque de Développement des États des Grands Lacs (BDEGL). Brillant banquier avec 31 ans de carrière, Sylvère est une figure qui compte dans le monde de la banque et de la finance du Burundi, ce qui s'est illustré notamment par les performances exceptionnelles enregistrées par cette banque devenue leader sur le marché financier du Burundi.



JAMIG - PHOTOS DR

DOSSIER SENSIBLE

Gitega-Kigali

Un nouveau chapitre ?

« **O**n ne choisit pas ses voisins. Bons ou mauvais, il faut apprendre à vivre en paix et en harmonie avec eux », rappelait à la fin de juin dans son bureau Albert Shingiro, le ministre burundais des Affaires étrangères. Hasard ou coïncidence, lors d'une conférence organisée à Kigali en septembre 2020, Paul Kagame, le président rwandais, avait lui aussi souhaité « vivre en harmonie avec les pays voisins », citant précisément le Burundi. Les deux pays n'en sont pas restés au stade des bonnes intentions. Ils ont même entamé ces derniers mois une tentative de rapprochement aussi spectaculaire que rapide. À la surprise générale, Albert Shingiro et son homologue rwandais, Vincent Biruta, se sont retrouvés le 20 octobre 2020 au poste-frontière de Nemba-Gasenye, en territoire rwandais, mais, semble-t-il, sur initiative burundaise.

Premier signe de détente

Plus significative encore est la visite, rendue le 1^{er} juillet à Gitega par Édouard Ngirente, Premier ministre du Rwanda, au président burundais, Évariste Ndayishimiye. Les quelques heures qu'ont duré ces toutes premières rencontres officielles depuis 2015 entre les deux frères ennemis n'ont évidemment pas permis d'aplanir les nombreux différends qui les opposent. Les déclarations sont chaque fois restées des plus laconiques, mais tous s'accordent

pour parler de « l'ouverture d'un nouveau chapitre » qui viendrait clore celui, houleux et délétaire, de ces cinq dernières années, chaque camp accusant l'autre d'abriter des forces hostiles à son propre pouvoir.

Depuis quelques mois déjà, sans doute le temps de comprendre que les putschistes burundais qu'il hébergeait se révèlent plus encombrants qu'utiles, le Rwanda semble vouloir apaiser les relations avec son voisin. Le dialogue avec Pierre Nkurunziza ayant été impossible, Paul Kagame a rapidement tendu la main à son successeur, Évariste Ndayishimiye, qui n'a pas voulu la saisir. Trop tôt, certainement, pour

Paul Kagame a rapidement tendu la main au successeur de Pierre Nkurunziza, avec qui tout dialogue était impossible.

ce dernier et pour les généraux qui l'entourent. Le nouveau président burundais a d'ailleurs snobé le sommet régional virtuel sur la sécurité organisé par le Congolais Félix Tshisekedi au début d'octobre 2020. Toutefois, depuis plusieurs semaines, ses services de renseignements avaient déjà pris langue avec leurs homologues rwandais.

Comme un premier signe de détente envoyé par l'appareil sécuritaire depuis Gitega vers Kigali, qui y a répondu en autorisant le rapatriement de quelques milliers de réfugiés frontaliers et en coupant le micro des radios burundaises qui émettaient depuis son sol.

La voie de la normalisation

L'intensification de la chasse aux Hutu génocidaires des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) ces dernières semaines, dans la forêt de la Kibira, confirme qu'un changement de cap est bien amorcé des deux côtés et que la voie de la normalisation n'est plus forcément impénétrable, même si elle reste avant tout sécuritaire. « Dans l'intérêt de tous », soulignait Paul Kagame dans son discours de septembre 2020.

Au point qu'aucun des deux gouvernements n'a jugé bon de commenter officiellement le bref accrochage survenu en février dernier entre quelques éléments de leurs armées respectives alors à la poursuite des rebelles du FDLR, malgré les six blessés burundais. « C'est la logique qui nous guide dans nos relations avec le Rwanda », concluait Albert Shingiro il y a quelques semaines. Les deux camps semblent être arrivés au bout de celle qui a été la leur depuis cinq ans pour inaugurer une diplomatie du « donnant-donnant », laquelle semble pour l'heure satisfaire les deux capitales. En attendant l'harmonie. ●

Olivier Caslin



GROUPE LADAK

activités et valeurs d'une entreprise made in Burundi

► LE GROUPE LADAK

Leader du pneumatique au Burundi, Ladak offre ses services à une clientèle diverse : entités gouvernementales, sociétés privées, ONG, associations à but non-lucratif, revendeurs, détaillants et particuliers. Fondée en 1951, la structure était, à l'origine, une entreprise individuelle spécialisée dans la vente de produits tels que des outils agricoles ou des batteries. Aujourd'hui, le groupe Ladak a diversifié ses activités à travers quatre divisions : **Ladak Tyres** - **Ladak TVS** - **Dolphin Designs** - **Le Café Gourmand**

Focus sur Ladak Tyres et Dolphin Designs

Le Groupe Ladak c'est aussi :

- Ladak TVS

Le plus grand distributeur de motos et trois roues au Burundi doté d'un service après-vente d'exception.

- Le Café Gourmand

La boulangerie-pâtisserie la plus renommée de la région des grands lacs.



► NOS VALEURS

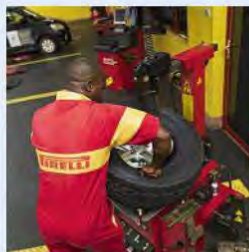
Le groupe Ladak assure à sa clientèle un service réactif et des rapports amicaux. Les équipes conseillent et assistent les demandeurs pour leur permettre de prendre des décisions d'achat qui répondent à leurs attentes et exigences. Par ailleurs, l'entreprise reconnaît les talents et les contributions de chaque employé. L'excellence est appréciée et récompensée. Enfin, la responsabilité sociétale du groupe est grande grâce à une conviction : le bien-être de la communauté et de l'environnement est une responsabilité collective.

CONTACTEZ-NOUS

Tél. : (+257) 22223210

Email : admin@grouperladak.com

www.groupe-ladak.com



Ladak Tyres distribue des pneus et des batteries tous types de véhicules (voitures, camions, 4x4, motos). La filiale est le distributeur exclusif des marques internationales

Pirelli, Dunlop, Bridgestone, MRF, Volta au Burundi. Autre spécificité, un centre pneumatique est équipé de toutes les dernières technologies et doté de mécaniciens professionnels assurant un service sans faille : montage de pneu, équilibrage des roues, alignement des roues pour une parfaite tenue de route, gonflage des pneus à l'azote et réparation des roues. Pourquoi acheter des pneus chez Ladak Tyres ? Chaque véhicule bénéficie d'un diagnostic sécurité pour rendre la route toujours plus sûre. Un service professionnel et fiable est offert par une équipe formée et animée par la passion de l'automobile.



OUTDOOR & INDOOR ADVERTISING

Lancée par le groupe Ladak, Dolphin Designs est une pionnière, en tant que première société de publicité du pays. Depuis plus de 10 ans maintenant, l'entreprise apporte une touche de plus dans le marketing des sociétés burundaises pour promouvoir et faire développer leurs activités. Dolphin Designs propose également de fournir des solutions d'impression et de publicité de qualité inégalées avec le meilleur service d'équipe, de tarification abordable et d'assistance à la clientèle. Les investissements dans les équipements modernes ont été nombreux pour l'impression numérique grand-format. La société occupe aujourd'hui 80 % du marché dans ce secteur d'activité avec une clientèle large, composée de banques, de compagnies de télécommunication ou encore d'usines.



STRATÉGIE

Albert Shingiro

Ministre des Affaires étrangères

« Aucun pays, aussi puissant soit-il, ne peut vivre en autarcie »

PROPOS RECUEILLIS À BUJUMBURA PAR OLIVIER CASLIN

A 48 ans, Albert Shingiro connaît parfaitement la maison dont il a pris les rênes le 28 juin 2020. Avant d'être nommé à la tête du portefeuille des Affaires étrangères, ce diplomate de formation et de carrière a en effet occupé de nombreux postes depuis 2006, aussi bien au sein de l'administration centrale qu'au service extérieur. Après avoir étudié au Québec, il a notamment été nommé plusieurs fois à New York, en tant que conseiller et chargé d'affaires auprès des Nations unies, puis comme ambassadeur permanent de 2014 à 2020. Il devient alors le porte-voix de son pays sur la scène internationale, qui découvre son éloquence, et, parfois aussi, ses outrances.

Sa nomination vient donc récompenser une carrière tout entière consacrée à son pays, ainsi qu'au Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, au pouvoir), dont il est membre depuis sa fondation. Le voilà chef de la diplomatie burundaise au moment où le pays montre des signes d'ouverture. En particulier envers l'Union européenne (UE), avec laquelle il vient de reprendre un dialogue politique qui était, depuis la crise de 2015 et jusqu'à présent, au point mort.

Jeune Afrique : Quelle feuille de route le chef de l'État vous a-t-il confiée lors de votre nomination, il y a un an ?

Albert Shingiro : Les orientations sont très claires. Le Burundi doit revenir progressivement sur la scène internationale, reprendre la place qu'il occupait avant la crise de 2015. C'est dans ce cadre qu'ont démarré, au début de cette année, les négociations politiques avec l'UE, dans un esprit d'ouverture et de compromis entre les deux parties.

Trois séances ont déjà eu lieu à Bujumbura avec les ambassadeurs européens. Nous nous parlons à cœur ouvert pour rétablir la confiance perdue ces dernières années. Mes visites à Bruxelles, à Paris et à Berne entrent également dans ce processus de normalisation en cours. Les progrès sont déjà tangibles, et nous sommes confiants quant à la décision de l'UE de lever des sanctions qui n'ont plus lieu d'être puisque les raisons pour lesquelles elles avaient été prises n'existent plus.

L'UE estime de son côté prendre « un pari », le Burundi ayant jusqu'à présent apporté peu de garanties quant à sa volonté de changement. Que lui répondez-vous ?

Notre pays a fait de grandes avancées depuis un an en matière de droits de l'homme et de justice. Certains médias et organisations de la société civile, suspendus depuis 2015, ont pu reprendre leurs activités, et 5 000 prisonniers ont bénéficié d'une grâce présidentielle. Ce sont des progrès notables, même s'il reste toujours

une fenêtre d'amélioration. La bonne gouvernance comme la lutte contre la corruption figurent au rang des priorités pour notre président. Sans elles nous ne pouvons pas assurer le développement socio-économique du pays.

L'urgence de l'ouverture avec le bailleur de fonds européen n'est-elle pas motivée par des préoccupations avant tout économiques ?

Les actions entreprises ces derniers mois le sont d'abord pour le

« —————
En 2022, nous allons prendre la présidence de l'EAC, et, depuis le mois de juin, nous sommes à la tête du Conseil pour la paix et la sécurité de l'Union africaine.
 ————— »

bien de nos populations. L'UE n'est pas là pour nous dire ce que nous devons faire. Elle ne nous impose aucune contrainte. Nos échanges sont francs et sincères. Nous travaillons ensemble en toute transparence pour normaliser nos relations.

Ce qui explique que les attaques anti-occidentales ont disparu des

discours burundais ces derniers mois ?

En effet, la rhétorique a changé de part et d'autre. C'est de bonne guerre entre deux camps qui durcissent leurs positions, mais, désormais, le contexte a changé. L'époque n'est plus aux relations conflictuelles entre le Burundi et l'UE, nous avons tourné cette page. Notre partenariat avec l'Europe est historique, et il ne peut être remis en cause.

Considérez-vous l'article 96 de l'accord de Cotonou comme un échec (article sur le partenariat UE-ACP, qui autorise la suspension du partenariat économique si l'une des parties estime que les éléments fondamentaux de l'accord ne sont pas respectés) et sa possible disparition avant la fin de cette année comme un succès pour la diplomatie burundaise ?

C'est un échec pour l'UE, qui a pris ces sanctions de façon précipitée. Il est maintenant temps de corriger ce qui peut l'être et d'avancer ensemble. Le fait d'être en contact, de négocier et de pouvoir avancer des arguments perçus favorablement du côté européen constitue bien sûr un succès pour notre diplomatie. L'UE était le premier partenaire du Burundi avant 2015, et nous la considérons toujours comme tel. Cela ne signifie pas que nous allons ralentir notre coopération avec la Chine, la Russie et d'autres pays. Notre politique étrangère veut que le Burundi dispose d'amis partout. Aucun pays, aussi puissant soit-il, ne peut vivre en autarcie.

Peut-on parler d'un réel retour du Burundi sur la scène internationale ces derniers mois ?

Le président Évariste Ndayishimiye a entamé une offensive diplomatique dans la sous-région. Il s'est rendu en Ouganda, au Kenya, en Égypte, au Congo, au Gabon et en Tanzanie pour échanger de vive voix avec ses pairs, les assurer que le Burundi était à nouveau présent dans la sous-région.

Nous allons prendre la présidence de la Communauté d'Afrique de l'Est [EAC] l'an prochain et, depuis le mois de juin, nous occupons celle du Conseil pour la paix et la sécurité de l'Union africaine. Au niveau



MAE REPUBLIQUE DU BURUNDI

international, le retrait du Burundi de l'agenda du Conseil de sécurité de l'ONU, en décembre 2020, entérine la reconnaissance par la communauté internationale du retour du pays en son sein. Nous sommes très fiers de regagner la place qui nous revient.

Vous étiez personnellement en première ligne sur ce dossier en tant qu'ambassadeur à New York auprès des Nations unies pendant les années de crise...

Cela a été la mission la plus difficile de ma carrière. Chaque semaine, le Burundi était sur l'agenda du Conseil de sécurité. J'ai passé mon temps à défendre mon pays, pratiquement seul contre tous. J'ai pu résister pendant cinq ans grâce au soutien de la Chine et de la Russie. L'Afrique du Sud nous a beaucoup soutenus également, notamment dans la dernière phase de retrait du Burundi de l'agenda du Conseil de sécurité, alors présidé par les Sud-Africains. À ce moment-là, les pays européens, en particulier la France, ont su montrer une flexibilité que nous avons appréciée.

Où en sont vos relations avec le Rwanda ?

Là aussi nos relations sont en voie de normalisation. J'ai effectué une visite en octobre 2020 sur le territoire rwandais pour briser la glace. C'était la première rencontre de niveau ministériel entre nos deux pays depuis 2015. Nous avons saisi cette occasion avec mon collègue pour identifier les difficultés et tenter de lever les derniers obstacles.

Les contacts se poursuivent, avec la volonté d'aller de l'avant. Nous participons en toute bonne foi à ce processus comme, je l'espère aussi, les Rwandais.

Quels sont ces derniers obstacles que vous mentionnez ?

Certains des chefs putschistes de 2015 sont toujours réfugiés au Rwanda, et c'est pour le Burundi un obstacle à toute normalisation fondée sur des relations sincères. Ce sont des criminels. Nous encourageons donc nos frères rwandais à nous remettre ces putschistes pour qu'ils puissent être traduits comme il se doit devant la justice du Burundi. ●

DIPLOMATIE

Déconfinement progressif

Après cinq années d'isolement, Évariste Ndayishimiye tente de remettre son pays sur le devant de la scène régionale et internationale. Une opération reconquête conduite par petites touches successives.

ROMAIN GRAS

C'est une image qui paraissait inimaginable il y a encore un an. Le 1^{er} juillet, à l'occasion du 59^e anniversaire de l'indépendance du Burundi, la tribune du stade Intwari (stade du Prince-Louis-Rwagasore rebaptisé en 2019) de Bujumbura accueillait, parmi ses invités de marque, un officiel inattendu : le Premier ministre rwandais, Édouard Ngirente.

Signe du dégel discrètement entamé entre les deux pays il y a bientôt un an, la présence du chef du gouvernement rwandais – un niveau de représentation que Kigali n'avait plus mobilisé depuis plusieurs

années – s'est accompagnée d'un discours optimiste et d'une lettre de Paul Kagame, appelant de ses vœux « un renforcement des liens historiques existant entre [les] deux pays frères ».

Double impératif

S'il reste à concrétiser, le réchauffement des relations entre Gitega et Kigali est l'une des illustrations de la nouvelle stratégie diplomatique impulsée par Évariste Ndayishimiye, alias Neva, depuis son arrivée au pouvoir, en juin 2020. Alors que le dernier mandat de Pierre Nkurunziza avait été marqué par un isolement croissant du pays – l'ancien président n'ayant effectué qu'un seul

déplacement, en Tanzanie, soutien historique du CNDD-FDD, pendant son ultime quinquennat –, la première année au pouvoir d'Évariste Ndayishimiye s'est caractérisée par une volonté d'ouverture tous azimuts. Les chiffres résument bien la situation : depuis son entrée en fonction, en juin 2020, jusqu'en juillet dernier, le président burundais a visité neuf pays africains, obtenu le retrait du Burundi de l'agenda politique de l'ONU et repris le dialogue avec l'Union européenne en vue d'une levée des sanctions économiques.

Sur la scène diplomatique régionale, après plusieurs années d'un dialogue infructueux avec l'opposition sous l'égide de l'Ougandais Yoweri Museveni, médiateur pour le Burundi, et alors que son prédécesseur avait boudé la totalité des sommets de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) depuis la crise de 2015, Évariste Ndayishimiye a progressivement renoué le contact avec ses voisins. Ce revirement répond à un double impératif pour le nouveau président burundais : sortir son pays de l'isolement diplomatique dans un contexte régional mouvant et en faire un partenaire commercial ainsi qu'une potentielle destination d'investissement.

Ce n'est donc pas un hasard si, en mai dernier, Évariste Ndayishimiye a consacré une visite de deux jours au Kenya, la principale puissance économique de la région, qui a pris la présidence tournante de l'EAC au début de l'année. En plus d'ouvrir de nouvelles opportunités économiques à son homologue burundais, Uhuru Kenyatta peut aussi jouer un rôle



Le ministre burundais des Affaires étrangères, Albert Shingiro (à g.), et son homologue rwandais, Vincent Biruta, à la frontière Namba-Gasenyi, le 20 octobre 2020.

pour faciliter le retour du pays sur la scène régionale.

Quelques semaines avant cette visite à Nairobi, c'est avec un autre partenaire stratégique de la région que Gitega a entrepris de se rapprocher : l'Ouganda. Les liens entre les deux pays remontent aux négociations des accords de paix d'Arusha, au début des années 2000, où Yoweri Museveni, déjà, avait joué le rôle de médiateur. Mais cette relation a depuis connu des hauts et des bas.

Double logique

La volonté de réouverture diplomatique et économique du Burundi tombe à point nommé pour Kampala, qui trouve en Évariste Ndayishimiye un potentiel allié dans la crise qui l'oppose au Rwanda. Kigali et Kampala s'accusent mutuellement de tentative de déstabilisation depuis plusieurs années, et la médiation lancée en août 2019, encadrée par le Congolais Félix Tshisekedi et l'Angolais João Lourenço, n'a jamais abouti à une réelle normalisation.

C'est dans ce contexte que Museveni et Ndayishimiye ont annoncé la construction d'une route reliant l'Ouganda et le Burundi en passant par la Tanzanie – et donc en contournant le Rwanda. Ce projet répond à une double logique. Pour Gitega, il s'agit d'un débouché

En un an, Neva a visité neuf pays africains, obtenu le retrait du Burundi de l'agenda de l'ONU et repris le dialogue avec l'UE.

commercial supplémentaire ; pour Kampala, d'un moyen de contribuer à isoler le Rwanda, dont la frontière est fermée depuis 2019. Preuve que Museveni accorde à ce rapprochement avec le Burundi une certaine importance : l'homme fort de

Kampala avait déployé les grands moyens pour la visite de son homologue en envoyant son représentant aux Nations unies à Gitega afin d'accompagner Évariste Ndayishimiye sur le trajet.

Évariste Ndayishimiye n'entend pas s'arrêter là dans son opération de reconquête diplomatique. Il souhaite désormais nouer des liens avec la RD Congo. Le 28 juin, le président burundais a dépêché auprès de Félix Tshisekedi son ministre des Affaires étrangères, Albert Shingiro, avant de convenir d'un premier tête-à-tête avec son homologue congolais. L'arrivée au pouvoir de ce dernier, en janvier 2019, et sa volonté de coopération avec ses voisins, notamment dans le domaine sécuritaire, ont ouvert de nouvelles perspectives à côté desquelles Gitega ne souhaite pas passer. Ce d'autant que le rapprochement entre Kinshasa et Kigali ainsi que la perspective d'une coopération renforcée entre les deux pays dans l'est de la RD Congo inquiètent certains voisins. ●



LIFE WAY, RENTABLE ET RESPONSABLE



Mr Prosper
NDANGAMIRA
Directeur Général

La société agro-industrielle contribue à la promotion de l'élevage moderne, à la collecte et l'offre en produit laitiers du Burundi. La mission de Life Way est la suivante : atteindre l'autosuffisance nationale en matière de production de produits laitiers, assurer aux éleveurs un meilleur revenu provenant de leur activité, encadrer ces éleveurs par le renforcement de capacité (le centre dédié se nomme Sunway), garantir aux consommateurs une bonne qualité et des produits laitiers diversifiés. Pour cela, la compagnie est divisée en plusieurs structures : la ferme

d'élevage moderne Green Farm, la laiterie opérant sous le nom de SeaSky et qui produit une gamme variée de produits laitiers, une pharmacie et un laboratoire vétérinaire opérant sous le label Nobilis Pharmacie nommés Nobilis Pharma.

Face à l'augmentation continue de la production laitière dans le pays, Life Way a souhaité participer à l'effort national à travers l'implantation d'une unité moderne de transformation et de conservation du lait UHT. Dans ses démarches, les éleveurs locaux et les autorités publiques ont été d'un grand soutien.

Ainsi, Life Way peut continuer de promouvoir la capacité de collecte, de transformation, de conservation et de commercialisation d'un lait de qualité et en



quantité suffisante, c'est-à-dire 40000 litres par jour, à travers une unité industrielle rentable, respectant l'environnement et socialement responsable.

Life Way Company, Transversal 11, Buringa, Commune Gihanga, Province Bubanza - République du Burundi

www.lifewayco.com

VIE DES PARTIS

Tout-puissant CNDD-FDD

Malgré la disparition du « guide suprême du patriotisme » et l'investiture de son successeur, la formation présidentielle ne semble prête ni à s'ouvrir ni à changer de ligne. Et continue de concentrer tous les pouvoirs.

OLIVIER CASLIN



Meeting du Conseil national pour la défense de la démocratie-Force de défense de la démocratie, dans la province de Rutana, le 10 avril.

En ordre de marche, derrière le chef. Rien n'a vraiment changé au sein du Conseil national pour la défense de la démocratie-Force de défense de la démocratie (CNDD-FDD), qui, depuis 2005, concentre les pouvoirs au Burundi. La révision constitutionnelle de 2018 – qui a mis fin aux obligations de concertation et d'inclusion de l'opposition – a renforcé son contrôle sur les institutions du pays, alors que la disparition inattendue, le 8 juin 2020, du président encore en fonctions Pierre Nkurunziza n'a fait qu'élever davantage ce dernier dans le panthéon du parti, et donc dans celui de l'État, tant les deux semblent s'être confondus au fil des ans.

Le jour de sa mort est d'ailleurs devenu férié pour les Burundais, appelés à commémorer chaque année celui qui a été très officiellement consacré

« guide suprême du patriotisme », « en reconnaissance de son engagement pour la défense et la souveraineté nationale », comme le dispose la loi adoptée par le Parlement le 4 juin.

Prières et chansons à la gloire et en l'honneur du chef de l'État défunt se sont donc succédé, quatre jours plus tard, à Gitega, devenue en décembre 2018 la nouvelle capitale politique du pays. C'est là que repose la dépouille de Pierre Nkurunziza – désormais auréolé des vertus d'un saint. « Ceux qui ne s'associent pas aux célébrations d'aujourd'hui sont des suppôts du diable », a lancé le fervent catholique Évariste Ndayishimiye, lors de l'hommage qu'il a rendu à son prédécesseur (qui était évangélique) devant les principaux responsables du parti – donc, du pays –, au pied du monument (en cours de construction) à la gloire du grand homme.

Les mêmes se sont retrouvés à quelques kilomètres de là, le 18 juin dernier, cette fois pour célébrer le premier anniversaire de l'arrivée au pouvoir du nouveau chef de l'État, secrétaire général du CNDD-FDD d'août 2016 à janvier 2021. L'événement a duré trois jours, que le président a voulu consacrer à la prière plutôt qu'au discours. « Une nouvelle manipulation du fait religieux », selon les rares détracteurs du parti présents dans le pays. « Un événement national placé sous le sceau du rassemblement le plus large possible, dans un contexte de réconciliation nationale », corrige la garde rapprochée du chef de l'État. L'occasion en tout cas, pour le CNDD-FDD, de montrer une fois encore sa belle unité et de tordre le cou à certaines rumeurs de dissensions internes qui circulent à Bujumbura. Tensions supposées au sein de l'exécutif entre le président et son Premier ministre, conflits de personnes ou de générations... Autant de on-dit balayés d'un revers de la main par Révérien Ndikuriyo, ancien président du Sénat et actuel secrétaire général (tendance « ligne dure ») du parti.

Rester dans le rang

Révérien Ndikuriyo, pas plus que ses prédécesseurs, ne comprend l'obstination de la communauté internationale à voir dans les Imbonerakure autre chose que le mouvement des jeunes du CNDD-FDD. Accusés de toutes les violences commises en 2015 et au cours des années suivantes, ils sont toujours soupçonnés de contribuer à maintenir les collines sous pression. « Il arrive parfois

qu'ils travaillent aux côtés des forces de police pour maintenir l'ordre », concède Révérien Ndikuriyo. Lequel préfère retenir qu'« au Burundi il n'existe pas un mètre carré où règne l'insécurité ».

Au point de donner l'impression à de nombreux observateurs internationaux de militariser le pays aussi vite que le parti. Mieux vaut, en effet, rester dans le rang au CNDD-FDD, qui jusqu'à présent a été capable de survivre à toutes les frondes. Notamment à celle de 2015, où quelques-uns des rares caciques à

oser claquer la porte du parti ont vite saisi la première opportunité pour la rouvrir.

Depuis la permanence du parti, à Gitega, la ligne à suivre est simple pour Ndikuriyo : « Elle s'inscrit dans la continuité de ce qui a été réalisé jusqu'à présent. » Aujourd'hui, cette ligne est incarnée par Évariste Ndayishimiye, dauphin et véritable « héritier » (« *samurarwa* », en kirundi), puisque le guide suprême en personne l'avait choisi, dès 2019, pour lui succéder. Ce qui ne dispense pas le chef de l'État de devoir

composer avec le premier cercle du CNDD-FDD, dont certains membres sont très attentifs à ses désirs affichés d'ouverture et de lutte contre la corruption qu'ils sont loin de partager. « Ayant passé plusieurs années à la tête du parti, le président a eu la main sur toutes les nominations. Il devrait donc être en mesure de s'imposer », veut cependant croire un diplomate étranger. Toutefois, pour l'instant, Évariste Ndayishimiye doit essentiellement se contenter de s'inscrire dans les pas de celui qui l'a précédé. ●

Une résistance en veille active

Y a-t-il une vie politique hors du parti au pouvoir ? Alors que nombre de ses représentants sont en exil, l'opposition est incarnée sur le terrain par Agathon Rwasa, leader du Congrès national pour la liberté.

OLIVIER CASLIN

Un peu plus d'un an après les élections présidentielle et législatives, remportées haut la main par le Conseil national pour la défense de la démocratie-Force de défense de la démocratie (CNDD-FDD), l'opposition burundaise ne peut qu'attendre des jours meilleurs. « C'est toujours difficile d'exister pour elle hors période électorale », constate un diplomate étranger.

Celui qui la personnifie aujourd'hui le plus largement, c'est Agathon Rwasa, le président du Congrès national pour la liberté (CNL), arrivé deuxième d'un scrutin sans surprise le 20 mai 2020, avec 25,15 % des suffrages exprimés, contre 71,45 % pour Évariste Ndayishimiye. À 57 ans, il peut revendiquer avec assurance la casquette d'opposant numéro un, à défaut de coiffer celle de chef de file de l'opposition. Laquelle est trop fragmentée entre ses multiples mouvances

(armées ou non, intérieures ou extérieures) pour pouvoir se rassembler derrière une seule figure, fût-elle celle d'Agathon Rwasa.

Débarqué sur la scène politique de son pays en 2009 après avoir déposé, au sens propre, les armes, l'ancien leader historique des rebelles hutu des Forces nationales de libération (FNL) a depuis tenu lors le rôle de poil à gratter du tout-puissant CNDD-FDD, le plus souvent en s'attaquant frontalement au président Pierre Nkurunziza... avant de faire un pas de côté.

De compromis en compromission

En 2015, en effet, Agathon Rwasa décontenance ses plus fervents supporters, ainsi que de nombreux observateurs internationaux, en décidant de se présenter à la présidentielle controversée, sous la bannière de la coalition d'opposition Amizero y'Abarundi, après avoir pourtant multiplié les appels au

boycott. « Je voulais éviter de laisser alors le champ libre au CNDD-FDD », explique-t-il aujourd'hui. En effet, la plupart des principaux responsables de l'opposition et personnalités de la société civile avaient dû fuir le pays à l'époque. Décidé à composer avec le régime plutôt que d'aller à la confrontation, l'ancien maquisard autorise alors ses proches à entrer au gouvernement comme au Parlement, sans jamais avoir personnellement reconnu les résultats des différentes élections organisées cette année-là.

De compromis en compromission, l'honorable Agathon Rwasa, premier vice-président de l'Assemblée nationale pendant cinq ans, faillit bien y perdre son honneur tant sa stratégie semblait alors illisible jusque dans son propre camp. « C'était une question de survie politique pour lui, son mouvement et ses militants. Beaucoup d'entre eux ont été arrêtés, ont disparu ou ont été tués tout au long de cette dernière décennie », →



Agathon Rwasa, dans son bureau, à Bujumbura, en juin.

OLIVIER CASLIN POUR JA

→ rappelle un journaliste local. « On a cherché à le rabaisser, à l'humilier, en lui volant jusqu'au nom de son parti », ajoute un haut responsable religieux. Rwasa, lui, se fait discret, semble se contenter de sa visibilité constitutionnelle et se tient surtout à l'écart de l'opposition en exil qui tente, dès 2015, de se rassembler au sein du Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi et la restauration de l'État de droit (Cnared).

En 2020, le « résistant professionnel », comme il se définit lui-même, s'est montré suffisamment résilient pour être en mesure d'affronter une nouvelle fois le CNDD-FDD dans les urnes. « Il était alors encore très soutenu dans les collines », commente un ecclésiastique local. Au point de pouvoir remporter la victoire, comme il l'affirme aujourd'hui ?

Assis tel un sphinx dans son bureau drapé des couleurs du CNL – identiques à celles des FNL : noir, rouge et vert –, le « grand homme » des quartiers nord de Bujumbura (qu'ils soient hutu ou tutsi) semble

encore marqué par ce « hold-up » électoral. « Il est entré en veille, comme son parti », résume un observateur étranger. Lui et ses troupes répondent présents au Parlement, mais la prise de parole est rare. « Difficile de savoir ce qu'il pense et ce qu'il compte faire », confirme un analyste politique qui le suit pourtant depuis longtemps.

Déjà en lice pour 2027

À ce jour, le CNL est le deuxième parti du pays (avec 32 élus sur 121 sièges à l'Assemblée nationale à l'issue des législatives de 2020, contre 86 au CNDD-FDD), alors que les autres formations historiques, comme l'Union pour le progrès national (Uprona, parti nationaliste à majorité tutsi) et le Front pour la démocratie du Burundi (Frodebu, parti progressiste à majorité hutu), ne sont plus que l'ombre de ce qu'elles ont été : en 2020, le candidat de l'Uprona à la présidentielle, Gaston Sindimwo, ex-premier vice-président du Burundi, n'a réuni que 1,6 % des voix, et le parti n'a décroché que 2 sièges au Parlement ; quant au Frodebu,

il n'y a obtenu aucun siège, et son candidat à la présidentielle, Léonce Ngendakumana, n'a récolté que 0,49 % des suffrages.

Agathon Rwasa est plus que jamais seul sur le terrain, face à l'implacable machine du CNDD-FDD, au

Le « grand homme » des quartiers nord de Buja (qu'ils soient hutu ou tutsi) semble encore marqué par le « hold-up » électoral de mai 2020.

pouvoir. Et plutôt que de tendre la main et l'oreille à une opposition en exil sans légitimité ni représentativité, il semble déjà attendre son heure : « Plus le temps passe et plus le changement s'imposera ! »... Et le masque de cire du « résistant professionnel », déjà en lice, sans toutefois le dire, pour les scrutins de 2027, de s'éclaircir. ●



Bientôt 100 ans au service de l'Économie burundaise



Etudiants de l'un des campus de l'Université du Burundi (GITEGA) en train de compléter le formulaire d'ouverture de compte.

Equipe BCB en campagne d'ouverture massive de comptes Etudiants dans les campus de l'Université du Burundi. Plus de 16.500 comptes Etudiants ouverts pour l'ensemble de l'Université. Juin 2021.



La doyenne des banques commerciales du Burundi.

Banque de Crédit de Bujumbura S.M. (BCB), première banque commerciale à s'implanter au Burundi, en 1922.

Actionnariat local (45%) et international (55% dont 24,22% pour BOA GROUP et 20,78% pour BIO).

Membre du réseau BANK OF AFRICA du Groupe BMCE BANK, depuis 2008.

Réseau d'agences couvrant tout le territoire national.

Près de 400 employés.

Plus de 80.000 clients.

Avec des correspondants internationaux de grande renommée.

Pour ses opérations à l'international, la BCB s'appuie sur un réseau de correspondants internationaux d'une excellente réputation : CITIBANK N.A., NATIXIS BANK, BMCE BANK, BOA-FRANCE et BOA-KENYA.

Face aux défis de l'heure.

A l'heure de la digitalisation du secteur bancaire, la BCB a pris les devants. En plus de sa plateforme d'Internet Banking (BOAweb), la BCB met à la disposition de sa clientèle une solution de Mobile Money. La Banque détient le parc de Guichets Automatiques de Banque (GAB) le plus étendu du pays et son interopérabilité sur le Réseau du Switch Monétique National est désormais une réalité.

Une banque soucieuse de la satisfaction de sa clientèle.

La BCB est une banque qui est accessible à tous et qui reste à l'écoute de ses clients. Ainsi, de nouveaux produits ont été récemment mis au point pour répondre aux attentes de la clientèle actuelle. Il s'agit notamment des produits dédiés à la Jeunesse (compte chèque Etudiant, Compte Epargne Jeune, Compte Epargne Mineur) et des crédits de long terme au logement.



@bcb_sm
info@bcb.bi
www.bcb.bi

Capital social : 15.500.000.000 BIF

Siège social : 5, Bd. Patrice Emery Lumumba
BP 300 – Bujumbura – BURUNDI
Tél. : (257) 22 20 11 11
Swift : BCRBBIBI

BCB

membre du réseau



BANK OF AFRICA
BMCE GROUP

DÉCRYPTAGE

Petit PIB, gros potentiel

Sinistrée par cinq années de crise politique et de sanctions internationales, auxquelles est venue s'ajouter la pandémie de Covid-19, l'économie pourrait, si la volonté d'ouverture de l'exécutif se confirme, retrouver très rapidement le chemin de la croissance.

ALAIN FAUJAS

La seule chose que l'on sait de l'économie du Burundi, c'est que l'on n'en sait pas grand-chose ! Le FMI non plus, lui qui déclarait en juillet 2020 que « l'absence de consultations [...] depuis 2014 et les carences des données nuisent à la compréhension de l'économie et de la politique par les services du FMI ». Sept ans sans pouvoir ausculter les indicateurs macroéconomiques d'un pays ne permettent guère d'établir un diagnostic fiable sur sa santé, même si la Banque mondiale a maintenu un certain suivi macroéconomique.

La condamnation par la communauté internationale de la répression que le régime a pratiquée à partir de 2015 contre son opposition a isolé le pays. Les sanctions qui en ont résulté l'ont privé de l'aide vitale qui représentait la moitié des recettes de l'État.

Comme le Burundi n'exporte que des produits non transformés et de faible valeur ajoutée (café, thé), la croissance a calé : + 1,6 % en 2018, + 1,8 % en 2019, + 0,3 % en 2020, selon la Banque mondiale, qui ne prévoit qu'une reprise de + 2 % en 2021 (*voir « Repères » p. 108*). Or la forte croissance démographique (quelque 3,2 % par an) excède ces piètres résultats et provoque un grave appauvrissement de la population qui a vu chuter le PIB par tête de 16 % en cinq ans : il est tombé à 270 dollars en 2020, soit près de trois fois moins que celui des Rwandais voisins. Et plus de 70 % des Burundais vivent au-dessous du

seuil de grande pauvreté (1,90 dollar par jour).

Dispositifs isolationnistes

Le Burundi est l'un des pays les moins développés du monde. Selon la Banque africaine de développement (BAD), le taux de chômage des jeunes s'élève à 65 %. Comme l'offre en électricité de 80 mégawatts (MW) ne parvient pas à satisfaire une demande de 120 MW, seulement 11 % de la population y a accès. Le taux d'inclusion financière est très bas, à 21,5 %. Le climat des affaires se dégrade d'année en année, et une grande partie des marchandises consommées dans le pays sont importées, ce qui veut dire que le déficit commercial est important. Faute d'aide, les réserves en devises couvrent à peine un mois d'importations. Comme le souligne le professeur Léonidas Ndayizeye, de l'Université du Burundi, « la rareté des devises pour un pays qui dépend fortement des importations étouffe l'économie et contribue à la hausse des prix ». Tout repose sur le budget de l'État, qui, en manque de recettes, est contraint de creuser son déficit.

Il n'était pas possible de continuer à faire payer à la population les turpitudes de ses dirigeants. Dès que des signes d'ouverture du pouvoir ont suivi l'accession à la présidence d'Évariste Ndayishimiye, en juin 2020, les bailleurs de fonds ont recommencé à ouvrir leur portefeuille. Le Japon a annoncé 30 millions de dollars pour réhabiliter le port de Bujumbura. Afin d'amortir

la crise sanitaire et économique, la Banque mondiale a délivré un programme d'urgence de 5 millions de dollars pour lutter contre le Covid et un financement additionnel au système de santé de 54,6 millions. Le FMI a, lui, apporté 25 millions. Ce qui ne fait pas le compte avec des besoins (filets sociaux, infrastructures de santé et de communication), que le gouvernement a estimé à 150 millions de dollars.

Une franche reprise de l'aide et des investissements étrangers sup-

« Nous sentons un souffle nouveau, reconnaît la résidente de la Banque mondiale. Mais le défi demeure, car les réformes ne font pas plaisir à tout le monde. »

pose que le pouvoir supprime ses dispositifs isolationnistes. Refusant de reconnaître la pandémie, celui-ci avait expulsé le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Après le décès de l'ancien président Pierre Nkurunziza, provoqué par le coronavirus, il n'était plus question de nier la réalité. Dans sa lettre d'intention adressée en 2020 au FMI, Domitien Ndiwokubwayo, ministre des Finances, du Budget et de la Coopération au développement →



ENTRETIEN

Monsieur Charles Ndagijimana, *Administrateur Directeur Général de la SOCABU*



« Nous innovons en permanence pour répondre aux besoins de la population »

Pouvez-vous vous présenter ?

La SOCABU est une société d'assurances du Burundi opérant depuis le 3 octobre 1977. Elle s'intéresse à toutes les branches d'assurances, vie et non-vie. Elle est implantée sur tout le territoire national avec son siège à Bujumbura, la capitale économique du Burundi et compte quatre agences régionales directes (Nord, Sud, Centre-Est et Ouest). La SOCABU collabore avec une soixantaine d'intermédiaires d'assurances et occupe la position de leader du marché des assurances au Burundi avec une part de marché de plus de 40 %.

Quelle est la situation du marché des assurances au Burundi ?

Le marché des assurances est encore embryonnaire mais il est déjà très concurrentiel avec 11 compagnies d'assurances.

Au niveau légal et réglementaire, les instruments de gestion sont en place avec un code des assurances qui a été révisé en juillet 2020. Une agence de régulation et de contrôle des assurances est à l'œuvre depuis quelques années pour mettre de l'ordre dans le secteur.

Le potentiel de croissance est réel. À la clôture de l'exercice 2020, nous enregistrons un taux de pénétration de 0,87 %. Une campagne de sensibilisation et de vulgarisation du nouveau code des assurances animée par l'agence de régulation en collaboration avec les compagnies d'assurances est en cours, ce qui débouchera certainement à l'accroissement de la masse des assurés et des primes d'assurances par voie de conséquence.

Qu'est-ce qui vous différencie de la concurrence ?

Je dirais que c'est la force de l'expérience, une solidité financière et la qualité de nos services qui nous distinguent des autres compagnies d'assurances de notre marché. En effet, la SOCABU dispose d'un vaste patrimoine immobilier et d'un actionariat fort et diversifié opérant dans divers domaines économique du pays. À son tour, la SOCABU est un actionnaire de référence de plusieurs grandes banques, notamment, la Banque Commerciale du Burundi (BANCOBU), la Banque de Crédit de Bujumbura (BCB), l'ECOBANK, la Banque de l'Habitat du Burundi (BHB), etc. La SOCABU est également actionnaire de grandes compagnies de réassurance régionales et africaines dont Africa Re (1^{er} réassureur africain et de renom international) et la Zep Re. La SOCABU est aussi partenaire d'un grand groupe international français d'assurances, AXA.

Nous offrons la meilleure qualité de services à notre clientèle grâce à notre grande capacité d'indemnisation, dans des brefs délais, couplée à une solide formation de nos ressources humaines. Une partie importante de nos cadres ont complété leur formation universitaire par une formation en assurances à l'Institut Africain des Assurances de Tunis (IAA), en plus des divers stages organisés par nos partenaires réassureurs.

Quels sont vos projets ?

Nous venons de terminer l'élaboration d'un plan stratégique de développement pour les cinq prochaines années. Ce plan embrasse plusieurs axes qui nous permettront d'accroître notre chiffre d'affaires à raison de 15 % l'an et la maîtrise des charges techniques et de gestion.

Nous avons élargi notre gamme de produits par la création de nouvelles garanties qui intéressent aussi bien les couches les plus aisées (Assurance Pension Complémentaire Gold) que celle de la population qui travaille dans le secteur informel (Assurance Pension complémentaire à versements libres). Et chaque année, nous nous sommes engagés à introduire des innovations en tenant compte des besoins de la population.

Des actions de modernisation de nos outils de production sont envisagées, comme l'acquisition d'un logiciel moderne en collaboration avec un grand groupe international connu « SAP » et la mise en place d'une stratégie de communication directe avec notre clientèle et autres partenaires. Notre site web est également en cours de modernisation pour offrir une gamme variée de services en ligne.



SOCIÉTÉ D'ASSURANCES DU BURUNDI S.M.

14-18, avenue de l'Amitié
BP 2440 Bujumbura-Burundi
Tél : (+257) 22 28 50 00
Fax : (+257) 22 22 68 03

Email : socabu@socabu-assurances.com

www.socabu-assurances.com

→ économique, avait reconnu que « le Burundi [n'avait] pas été épargné » par le virus.

L'apaisement est perceptible avec le Rwanda, le Kenya, l'ONU et l'Union européenne, qui ne demandent qu'à commercer et apporter leur aide à un pays en souffrance, à condition qu'il prouve qu'il a mis bas les armes, au moins sur le plan international. Le mieux va-t-il persister ?

Thierry Vircoulon, chercheur associé à l'Institut français des relations internationales (Ifri), n'y croit guère. Les membres du gouvernement sont les mêmes généraux que sous Nkurunziza. « Il n'y a rien de neuf, et l'élite de la société civile est en exil, analyse-t-il. Le Burundi recevra un peu plus d'aide, mais cela ne le fera pas sortir de son extrême pauvreté. Il n'a rien à offrir à part son secteur minier, mais, vu sa gouvernance, celui-ci n'est pas attractif. Son gisement de nickel demeure un "éléphant blanc". L'exploitation de ses "terres rares" restera modeste. Dans l'orbite de la Tanzanie, ils auront du mal à se défaire de leur isolationnisme. »

Une « tendance à la pauvreté »

Tout autre est le point de vue de Véronique Kabongo, résidente de la Banque mondiale à Bujumbura : « Certes, la crise de 2015 s'est traduite par des déséquilibres importants qui ont été aggravés par la pandémie. Malgré les efforts du gouvernement pour investir dans les soins pour les mères et les enfants, l'indice de développement humain demeure au-dessous de la moyenne africaine. La moitié de la population a moins de 15 ans. L'emploi demeure un challenge. Le tableau semble sombre, mais il est possible de renverser cette tendance à la pauvreté. »

Elle rappelle que, entre 2004 et 2014, le Burundi était l'un des grands pays réformateurs. Il affichait une croissance annuelle moyenne de 4 %, car il attirait les investisseurs en améliorant son climat des affaires. « Il s'agit d'une petite économie qui a un potentiel pour renouer avec la performance de cette période. Pour cela, nous avons choisi de renforcer nos interventions, précise Véronique Kabongo. Notre portefeuille actuel est de 713 millions de dollars pour les

projets nationaux et de 188 millions pour l'intégration régionale. Nous intervenons dans l'éducation, la santé, la protection sociale, l'énergie, l'environnement, l'agriculture, ainsi que dans le développement local et dans celui des PME. »

Lors de la visite à Bujumbura, en juin dernier, du vice-président de la Banque mondiale, Hafez Ghanem, il a été décidé de privilégier quatre priorités en partenariat avec les autorités. D'abord, soutenir le gouvernement dans son désir de réformes destinées à assurer la stabilité du cadre

macroéconomique. Ensuite, contribuer à l'accès universel à l'énergie et au digital d'ici à la fin de la décennie. Sur le plan de la santé, combattre le retard de croissance des enfants de 0 à 5 ans, dont 54 % grandissent « de façon insuffisante », soit l'un des taux les plus élevés du monde. Enfin, contribuer à l'autonomisation des femmes, notamment en s'assurant qu'elles restent bien scolarisées. « Nous sentons un souffle nouveau, conclut Véronique Kabongo. Mais le défi demeure, car les réformes ne font pas plaisir à tout le monde... » ●

REPÈRES

Reprise au ralenti

	2019	2020	2021
		↳ Projections (en %) ↗	
Croissance (PIB réel, à prix constants)	1,8	0,3	2,0
Inflation (moyenne annuelle)	- 0,7	7,3	4,1
		(en % du PIB)	
Solde budgétaire global (dons compris)	- 8,7	- 12,1	- 11,3
Solde extérieur courant (dons compris)	- 11,7	- 13,3	- 15,7
Dette publique	60,1	69,5	75,6
Dette publique extérieure par débiteur	18,2	29,6	18,5
		En mois d'importations de biens et services	
Réserves	1,3	0,8	0,7

SOURCES : Banque mondiale et FMI, avril 2021

Un développement très au-dessous de la moyenne

	Indice de développement humain 0,433 , soit le 185^e rang mondial sur 189 pays classés , contre une moyenne de 0,547 en Afrique subsaharienne
	Espérance de vie 61,6 ans , équivalent à la moyenne de 61,5 ans en Afrique subsaharienne
	Population et urbanisation 12 millions d'habitants , dont seuls 13 % d'urbains , au-dessous de la moyenne de 39,7 % en Afrique subsaharienne
	Population vivant au-dessous du seuil de pauvreté (moins de 1,90 \$ par jour) 71,8 % , bien plus que la moyenne de 45,7 % en Afrique subsaharienne
	Durée moyenne de scolarisation d'un Burundais âgé de 25 ans 3,3 ans , au-dessous de la durée attendue de 11,1 ans, et de la moyenne de 5,8 ans en Afrique subsaharienne
	Rang Doing Business 166^e rang sur 190 pays étudiés dans l'édition 2020 du classement de la Banque mondiale sur la facilité à faire des affaires (avec un score de 46,8 sur 100)

SOURCES : Pnud et Banque mondiale, 2020



Banque Burundaise pour le Commerce et l'Investissement

« La banque à portée de main »



M. Côme CITEGETSE
Administrateur-
Directeur Général

La Banque Burundaise pour le Commerce et l'Investissement, BBCI en sigle, a été créée en 1988 par des investisseurs privés et public. Son actionnariat a évolué et comporte depuis son agrément du 27/01/1988 des actionnaires étrangers et nationaux de renom, formés essentiellement par des privés dont la part au capital social est de 79,5% ainsi que quelques sociétés parapubliques et mixtes financièrement stables.

Active sur le marché depuis 33 ans, La BBCI est l'une des trois banques pionnières au BURUNDI. Elle compte 286 Collaborateurs qui travaillent ardemment dans les 17 points de vente éparpillés dans la Capitale économique BUJUMBURA (7) et sur une grande partie de l'étendue du territoire national, dans les grandes villes et provinces (10/17).

Forte de son expérience, la BBCI ambitionne de devenir le leader sur le marché local avec une vision internationale. La BBCI projette sur les 5 prochaines années un taux de pénétration du marché financier d'au moins égal à 11,5%, un Return on Assets (ROA) de 7% et un Return on Equity (ROE) de 44%. Elle s'est fixée comme objectif principal d'être une référence de qualité service-client et digitale. Pour y arriver, elle investit dans les talents et outils technologiques. Dans la poursuite de son développement, la Banque vient d'acquérir un nouveau Core Banking System performant « OLYMPIC BANKING SYSTEM » qui permettra davantage de répondre aux besoins de la clientèle et aux exigences d'un service aux standards internationaux.

Choisir la BBCI équivaut à opter pour la confidentialité, la rapidité, la fiabilité dans un cadre innovant. La BBCI écoute, conseille et oriente vers les meilleures résolutions.

La BBCI est ouverte aux Entreprises et aux Particuliers ; elle leur fournit les meilleurs services financiers grâce à un personnel professionnel et motivé.

Le Plan stratégique 2021-2025 de la BBCI tout en se référant au Plan National de Développement du BURUNDI 2018-2027, ambitionne de positionner la Banque parmi les acteurs clé dans le financement de l'économie. Il engage la

BBCI dans des axes divers (commercial, financier, opérationnel et administratif, technologique) avec une orientation basée sur la digitalisation des produits sur tout le parcours du client, une digitalisation qui tient compte réellement de ses besoins.

La BBCI souhaite s'implanter dans les sept provinces restantes où elle n'est pas encore présente et au-delà tisser un réseau important d'agents et de marchands dans tous les recoins du pays, grâce à la digitalisation. La plateforme digitale déjà fonctionnelle favorise les ouvertures de compte à travers le produit mobile wallet « FoneCash » dont la Banque détient l'inscription du droit. De manière progressive, la banque de détail sera implantée sur mobile, les parcours des crédits aux particuliers et aux PME seront également digitalisés. Pour le segment Corporate, l'e-banking restera l'outil de référence pour faciliter les relations avec cette clientèle de haut de gamme.

Compte tenu des exigences de certains clients, la Banque classique reste en appui à la banque digitale pour assouvir leurs besoins et parfaire leur fidélisation. Du point de vue monétique, la BBCI est partenaire du Switch monétique, grâce auquel l'intégration nationale de toutes les banques est réalisée.



JAMG - PHOTOS DR

COORDONNÉES

13, Chaussée du Peuple Murundi
B.P. 2320
Bujumbura-Burundi
Tél : (+257) 22 22 33 28 / 22 25 57 64
Fax : (+257) 22 22 33 39
E-mail : info@bbcibank.com



@bbcibank

bbcibank.com

AGROALIMENTAIRE

Ici, c'est thé et café

Principales sources de devises, les deux filières sont une référence dans le monde pour la qualité de leurs produits, qu'elles comptent mieux promouvoir. Modernisation, certification, plans marketing... Les professionnels sont en pleine ébullition.

OLIVIER CASLIN



OTB

Avec 10 000 hectares plantés, la théiculture fait vivre plus de 60 000 ménages dans les collines.

Dans un pays qui dispose de moins d'un mois de réserve de devises pour financer des importations qui pèsent dans le PIB cinq fois plus lourd que ses propres exportations, il y a urgence à tenter de rééquilibrer la balance commerciale. Le Burundi peut déjà se targuer d'avoir réussi à baisser la facture en ramenant la valeur de ses importations de 31 % du PIB entre 2010-2015 à moins de 25 % pour les quatre années suivantes. Mais au prix de nombreux sacrifices.

Avec un PIB lié pour plus d'un tiers à des activités agricoles, qui font vivre les 9/10^e de la population, le Burundi manque de tout, à commencer par les carburants et les médicaments, fournis par les autres membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC).

Pour retrouver un peu d'aisance financière, le pays mise donc à nouveau sur ses deux seules filières suffisamment organisées pour répondre au plus vite aux besoins actuels du pays : celle du thé et celle du café.

Elizabeth II boit de l'Ijenda

D'autant que, dans ces deux filières, les produits burundais jouissent d'une réputation qui a depuis longtemps dépassé les frontières du pays, et même celles du continent. En matière de qualité, « les thés du Burundi sont classés parmi les deux premiers du continent, avec ceux du Rwanda, précise Emmanuel Ndayiziga, directeur commercial à l'Office du thé du Burundi (OTB). D'ailleurs, la reine Elizabeth II boit depuis quelques années de l'Ijenda »

– du nom de la région où est implanté l'un des cinq complexes théicole de l'OTB.

Ce thé noir cultivé sur les hauts plateaux du centre du Burundi a depuis longtemps obtenu ses lettres de noblesse sur le marché aux enchères de Mombasa, au Kenya. Et le gouvernement burundais voudrait faire de ses arômes si caractéristiques la signature de toute la filière. Incontournable dans le paysage, avec près de 10 000 ha de plantations, dont près de 80 % sont exploités par les villageois, la délicate feuille verte fait vivre plus de 60 000 ménages dans les collines. Elle est tout aussi essentielle pour les comptes de l'État en tant que première source de devises, avec une moyenne de 35 millions de dollars par an.

Elle pourrait cependant tellement mieux faire, de l'avis même des pouvoirs publics, qui semblent enfin avoir un plan de relance pour le secteur, sévèrement touché par les années de crise. « L'objectif est de jouer à la fois sur la qualité et la quantité », explique Emmanuel Ndayiziga. Les zones d'extension sont en cours d'identification, et l'OTB s'est engagé à moderniser et à faire certifier les cinq usines de ses unités de production (Buhoro, Rwegura, Teza, Tora et Ijenda).

L'Office compte faire de même avec une production qui s'est diversifiée. Au classique thé noir, qui représente l'essentiel des 11 000 tonnes exportées chaque année par le pays, s'ajoute désormais un thé vert, déjà reconnu mais pas encore suffisamment valorisé sur les marchés, tout comme le

thé dit orthodoxe, de plus haut standing, particulièrement apprécié des Russes.

« Le problème, reprend le responsable de l'OTB, est que les coûts de production de ces thés sont élevés. » Et donc difficilement supportables pour une filière sans appui financier depuis cinq ans. Des plans marketing ont été conçus afin de donner au « thé burundais » une identité forte. Ils vont

Au classique thé noir s'ajoute désormais le vert, reconnu mais pas encore assez valorisé sur les marchés, tout comme celui dit orthodoxe, très apprécié des Russes.

de la marque unique à la recherche de partenariats passés en direct avec des acheteurs, comme Lipton.

Mais, avant tout, « il faut faire revenir les investisseurs étrangers », insiste Emmanuel Ndayiziga. Son homologue de l'Office pour le développement du café (Odeca), Emmanuel Niyungero, ne dit pas

autre chose. Sauf que son secteur revient de plus loin encore, puisqu'aux troubles politiques s'est ajouté le désintérêt manifeste de l'État pour sa filière caféicole pendant plus de dix ans. Créé en 2020, l'Odeca semble pouvoir compter sur le soutien financier des pouvoirs publics, notamment pour la remise en état des installations industrielles. En attendant l'arrivée des investisseurs privés.

Un arabica d'exception

Aujourd'hui, le Burundi exporte en moyenne 18 000 t de café vert par an, soit deux fois moins qu'au début des années 2000. Les superficies plantées ont été ramenées à 35 000 ha, contre près de 60 000 ha il y a une quinzaine d'années. L'heure est donc « à la redynamisation de la filière », pour reprendre la formule d'Emmanuel Niyungero. Et, comme pour la théiculture, la stratégie consiste à s'appuyer sur la qualité établie du café burundais auprès des professionnels « pour gagner en visibilité auprès des consommateurs », souligne le responsable de l'Odeca. Celui-ci prévoit également d'ouvrir des espaces de représentation sur certains marchés ciblés, comme la Chine, la Russie ou encore le Royaume-Uni.

Pour conquérir sa place au niveau international tout en valorisant un arabica « qui pourrait être vendu le double de son prix », l'Office a pour objectif de renouveler son verger et de l'étendre, mais aussi de moderniser ses stations de lavage et ses usines de déparchage afin de retrouver les rendements d'antan. ●



Un nuage de lait

Située à une vingtaine de kilomètres de Bujumbura, Buringa devrait bientôt abriter un complexe laitier aussi moderne qu'unique dans le pays. Depuis la fin de 2020, la société burundaise Life Way Company (LWC) a démarré l'activité de sa ferme de 500 vaches, à laquelle doivent progressivement s'adosser, d'ici à la fin de 2021, une laiterie industrielle, une pharmacie vétérinaire et un centre de renforcement des capacités des éleveurs. Le site se distingue des autres laiteries du pays par sa taille et par

la variété de produits qu'il s'apprête à fournir. Selon Amandine Niyubahwe, une de ses responsables, « plus de 40 dérivés du lait seront produits ici : du beurre, des fromages, des yaourts, de la crème fraîche... » Autant de denrées qui ne seront plus importées.

Ankole, frisonnes et brunes des Alpes

Prosper Ndangamira, le directeur du site, voit plus loin. Il a déjà su faire preuve d'audace en élevant des vaches plutôt inhabituelles au Burundi, des frisonnes (qui produisent plus de

lait que la traditionnelle ankole burundaise) et des brunes des Alpes (particulièrement adaptées à l'altitude et à la chaleur). Il compte doubler son cheptel d'ici à 2023. Mais son grand projet, à terme, c'est d'avoir les moyens de collecter un maximum de la production laitière du Burundi pour la transformer et la valoriser. L'objectif est de répondre, d'abord, à la demande intérieure, mais Prosper Ndangamira ne s'interdit rien et regarde déjà avec attention en direction des marchés des pays partenaires de la Communauté

d'Afrique de l'Est (EAC) pour y distribuer ses produits laitiers made in Burundi. Même si elle est encore partielle, l'entrée en activité du complexe est déjà une aubaine pour les éleveurs de la région, régulièrement obligés de jeter une grande partie de leur production faute d'avoir pu la transformer. Plus généralement, ce sera une chance pour Buringa, puisque LWC prévoit de créer plusieurs centaines d'emplois directs et indirects au sein de ses installations. ●

Callixte Ndayiragije,
à Bujumbura

INFRASTRUCTURES

Bujumbura à bon port

L'unique voie d'accès lagunaire du pays n'a jamais cessé de fonctionner, et a même battu son record de trafic en 2020. En outre, le chantier de sa modernisation a débuté, sous la houlette de la coopération japonaise.

OLIVIER CASLIN

En ce mois de juillet 2021, plus que jamais Bujumbura est un port en eau profonde. Avec l'arrivée de la saison humide ces derniers mois, les eaux du lac Tanganyika sont montées de deux mètres, augmentant d'autant le tirant d'eau de l'unique interface portuaire du Burundi. Ce qui est généralement perçu comme une bonne nouvelle pour un port côtier (prêt à payer très cher pour gagner en profondeur) est plutôt vécu comme une possible catastrophe dans un port lacustre. « Nous sommes confrontés à des vagues énormes qui abîment nos infrastructures. Et nous risquons de voir nos terre-pleins inondés », craint Bonaventure Sinzobakwira, directeur général de Global Port, unique opérateur sur le terminal de Bujumbura depuis 2012. Ne restent aujourd'hui qu'une soixantaine de centimètres de sécurité entre le niveau des eaux du lac et celui des quais. « Le risque de voir le port contraint d'arrêter ses activités est réel », poursuit-il.

Ce serait une première pour le port de Bujumbura. Construit dans les années 1950 par les Belges, il n'a jamais cessé de fonctionner. Durant la crise de ces cinq dernières années, il a certes vu fondre le volume des marchandises traitées, qui sont tombées au plus bas en 2015, à 100 000 tonnes, mais il en a manutentionné 220 000 t en 2020. De quoi établir un nouveau record, même si les trois quarts des volumes d'échanges commerciaux du pays passent toujours par la route plutôt que par le lac. Le port de Bujumbura réceptionne donc encore très peu



Le quai principal, en juin, avant le démarrage des travaux.

de conteneurs. Ses trafics sont en grande majorité constitués de vrac solides (céréales, sucre, ciment, etc.) et liquides (20 000 t/an de produits pétroliers destinés à la RD Congo). Chaque mois, une quarantaine de navires d'une capacité maximale de 1500 t de port en lourd viennent faire escale le long du quai principal de 400 m ou du terre-plein réservé aux colis lourds qui lui fait face.

Changement d'échelle

Bujumbura est régulièrement relié au port zambien de Mpulungu, qui l'approvisionne en matériaux de construction, et à celui de Kalemie, en RD Congo, qui fournit le Burundi en charbon et réceptionne les carburants entreposés à Bujumbura. Il est également relié au port de Kigoma,

en Tanzanie, qui est connecté par le rail à la porte maritime de Dar es-Salaam. Avec peu de perspectives d'augmentation de trafic dans l'immédiat, tant que la ligne ferroviaire traversant la Tanzanie n'aura pas été modernisée. La Banque mondiale a prévu de décaisser 500 millions de dollars sur cinq ans pour rénover les voies.

« Une nouvelle liaison pourrait doper les volumes du port de 200 000 t supplémentaires », estime Bonaventure Sinzobakwira, ce qui permettrait donc d'atteindre à terme le trafic annuel de 500 000 t, pour lequel le port avait été dimensionné à son origine. « Pour cela, encore faudrait-il réorganiser nos services afin d'être opérationnels 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 », reprend le →

MODERN DAIRY BURUNDI

une usine à la pointe de la technologie

Modern Dairy Burundi (MDB) est un des acteurs clés dans le développement de l'agro-alimentaire au Burundi. Il est le premier à avoir introduit, entre autres, la technique de production du lait UHT conservable plusieurs mois.

De gros tanks de collecte de lait, de 3, 6, 10 mille litres, se remarquent à l'entrée de l'usine. Dans ces derniers, on y décharge la livraison journalière qui oscille entre 9 et 12 mille litres. Chaque année, MDB vend plus ou moins de 3 600 000 litres de lait sur le marché local en attendant l'extension de l'usine, en cours, pour la production des produits adaptés aux marchés d'export.



UNE SOCIÉTÉ AUX NORMES INTERNATIONALES

Pour entrer à l'intérieur de l'usine, blouse blanche, protège tête, bottines sont obligatoires. À l'intérieur tout est blanc. Le sol, les murs, les portes. L'usine est dotée d'équipement moderne de la réception à la salle de conditionnement aseptique.

Pour un contrôle poussé, les échantillons de lait doivent passer dans un laboratoire pour un test, à la livraison et après la production. Tout fonctionne de façon automatique. Le suivi est très rigoureux à partir de l'éleveur, passant par les centres de collecte et le transport jusqu'à la transformation à l'usine. D'où l'obtention d'une certification ISO 22000-2018, délivré par des maisons spécialisées après une étude minutieuse des procédures de production et de contrôle qualité.

L'ÉCONOMIE ET LE SOCIAL FONT BON MÉNAGE

MDB a signé des conventions de partenariat avec 20 centres de collecte, gérés par ces éleveurs regroupés en coopératives avec chacune plus ou moins 350 membres dans 9 provinces. Chaque CCL est équipé d'un système de réfrigération, un laboratoire et un groupe électrogène.

Au final, c'est plus de 3 milliards de francs burundais qui sont injectés par la MDB dans la filière élevage chaque année. Grâce à ce partenariat, la société permet aux éleveurs de passer de l'économie informelle à l'économie formelle avec, entre autres avantages, l'accès au crédit. Également, au sein de l'usine, on y croise régulièrement des étudiants, en stages de fin d'année, venus de différentes universités.

Le gouvernement, à travers le ministère de l'Éducation National, a retenu le lait de MDB dans le cadre du PNAS (Programme nationale d'alimentation scolaire).

DES PERSPECTIVES D'AVENIR AMBITIEUSES

Depuis des années, le Burundi ne disposait plus de laiterie capable d'une bonne collecte et transformation. Avec l'introduction de près de 50 000 têtes de bétail par les programmes FIDA, 2009-2017, le pays a fait face à un autre problème de conservation et d'écoulement de grandes quantités de lait résultant de ce projet.

Dans le souci d'augmenter la capacité de collecte, MDB a un programme d'importation de plus de 2000 vaches à haut rendement (30l/jr) sur une période de 2 ans. Ce programme vise à l'amélioration du cheptel et vient aussi répondre à la politique nationale d'élevage par stabulation permanente.

Elle veut conquérir aussi la RDC (nord et sud Kivu : 38 millions habitants). C'est dans ce cadre qu'elle initie de vastes chantiers: extension de son usine, introduction de nouveaux produits sur le marché (jus, yaourt de longue conservation, etc.) Nul doute, une conquête de toute l'Afrique est en vue.



MODERN DAIRY BURUNDI

Avenue Nyabitsindu, Quartier Industriel de Buterere
 Courriel : info@mdbnatura.com • shadly@mdbnatura.com
 Tél : (+257) 22 23 72 38

www.mdbnatura.com

→ directeur général de Global Port. L'arrivée de volumes de trafic supplémentaires acheminés par rail favoriserait la réception de conteneurs sur Bujumbura, qui pourrait alors équiper son bassin de nouvelles grues. Un changement d'échelle pour le port lacustre, qui, de son côté, nourrit ses propres rêves de grandeur.

Bientôt un terminal à conteneurs

L'autorité portuaire travaille en effet au premier projet de modernisation de son bassin depuis sa dernière réhabilitation de taille, dans les années 1980. Pour l'occasion, elle peut compter sur le soutien technique et financier de l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica), dont les premiers experts ont débarqué au Burundi en mai 2021. Le plan de développement prévoit deux

phases. La première, d'un montant de 31 millions de dollars, porte, entre autres, sur le dragage de l'ensemble du bassin portuaire, la construction d'un véritable terminal à conteneurs de 300 mètres (sur le quai remis à neuf, aujourd'hui réservé aux colis lourds), ainsi que sur la réalisation d'un chantier naval – jusqu'à présent, il n'en existe aucun sur les berges du lac.

La seconde phase prévoit un investissement de 53,8 millions de dollars pour la modernisation du quai principal, la réfection des digues et des phares existants, ainsi que la construction d'une nouvelle jetée pour protéger l'entrée du port. Ces équipements devraient favoriser le démarrage de nouvelles activités, dans le roulier et dans le transport de passagers.

Les travaux ont démarré avec un peu de retard, le temps pour les Japonais de tenir compte du contexte provoqué par la montée soudaine des eaux, qui les a obligés à revoir leurs calculs. La livraison des premiers travaux est attendue dès la fin de 2021, l'ensemble du chantier devant s'étaler jusqu'en 2025.

À cette date, le port de Bujumbura espère dépasser le demi-million de tonnes traitées annuellement, surtout si, entre-temps, la situation avec le Rwanda est suffisamment apaisée pour que ce dernier réutilise le port burundais, comme il le faisait avant 2015. « Les projections de trafic devraient alors être prometteuses », veut croire Bonaventure Sinzobakwira, au nom de Global Port, unique concessionnaire des quais jusqu'en 2042. ●

QUESTIONS À...

Christian Nibasumba

Représentant au Burundi de TradeMark East Africa (TMEA)

« Notre objectif : l'intégration régionale grâce au commerce »



Jeune Afrique : Quelles sont les principales missions de TMEA ?

Christian Nibasumba : Organisation régionale fondée en 2009, TMEA est directement liée à la Communauté d'Afrique de l'Est [EAC]. Elle dispose de bureaux dans les six pays qui en sont membres, ainsi qu'en RD Congo, qui devrait intégrer l'EAC. Nous travaillons étroitement avec les institutions sous-régionales et, au niveau national, avec les gouvernements, le secteur privé et la société civile. Notre mission est de renforcer l'intégration

régionale à travers les échanges commerciaux. Nous disposons d'un fonds de 1,1 milliard de dollars pour investir dans des projets définis en accord avec nos bailleurs de fonds que sont les agences de coopération européenne et américaine. Nous travaillons aujourd'hui dans 13 pays à travers le continent.

Dans quels types de projets êtes-vous présents au Burundi ?

Notre première mission, en 2010, a été de moderniser et de réorganiser l'Office burundais des recettes pour le mettre

aux mêmes standards que ceux des autres membres de l'EAC. En 2018, nous avons inauguré le poste frontalier à arrêt unique de Kobero-Kabanga, sur la frontière avec la Tanzanie, où passent près de 90 % des marchandises du pays. Nous souhaitons désormais faire la même chose du côté de la RD Congo, mais nous devons identifier l'organisme prêt à déboursier les 8 à 10 millions de dollars nécessaires.

De quels fonds disposez-vous pour investir dans le pays aujourd'hui ?

Nous sommes dans une phase de relance au Burundi, avec une enveloppe de 7,5 millions de dollars pour la période 2017-2023. À titre de comparaison, nous disposons de 54,5 millions de dollars à investir entre 2010 et 2017, mais la majeure partie de cette somme a été gelée à la suite de la crise qu'a traversée le pays. Nous suivons donc avec la plus grande attention la reprise des discussions entre le gouvernement burundais et l'Union européenne. ●

Propos recueillis par Olivier Caslin

jeuneafrique

Bien s'informer, mieux décider



ABONNEZ-VOUS !



OFFRE PRINT
12 numéros par an

69€
~~129€~~

OFFRE PRINT+DIGITAL

12 numéros par an,
accès illimité aux articles sur
jeuneafrique.com

99€
~~129€~~



Pour les abonnements entreprises,
merci de nous contacter au + 33 (0)1 44 30 19 03



BULLETIN D'ABONNEMENT

à renvoyer avec votre règlement à : Service Abonnements Jeune Afrique - 56, rue du Rocher - 75008 Paris - France

+ SIMPLE + RAPIDE
abonnez-vous sur
www.laboutiquejeuneafrique.com

☒ **OUI**, je m'abonne

à **Jeune Afrique**

Je choisis ma formule en cochant
la case correspondante

Offre été - Print - 1 an		
France	UE	Reste du monde
☐ 69€	☐ 104€	☐ 109€

Offre été - Print+Digitale - 1 an		
France	UE	Reste du monde
☐ 99€	☐ 134€	☐ 139€

Pour une licence digitale multi-utilisateurs,
contactez-nous au 01 44 30 19 34 ou
par mail : mkt@jeuneafrique.com

Mes coordonnées : ☐ Mlle ☐ Mme ☐ M.

Nom* : Prénom* :

Société :

Adresse* :

Code Postal* : Ville* :

Pays* : Téléphone mobile* :

E-mail* : @

* Champs obligatoires.

Mon règlement :

Je règle par :

☐ Chèque (joint à l'ordre de SIFIJA)

☐ Virement bancaire : CIC Paris EST Taitbout GCE - 11 bis, Bd Haussmann - 75009 Paris - I BAN FR76 3006 6106 6000 0100 4680 237

Je souhaite recevoir par e-mail des offres de la part de Jeune Afrique Media Group : ☐ OUI ☐ NON

Je souhaite recevoir par e-mail des offres de partenaires de Jeune Afrique Media Group : ☐ OUI ☐ NON

Date et signature obligatoires

www.jeuneafrique.com/abonnements/

+33(0)1 44 70 14 74

abonnement-ja@jeuneafrique.com

Service Abonnements Jeune Afrique
56, rue du Rocher - 75008 Paris - France

Offre valable jusqu'au 01/09/2021 en France métropolitaine. Les articles peuvent être achetés séparément.
Prix de vente au numéro : 7,90 €. Jeune Afrique est une publication de SIFIJA, S.C.A au capital de 15 000 000 €
au 57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris, France - SIRET 784 684 00025. Conformément à la loi informatique
et liberté du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant
en écrivant à supportclients@jeuneafrique.com

CODE : A3103

ENTREPRENEURIAT

Business et patriotisme

Que ce soit dans les technologies, la communication ou la mode, ces jeunes patrons ont créé des sociétés dans des secteurs porteurs, avec une même envie d'être utiles à leur pays, et de le montrer sous un jour positif et moderne.



Jean-David et Isaac-Newton Fikili

Fratrerie high-tech

Dans la famille Fikili, on a l'esprit d'entreprise. À 29 ans, Jean-David est en passe de lancer les activités de sa seconde société, pendant que son cadet, Isaac-Newton, 22 ans, continue de jeter les bases de la sienne, créée au début de 2020, dès ses études terminées. Les deux frangins se sont chacun rapidement fait un prénom dans ce qu'Isaac-Newton appelle « l'écosystème numérique de Bujumbura », qu'ils ont très largement contribué à développer.

Informaticien de formation, Jean-David Fikili a démarré sa carrière en 2015, en tant que webmaster d'un média en ligne local, qui, avec plus de 100 000 vues quotidiennes, lui apporte une visibilité certaine dans un secteur où tout est à faire. Il fournit par ailleurs des solutions informatiques à des entreprises et à des associations du Burundi. C'est en 2019 qu'il crée avec un associé la start-up Sokoni, « pour faciliter aux gens l'accès aux services en ligne des entreprises et des administrations », en particulier dans la fin-tech, l'agrotech et le mobile money. Sa prochaine société, qui devrait voir le jour dans quelques mois, suit le même principe, mais en direction cette fois de la très grande

majorité des Burundais utilisateurs d'un téléphone 2G ou 3G. Avec ses associés kényans, il espère pouvoir leur offrir les mêmes applications que celles accessibles aux détenteurs de smartphone.

Isaac-Newton Fikili construit lui aussi le présent et le futur numérique du Burundi. Pendant ses études d'ingénieur en génie civil, il est blogueur pour des think tanks libéraux, s'intéresse à l'économie de son pays et découvre les difficultés d'y être entrepreneur, surtout quand on est jeune. Ses diplômes en poche, il fonde dans la foulée Kit-Hub, une plateforme multidirectionnelle destinée à sensibiliser les jeunes à l'entrepreneuriat et à les y accompagner en mutualisant les expertises de chacun. Isaac-Newton Fikili est à l'affût de toute idée innovante susceptible d'aider la génération des patrons burundais de demain : networking, coworking... À commencer par son frère, qui suit avec attention son initiative FEM-DEV, destinée à encadrer les femmes dans les différents secteurs de la tech. Avant, peut-être, de bientôt travailler sur un projet commun. ●

Olivier Caslin



DR

Rossalynn Kamariza En tout genre

Depuis une dizaine d'années, Rossalynn Kamariza est incontournable dans le paysage médiatique du Burundi. À 37 ans, elle est à la tête de l'entreprise multi-sectorielle Ingo (« Venez voir », en kirundi). Cette rédactrice en chef a délibérément choisi de se concentrer sur les aspects « positifs » de son pays, où il y a tant de choses à contempler. Un parti pris qui a permis à *IngoMag*, trimestriel lancé en décembre 2017, de vite trouver son lectorat tant auprès des Burundais de l'intérieur que de ceux de l'extérieur, plus vraiment habitués à lire de telles informations sur leur pays en crise. Tiré à 3 000 exemplaires, ce magazine sur papier glacé est distribué gratuitement dans les ministères, les administrations et les ambassades du Burundi. « Nous avons déjà été présents dans plus de 60 pays », précise Rossalynn Kamariza, qui finance sa publication en organisant des *fashion shows* et des concerts, et grâce à la publicité.

Passée par les secteurs du marketing et de la communication au début de sa carrière, elle a progressivement étoffé ses activités, ajoutant au magazine les réseaux sociaux, la communication et les panneaux publicitaires, en attendant la création d'une chaîne de télévision pour laquelle elle vient juste de recevoir l'agrément. Avec sa filiale Ingotech, elle a lancé son groupe dans les secteurs de la tech et de la santé, même si cette dernière activité est en sommeil avec la pandémie. Elle prévoit également de démarrer très vite sa propre compagnie de « tuk-tuks » (transporteurs motorisés). Aux 25 salariés du groupe s'ajoutent plus de 700 intérimaires, dont la plupart sont des femmes. « Leur rendre toute leur place dans la société », c'est l'autre combat de Rossalynn Kamariza. Même s'il faut pour cela bousculer les mentalités. Chez Ingo, les femmes écrivent des articles, dirigent des équipes, mais collent aussi des affiches 4 x 3 en ville et, bientôt... tiendront le guidon des taxis tricycles. ●

O.C.

Yvette Kaneza Créatrice modèle

À moins de 40 ans, Yvette Kaneza est une cheffe d'entreprise comblée. Née en 1982 dans la province de Muyinga, aînée d'une fratrie de cinq enfants, elle a la tête aussi bien faite que son sourire est irrésistible. Lequel colle parfaitement à son style et aux vêtements qu'elle porte et qu'elle conçoit depuis 2012, sous la griffe Le Reflet. « Depuis son enfance, elle voulait créer », assure sa mère, Marie-Laetitia. Yvette Kaneza, passionnée de mode, envisage très jeune de lancer sa propre entreprise, sa propre marque. Elle opte pour un cursus économique à l'Université de Bujumbura afin d'apprendre à gérer son futur business. Elle doit cependant interrompre ses études et trouve un emploi « alimentaire » chez un distributeur de services en ligne, où elle ne fait que passer, avant de rentrer au bureau burundais de l'International Rescue Committee. Dans le même temps, elle continue de dessiner des vêtements. « Elle conçoit chaque jour un nouveau modèle », témoigne Jeanne Bukuru, l'une de ses 25 employés.

En mai 2019, à la grande surprise de ses collègues, elle décide de quitter l'organisation pour se consacrer à plein temps à son entreprise, Le Reflet, qui au fil des années s'est fait un nom, notamment sur le marché ougandais voisin, où la marque est présente depuis 2016. Aujourd'hui, ses créations rencontrent également un vrai succès au Burundi. Un exemple rare dans une industrie encore balbutiante sur les rives du lac Tanganyika, où cette créatrice fait figure de modèle. ●

Callixte Ndayiragije



DR

CHOSSES VUES



VINCENT FOURNIER/IA

Gaël Faye*Rappeur et écrivain*

La forêt de Musigati et la disparition des lucioles

« J'ai acheté un bout de forêt, je l'ai offert aux enfants, et on y a construit une cabane pour y dormir. »

J'ai retrouvé cette phrase écrite de la main de mon père au dos d'une photo datant de 1988. Sur le cliché un peu flou, ma sœur et moi sommes assis sur les genoux paternels devant l'entrée d'une case en bois. Mon père venait de faire l'acquisition d'une colline à l'entrée du village de Musigati, dans le nord-ouest du Burundi, à la lisière du parc national de la Kibira, la plus vieille et la plus vaste réserve forestière du pays. À cette époque, Musigati était un petit centre administratif au fond d'une vallée, avec pour seuls espaces collectifs un modeste marché de produits vivriers et un débit de boissons. Les rares habitations étaient dispersées sur les collines environnantes.

Depuis le XIX^e siècle, le Burundi, pays de collines, compte parmi les peuplements les plus denses du continent africain. Cette pression démographique façonne les paysages sur une grande partie du territoire. La conséquence est une disparition des essences originelles et une dégradation de la végétation dues à la pression concomitante des troupeaux de vaches, des feux de brousse, de l'abattage des arbres destinés à la construction et à la fabrication de charbon de bois, des terres à cultiver. C'est la raison pour laquelle mon père n'hésita pas un instant à acheter « un bout de forêt » lorsqu'il découvrit la région de Musigati. C'était une aubaine ! Lui qui se rêvait en Henry David

Thoreau (1817-1862), il avait trouvé son « Walden » ! À 60 kilomètres de Bujumbura – où nous vivions –, il existait encore une région sauvage, quasiment vierge de l'empreinte de l'homme et du fameux « progrès » que vantaient et rabâchaient tous les discours politiques de l'époque.

Un enchantement

À la fin de chaque semaine d'école, j'embarquais dans la camionnette bringuebalante de mon père pour une véritable expédition. Il nous fallait compter plus de trois heures d'une route poussiéreuse et cahoteuse pour nous rendre à Musigati. La parcelle de mon père était une colline de quelques hectares, recouverte d'une dense végétation, qui abritait une faune importante d'oiseaux, de rongeurs et de reptiles. Un sentier menait jusqu'au sommet de la colline, dans une clairière où nous avions construit une simple cabane, sans porte ni fenêtre, avec des troncs d'arbres et un toit de paille. Nous dormions à même le sol, sur la terre battue, dans des sacs de couchage.

À la nuit tombée, nous partions en promenade en suivant l'écheveau complexe de sentiers qui reliait les habitations des collines entre elles. Le chemin était éclairé par une multitude de lucioles posées sur les plantes telles des guirlandes surnaturelles. Ils nous semblaient que mille feux embrasaient la nuit et la forêt. Parfois, nous enfermions ces petites bestioles dans des bouteilles en verre avec l'espoir d'en faire des lanternes. Mais alors les lucioles cessaient aussitôt de s'illuminer.

Encore aujourd'hui, le souvenir de ces nuits de promenade sur les collines de Musigati reste gravé comme un enchantement profond de mon enfance.

En 1993, à la suite d'un violent coup d'État et de l'assassinat par l'armée du premier président de la République démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, le pays sombra dans une guerre civile terriblement sanglante. Musigati ne fut pas épargné, et de nombreux massacres eurent lieu sur les collines de la localité. Le village devint un camp de déplacés. Des groupes armés hutu se replièrent dans la forêt de la Kibira pour combattre l'armée régulière principalement composée

**Je me souviens de
mon malaise, à la fin
des années 1990, face
à ce groupe d'enfants
atteints de kwashiorkor,
les cheveux blonds
et le ventre protubérant.**

de Tutsi. La route pour Musigati devint dangereuse, des mines antichars étaient posées sur la piste par les rebelles, et des embuscades se produisaient régulièrement. Cependant, mon père continua de se rendre régulièrement sur sa colline, mais le contexte ne lui permettait plus de passer la nuit sur place.

La guerre dura plus de dix ans. Le pays subit un embargo commercial, et des épisodes de sécheresse touchèrent de nombreuses régions, provoquant des famines. Ce fut le cas de la région de Musigati. Je me souviens de mon malaise, à la fin des années 1990, face à ce groupe d'enfants atteints de kwashiorkor, les cheveux blancs et le ventre protubérant, me fixant de leurs grands yeux vifs enfoncés dans leurs orbites.

En 2005, à la suite des accords de paix sous l'égide des présidents tanzanien Julius Nyerere et sud-africain Nelson Mandela, le pays retrouva une paix précaire. Des projets de développement furent lancés un peu partout. Une route asphaltée relia Bujumbura à Bubanza, la capitale de la province.

Du jour au lendemain, Musigati se trouva à une heure de route de la capitale. La région fut électrifiée, et en quelques années la population explosa. La pression démographique toujours plus forte poussa les plantations à rogner chaque jour un peu plus sur la forêt de la Kibira, aggravant le phénomène d'érosion des sols. Signe d'un changement d'époque, les discours politiques sur

les questions environnementales et le réchauffement climatique ont peu à peu remplacé ceux des années 1990 sur le progrès et la démocratie.

Les nuits ont perdu leur majesté

Aujourd'hui, le Burundi est touché par des périodes de grande sécheresse, suivies de pluies torrentielles causant des dégâts considérables et une érosion des sols, une augmentation de la température du lac Tanganyika provoquant la disparition de poissons endémiques et l'apparition de la malaria dans des régions de haute altitude jusqu'alors épargnées... Autant d'événements attribués aux modifications climatiques.

Pourtant, au début du XXI^e siècle, un Américain moyen – sans tenir compte des différences de classes sociales – émettait autant de CO₂ que plus de 500 habitants du Burundi. Paradoxalement, les conséquences de ces changements climatiques pèsent beaucoup plus sur un pays comme le Burundi, où les populations sont particulièrement vulnérables, que sur les pays du Nord, grands émetteurs.

Il y a quelques années, je suis retourné à Musigati. La forêt qui

recouvrait la colline de mon père avait été rasée. La nuit n'était plus constellée de lucioles. Elles avaient tout simplement disparu. J'ai appris que la « disparition des lucioles » est au centre d'un texte du poète et cinéaste italien Pier Paolo Pasolini. Voilà ce qu'il en disait dans son article paru en 1975 dans le *Corriere della Sera* : « Au début des années 1960, à cause de la pollution atmosphérique et, surtout, à la campagne, à cause de la pollution de l'eau, les lucioles ont commencé à disparaître. Cela a été un phénomène foudroyant et fulgurant. Après quelques années, il n'y avait plus de lucioles. »

L'histoire récente du Burundi oscille tragiquement entre des cycles de violence à répétition, une crise économique et politique profonde et des périodes de paix précaire.

Les lucioles ne sont plus là pour éclairer les ténèbres. Les nuits ont perdu de leur majesté. Le réchauffement climatique est un danger pour le vivant et pour l'avenir de la planète. Il détruit des écosystèmes, mais il détruit aussi une chose bien plus grande et imperceptible. Il tue le chant poétique du monde. ●

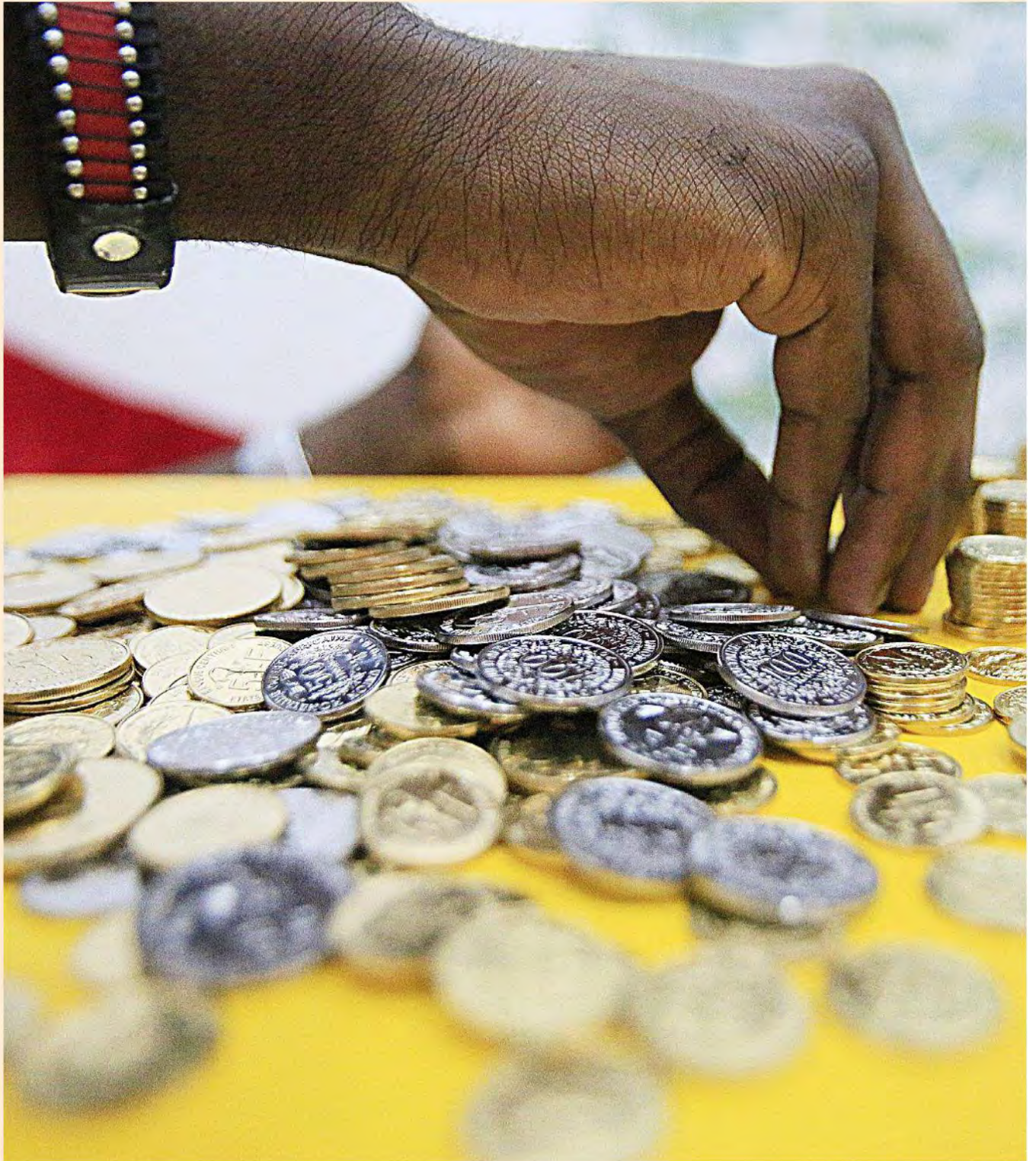


Musigati, 1988. Gaël Faye et sa sœur, Johanna, sur les genoux de leur père.



ARCHIVES PERSONNELLES GAËL FAYE

Économie



La galaxie dorée de Naguib Sawiris

Banque et développement CDC Group persiste et signe en Afrique

Interview Nicolas Terraz, patron Afrique subsaharienne de TotalEnergies

Banque Georges Wega, premier de cordée au sein de Société générale

Start-up Un quintuplé gagnant de la healthtech

La transition vers l'eco aura un impact tant sur les grands équilibres économiques que sur les transactions du quotidien.

MONNAIE

Franc CFA, le flou d'après

Banquiers, économistes, gestionnaires de fonds...
Les financiers de la zone Uemoa font face à la
révolution monétaire en cours avec plus ou moins
d'appréhension.

ALAIN FAUJAS

Après un nouveau report du lancement de la monnaie unique de la Cedeao, qui devait voir le jour en 2020, la date putative de la transition est fixée à 2027 par les quinze chefs d'État et de gouvernement concernés. Est-ce que cette fois sera la bonne ? Le doute est légitime, car le délai pour créer l'eco est très court. Les huit pays membres de l'Uemoa tardent à ratifier l'abandon de l'anachronique franc CFA. Le Nigeria boude cette démarche des pays francophones. On voit peu d'amélioration de la convergence entre les États candidats à l'union monétaire. Le cours de l'eco sera-t-il fixe ou flexible ? Sa Banque centrale sera-t-elle vraiment indépendante ?

Les acteurs économiques sont nombreux à se préoccuper du flou qui entoure cette révolution monétaire et l'expriment dans un éventail d'analyses qui va de l'optimisme à l'inquiétude la plus vive. Représentants de

ces deux extrêmes : Jean-Luc Konan, directeur général de Cofina (spécialiste de la mésofinance), et Luc Rigouzzo, cofondateur de la société de capital-investissement Amethis. L'Ivoirien Jean-Luc Konan constate cette inquiétude chez ses partenaires qui sont habitués à la sécurité du franc CFA, mais il ne la partage pas. « J'ai travaillé au Ghana et j'ai constaté que le change flexible était parfaitement gérable, rappelle-t-il. Il nous force à anticiper les gains et les risques de nos opérations, à renforcer nos compétences en matière de gestion du risque de change. Nous quittons d'ailleurs le confort de l'arrimage à l'euro à chaque fois que nous faisons des transactions en dehors de la zone, notamment avec la Chine ou les États-Unis. Les techniques de change ne bougeront pas. »

Pas de changement majeur donc, mais des précautions à prendre. « Entre le moment de la commande d'un bien à l'étranger et celui de sa

LEGIAN KOULA/EPAMAXPPP

livraison, nous déterminerons le prix final vraisemblable avec l'acheteur. Il nous faudra utiliser les mécanismes de couverture traditionnels, les achats et ventes à terme, des options de change ou de swap de devises », explique le financier ivoirien. À ses yeux, le plus important est « que cet élargissement de notre horizon économique et monétaire à quinze pays se fasse en plusieurs étapes, selon un processus bien maîtrisé. Les États devront veiller au respect des critères de convergence, en l'occurrence l'inflation, le déficit budgétaire et la dette publique ».

Risque de dépréciations

Cette approche ne fait pas l'unanimité. Nombre de dirigeants pointent plutôt le risque de dépréciations successives qu'un taux de change entièrement flexible ferait courir à la région. « La dévaluation du franc CFA en 1994 a été favorable aux exportateurs agricoles, mais pas aux consommateurs urbains. Or ces derniers sont devenus majoritaires en Afrique et dépendent de produits d'importation », avertit Luc Rigouzzo, qui indique l'éventuel renchérissement en monnaie locale constant des biens importés et la conséquente érosion permanente du pouvoir d'achat des classes urbaines moyennes et pauvres. Une évolution grosse de risques d'exacerbation des tensions sociales. « Nos pays ont une balance commerciale déficitaire. Cela suppose d'importantes réserves de change pour faire face aux engagements commerciaux extérieurs. Il y a un vrai danger de déclencher une inflation terrible en cas de tension sur ces réserves », complète, depuis Abidjan, Youssouf Carius, fondateur de Pulsar Partners, qui gère un portefeuille d'investissements de 6,5 milliards de francs CFA (10 millions d'euros).

Les effets vont au-delà des grands équilibres macroéconomiques. « Les épargnants sont mal rémunérés par des taux qui ne dépassent souvent pas 2 %. Le passage d'un change fixe, où l'inflation oscille entre 2 % et 3 %, à un régime de change flexible, où elle atteint généralement entre 8 % et 10 %, pourrait gravement pénaliser les plus pauvres », décrypte Georges

Vivien Hounghonon, l'économiste et administrateur du think-tank L'Afrique des idées.

Pour Youssouf Carius, l'absence de débat sur la jugulation des cycles des prix des matières premières d'exportation, socles de bien des pays de la région, est une source majeure de préoccupation. Une autre – qui lui est directement liée – tient à l'absence de visibilité sur le régime de change de la future monnaie et sur son calendrier de mise en œuvre. « Depuis 2003, on ne sait toujours

Le passage à un taux de change flexible où l'inflation atteint 10 % pénaliserait gravement les plus pauvres.

pas si la valeur de cette monnaie sera garantie, comme celle du franc CFA, ou en fluctuation constante, comme le naira, regrette Youssouf Carius. Un producteur malien de mangues non transformées destinées au marché de Rungis, en France, peut vivre quelque chose de violent avec un taux de change flexible, car il maîtrise moins son prix de vente, et si l'eco chutait, il n'aurait plus une recette "garantie" sur la durée. Je suis plutôt partant pour adosser l'eco

à un panier de monnaies qui adoucirait les fluctuations monétaires », complète Jean-Marc Savi de Tové, associé d'Adiwale Partners, gérant d'un fonds de 50 millions d'euros visant les PME en zone Uemoa.

Au-delà du régime basique de change, les modalités pratiques du futur système sont tout aussi importantes, alertent les investisseurs de la région. « Prendre son indépendance monétaire et créer un espace monétaire regroupant francophones et anglophones, c'est très bien. Mais, concrètement, quel sera le panier de monnaies auquel l'eco s'adossera s'il est flexible? Quelles institutions mettre en place pour le défendre? Comment concilier les intérêts divergents des pays exportateurs et des pays importateurs de pétrole, ou à l'intérieur d'un même pays entre les importateurs, partisans d'une monnaie forte, et les exportateurs, qui la souhaitent faible? » presse Paul Derreumaux, président d'honneur de Bank of Africa et économiste.

« Avec un eco en régime de change flexible, les pays de la zone CFA connaîtraient une dévaluation monétaire par rapport aux cours actuels du franc CFA, ce qui augmenterait la valeur des importations et aggraverait leur déficit commercial au moins pour un temps. Les importateurs en pâtiraient et risqueraient de fuir massivement l'eco en attendant l'installation définitive de la nouvelle monnaie. Il faudra leur fournir des garanties



Les économistes craignent une érosion du pouvoir d'achat des populations urbaines.

OLIVIER POURJA



Bruno Le Maire et Romuald Wadagni, ministres de l'Économie de la France et du Bénin, après avoir signé l'accord sur la réforme du franc CFA, à Abidjan.

pour maîtriser ces risques », décrypte Georges Vivien Houngbonon.

Jean-Marc Savi de Tové, pour sa part, souhaite que « la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) éduque plus les populations » et que « les gouvernants disent comment les pays de la Cedeao vont faire converger leurs économies ainsi que les mesures d'accompagnement prévues pour les pays les moins préparés ». « Il nous faut trouver un équilibre entre "notre" monnaie à tout prix et la réalité économique, estime-t-il. Ce qui doit primer, c'est que nos jeunes aient du travail, et nos populations, de quoi manger. » Un avis proche de celui de Paul Derreumaux, qui insiste : « Prétendre changer de monnaie en disant "tout va bien se passer" est trop simpliste. »

« Une monnaie commune avec le Nigeria, qui pèse autant que les quatorze autres membres de la Cedeao, ne peut qu'être totalement contrôlée par lui. La monnaie de la Cedeao sera la monnaie du Nigeria. Or la politique de change de ce dernier est gouvernée par le pétrole, ce qui n'est pas le cas des autres. La convergence des intérêts sera difficile à trouver. En revanche,

si le Ghana, la Guinée et l'Uemoa créaient une monnaie commune, fixe ou pas, et totalement indépendante de la France, si c'était leur choix, cela aurait du sens, car leurs économies sont plus convergentes et leurs tailles plus équilibrées », plaide Jean-Michel Severino, gérant du fonds éthique Investisseurs et Partenaires.

Oui à l'eco, mais...

En attendant, les financiers de la zone Uemoa doivent intégrer dans leur modèle – avec plus ou moins d'enthousiasme et d'appréhension – la nouvelle donne monétaire, aussi incertaine soit-elle. Youssouf Carius attend encore des clarifications des autorités. « Tant que je ne verrai pas le système se réformer, je ne réformerai pas mes activités. Et mes partenaires ne se préparent pas plus à l'eco. » Pour autant, l'investisseur ivoirien ne cache pas son exaspération : « La migration monétaire ne devrait pas être politique, mais économique. Quand on est dans le flou, on anticipe le pire et on se souvient que certains de nos collègues ghanéens ont perdu 40 % de leurs investissements en

raison des fluctuations monétaires provoquées par les risques pétroliers. » D'autres adoptent une attitude plus proactive. Ainsi, Jean-Marc Savi de Tové se prépare, lui, activement à l'arrivée du risque de change dans ses activités. « Nous n'utiliserons pas de produits de couverture du risque de change, car ils sont trop chers, déclare-t-il. Nous nous orienterons vers les secteurs les plus résilients. Nous serons plus sélectifs encore sur nos investissements pour pallier la baisse de visibilité », explique l'investisseur togolais.

Du côté d'Amethis Finance, la priorité est d'investir dans des économies diversifiées dont les monnaies sont relativement stables, mais moins dans les pays pétroliers. « Oui à l'eco ! Mais s'il n'est pas adossé à un panier d'autres grandes monnaies comme le dirham marocain, si sa flexibilité est totale. Cela accroîtrait la volatilité et les risques pour les populations et réduirait l'attractivité de l'Afrique de l'Ouest pour les investisseurs », prévient-il.

Jean-Michel Severino n'est pas moins critique à l'égard d'une →



JOSE CENDON/BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES

La rentabilité des investissements à la Bourse régionale des valeurs mobilières, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, pourrait être affectée.

→ situation qui cumule incertitudes, retards et incohérences. « Nous sommes perplexes face au futur monétaire, ce qui n'est pas propice aux décisions d'investissement, souligne-t-il. Aucune préparation matérielle de l'eco ne paraît enclenchée, et la situation est confuse entre l'Uemoa et de la Cedeao. » Cela pourrait conduire les investisseurs en devises à privilégier les investissements dans les secteurs d'exportation ou dans ceux qui peuvent se substituer aux importations, ce qui serait négatif pour le marché intérieur. « Les investissements ne sont pas automatiquement plus rentables et donc plus nombreux avec une monnaie flexible », affirme Jean-Michel Severino. « Un exemple récent pour nous est une sortie d'une banque ougandaise spécialisée dans la microfinance, dont la rentabilité, malgré sa performance économique, a été érodée par les dépréciations du shilling », ajoute l'ancien patron de l'Agence française de développement. « Si la monnaie commune se dévalue, cela attirera les investissements étrangers.

À condition que la Banque centrale leur garantisse transferts de capitaux et convertibilité. Un arbitrage devra être trouvé entre le contrôle des changes pour préserver la stabilité monétaire et la garantie aux investisseurs de pouvoir rapatrier leurs fonds si nécessaire », précise Georges Vivien Hounghonon.

Aucune préparation matérielle de l'eco ne paraît enclenchée, et la situation est confuse entre l'Uemoa et de la Cedeao.

Outre l'impact sur la rentabilité des investissements, l'évolution du régime monétaire aura également des conséquences pour les équilibres budgétaires des pays concernés. « Si la nouvelle monnaie se déprécie, si le déficit de la balance courante

s'aggrave, s'il n'y a pas assez d'investissements étrangers, certains États auront du mal à faire face à la charge de leur dette, notamment ceux qui ont une base fiscale étroite. Avant la mise en place de l'eco, les États devront ajuster leur fiscalité, faciliter la création d'industries pour améliorer leur capacité exportatrice et mieux s'insérer dans les chaînes de valeur mondiales afin de dégager des capacités financières supplémentaires », avertit Georges Vivien Hounghonon. De fait, l'économiste béninois ne serait pas surpris si le calendrier de naissance de l'eco était modifié, tant sa mise en place nécessite d'approfondir une réflexion sur ces sujets essentiels.

« Allô, les autorités ? » serait-on tenté de dire à l'issue de ce tour d'horizon. Si elles souhaitent atteindre leur ambitieux objectif, il leur faut choisir, et vite, les institutions, la transparence, la prudence et les réflexes communautaires qui donneront à leur future monnaie commune, l'eco, le seul socle qui lui vaudra longue vie : la confiance. ●

Droit des affaires

Gare au risque conventionnel

La vie sans le franc CFA ? Si la question a trouvé sa réponse le 21 décembre 2019, lorsque les présidents ivoirien et français ont proclamé, à Abidjan, la substitution par l'eco de la monnaie commune aux huit États membres de l'Uemoa, plus de dix-huit mois plus tard, et malgré quelques avancées, l'annonce laisse encore songeurs. En réalité, sorti des batailles d'experts, des partisans ou des détracteurs de cette devise et des cancons de l'opinion publique, le sujet n'ébranle pas vraiment le milieu des affaires en Afrique, en particulier ceux qui vont devoir composer avec cette nouvelle monnaie.

« Le sujet est encore très politique, et peu de déclinaisons opérationnelles ont été partagées à ce stade », constate Ridha Meftah, associé chez EY et suivi par plusieurs de ses confrères. De fait, les principaux cabinets de conseil œuvrant sur le continent ne se sont (pour l'heure) pas saisis de la problématique. « Trop tôt » pour l'un, « beaucoup trop d'interrogations » pour un autre.

Prudence et vigilance

« Cette incertitude entraîne un mode de gestion prudent », constate tout de même Abdou Diop, *managing partner* chez Mazars Maroc.

En témoigne la « gestion très dynamique du cash » constatée dans la zone franc. Les opérateurs économiques basés en dehors de la région, mais qui y travaillent, s'organisent pour laisser stagner le moins possible de liquidités, anticipant un risque de dévaluation.

De fait, cette période d'entretiens ne dispense pas l'écosystème financier d'un minimum de pré-

Entre expectative et *fatum* résigné, la gestion transitoire du passage du franc CFA à l'eco, d'un point de vue contractuel, semble sous contrôle.

paration. Surtout lorsqu'il s'agit de banques qui ont entre les mains des milliards de francs CFA de contrats, en cours ou à venir, libellés dans la future ex-monnaie arrimée à l'euro. Changer de devise implique une vigilance contractuelle, voire des amendements aux conventions interbancaires et autres documentations de crédit.

« Les contrats de financement et ceux de couverture sont concernés,

souligne Alain Gauvin, avocat associé du cabinet Asafo & Co. La question de savoir si les contrats devront ou pas être modifiés dépendra notamment des termes de la garantie de convertibilité. »

Un point de vue partagé par Justin Faye et Aymeric Voisin, du cabinet Linklaters, à Paris. « La question qu'on ne peut plus ignorer est celle de la convertibilité et de la transférabilité de la future monnaie », indiquent-ils. Soulignant toutefois que, hormis ces interrogations, les principaux groupes bancaires du continent sont déjà couverts : « Il existe aujourd'hui des mécanismes dans les contrats de crédit qui anticipent les conséquences d'un changement de devises. Ceux-ci permettent au prêteur de se protéger d'un déséquilibre par rapport au contrat initial. »

Les banques ne doivent alors pas s'inquiéter de l'arrivée de l'eco ? D'aucuns s'accordent pour dire que non. Entre expectative et *fatum* résigné, la gestion transitoire du passage du franc CFA à l'eco, d'un point de vue contractuel, semble sous contrôle. Sous réserve de ne pas oublier de mentionner dans chaque convention rédigée en franc CFA : « ou toute monnaie qui le remplacera ». ●

Aurélien M'Bida


Manutan
 SERVICE EXPORT



+ de 260 000 références et une équipe d'experts dédiés qui vous accompagne où que vous soyez !



Découvrez nous sur notre site www.manutan.fr « service export »

+33 1 34 53 36 11 export@manutan.fr

LA GALAXIE DORÉE DE

Naguib Sawiris

Le milliardaire égyptien a réussi son incursion dans l'or, notamment à travers Endeavour Mining, devenu le premier groupe aurifère ouest-africain. Voici les hommes clés de son entourage, à l'origine de cette réussite.

Le tycoon copte, qui a fait fortune dans les télécoms, a eu raison de miser sur l'or. Les douze derniers mois ont été fructueux pour Naguib Sawiris et ses équipes de La Mancha – son holding de participations minières, qu'il vient de transformer en fonds d'investissement – et d'Endeavour Mining, dont il est le premier actionnaire.

Endeavour Mining, groupe canadien piloté depuis Londres et Abidjan, est devenu la première société aurifère en Afrique de l'Ouest. Avec une production estimée à 1,5 million d'onces pour 2021, il est désormais au coude-à-coude avec le groupe sud-africain Harmony Gold pour occuper le 10^e rang mondial des sociétés aurifères.

Coup sur coup, Endeavour a réussi les fusions-acquisitions de Semafo, en avril 2020, puis de Teranga Gold, à la fin de janvier 2021. Ces mariages successifs sont sans précédent dans la région : 640 millions d'euros pour l'absorption de Semafo, bien implanté au Burkina Faso, et 1,57 milliard d'euros pour celle de Teranga Gold, premier minier au Sénégal.

Pour couronner le tout, l'introduction d'Endeavour à la Bourse de Londres, le 14 juin, a été un succès. Le groupe ambitionne d'attirer les grands fonds d'investissement généralistes... et d'intégrer l'indice FTSE dès le troisième trimestre de 2021. ●

Christophe Le Bec



ANTONIN BORGEAUD POUR JA

LES HOMMES DE CONFIANCE

Sébastien de Montessus

Le patron d'Endeavour Mining est venu au secteur

minier grâce à son passage chez Areva auprès d'Anne Lauvergeon, qui lui avait confié la filière d'extraction d'uranium. Diplômé de l'ESCP, il peut se targuer d'avoir mené à bien les objectifs assignés par Naguib Sawiris, son premier actionnaire et véritable patron, avec lequel il travaille depuis 2012 et qui l'a propulsé à la tête d'Endeavour en 2016. À la fois habile sur les questions financières et au fait des sujets opérationnels, ce Français installé à Londres – mais constamment dans un avion – est l'artisan des fusions de 2020 et de 2021 ainsi que de l'introduction en Bourse.

Karim-Michel Nasr

Directeur financier de La Mancha jusqu'en mai 2019,

ce Franco-Libanais, diplômé de l'université Paris-Dauphine, est ensuite devenu CEO de l'entité, holding de la famille Sawiris. Depuis juillet, il est associé du fonds d'investissement La Mancha Advisory Services, basé au Luxembourg, où les actifs miniers aurifères de La Mancha ont été transférés. Il avait déjà travaillé auprès de Naguib Sawiris, de 2000 à 2005, chez Orascom Telecom, avant de rejoindre Weather Investments, un autre véhicule d'investissement du milliardaire égyptien.

Vincent Benoit

Nommé en 2016 vice-président exécutif et directeur

financier d'Endeavour Mining, Vincent Benoit est l'autre Français clé au sein de l'entourage du tycoon égyptien. Promu conseiller spécial de Naguib Sawiris à La Mancha, chargé du développement, il vient, comme Karim-Michel Nasr, d'être nommé, en juillet, associé du fonds d'investissement luxembourgeois La Mancha Advisory Services. Titulaire d'un MBA de l'ESC Bordeaux, il était auparavant chargé de la communication financière chez Areva avant d'intégrer ce même poste chez Orange, puis celui de responsable des fusions-acquisitions au sein de l'opérateur de télécoms.

Gérard de Hert

Ce géologue belge formé à l'Université catholique de Louvain

puis à l'université britannique de Leicester a une longue carrière minière derrière lui, essentiellement dans l'or, en Afrique de l'Ouest. Passé par Randgold (aujourd'hui Barrick) puis AngloGold Ashanti, il a été directeur régional exploration pour l'Afrique de l'Ouest d'IamGold et patron RDC du brésilien Vale. Entré chez Endeavour comme responsable de l'exploration en 2012, il a rejoint La Mancha comme conseiller technique en octobre 2020. Également nommé associé de La Mancha Advisory Services, il a pour mission d'évaluer la qualité minière et opérationnelle des acquisitions potentielles du fonds.

LA FAMILLE

Nassef et Samih Sawiris

Les trois frères Sawiris, fils du patriarche Onsi Sawiris (décédé le 29 juin 2021), fondateur d'Orascom, ont chacun choisi leur filière : le BTP pour Nassef, le cadet, qui a repris le groupe familial originel ; le tourisme et l'hôtellerie pour le benjamin, Samih ; les télécoms et les mines pour l'aîné, Naguib. Ils discutent très régulièrement de leurs affaires et de la situation économique en Égypte, où Naguib s'est un temps investi en politique, au sein du Free Egyptian Party, une formation libérale qui s'est fortement opposée aux islamistes de 2011 à 2014.

Onsi Sawiris

Prénommé comme son grand-père, le fils aîné de Naguib Sawiris, trentenaire, est de plus en plus présent aux côtés son père. Son profil, davantage financier qu'opérationnel, fait qu'il est régulièrement présent dans les bureaux de La Mancha, à Londres.

LE DÉNICHEUR DE FILONS

Steven Poulton

Ce Britannique installé près d'Oxford est le cofondateur – avec Mathew Grainger – d'Altus Strategies, une compagnie d'exploration centrée sur l'Afrique et l'or, dont les revenus sont assurés par les royalties issues des gisements découverts par ses géologues. Désireux de ne pas rater les opportunités minières africaines, de plus en plus rares, La Mancha a pris 40 % de participation dans Altus Strategies en décembre 2019. En parallèle, Naguib Sawiris et ses équipes échangent souvent avec les dirigeants de cette société britannique.

BANQUE DE DÉVELOPPEMENT

CDC Group persiste et signe en Afrique

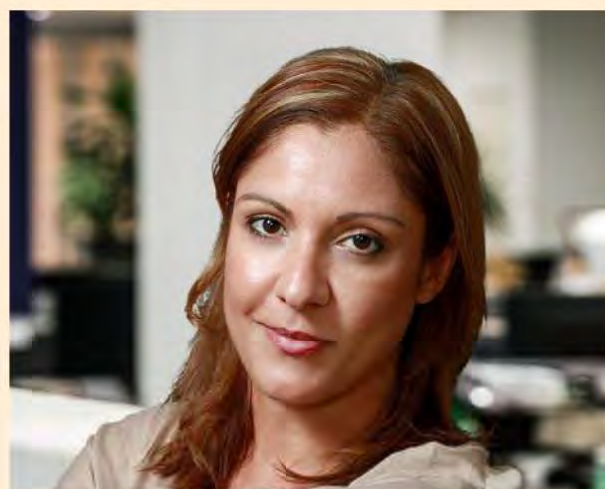
L'institution britannique, qui engage plus de 1 milliard de dollars par an sur le continent, défend plus que jamais son statut de premier investisseur bilatéral.

AURÉLIE M'BIDA



CDC GROUP

Nick O'Donohoe, directeur général.



CDC GROUP

Amal Lee-Amin, responsable de la stratégie climat.

Pour CDC Group, la tension a atteint son comble le 6 juillet, lors de son assemblée annuelle. Le principal outil de politique étrangère britannique, dirigé par Nick O'Donohoe depuis 2017, a présenté le bilan de l'année écoulée. Il a dévoilé les grandes lignes de son nouveau plan quadriennal (Strategic framework 2021-2025), s'attelant au difficile exercice de la prospective en période de vent contraire.

Pour l'institution, qui investit en Afrique et en Asie depuis sept décennies, ces douze derniers mois ont été particulièrement mouvementés. Elle a absorbé coup sur coup : le Brexit, la crise liée au Covid-19 et la fusion « surprise » entre le Département du développement international (DFID) – son ex-ministère de tutelle – et le Foreign and Commonwealth Office (le bureau des Affaires étrangères du

Commonwealth), annoncée par le Premier ministre, Boris Johnson, en juin 2020. Ce rythme soutenu n'est pas près de s'arrêter alors que la prochaine conférence mondiale sur le climat, la COP26 de Glasgow, prévue en novembre, se rapproche.

La COP26 dans la ligne de mire

En effet, tous les projecteurs seront alors braqués sur le Royaume-Uni. « En tant que banque de développement, CDC Group devrait être au cœur des annonces du gouvernement britannique lors de la COP26, comme l'Agence française de développement l'a été pour la France, lors de la COP21 organisée à Paris en 2015 », souligne un ancien cadre de l'institution britannique. Cette dernière a d'ailleurs détaché l'une de ses dirigeantes, Amal Lee-Amin, responsable de la stratégie climat à

CDC, en tant que Senior advisor pour la COP26...

Dans ce contexte, les priorités du bailleur de fonds public londonien – dont plus de la moitié des nouveaux investissements vont vers l'Afrique (52 % en 2019) – se résument en deux points : la finance climat et la question du genre. Celle-ci s'est notamment matérialisée à la mi-juin par l'engagement de CDC Group aux côtés de nombreux autres bailleurs de fonds dans le « 2X Challenge », qui vise à mobiliser 15 milliards de dollars pour l'égalité femmes-hommes d'ici à la fin 2022 en Afrique. S'agissant de la « finance climat », l'enjeu consiste à remettre à plat la politique d'investissement de l'institution au regard des exigences liées à la transition énergétique.

Sortir du charbon, ne plus financer le pétrole ni les autres énergies

fossiles, mais de quelle manière et dans quels délais ? Un sujet d'autant plus délicat pour CDC que son champ d'action, notamment sur le continent, est encore un important terrain de jeu pour les acteurs des énergies fossiles. Comment tirer parti de l'immense potentiel pétro-gazier du littoral sénégalais, par exemple, quand la tendance de fond est de ne plus financer les projets en rapport avec cette ressource ?

Cela dit, pour Nick O'Donohoe, dont le mandat a été prorogée d'un an (2022) en raison de la pandémie, la finance climat paraît être une conviction profonde. En témoigne l'implication de CDC dans le secteur

Les priorités du bailleur de fonds public londonien se résument en deux points : la « finance climat » et la question du genre.

énergétique notamment par l'intermédiaire de l'opérateur de centrales électriques Globeleq, dont il est le principal actionnaire et qui revendique la place de premier producteur indépendant d'électricité (IPP) exclusivement actif en Afrique.

En pleine réflexion sur le rééquilibrage de son mix énergétique, Globeleq multiplie les investissements dans l'éolien et le solaire, au Mozambique (à Cuamba), par exemple, où il vient de poser la première pierre d'un projet solaire (avec stockage) de 32 millions de dollars.

Autre conviction durable, centrer son action sur des secteurs d'intervention bien définis : outre l'énergie, le soutien à l'entrepreneuriat, à l'égalité femmes-hommes et aux infrastructures.

CDC Group peut démultiplier l'impact de ses interventions grâce à ses investissements indirects (comme avec Globeleq) et à ses partenariats noués avec d'autres institutionnels ou investisseurs privés.

« Notre statut commun de DFI [Development Finance Institutions] européennes et de pays membres du

G7 nous permet de coordonner notre action et de prendre des engagements communs. En juin, par exemple, nous nous sommes engagés avec d'autres DFI à investir plus de 80 milliards de dollars dans le secteur privé africain au cours des cinq prochaines années », explique Myriam Brigui, directrice du département pilotage du réseau de Proparco.

Par ailleurs, grâce à son empreinte en Afrique, où il finance plusieurs dizaines de fonds d'investissement et détient des participations dans plus de 700 entreprises, CDC Group est perçu comme ayant anticipé la montée en puissance des technologies et du rôle du capital-risque dans la transformation du continent.

« CDC n'investit pas uniquement dans des fonds. C'est aussi un investisseur direct dans les start-up. Cela en fait un co-investisseur potentiel lorsque nous syndiquons un tour de financement pour soutenir les entrepreneurs locaux », analyse Maurizio Caio, fondateur et *managing partner* de TLcom, le fonds de capital-risque derrière Kobo360, qui a attiré par deux fois l'institution britannique pour son fonds Tide Africa.

En attendant l'adoption officielle de sa nouvelle feuille de route, le Commonwealth Development Corporation – son nom développé –, veut rassurer sur son engagement. CDC, qui a investi plus de 2,7 milliards de livres sterling (3,7 milliards de

dollars) dans des entreprises africaines au cours des trois dernières années, compte bien continuer sur sa lancée.

En 2020 déjà, il avait engagé 1 milliard de dollars pour le continent, orientant fortement son action sur la reprise économique post-Covid-19. Cette année, plus de 1 milliard de dollars d'investissement sont encore promis à l'Afrique.

Élargir son portefeuille africain

Lors du premier sommet Royaume-Uni - Afrique, qui s'est tenu à Londres le 20 janvier dernier, l'institution a affirmé vouloir élargir son portefeuille africain en réalisant de nouveaux investissements dans ses marchés clés tels que l'Égypte, l'Éthiopie, le Kenya et le Nigeria. Ce que semble confirmer la demi-douzaine d'annonces intervenue depuis le début de l'année.

En février, CDC Group s'est ainsi engagé à hauteur de 30 millions de dollars dans Phatisa Food Fund 2 (fonds d'investissement panafricain consacré à l'agriculture), puis a débloqué un montant dix fois supérieur pour le fonds Adjuvant Capital, qui finance des innovations médicales et a notamment investi dans le nigérian 54gene. En mai, le britannique a suivi le second fonds destiné à l'Afrique de l'Est d'Ascent Capital Africa, Ascent Rift Valley Fund II. Plus que jamais, l'expression chère aux Anglo-Saxons « *break a leg* » prend tout son sens. ●



CDC Group multiplie les investissements dans l'éolien et le solaire.

KEITH ARKINS/CDC GROUP

INTERVIEW

Nicolas Terraz

« Nous serons plus sélectifs dans nos investissements »

Perspectives au Mozambique et en Ouganda, projets d'exploration, ambitions dans les énergies renouvelables... Le patron Afrique subsaharienne de TotalEnergies précise les contours de sa nouvelle stratégie.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTOPHE LE BEC

Aux manettes de la branche exploration et production de TotalEnergies au sud du Sahara depuis juillet 2019, ce fidèle du PDG Patrick Pouyanné a dû affronter à la fois les perturbations logistiques et économiques liées à la pandémie de Covid-19, qui ont entraîné de fortes fluctuations des cours du brut, mais aussi la situation sécuritaire au Mozambique, qui l'a obligé à suspendre son mégaprojet gazier dans le nord du pays. Sans oublier la désaffection de ses partenaires financiers à l'égard de ses activités extractives, notamment en Ouganda.

Jeune Afrique : Le PDG du groupe, Patrick Pouyanné, avait annoncé à la mi-2020 une réduction des budgets. Quelles sont aujourd'hui les ambitions de TotalEnergies en matière d'exploration et de développement de projets en Afrique ?

Nicolas Terraz : En 2020 et au début de l'année 2021, nous nous sommes mobilisés pour assurer la continuité de nos opérations afin de poursuivre les projets déjà lancés. En Angola, où nous restons le premier opérateur, nous avons démarré la production de Zinia phase 2, un projet à cycle court raccordé à l'unité

de production flottante FPSO Pazflor. Au Nigeria, nous poursuivons le projet d'Ikike et participons au septième train de liquéfaction de Nigeria LNG. En matière d'exploration, nous sommes plus sélectifs, avec un budget global qui est passé de 1,5 milliard de dollars en 2019 à 800 millions de dollars en 2021. En Afrique, nous avons trois puits d'exploration importants en 2021 : en Angola (bloc 48),

« **Notre objectif est très clair : atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 pour l'ensemble de nos activités mondiales.** »

en Côte d'Ivoire (champ Barracuda) et en Namibie (bloc Venus). Nous prévoyons également d'explorer prochainement le bloc Marine 20, au Congo. En Afrique du Sud enfin, où nous avons fait des découvertes offshore gazières importantes dans le champ de Brulpadda [sud du pays], nous avons engagé des discussions avec les autorités sur la commercialisation du gaz pour répondre à

la demande dans la zone de Mossel Bay [entre Port Elizabeth et Le Cap], où est installée l'usine de liquéfaction de l'opérateur public PetroSA.

Quelle est la situation de votre mégaprojet ougandais représentant 10 milliards de dollars d'investissements ? Êtes-vous inquiet de ne pas avoir bouclé son financement, alors que trois grandes banques françaises – Crédit agricole, Société générale et BNP – ont renoncé à y participer, principalement pour des questions environnementales ?

Ce projet n'est absolument pas remis en question, il a même démarré. Nous avons conclu le cadre contractuel avec l'Ouganda et la Tanzanie en avril et en mai, cela nous permet de travailler. Les discussions concernant le financement ne sont pas terminées, mais ce n'est pas inédit pour un projet de cette ampleur. Je ne suis pas inquiet, les choses avancent bien. Nous visons une entrée en production au début de 2025. Les contrats principaux sont en cours d'attribution, l'ingénierie a démarré et durera toute l'année 2021. La construction proprement dite de l'usine et du pipeline commencera en 2022. Auparavant, il nous faudra installer en Tanzanie une usine de

revêtement permettant l'isolation du pipeline.

Toutefois, des ONG s'inquiètent des expropriations menées pour permettre l'extraction et la construction du pipeline de 1400 km devant traverser l'Ouganda et la Tanzanie...

Notez tout d'abord que lorsque Oxfam et la FIDH [Fédération internationale pour les droits humains] nous ont interpellés, nous n'avons pas joué aux sourds. Nous avons étudié leurs rapports et écouté leurs recommandations. Nous avons accordé une attention particulière aux préoccupations environnementales et sociales dans le développement de ce projet. Sa surface touchant au parc des chutes de Murchison [nord-ouest] a été volontairement réduite de 9 % à 1 %. Avec son recours à l'énergie solaire pour une partie de ses besoins et le choix d'un pipeline enterré, il a l'une des empreintes carbone les plus faibles de notre portefeuille!

Votre autre grand projet subsaharien en gestation, Mozambique GNL, avec 20 milliards de dollars d'investissements prévus, a été interrompu du jour au lendemain après l'attaque de groupes armés. Quand doit-il redémarrer?

On ne peut faire du *stop-and-go* dans un projet de cette taille qui nécessite 5 000 à 15 000 personnes sur le chantier. Sa suspension en mars était inévitable compte tenu de la dégradation de la situation sécuritaire dans le Cabo Delgado, il s'agit d'un cas de force majeure. Nous sommes en train de discuter avec nos sous-traitants pour gérer cette situation au mieux. Son impact sur le planning sera d'au moins une année.

En marge du sommet Afrique-France, le président Nyusi a rencontré Patrick Pouyanné à Paris, en mai. Pensez-vous que Maputo puisse résoudre cette crise?

Les autorités ont pris la mesure du problème et savent que nous ne reviendrons que lorsque la sécurité sera assurée de manière

durable. Nous comprenons qu'ils travaillent avec leurs voisins de la région d'Afrique australe et leurs autres partenaires. Plus largement, nous sommes très optimistes quant aux perspectives gazières sur le continent. Le gaz naturel est un complément efficace aux énergies renouvelables, bien adapté à la production électrique et deux fois moins émetteur de CO₂ que le charbon. Si le projet Mozambique GNL est suspendu, nous restons pleinement engagés dans le développement des réserves gazières de l'Area 1: TotalEnergies ne quitte pas le Mozambique!

Que signifie vraiment le changement de nom, de Total à TotalEnergies, pour la stratégie de votre compagnie?

TotalEnergies exprime notre transformation en une compagnie multi-énergies, active dans l'électricité, le renouvelable – solaire et éolien notamment –, les biocarburants et l'hydrogène. D'ici à 2030, nous cibons le top 5 mondial des producteurs d'énergies renouvelables.

En Afrique, vous avez pourtant lancé moins de projets dans les énergies renouvelables et procédé à moins d'acquisitions qu'en Inde, en Europe et aux États-Unis...

Nous sommes déjà présents dans des projets solaires en Afrique du

Sud, en Égypte et au Kenya. Nous recrutons actuellement, dans tous les pays où nous sommes présents, des « explorateurs de renouvelables » qui vont identifier les opportunités africaines. Nos partenaires, en particulier les opérateurs nationaux tels que Sonangol, en Angola, et NNPC, au Nigeria, sont d'ailleurs très demandeurs d'une coopération avec TotalEnergies dans ces filières.

Cette transition énergétique – ambitieuse, à vous entendre – ne signifie-t-elle pas à terme une réduction drastique des investissements dans l'exploration et la production pétrolières en Afrique?

D'ici à 2030, nous n'allons pas augmenter notre production pétrolière, mais plutôt rester à ce niveau. Il nous faudra donc encore investir dans des projets extractifs pour compenser la baisse naturelle des volumes des champs en production, qui est de 4 % à 5 % par an à l'échelle mondiale. Mais nous serons plus sélectifs. En Afrique, comme partout ailleurs, nous privilégions les projets dont le coût – investissements et charges d'exploitation compris – est inférieur à 20 dollars le baril, avec, pour tous les nouveaux projets, une intensité carbone inférieure à celle de notre portefeuille actuel [autour de 20 kg de CO₂]. Notre projet ougandais de Tilenga respecte déjà ces critères : 13 kg de CO₂ et un coût technique de 11 dollars par baril. Par ailleurs, nous réduisons les émissions de gaz à effet de serre de toutes nos installations pétrolières et gazières, sur le continent comme ailleurs. Au demeurant, en matière de compensation, notre puits de carbone naturel lancé récemment au Congo [40 000 hectares de nouvelles forêts sur vingt ans] a vocation à en inspirer d'autres en Afrique. Notre objectif est très clair : réduire de 40 % les émissions nettes de CO₂ liées à nos opérations dans le pétrole et le gaz d'ici à 2030 par rapport à 2015 et atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 pour l'ensemble de nos activités mondiales. Pour résumer, TotalEnergies, c'est plus d'énergies et moins d'émissions. ●



BANQUE

Georges Wega, premier de cordée au sein de Société générale

Sept ans après avoir rejoint le groupe français, le banquier intègre son comité de direction. Une première pour un cadre subsaharien.

OMER MBADI, À YAOUNDÉ

Il fait son entrée dans le saint des saints bancaire. Le 30 juin, Société générale (SG) a officialisé la nomination de Georges Wega au poste nouvellement créé de directeur délégué des réseaux bancaires internationaux pour la région Afrique, bassin méditerranéen et outre-mer (Afmo). Une promotion qui lui ouvre également les portes du comité de direction, faisant de lui le premier banquier subsaharien à entrer dans cette instance de décision composée des 60 principaux dirigeants des métiers et services du groupe bancaire français. Ce dernier, dirigé par Frédéric Oudéa, a réalisé 22,1 milliards d'euros de produit net bancaire, en 2020.

« Je serai amené à participer aux discussions qui contribuent à construire la stratégie du groupe et à mettre en œuvre son exécution. J'ai accueilli cette nomination avec beaucoup d'enthousiasme et d'humilité, confie l'intéressé, passé par General Electric à Bruxelles et à Amsterdam, puis par Barclays à Londres. Elle étend mon espace d'expression en tant que représentant du groupe auprès des collaborateurs africains, mais aussi en externe, auprès des parties prenantes sur le continent. Et elle renforce mon rôle d'ambassadeur de l'Afrique et de nos activités sur le continent au sein du comité de direction. »

Outre Georges Wega, la zone Afmo est désormais représentée au comité de direction par Laurent Goutard, le chef de cette *business unit*, et Philippe Amestoy, également promu directeur délégué. Ce qui implique une répartition géographique des compétences entre ce dernier et le Camerounais de 51 ans, né à Yaoundé mais originaire de la région de l'Ouest. Au premier revient la supervision des filiales maghrébines (Tunisie et Algérie) et d'outre-mer (La Réunion, Mayotte,

filiales de la région Afrique centrale et Afrique de l'Est (Cameroun, Congo-Brazzaville, Guinée équatoriale, Tchad, Madagascar, Mozambique). Il garde également la main sur les projets transverses de la zone Afmo. En 2020, les revenus de l'activité de banque de détail ont augmenté de 3 % en Afrique subsaharienne par rapport à 2019, selon le dernier rapport annuel de SG.

Écoute et fermeté

Cette reconnaissance illustre la politique de promotion des cadres du continent à des postes de responsabilité, commencée sous l'ère Alexandre Maymat. À l'orée de la décennie écoulée, celui-ci, alors patron de la filiale camerounaise de SG, avait repéré Georges Wega. Ce dernier était revenu du Nigeria pour prendre en main la filiale locale du groupe United Bank for Africa. Il s'y épanouissait et était l'un des protégés du milliardaire Tony Elumelu, président de la banque nigériane. Surtout, cette promotion couronne un parcours en forme d'ascension rapide, en à peine sept années, au sein de la banque française. Deux ans après son débouchage du groupe nigérian, intervenu en 2014, il prend la tête d'une Société générale des banques du Sénégal (SGBS) sortant du tourbillon et doit conforter sa croissance. En

Cette reconnaissance illustre la promotion des cadres du continent à des postes de responsabilité.

Nouvelle-Calédonie et Polynésie française), ainsi que des directions marchés (*corporate, retail* et paiements).

Georges Wega, quant à lui, voit son horizon s'élargir. Aux sept filiales d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Sénégal, Bénin, Burkina Faso, Guinée-Conakry, Mauritanie, Ghana) et à la succursale togolaise – qu'il avait déjà sous son contrôle depuis juillet 2018 en tant que directeur régional – s'ajoutent désormais les six

**Sous sa supervision,
les revenus de SG en
Afrique de l'Ouest
ont augmenté de
28 % sur les trois
derniers exercices.**



Ancien protégé de Tony Elumelu, le nouveau directeur délégué Afmo (ici, en 2016) a été repéré par Alexandre Maymat.

FERNAND KUISSU POUR JA

juillet 2018, le banquier quitte Dakar et s'installe à Abidjan pour prendre la direction régionale Afrique de l'Ouest du groupe.

« Il a très vite compris le rôle qu'il avait à jouer. À savoir laisser tout l'espace d'expression aux DG des filiales qu'il supervise tout en les accompagnant dans la résolution de problèmes de terrain et, en même temps, être l'interlocuteur efficace, précis et de confiance de Paris pour la mise en œuvre du plan stratégique Grow with Africa du groupe », explique Harold Coffi. Recruté à la même période que Georges Wega, l'actuel patron de Société générale Burkina Faso met en avant les points forts de l'ingénieur en génie industriel, diplômé de l'Université du Québec. « Georges est très disponible et à l'écoute des autres. Son management, très orienté vers le résultat, est participatif tout en demeurant ferme. Ce qui permet d'aller très vite à l'essentiel. C'est ainsi qu'il a su obtenir de belles performances tant au Cameroun qu'à Dakar, et maintenant à Abidjan », souligne-t-il. Des qualités de gestion humaine qui apparaissent déjà chez l'adolescent Georges Wega, alors surnommé « Bernard Tapie » par ses camarades du Lycée Général-Leclerc de Yaoundé, pour sa capacité à recruter les meilleurs talents afin de composer des équipes de

football et de participer à des compétitions de jeunes. « Il ne jouait pas, mais endossait le rôle de président du club. Comme il avait de très bonnes notes, son père, un fonctionnaire, le laissait assouvir sa passion », rappelle un ancien camarade.

Sous sa supervision, les revenus de SG en Afrique de l'Ouest – environ 4 000 salariés, près de 1 million de clients et plus de 6 milliards d'euros au bilan – ont augmenté de 28 % sur les trois derniers exercices. L'encours des dépôts a progressé de 35 % sur la même période, et celui des crédits de 24 %. « Cette croissance résulte d'une bonne maîtrise de nos coûts et de nos risques. Les avancées dans les autres régions sont très positives et se traduisent par un accroissement du poids du continent dans les revenus et le résultat du groupe », insiste le banquier camerounais, sans toutefois donner de chiffres. En 2018, l'Afrique comptait pour à peine 1 % des actifs de SG et 5 % de son produit net bancaire.

Georges Wega met surtout en avant l'efficacité de la plateforme de financements structurés, mise en place il y a quatre ans à Abidjan, pour accompagner les économies du continent en tant qu'arrangeur, prêteur et agent facilitateur. Ce qui a récemment permis à SG de jouer un rôle majeur dans le cadre d'un crédit à moyen terme de

82,8 milliards de F CFA (149 millions d'euros) en faveur de l'Office national de l'assainissement au Sénégal pour réhabiliter les infrastructures d'assainissement et de traitement des eaux de Dakar. La plateforme est aussi intervenue dans le cadre d'un financement vert de 74 milliards d'ariarys (16,2 millions d'euros) pour la construction de la plus grande centrale solaire de Madagascar (20 MW), à Ambatolampy.

Achever le plan Grow with Africa

Le Camerounais veut parachever la mise en œuvre du plan Grow with Africa en confortant la part du continent, devenu un relais de croissance, dans le produit net bancaire de SG. Ses idoles, Nelson Mandela et Martin Luther King, l'accompagnent dans cette mission. « Ces deux grands hommes m'inspirent par leur combat pacifique pour une société plus juste, leur résilience et leur caractère visionnaire, qui leur ont permis de surmonter les épreuves pour mieux servir l'intérêt du plus grand nombre », confie-t-il. Sans surprise, Harold Coffi parie sur sa réussite : « Georges a les qualités et l'agilité nécessaires pour y parvenir. Sa passion pour l'Afrique, son esprit d'équipe et sa capacité de travail sont des atouts importants face aux défis que nous devons relever. » ●

START-UP

Un quintuplé gagnant de la healthtech

Du Maroc au Cameroun en passant par le Bénin, ces cinq pionniers africains ont révolutionné le secteur de l'e-santé et captent déjà l'attention des investisseurs.

QUENTIN VELLUET

Après l'expérience d'Ebola, le virus du Covid-19 n'aura fait que confirmer l'intérêt de soutenir leur développement. Les start-up africaines de la santé rivalisent d'idées permettant aux populations et aux praticiens de mieux s'informer, de mieux échanger tout en simplifiant le parcours des patients, de la prise de rendez-vous au paiement des consultations de télémedecine, en passant par la livraison de médicaments.

Alors que 180 jeunes pousses étaient actives en 2020 selon des données compilées par le cabinet Attali et associés, seulement 13 % des innovations dans le secteur sont conçues en Afrique. Les start-up de la santé ont pourtant levé 141 millions de dollars en 2020, selon l'investisseur français Partech, et ce, à l'occasion de 52 transactions.

S'il a attiré l'attention des investisseurs l'an dernier du fait de la pandémie mondiale, le secteur souffre encore de sous investissements. De quoi justifier notre choix de mettre en avant quelques entrepreneurs de la santé connectée, résolus à combler les lacunes d'un système qui ne compte à l'heure actuelle qu'un médecin pour 1000 habitants.

1 JEAN LOBE LOBE Waspito (Cameroun)

Jean Lobe Lobe n'a pas honte de son ambition. Son but ? Créer le « Facebook de la santé », rien que ça.



Pour le moment, Waspito, qu'il a créé en avril 2020 après l'électrochoc causé par la mort de son père en 2016, est une plateforme et une application qui réunissent plusieurs services : la télémedecine, la livraison de médicaments ou encore des groupes de discussion où les praticiens distillent leurs bons conseils aux utilisateurs.

Objectif, prévenir plutôt que guérir et fidéliser une audience massive. Lancée au Cameroun, où elle compte 30 000 utilisateurs sans qu'aucune publicité n'ait été faite, la healthtech qui s'est alliée avec les principaux groupes d'assurances du pays prévoit de s'implanter cette année au Gabon et au Nigeria.

Pour ce faire, l'ancien responsable RH de British American Tobacco pour l'Afrique de l'Ouest prépare une levée de fonds en amorçage de 4 millions



de dollars. Accompagné par Orange, qui a injecté 500 000 dollars dans la société en novembre 2020, Waspito compte donc déjà des soutiens de taille.

De quoi nourrir de grandes ambitions pour son fondateur, qui prévoit déjà une mutation de son modèle d'affaires du prélèvement de commissions sur les consultations médicales et les achats de médicaments vers la monétisation des données de ses utilisateurs à destination des annonceurs du secteur pharmaceutique.

2 ZINEB DRISSI KAITOUNI Dabadoc (Maroc)

L'entreprise marocaine fondée par la trentenaire Zineb Drissi Kaitouni a accueilli à la fin de mai l'assureur Axa (déjà détenteur de 25 % de son capital)

et l'opérateur de télécoms Orange comme actionnaires majoritaires.

Aux manettes de la désormais ex-start-up, qui propose de la prise de rendez-vous en ligne en français et en arabe, Zineb Drissi Kaitouni, ex-analyste de Goldman Sachs formée à HEC Montréal, est réputée discrète.

La société qu'elle dirige seule a pourtant été récompensée plusieurs fois, notamment en 2014 par l'incubateur et investisseur Seedstars, qui l'a nommée meilleure start-up du Maroc. Fondée en 2013, disponible au Maroc, en Tunisie et en Algérie, Dabadoc devrait pouvoir entrer rapidement sur les marchés nigérian et sud-africain grâce à ses deux nouveaux actionnaires majoritaires.

3 GREGORY ROCKSON mPharma (Ghana)

Incubée chez Microsoft à Tel-Aviv et cofondée par Gregory Rockson, mPharma est implantée à Accra depuis sa création en 2013 et fait partie de ces sociétés qui ont bouclé un tour de table au plus haut de la crise sanitaire mondiale.

Le fonds britannique CDC a ainsi mené une levée de fonds en série C de 17 millions de dollars, portant le total des fonds levés par mPharma depuis sa création à 53,2 millions de dollars.

Parti du Ghana en 2009 pour étudier les sciences politiques au Westminster College de Fulton, dans le Missouri, Gregory Rockson a créé une plateforme qui fluidifie la communication entre les compagnies

d'assurances et les pharmacies pour une meilleure gestion et une meilleure distribution des médicaments à 2 millions de patients dans six pays.

Avec 850 pharmacies et 155 hôpitaux au sein de son réseau, elle est identifiée par le World Economic Forum comme l'une des 100 start-up pionnières en technologie dans le monde.

4 ALAIN NTEFF GiftedMom et Healthlane (Cameroun)

Pluri-entrepreneur, Alain Nteff a eu l'honneur, au début de 2021, d'être mis en avant par Bill Gates en personne dans une vidéo et un article publiés sur GatesNotes, le blog personnel du milliardaire américain.

À seulement 29 ans, le Camerounais gère deux start-up d'e-santé. La première, GiftedMom, s'attache à réduire la mortalité infantile et maternelle dans les pays en développement via un service de suivi des femmes enceintes par SMS et messages vocaux en anglais et en français.

L'application mobile permet également de s'informer sur les régimes alimentaires à suivre pendant la grossesse et offre la possibilité de consulter des spécialistes.

Healthlane, quant à elle, est installée à Lagos et a levé 2,6 millions de dollars (dont 2,4 millions de dollars en obligations convertibles) en mai 2020. L'application est une concurrente directe de Waspito.

Bénéficiant du soutien du prestigieux incubateur Y Combinator, qui lui a ouvert les portes de la Silicon Valley et de deux fonds reconnus, Sequoia Capital – présent au capital du nigérian Opay – et SVB Capital, basé à Palo Alto, elle dispose de 60 000 utilisateurs entre le Cameroun et le Nigeria.

5 SEDRIC DEGBO Rema Medical Technologies (Bénin)

Médecin généraliste diplômé de l'Université d'Abomey-Calavi en 2017, le Béninois Sédric Degbo a remporté le concours de *pitch* de Seedstars au Cameroun en 2018. Son ambition : éviter les erreurs médicales qui tueraient selon lui chaque année en Afrique « plus que le paludisme et le sida réunis ».

Il a donc eu l'idée de créer en 2017 un réseau social destiné aux praticiens afin qu'ils échangent entre eux leur savoir et leurs retours d'expérience, le Réseau d'échange entre médecins d'Afrique (Rema), qui compte déjà plus de 7 000 médecins à travers l'Afrique de l'Ouest.

La start-up installée à Cotonou a par exemple récemment noué un partenariat avec la Société béninoise de neurologie, qui met désormais vingt années de travaux de recherche à la disposition des membres du Rema. Son modèle économique : la monétisation de son audience de professionnels auprès d'annonceurs publics ou privés du secteur de la santé. ●



ANDREW JAMES BAILEY



KEPSEU JEAN PIERRE



LINDE

INDUSTRIE

SAH-Lilas, un « power couple » à la tunisienne

Si le visage de la directrice générale de la Société d'articles hygiéniques est connu de tous, son cofondateur a aussi toute sa place dans la réussite de ce fleuron industriel tunisien, présent en Libye, en Algérie, en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

MATHIEU GALTIER, À TUNIS



Jalila Mezni



Mounir el-Jaeiz

« **L**a banquière et le footballeur », ce pourrait être le titre d'une série à l'eau de rose. Mais Jalila Mezni et Mounir el-Jaeiz forment le duo, aussi improbable que lucratif, à l'origine de SAH-Lilas, spécialisé dans les produits d'hygiène (serviettes hygiéniques, couches, lessives, papier absorbant, etc.). La septième capitalisation boursière tunisienne (804 millions de dinars, environ 241 millions d'euros) a été, en 2020, la valeur la plus active sur le marché avec des transactions représentant près de 15 % du volume boursier. Malgré la pandémie, l'entreprise qui compte plus de 4500 employés a continué son essor réalisant 645 millions de dinars de chiffre d'affaires (+ 12,6 % par rapport à 2019). Et sa politique d'expansion continentale continue cette année : de nouvelles

lignes de production ou machines sont déjà ou seront bientôt opérationnelles en Libye, en Algérie, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Le groupe, connu pour ses marques Miss Lilas, Lilas Bébé, Lilas Papier, Lilas Protect, Azur Détergent, Lilas Pro, entre autres, est présent dans 20 pays africains et leader en Tunisie, en Mauritanie, en Libye et au Congo.

Client atypique

Né en 1994, SAH-Lilas a propulsé Jalila Mezni au rang d'icône de la Tunisienne conquérante. Image d'autant plus naturelle que cette dirigeante, classée 35^e personnalité féminine la plus influente par l'édition Moyen-Orient du magazine *Forbes*, œuvre dans un domaine maternel : serviettes hygiéniques et couches. « Rétablissons la vérité : l'idée de Lilas, c'est Mounir, précise d'emblée

à *Jeune Afrique* la directrice générale de 53 ans, toujours impeccablement maquillée et tirée à quatre épingles. Le concepteur et l'innovateur, c'est lui. Moi, je veille à l'élaboration et à l'application de la stratégie adéquate pour atteindre les objectifs de croissance et de rentabilité. » Au début des années 1990, chargée du contrôle de gestion à la Banque nationale agricole (BNA), elle remarque un client atypique : Mounir el-Jaeiz. Plutôt que d'investir dans l'immobilier ou les cafés comme ses collègues anciens footballeurs, celui que des supporters du Club africain (l'une des équipes les plus populaires du pays) surnommaient Falcão pour sa technique aussi soyeuse que l'international brésilien des années 1980 a fondé une chaîne de buanderie. « Son fonds de roulement était énorme », se souvient Jalila Mezni. Lorsqu'un de ses

anciens chefs, nommé à la tête d'une société d'investissement à capital variable (sicav) pour le développement du nord-ouest, lui demande de quitter la banque pour créer une société, elle décline mais en parle à Mounir el-Jaiez.

Innovation et perfectionnisme

Cela tombe bien, l'ancien sportif, qui a perdu sa chevelure bouclée mais demeure affûté grâce à un jogging quotidien, a un projet qui nécessite un fort capital de départ : fabriquer localement des serviettes hygiéniques, marché jusque-là dominé par les importations. Fort de son réseau acquis grâce à sa notoriété, il persuade, en 1994, « sa » banquière de se mettre en disponibilité pour lancer avec lui la Société d'articles hygiéniques, qui ouvre une première usine à Béja (le groupe compte aujourd'hui neuf sites de production en Afrique). Son argument simple et efficace fait mouche : la demande n'est pas soumise à la mode et les produits présents en Tunisie sont de mauvaise qualité. « C'était un coup de foudre de business. À l'époque, être cadre dans une banque publique avec le haut salaire et les avantages, c'était un signe de réussite, comme être médecin », souligne l'aînée de cinq frères et sœurs qui a grandi dans une famille de la classe moyenne de Jendouba, dans le nord-ouest du pays.

Les tâches se répartissent ainsi : le président du conseil d'administration de 57 ans s'occupe des ventes, quand sa partenaire gère l'aspect financier. Lui, ne jure que par l'innovation. Mounir el-Jaiez impose des machines de production à 5 millions d'euros, les mêmes que celles utilisées par le géant mondial Procter & Gamble, et pousse à défricher de nouveaux marchés comme celui des couches pour adultes, fort du précepte « si on n'avance pas, on recule ». Jalila Mezni, elle, convainc ses camarades banquiers de suivre et veille aux moindres détails. « Lors d'une visite de l'usine de détergent, je suis agréablement surprise par le parfum. Mme Mezni explique que ses fournisseurs sont les mêmes que ceux des parfumeurs. Elle tenait à ce que l'odeur de la lessive imprègne les vêtements longtemps après le

lavage », relate Salma Hichri, directrice du département recherche chez l'intermédiaire en bourse MAC SA. Les analystes financiers considèrent SAH-Lilas comme un *blue chip* (société cotée définie comme fiable et leader dans son domaine) malgré son fort endettement net de 334 millions de dinars en 2020. Une politique assumée par Jalila Mezni et Mohamed Amine Ben Malek, son inséparable directeur financier depuis l'introduction du titre en Bourse à la fin de 2013 : « Une société, c'est comme un enfant : elle n'en finit pas de courir après ses rêves, même une fois devenue adulte. Tant que l'on ne vend pas, il faut la développer. »

Et, pour l'heure, il n'est pas question de vendre : le holding JM – codétenu par Jalila Mezni et la société de gestion RMBV (gérée par des anciens d'Abraaj Group) – possède 62,7 % du groupe, le second actionnaire, le capital-investisseur Emerging Capital Partners (ECP), disposant de 5,5 % (des actionnaires individuels se partagent le reste du capital). Les investisseurs suivent, car le développement est réfléchi. SAH-Lilas s'est d'abord attaqué au marché national,

avant d'investir ailleurs au Maghreb puis en Afrique subsaharienne francophone. Maintenant, c'est l'Afrique anglophone – Rwanda, Ouganda, Tanzanie – qui est visée. Un brin perfectionniste, la cheffe d'entreprise connaît la longueur des serviettes hygiéniques selon les pays et la morphologie des femmes (« au Sénégal,

**Leur ambition
est de passer de
numéro un national
à champion d'Afrique
francophone.**

elles sont plus longues ») et le type d'illustrations qui convient sur les emballages en fonction de la culture locale (« saviez-vous que "Lilas" est une insulte au Kenya ? On utilise donc le nom Velvex Conforta »).

« Nous avons parié sur la vision de deux fondateurs exceptionnels, celle de passer de numéro un national à champion des produits hygiéniques en Afrique francophone, se félicite Adel Goucha, partenaire au sein de la société de gestion RMBV. Grâce à leur attrait pour l'innovation, ils distribuent, chaque année, des dividendes aux actionnaires et ont un impact positif sur leur environnement avec la création de milliers d'emplois à Béja, Zaghouan, Tripoli, Annaba et Dakar. » Pour autant, le duo veut rester discret, au point de refuser une séance photo où ils apparaîtraient ensemble. Bien que la Tunisie soit un petit pays où le succès attire les commérages, peu de personnes savent que Jalila Mezni et Mounir el-Jaiez sont mariés depuis 2006. Leur fille de 11 ans, Zeineb, est la nouvelle passion de sa mère. Cette dernière a même fait une offre, non retenue, en 2016 pour racheter l'International School of Carthage, où est scolarisée l'enfant, dans le cadre de la vente des biens du clan Ben Ali-Trabelsi confisqués à la révolution. Finalement, « la banquière et le footballeur » pourrait bien être le titre d'une singulière aventure : au nom du business et de la famille. ●



Siège du groupe Lilas, à Tunis.

Dossier **Agroalimentaire**



Cosumar, le géant marocain, a réalisé un tiers de ses ventes de sucre hors du royaume, en 2020, essentiellement sur le continent.

MICHEL TEULER

STRATÉGIE **Les sucriers repassent à l'offensive**

Au sud du Sahara, où l'on importe la moitié de la consommation de sucre, une poignée d'industriels, le français Somdiaa en tête, veulent relancer la production locale.

PIERRE-OLIVIER ROUAUD

Produit de base essentiel, ingrédient clé de l'industrie des boissons, objet de réglementations du marché plus ou moins efficaces, l'or blanc se rappelle au bon souvenir des consommateurs et des dirigeants africains. Et pour cause. « Après une longue phase de prix bas, on retrouve des cours mondiaux au plus haut depuis trois ans en raison notamment d'une récolte moyenne au Brésil, pays qui domine de très loin le commerce mondial », souligne Timothée Masson, économiste et secrétaire général de l'Association mondiale des planteurs de betterave et de canne à sucre.

À la fin de juin, le prix mondial s'affichait à 0,38 dollar le kilo, soit un bond de 54 % en un an, selon les données moyennes trimestrielles de la Banque mondiale. De quoi creuser le besoin de devises dans les pays très dépendants des importations et, pour les pays producteurs du continent, trouver une raison supplémentaire de relancer ce secteur, par ailleurs pourvoyeur d'emplois.

S'affranchir des importations

Des industriels qui musclent la stratégie d'indépendance sucrière ivoirienne, le président sénégalais Macky Sall qui exige une meilleure maîtrise du marché intérieur face à une Compagnie sucrière sénégalaise (CSS) fragilisée, le Gabon, la Tanzanie, ou même le Tchad, qui affichent des projets d'investissements... Depuis un an, le secteur du sucre est donc l'objet de toutes les attentions. D'autant que la crise liée au Covid-19 a remis à la mode le thème de la souveraineté alimentaire.

La Tanzanie, avec Illovo Sugar – de loin le leader en Afrique avec environ 1,7 million de tonnes produites –, est le premier pays du continent à être passé à l'offensive. Basé en Afrique du Sud et actif dans cinq autres pays (dont le Malawi et la Zambie), ce groupe, contrôlé par le britannique ABF, a lancé à la mi-mai avec l'État tanzanien, actionnaire à 25 %, un plan majeur d'expansion de sa filiale Kilombero. Le projet d'usine, maintes fois promis, semble, cette fois, bien engagé : ABF l'a confirmé à JA. Pour construire l'usine, le groupe

doit investir 238,5 millions de dollars pour une capacité de 144 000 t et ambitionne la contractualisation de 7 000 planteurs de canne supplémentaires pour l'approvisionnement. Objectif de la présidente de Tanzanie, Samia Suluhu Hassan : l'indépendance sucrière du pays (où trois autres acteurs existent) d'ici à 2025 en révisant au passage le régime des importations.

La même approche prévaut en Côte d'Ivoire, où les industriels en place, Sucrivoire (Sifca) et Sucaf-CI (Somdiaa), ont conclu un contrat de plan avec le gouvernement le 1^{er} mai (lire encadré page suivante). Objectif : accroître la production et s'affranchir des importations. Pour cela, dans ce pays qui produit autour de 200 000 t par an, soit un taux d'autosuffisance d'environ 80 %, le gouvernement a promis de maintenir une stricte limitation des importations, et les industriels, eux, se sont engagés, à

parité, à investir 230 millions d'euros en cinq ans. Benoît Coquelet, directeur général délégué du groupe Somdiaa, de loin le principal groupe sucrier en zone francophone (près de 400 000 t), s'inscrit pleinement dans ce plan gouvernemental. « Nous allons poursuivre les efforts pour moderniser nos deux usines de Ferkessedougou (dans le nord du pays), mieux mettre en valeur les terres agricoles, développer les infrastructures ou encore la production d'énergie, notamment à partir de la bagasse, car les sucreries sont →

On retrouve des prix mondiaux au plus haut depuis trois ans en raison notamment d'une récolte moyenne au Brésil.



SYLVAIN CHERKAOUI POUR JA

→ gourmandes en électricité et en chaleur, indique-t-il. C'est un schéma vertueux qui doit nous permettre de continuer à produire à un prix compétitif et à mieux couvrir les besoins ivoiriens », fait-il encore valoir.

Car, comme la Côte d'Ivoire, le reste de l'Afrique est de plus en plus gourmand en saccharose, et loin d'en produire suffisamment. Selon une estimation de l'agence S&P Global Platts Analytics, pour une demande estimée à 14,8 millions de tonnes en 2019-2020, l'Afrique subsaharienne en aurait importé 6,5 millions. Et ce n'est pas fini. L'OCDE estime la hausse de la consommation de la zone à près de 4 % par an, soit environ 500 000 t additionnelles de sucre à produire ou à importer à chaque campagne.

Certains pays n'en produisent pas, comme la Guinée, d'autres très peu, comme le Nigeria. Malgré son Sugar Masterplan, le géant aux quelque 200 millions d'habitants importe plus de 90 % de ses besoins, le plus souvent sous forme de sucre brut, raffiné par des groupes comme

Dangote ou Bua, qui ont construit là une bonne part de leur fortune.

« Dans le monde sucrier africain, il y a deux écoles, résume l'économiste Timothée Masson : les pays qui, par choix ou par nécessité, se reposent sur les importations en pariant sur des prix mondiaux bas pour approvisionner les consommateurs ; et les autres, qui conduisent une stratégie industrielle, ce qui est bien plus complexe. Notez que même des pays très libéraux comme les États-Unis conservent une politique sucrière affirmée, limitant notamment les importations », précise le spécialiste.

Éviter les fraudes

C'est le cas aussi – en principe – au Sénégal, qui applique un régime de permis d'importation pour protéger sa production. Au Pays de la teranga, la CSS, un des derniers vestiges de l'empire Mimran, est le seul industriel avec son importante usine de Richard Toll. Implantée en zone semi-aride mais irriguée grâce au fleuve Sénégal, la CSS affiche une belle performance industrielle,

enregistrant les bonnes années un rendement jusqu'à 130 t de canne à l'hectare, « comparable au meilleur niveau brésilien », affirme François-Régis Goebel, expert de la canne à sucre au Cirad qui intervient fréquemment auprès des sucriers du continent.

Pour une demande estimée à 14,8 millions de tonnes en 2019-2020, l'Afrique subsaharienne en aurait importé 6,5 millions.

Las ! La situation du marché intérieur menace son modèle, comme l'a montré une minicrise intérieure à la fin de 2020. En cause, les autorisations d'importation de produits alimentaires (Dipa) délivrées par l'administration du ministère du Commerce. L'an dernier, des →

CÔTE D'IVOIRE

SOULEYMANE DIARRASSOUBA *Ministre du Commerce et de l'Industrie*

« Nous serons autosuffisants dans cinq ans »

Jeune Afrique : Que faites-vous pour relancer une filière sucrière ivoirienne peu compétitive à l'échelle internationale ?

Souleymane Diarrassouba : L'État a signé un contrat-plan entre le gouvernement et les entreprises Sucaf (Somdiaa) et Sucrivoire (Sifca) pour un investissement de 230 millions d'euros, avec pour objectif de faire passer la production de 206 037 tonnes en 2021 à 255 091 en 2025. Une autorisation spéciale d'importation – mais à marge nulle – a été accordée à

ces industriels à hauteur de 50 % des besoins des industries agroalimentaires utilisant le sucre comme intrant. Enfin, un programme de recherche a été lancé pour améliorer le rendement de nos plantations de canne à sucre.

Les importations de sucre en provenance du Brésil et de la Thaïlande, qui arrivent souvent via d'autres pays ouest-africains, fragilisent le secteur. Quelles sont les solutions ?

Nous continuons de renforcer la surveillance du marché et le contrôle

aux frontières pour traquer les contrevenants. Il s'agit de s'assurer également que le sucre importé pour des pays de l'hinterland ne soit pas revendu chez nous lors du transit. Notre administration, avec la douane et l'Association des industries sucrières de Côte d'Ivoire (AIS), qui travaillent en parfaite intelligence, restent vigilantes quant à la protection de la filière.

Comment parvenir à l'autosuffisance en sucre ?

Le contrat-plan signé le 1^{er} mai permet d'entrevoir



AFP

cet objectif au terme des cinq prochaines années. Les investissements des deux groupes agro-industriels dans leurs usines, les plantations et la R&D vont permettre d'augmenter progressivement et parallèlement les productions de canne brute et de sucre, et d'améliorer la compétitivité de la filière. ●

Baudelaire Mieu,
à Abidjan



PARTENAIRE LOGISTIQUE DE L'AFRIQUE.

Depuis 1970, MSC investit en Afrique : équipes locales dans plus de 40 pays, solutions de transport et de stockage, infrastructures de pointe. Nos 50 services maritimes hebdomadaires connectent les entreprises africaines aux marchés du commerce international.

msc.com/africa

MOVING THE WORLD, TOGETHER.



→ Dipa généreuses et, selon la CSS, très au-delà des besoins de l'industrie notamment (boissons, biscuiterie...), ainsi que la contrebande ont déstabilisé le marché de détail. Provoquant le courroux de la CSS et même une manifestation de ses salariés et de ses sous-traitants, inquiets pour l'usine. Au point que le président Macky Sall a demandé en Conseil des ministres, en novembre, un contrôle plus strict de ces autorisations d'importation et leur dématérialisation pour éviter les fraudes.

Métier exigeant

« Ce type de situation fait le bonheur de certains importateurs et grossistes peu scrupuleux. Il fragilise la stratégie de la CSS dans le cadre de son projet KT200, qui vise à atteindre 200 000 t de capacité, contre 150 000 t aujourd'hui à l'issue du plan KT150 », commente un fin connaisseur du dossier. Le Burkina Faso, le Tchad ou le Cameroun connaissent des soucis similaires.

« À contre-courant du credo de libéralisation à tous crins, il ne peut y avoir de développement d'une industrie sucrière sans volonté politique forte, estime Benoît Coquelet. C'est ce que nous montre l'exemple du Maroc. Son champion Cosumar (détenu à 27,4 % par le singapourien Wilmar) reste l'une des plus belles réussites du continent. » Ce groupe, qui produit la moitié de la consommation du royaume et est aussi raffineur de sucre brut importé, veille à rester compétitif industriellement. Mais, en contrepartie, il bénéficie d'un cadre juridique clair et appliqué sur les prix intérieurs, ainsi que du soutien sans faille de l'État quant au développement de l'amont agricole (la betterave, en l'espèce) à travers, par exemple, le Plan Maroc vert et un effort public massif en matière d'irrigation.

Tous les États n'ont pas les mêmes motivations ni les mêmes moyens que le Maroc. Au Bénin et à Madagascar, où le groupe industriel public chinois

Complant a repris des usines, parfois en simple gérance, la situation de l'industrie reste des plus fragiles.

Pour sa part, le groupe Somdiaa, dans les six pays où il produit selon un modèle intégrant l'amont agri-

**Il ne peut y avoir
de développement
d'une industrie
sucrière sans volonté
politique forte.**

cole (Côte d'Ivoire, Tchad, Gabon, Cameroun, Centrafrique, Congo-Brazzaville), n'entend pas baisser les bras. « Nous sommes dans une phase de fort investissement dans ces pays, de l'ordre de 90 à 100 millions d'euros par an dans la filière. L'industrie sucrière est un métier de long terme, exigeant. Il nécessite →



PUBLICITÉ



ALAPALA, LA RENCONTRE DE LA TRADITION ET DE L'INNOVATION OFFRE COMPLÈTE DE SOLUTIONS DE MEUNERIE CLÉS EN MAIN, AVEC UN SAVOIR-FAIRE MONDIAL

Nous construisons des minoteries, des installations de broyage du maïs, des semouleries ainsi que des provenderies et nous produisons des machines primées. Grâce à un investissement continu dans la R&D et à la fourniture de tous les services à partir d'une source unique (conception, planification et mise en service), nos services réduisent les coûts opérationnels et augmentent la productivité des minoteries.

Grâce à son expertise unique en matière de gestion de la construction et de l'automatisation, Alapala se positionne comme le partenaire de confiance pour les solutions clés en main. Nos offres intégrées, rentables et efficaces et nos conceptions sur mesure répondent aux besoins spécifiques de nos clients. Les caractéristiques avancées de nos machines de meunerie de pointe nous permettent de répondre aux besoins des établissements de toute taille.

OFFRE ALAPALA

Offre complète de pièces de rechange et de services sur place et à distance pour assurer la continuité des activités. Le secteur d'activité d'Alapala compte les moulins à farine (blé tendre, blé dur et moulins à maïs), les moulins à riz, les moulins à aliments pour animaux, les silos et les systèmes de stockage de produits, quels qu'ils soient, les systèmes de pesage, de transport et d'emballage, ainsi que les systèmes de mélange de farine.

Alapala Group
ECS Business Park B3 Blok
Bakirkoy - Istanbul, Turquie
info@alapala.com
www.alapala.com

Marketplace 3.0

Les fintechs jouent la carte agricole

Les marketplaces ont le vent en poupe, popularisées par les géants Amazon, Alibaba ou encore Jumia, et s'adressent désormais au secteur agricole. Les fintechs ont flairé le créneau pour lancer des marketplaces 3.0, inspirées par Hiroshi Mikitani, le PDG de Rakuten, qui fut le premier à identifier les synergies de l'e-commerce et du monde des paiements.

La marketplace 3.0 se base sur un concept clé : l'écosystème créé doit générer de la valeur pour tous ses participants.

En Inde, le lancement de la plateforme Safal Fasal par la fintech BPC, a prouvé le bien-fondé d'une marketplace nouvelle génération. La marketplace va au-delà de l'e-commerce et offre un écosystème ouvert à tous les acteurs, institutions financières, producteurs, acheteurs, coopératives et transporteurs dans le but de simplifier les échanges et de tracer les transactions. En une année, la plateforme a conquis plus de 300 000 producteurs, prévoit d'en atteindre 1 million en 2022, et de traiter un volume de transactions de l'ordre de 150 millions de dollars.

Ce montage allie plusieurs piliers essentiels. Un modèle phy-gital permet aux petits producteurs de passer progressivement au numérique et d'accéder à un réseau d'ambassadeurs ou de coopératives.

Des partenaires financiers offrent des solutions adaptées à ces nouveaux clients, désormais structurés et accessibles. Le traitement des données permet de gérer les besoins agricoles, d'effectuer des prévisions et de venir alimenter un nouveau type de crédit scoring basé sur l'historique des transactions.

La prévention de la fraude est assurée lors de l'enregistrement et de la création d'un eWallet unique à chaque participant pour tous les paiements sur la plateforme. Les mêmes règles d'usage et de KYC (Know your customer) du secteur des paiements viennent élever le niveau de confiance entre les participants.

La marketplace va au-delà de l'e-commerce et offre un écosystème ouvert à tous les acteurs



Ilyas Berrajaa,
Chief Growth Officer
Radar Payments
& BPC

Les gouvernements souhaitent également prendre part à ces écosystèmes pour favoriser l'inclusion financière de cette tranche de population qui impacte toute une économie. Certains produits subventionnés peuvent être labellisés, et ainsi, permettre de mieux évaluer l'efficacité des programmes d'aide tout en réduisant les risques et coûts liés à la gestion de liquidité.

Les plateformes nouvelle génération ont profité de la révolution des données et de la téléphonie mobile pour se réinventer. La géolocalisation, l'intelligence artificielle, la finance et la prévention de la fraude viennent agrémente un tout autre niveau de service.

En France, c'est le groupe Crédit Agricole qui se lance avec sa plateforme Loop-market.fr. L'ambition des marketplaces 3.0 est internationale. Elles arrivent sur le continent Africain pour répondre à un besoin de dynamiser le secteur qui représente entre 15 et 30 % du PIB des pays Africains.



BAPTISTE DEVILLE D'AVRAY

La Sosucam (Société sucrière du Cameroun, filiale de Somdiaa), créée en 1964, cultive 18 700 hectares de plantations de canne à sucre.

→ de grosses usines fonctionnant sur une période courte et l'organisation intégrée des cultures de canne autour des sites, donc des équipements d'irrigation et une logistique lourde. Le groupe reste pleinement engagé dans le développement de cette activité malgré les difficultés », affirme encore Benoît Coquelet. Des difficultés, Somdiaa en connaît actuellement au Cameroun, où la conjonction de mauvaises récoltes

dans des plantations non irriguées, d'une rentabilité insuffisante, et de fraudes aux importations se traduit, dans sa filiale Sosucam, par un plan de 250 licenciements, très contesté. Mais Somdiaa, outre en Côte d'Ivoire, a aussi dans les cartons des projets de développement au Congo – un des rares pays exportateurs –, au Gabon ou même au Tchad, pays aux frontières pourtant très poreuses...

Le 24 décembre 2020, le groupe a signé un mémorandum d'entente avec l'État tchadien pour la construction d'un complexe sucrier d'une capacité de 173 000 t. Cette usine doit s'étendre au milieu de 16 000 ha de plantations de canne à sucre qui seront arrosées grâce au fleuve Bahr Sara. Du fait du modèle agricole intégré dans de nombreux pays, le foncier reste un verrou pour l'expansion des systèmes sucriers sur le continent. ●

DISTRIBUTION ÉQUIPEMENTS FRIGORIFIQUES À L'INTERNATIONALE



Froid Industriel



CVC



Froid Commercial



Cuisine Professionnelle

NOTRE FORCE ?

CONCEVOIR - OPTIMISER - GARANTIR
Le résultat de vos projets !



www.groupe-mondial-frigo



contact@medit-frigo.com



MEDIT FRIGO



**SOLUTIONS PERFORMANTES
EN ENERGIE
ET FAIBLE CONSOMMATION**

- ✓ Fluides naturels
Propane, Ammoniac, CO2
- ✓ Autres fluides
HFO et HFC

Venez rejoindre notre réseau
de partenaires installateurs locaux !



Une vision agro-industrielle innovante

Après quarante ans d'expérience en matière de production et de distribution alimentaire, Webcor Group offre une large gamme de produits de qualité et abordable, qui en plus de renforcer la sécurité alimentaire, soutient une croissance durable en Afrique subsaharienne. Son PDG, Wissam Nesr revient sur les futurs développements panafricains de cette compagnie familiale.

Entretien avec Wissam Nesr, PDG de Webcor Group

Plusieurs défis

Nos marchés présentent de nombreux challenges à relever, mais également beaucoup d'opportunités. La chaîne d'approvisionnement souffre de l'absence de données statistiques solides, puisque la plupart des échanges sont réalisés en dehors des courants commerciaux modernes. Nos marchés sont en constante mutation. L'évolution des politiques publiques, conjuguée à certaines causes telles que les dévaluations monétaires ou la rareté de devises fortes, sont d'importants facteurs de changement dans nos activités. Nous devons constamment revoir nos modes opératoires, nos procédures internes et nos business plans. C'est un environnement d'affaires qui nécessite la définition d'une stratégie suffisamment flexible pour être constamment adaptable.

Une stratégie d'expansion panafricaine

Nous opérons actuellement dans les deux pays lusophones, l'Angola et le Mozambique, qui chacun dispose d'un port important pour approvisionner l'ensemble de la sous-région et ses pays enclavés. Le développement récent d'infrastructures telles que la ligne de chemin de fer angolaise de Lobito et le corridor mozambicain de Beira, vont considérablement améliorer notre marge de manœuvre et ainsi soutenir notre volonté d'accroître efficacement notre présence à travers l'Afrique subsaharienne. La création de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et l'accord récent de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) constituent des outils qui vont dans le sens d'une évolution prometteuse. Nous rêvons de marchés sans frontières, pour avoir accès à toujours plus de consommateurs africains. Nous sommes confiants quant à l'efficacité de nos investissements et notre capacité à approvisionner les pays de la sous-région en marchandises africaines de qualité, produites localement et à des prix accessibles au plus grand nombre.

Piloter avec succès une chaîne d'approvisionnement multinationale

Les prévisions de demandes de nos marchés sont des outils développés par l'équipe de management de notre chaîne d'approvisionnement. Notre avantage comparatif s'appuie fortement sur les synergies générées par notre modèle opérationnel : réduction des coûts et innovation pour l'ensemble des maillons de la chaîne, diminution des temps d'approvisionnement du marché, agilité à répondre aux changements soudains. Nous disposons d'une compréhension fine des défis et des difficultés liés à notre activité. C'est une force sur laquelle nous comptons au quotidien.



Ci-dessus : Grands Moulins d'Angola, silos et équipements de transport, Port de Luanda, Angola



Ci-contre : IMEX Industries, Viana, Luanda - Angola

Nos objectifs en matière de ressources humaines, responsabilité sociale et développement durable

Nous savons que l'ingrédient le plus important de notre formule à succès réside dans la loyauté et la persévérance de nos employés. Nous protégeons donc la culture familiale qui se diffuse dans notre organisation. J'ai eu la chance de travailler le plus souvent avec les mêmes personnes pendant les vingt dernières années. Nous avons appris et grandi ensemble.

Notre responsabilité sociale nous porte à croire que nous ne pouvons que « grandir ensemble ». À mesure que croît nos activités, nous recherchons activement à assurer le développement de notre personnel. Nous sommes signataires depuis 2016 du Pacte mondial des Nations Unies. Nous investissons pour respecter certains principes clés, en relation avec les droits humains, l'environnement et la lutte contre la corruption. Nous sommes également très engagés pour atteindre des objectifs durables en matière de sécurité alimentaire et fournir une éducation de qualité, car nous croyons que ces facteurs peuvent être de grands catalyseurs pour un développement soutenable.

JAMG - PHOTOS DR

Webcor S.A.

40 rue du Rhône, 1204 Genève – Suisse
Téléphone : +41 22 906 76 46
geral@webcorgroup.com

webcorgroup.com

MARCHÉS AGRICOLES

Haut les cours

À la faveur de la crise, les prix des produits agricoles, portés par la forte demande chinoise, atteignent des niveaux très élevés. La tendance devrait se confirmer, d'après les rédacteurs de l'édition 2021 du rapport CyclOpe, qui fait autorité sur l'évolution des marchés de matières premières.

ALAIN FAUJAS



Selon le rapport CyclOpe, les produits agricoles comme le riz, l'huile de palme, le café ou encore le cacao ont connu une forte augmentation de leurs prix moyens.

Sous l'effet de la crise économique due à la pandémie, les prix des produits agricoles n'ont pas évolué comme ceux des métaux industriels ou de l'énergie. Ces derniers se sont effondrés avant de s'envoler en fin d'année à la suite de la forte demande chinoise, mais les variations par rapport à leurs prix moyens

de 2019 demeurent négatives. En revanche, les produits agricoles, et notamment ceux issus du continent, ont fait mieux que résister, à l'image de l'huile de palme (+ 28 %), du riz (+ 16 %), du café (+ 8 %) ou du cacao (+ 1 %). Il n'y a que le coton dont les prix moyens ont reculé de 8 %.

Publié à la fin de mai, le 35^e rapport CyclOpe sur les matières premières,

dirigé par Philippe Chalmin, économiste et professeur à l'université Paris Dauphine-PSL, anticipe pour 2021 la poursuite d'une hausse des prix des produits agricoles constatée en 2020 : + 26 % pour l'huile de palme, + 20 % pour le café, + 20 % pour le maïs, + 11 % pour le coton, + 5 % pour le riz, + 1 % pour le cacao. Même s'il estime « qu'il ne faut →

CACAO

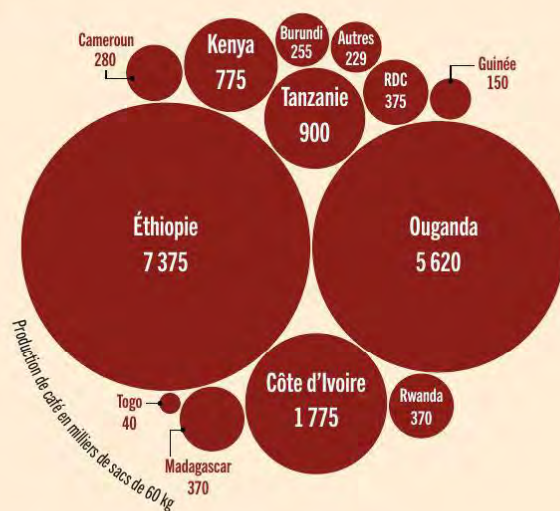
Côte d'Ivoire : des ventes de fèves en baisse, mais de chocolat en hausse



... des cours en dents de scie



Éthiopie et Ouganda, toujours premiers producteurs du continent



Des récoltes africaines qui stagnent

CAFÉ



Des prix toujours orientés à la hausse

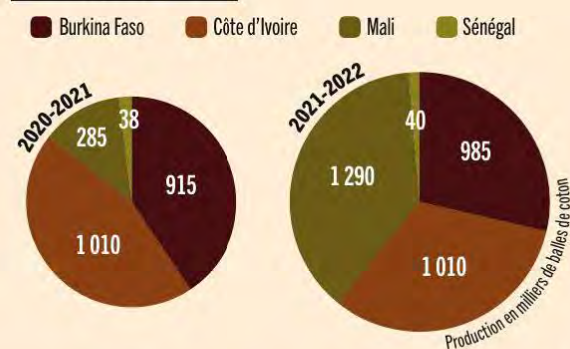


COTON

Rebond post-pandémique



Le Mali revient dans le jeu



Afrique de l'Ouest : production et importation en hausse



RIZ

→ pas exagérer les tensions agricoles », il est évident que les matières premières sont redevenues à la mode auprès des investisseurs, pour qui elles constituent, à nouveau, une classe d'actifs potentiellement riche en plus-value.

Un bras de fer gagnant

Les investisseurs sur les marchés agricoles sont donc à l'affût d'informations sur une insuffisance des stocks (les huiles au plus haut depuis dix ans) ou sur l'appétit de la Chine (le coton est reparti à la hausse), ou encore sur l'excès de l'offre sur la demande (le cacao est actuellement en petite forme). Le rapport analyse le marché paradoxal de la fève de cacao. Le bras de fer engagé par la Côte d'Ivoire et le Ghana (62 % de la production mondiale en 2019-2020) avec les multinationales du chocolat semblait bien parti pour les producteurs. En exigeant de leurs acheteurs un « différentiel de revenu décent » de quelque 400 dollars la tonne exportée, les deux pays ont obtenu

en 2020 une hausse du prix de vente de 21 % pour le producteur ivoirien et de 28 % pour le ghanéen. Reste que le prix du cacao stagne, et pas parce que la consommation a été paralysée par la pandémie. « Certaines multinationales ont limité leurs achats de cacao ouest-africain pour ne pas payer le nouveau prix fort », indiquent les analystes de CyclOpe, qui expliquent qu'elles se sont tournées « vers les fèves dans les entrepôts certifiés des marchés à terme ». Et les planteurs ont aujourd'hui du mal à vendre leur récolte.

Autre produit où les Africains entendent faire preuve de volontarisme : les bois tropicaux. Grâce au Vietnam notamment, qui, selon CyclOpe, « s'est imposé comme un acteur majeur du commerce du bois », les prix des grumes comme ceux des produits transformés ont poursuivi leur ascension. Il est vrai que la décision affichée par l'Afrique centrale de ne plus exporter de grumes, dès 2022, pour développer leur transformation sur place change la

donne. Le Gabon prévoit même de devenir le leader mondial du bois tropical transformé en 2023.

Sans que l'on puisse prédire si ce sera à la hausse ou à la baisse, le marché du bois sera affecté dans les prochaines années par la lutte contre le réchauffement climatique. Car les grandes entreprises interna-

Certaines multinationales ont limité leurs achats de cacao ouest-africain pour ne pas payer le nouveau prix fort.

tionales veulent atteindre la neutralité carbone en compensant leurs émissions de gaz à effet de serre par la plantation de millions d'hectares dans les forêts tropicales où les arbres poussent et sont exploitables plus vite. ●

**Jeune Afrique
Business+**

- Fusions-acquisitions
- Levées de fonds
- Nominations...



**Soyez le premier informé,
et prenez les meilleures décisions d'investissements**

**DÉCOUVREZ
JEUNEAFRIQUEBUSINESSPLUS.COM**

abonnements@jeuneafriquebusinessplus.com

+33 1 44 30 19 03

Au carrefour de l'Afrique, du monde arabe et de l'Asie

DJIBOUTI

Le futur est en marche



Un environnement propice à l'innovation

Une économie diversifiée

Un hub régional en transports et logistique

Des infrastructures et services aux standards internationaux

De nouvelles offres touristiques



Un port d'attache pour les investisseurs

Focus

Africa CEO Forum

DIGITAL
EDITION



PROSPECTIVE

Le monde qui vient

Par **Julien Wagner**, responsable éditorial de l'événementiel,
Jeune Afrique Media Group

En paralysant l'activité économique mondiale à la fin du premier trimestre de 2020, la crise sanitaire a provoqué une accélération brutale de tendances déjà à l'œuvre : priorité donnée à la lutte contre le changement climatique, remise en question des chaînes de valeur mondiales, rivalité commerciale sino-américaine, résurgence du protectionnisme, tensions inflationnistes, montée en puissance des Big Tech, transformation digitale et travail à distance... Un nouveau monde s'ouvre, qui vient refermer la page d'un cycle économique de près de soixante-dix ans, dominé par la globalisation, l'industrialisation et les énergies fossiles.

De ces bouleversements émerge pour l'Afrique un environnement économique tout aussi original qu'incertain, qui l'incite à redéfinir sa trajectoire et à repenser ses atouts comme ses faiblesses. Sa dépendance à l'égard du reste du monde (84 % de ses échanges commerciaux ont lieu avec l'extérieur) comme son déficit infrastructurel apparaissent ainsi plus problématiques que jamais. La

révolution verte rebat les cartes de ses richesses : du charbon vers le cuivre, du pétrole vers le soleil et le vent. La quatrième révolution industrielle valorise le dynamisme, l'ambition et le caractère entrepreneurial de sa jeunesse. Le retour en force du souverainisme et de l'État stratège éclaire défavorablement la fragmentation du continent et son absence de politique industrielle concertée. Les menaces sanitaires et l'importance toujours plus décisive de l'économie du savoir questionnent l'investissement dans son capital humain.

Opportunités et menaces

Tous ces défis, l'Africa CEO Forum-Digital Edition, qui se déroulera les 28, 29 et 30 septembre, se propose de les discuter et de les analyser autour du thème « Le monde qui vient : quelles stratégies pour l'Afrique et son secteur privé ? », en réunissant les esprits les plus brillants que compte le continent et ceux qui y exercent : grands patrons, économistes, décideurs, ministres, experts et bien d'autres.

Pour vous donner un avant-goût des débats auxquels cette édition en

ligne donnera lieu, nous vous proposons dans ce Focus, en amont de l'événement, d'en aborder deux thèmes clés. D'un côté, la place de l'Afrique à l'heure des nouvelles guerres commerciales : notre article (*lire p. 154*) analyse la stratégie d'Addis-Abeba pour développer son secteur des télécoms à l'heure des tensions entre Washington et Pékin. De l'autre, l'avenir de l'industrie en Afrique, au moment où les révolutions technologiques successives

La révolution verte rebat les cartes des richesses du continent : du charbon vers le cuivre, du pétrole vers le soleil et le vent.

appellent à repenser les modèles de développement au travers d'une discussion à bâtons rompus entre deux des plus grands experts en la matière : Acha Leke (McKinsey) et Abdou Diop (Mazars). Que le débat commence ! ●



INDUSTRIALISATION

« Le Covid et la Zlecaf nous invitent à jouer collectif »

ACHA LEKE ET ABDOU DIOP

Le directeur Afrique de McKinsey et l'associé chargé du continent chez Mazars ont croisé leurs points de vue pour JA.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTOPHE LE BEC

Pour aborder le futur de l'industrie sur le continent, l'un des thèmes de l'Africa CEO Forum (ACF)-Digital Edition, nous avons réuni Acha Leke et Abdou Diop, deux figures du conseil et de l'audit qui se connaissent et s'apprécient, même s'ils n'ont pas les mêmes convictions, notamment en ce qui concerne le rôle de l'État dans le développement économique.

Le premier est camerounais et vit à Johannesburg, d'où il pilote les 400 consultants de McKinsey.

Familier du Nigeria, où il a passé plusieurs années, il a l'oreille d'Aliko Dangote et celle de l'ex-gouverneur de la Banque centrale Lamido Sanusi. Le second est sénégalais, mais habite au Maroc depuis plus de trente ans. Installé à Casablanca, il a accompagné pour le cabinet Mazars la plupart des grands groupes du royaume au sud du Sahara.

Jeune Afrique : Que pèsent aujourd'hui les secteurs industriels sur le continent ?

Acha Leke : Dans une étude que nous avons publiée il y a quelques années, nos équipes de McKinsey avaient valorisé les produits fabriqués en Afrique à quelque 500 milliards de dollars par an, dont environ 65 % de produits manufacturés et vendus dans le même pays, 15 % exportés ailleurs sur le continent, et 20 % écoulés dans le monde. Les plus grandes bases industrielles du continent sont connues : le Maroc, l'Afrique du Sud, l'Égypte et, dans une moindre mesure, le

Nigeria, devenu un exportateur important de certains produits industriels en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Il est clair que ces bases sont trop peu nombreuses et que les volumes de produits manufacturés africains sont encore faibles...

Abdou Diop : Oui, les bassins industriels sont ceux-là, ils n'ont pas changé, à l'exception toutefois notable de l'Éthiopie, qui a émergé ces dernières années. Notons que le Maroc et l'Afrique du Sud ont progressé positivement dans le même temps, en intégrant mieux certaines de leurs industries à des filières globalisées. Les véhicules qui sortent des usines marocaines, par exemple, sont plus complexes et ont une plus forte valeur ajoutée, alors qu'il y a une dizaine d'années ce secteur était embryonnaire...

Cependant, si les bassins industriels restent les mêmes, il y a par-



La productivité des industries est encore bien trop faible, ce qui fait qu'un produit fabriqué localement est souvent plus cher que celui qui est importé.



tout sur le continent une poussée en faveur d'une augmentation de la valeur ajoutée localement, donc de la transformation et donc de l'industrialisation.

A. L. : Ce discours est effectivement plus prégnant qu'avant, avec le leitmotiv de la création d'emploi. Comme le dit Aliko Dangote, chaque fois qu'on importe un produit manufacturé, on exporte des emplois... Le problème est que l'industrialisation n'est pas liée seulement à l'existence d'une main-d'œuvre peu onéreuse, dont dispose le continent, mais aussi à la productivité des industries de celui-ci, encore bien trop faible. Ce qui fait qu'un produit fabriqué localement est souvent plus cher que celui qui est importé.

L'Éthiopie est-elle vraiment un exemple à suivre? Les autorités voulaient la voir devenir une « usine du monde », à l'image des pays du Sud-Est asiatique, grâce au faible coût de sa main-d'œuvre. Mais peut-on vraiment développer une industrie tournée essentiellement vers l'exportation?

A. D. : Addis-Abeba a réussi, grâce aux délocalisations d'usines par des groupes chinois en Éthiopie, à développer des filières industrielles à bas coûts tournées vers l'exportation telles que le textile, c'est vrai. Mais il y a une inflexion depuis 2016, en particulier dans le domaine agroalimentaire, où ce pays a compris qu'il devait aussi et surtout cibler le développement d'industries visant le marché local ou régional. En utilisant le gaz présent sur place, et en s'alliant avec l'OCP, le géant marocain des phosphates, Addis-Abeba a notamment lancé la construction d'une usine d'engrais qui bénéficie à un secteur agricole crucial pour l'Éthiopie. Et puis le pays a aussi bâti des unités de transformation du sésame et d'autres produits agricoles consommés par les Éthiopiens.

Quelles sont les conséquences de la pandémie sur l'orientation des politiques industrielles sur le continent?

A. L. : La crise sanitaire a été l'occasion d'une prise de conscience pour les dirigeants chargés des politiques économiques de leurs pays. Que ce soit au Sénégal, au Gabon, au Rwanda, au Togo ou en Côte d'Ivoire, les pénuries de vaccins, de médicaments ou de matériel médical tel que les ventilateurs les ont obligés à réfléchir à la sécurité de leurs approvisionnements. Et par conséquent à mettre en œuvre des plans pour développer et préserver des filières industrielles jugées prioritaires, dans la santé mais aussi dans l'agroalimentaire, au nom de la souveraineté alimentaire. Il y a eu une inflexion très claire des intentions des dirigeants de nos pays en faveur de politiques d'industrialisation plus efficaces, mais qu'il reste à traduire concrètement sur le terrain.

A. D. : La question de la souveraineté alimentaire et sanitaire est

devenue prioritaire pendant cette pandémie. Quand la Chine s'est fermée et que plusieurs pays africains n'ont pu importer de riz, les infrastructures logistiques et plans de relance rizicoles sont revenus au premier rang des préoccupations des politiques. Des pays comme le Maroc ou l'Éthiopie ont pu, grâce à leurs compagnies aériennes et à leurs ports, trouver d'autres façons de s'approvisionner en produits usuellement importés. Pour beaucoup de pays, au-delà des vaccins ou du riz, de nombreux autres produits n'étaient plus accessibles. Plusieurs médicaments ont connu des ruptures de stock, par exemple ceux destinés au traitement de la drépanocytose, inaccessibles du fait de la fermeture des frontières des pays d'approvisionnement européens ou asiatiques.

Le protectionnisme et le rôle de l'État, comme architecte du développement industriel, reviennent au goût du jour. Qu'en pensez-vous?

A. L. : La pandémie a constitué un coup de semonce pour les dirigeants politiques. Elle les a obligés à accélérer certains plans d'industrialisation qui, pour certains, étaient jusque-là restés au stade de vœux pieux. Il est compréhensible que, pour les produits jugés stratégiques – dans la santé ou l'alimentation, par exemple –, ils se mobilisent et mettent en place un programme qui favorise la production locale. Mais il est crucial que celui-ci soit limité dans le temps et concentré sur des secteurs où l'Afrique peut être compétitive. Une politique industrielle doit inclure un objectif de compétitivité.

A. D. : Je partage cet avis. Le protectionnisme prolongé protège la rente du ou des industriels en situation de monopole ou d'oligopole sur un marché. Le sucre est un exemple à ne pas suivre : c'est une filière que l'on subventionne depuis plus de quarante ans sur le continent et qui bénéficie finalement à un ou deux groupes dans chaque pays. Ces politiques industrielles ne protègent pas seulement des importations, mais aussi des nouveaux entrants, avec

un prix plus élevé, supporté par le consommateur final...

L'exemple du Maroc, où l'État joue un rôle clé dans le développement des filières automobile et aéronautique, est-il répliquable ?

A. L. : Le Maroc est une exception. Mon expérience dans la plupart des autres pays du continent, c'est que les États ne disposent pas toujours des compétences nécessaires pour développer et diriger ces sociétés. Si certaines connaissent d'indéniables succès, comme Ethiopian Airlines, le bilan global des entreprises publiques est généralement plus mitigé. Le rôle de l'État pourrait plutôt consister à créer un environnement des affaires propice au développement et à l'essor du secteur privé.

A. D. : Il faut reconnaître une particularité marocaine difficilement répliquable qui tient à trois facteurs. D'abord, la monarchie y donne un cadre de long terme aux politiques publiques, avec des orientations générales qui ne sont pas remises en question à l'occasion des échéances électorales. Ensuite, cette monarchie a donné une impulsion forte pour mettre en place des infrastructures et institutions favorables à l'activité économique telles que le port de Tanger Med, Casa Finance City, le TGV, ou bien encore l'axe routier Dakar-Tanger. Enfin, des fonds et institutions publics, telle la Caisse de dépôt et de gestion [CDG], ont participé à l'amorçage de ces programmes de long terme jusqu'à ce que le secteur privé prenne le relais.

La zone de libre-échange continentale africaine [Zlecaf] doit permettre d'ouvrir les frontières aux produits fabriqués sur le continent. Peut-elle contribuer à permettre un essor industriel ?

A. L. : Oui, sans aucun doute. Les responsables africains comprennent qu'il faut à minima une réflexion régionale – et au mieux continentale – pour lancer certaines filières industrielles. La question de la taille critique des usines est cruciale, et celle-ci est rarement atteinte à une échelle nationale. Par exemple, le Rwanda a lancé des discussions avec l'Ouganda et le Kenya afin de

réfléchir à un écosystème régional destiné à la fabrication de vaccins sur son territoire avec des intrants venus de ses deux voisins. Mais une telle coopération ne va pas toujours de soi.

Autour des ressources naturelles – minerais, pétrole, cacao –, où la

« **Les États ne jouent pas toujours le jeu de la complémentarité au sein des communautés économiques régionales.** »

logique de filière est déjà établie, c'est délicat, alors pour des secteurs plus complexes tels que l'automobile, l'agroalimentaire ou la pharmacie, il est assez difficile, et pourtant crucial, que les Africains s'accordent entre eux.

A. D. : Les États ne jouent pas toujours le jeu de la complémentarité au sein des communautés économiques régionales. Le plus souvent, chacun veut être un champion régional de toutes les industries ! L'automobile au Maghreb en est un exemple : Maroc, Algérie, Tunisie... chacun a fait cavalier seul. Et finalement, un unique pays a pu faire émerger sa filière, mais sans la participation des deux autres. Lorsqu'il y a déjà une filière industrielle qui fonctionne, il faudrait que les autres pays de la zone s'arriment à sa chaîne de valeur. La crise du Covid-19 et la Zlecaf nous invitent à mettre de côté les ego nationaux pour jouer collectivement.

La numérisation des économies africaines est en marche, y compris dans l'industrie. Demain, on pourrait avoir des usines avec très peu d'ouvriers. Quelles conséquences faudrait-il en tirer pour les politiques industrielles des États ?

A. L. : La pandémie a donné un coup de fouet indiscutable et salutaire à la numérisation. Les entreprises et les pays qui étaient déjà bien avancés en la matière ont pu mieux résister que d'autres. Bien sûr, la digitalisation

pourrait réduire le nombre d'emplois dans certains secteurs ou des catégories de métiers, mais elle permet dans le même temps une forte création de nouveaux postes. Nos analyses suggèrent ainsi qu'il y aura plus d'emplois créés que détruits à travers le monde. Si les États s'y prennent bien, la numérisation aboutira également à un solde positif de postes sur notre continent. Ce n'est pas donné d'avance, il faut préparer dès maintenant la transition, notamment en matière de formation. L'Afrique a la capacité de devenir un fournisseur numérique du monde.

A. D. : Tout d'abord, je ne suis pas inquiet : de l'agroalimentaire à l'automobile en passant par les mines ou la métallurgie, le secteur industriel sur le continent requiert toujours une main-d'œuvre importante. Concernant la digitalisation, il faut effectivement que les gouvernements – et les entreprises – soient proactifs. Moulay Hafid Elalami, le ministre marocain de l'Industrie, a coutume de dire qu'au lieu de se lamenter sur les 5 000 informaticiens du royaume débauchés chaque année en Europe il faut se mobiliser pour qu'on n'en forme pas 10 000 chaque année, mais 20 000, sachant que les 5 000 exilés peuvent revenir.

Pensez-vous que cette nouvelle industrie soit plus vulnérable à la concurrence internationale ?

A. L. : Sans doute. Si les fournisseurs numériques africains jouent dans l'arène mondiale, ils doivent nécessairement réfléchir à leur compétitivité, sachant que la délocalisation est bien plus facile en ce domaine. Mais la richesse et le dynamisme de sa main-d'œuvre donnent au continent des armes pour conquérir cette compétitivité : dans trente ans, un quart des habitants de la planète vivra en Afrique.

A. D. : Les entreprises de ces secteurs peuvent apprendre à jouer sur différents tableaux, à l'image des centres d'appels de groupes marocains comme Outsourcia ou Intelcia, qui ont des bases au Maroc mais aussi en France, à Madagascar, en Côte d'Ivoire, au Ghana, ou au Sénégal. Ils ont compris qu'il fallait disposer d'un mix géographique et de compétences pour pouvoir répondre aux clients mondiaux. ●

TÉLÉCOMS

L'Éthiopie mise-t-elle sur Washington plutôt que sur Pékin ?

Alors que les tensions commerciales entre grandes puissances grandissent, certains partenariats économiques, tels que le choix par Addis-Abeba d'un consortium financé par les Américains, semblent obéir à des motivations géopolitiques.

QUENTIN VELLUET ET JOËL TÉ-LÉSSIA ASSOKO

En quelques semaines, de la fin d'avril au début de juin, l'Éthiopie serait-elle devenue le nouveau front de la guerre technologique sino-américaine ? C'est, en tout cas, ce qu'avancent des médias américains et des experts des télécoms en Afrique. Selon ces derniers, la décision des autorités éthiopiennes, le 22 mai 2021, d'accorder la nouvelle licence de télécoms au consortium Global Partnership for Ethiopia (GPE), composé du britannique Vodafone et de ses filiales Vodacom (Afrique) et Safaricom (Kenya) plutôt qu'au sud-africain MTN n'obéit pas qu'à de simples impératifs économiques.

En cause : les conditions du prêt de 500 millions de dollars accordé à ce consortium par l'agence publique américaine, US International Development Finance Corporation (DFC), qui lui aurait permis de déposer une offre de 850 millions de dollars, contre 600 millions proposés par MTN, soutenu par le chinois Silk Road Fund, lui-même financé par China Development Bank et EximBank of China. Pour certains observateurs, ce choix constitue un rejet implicite de la Chine. La DFC, lancée sous l'administration Trump, s'est positionnée comme réponse à la percée chinoise dans les pays du Sud, ses financements interdisant le recours aux équipementiers chinois tels que

Huawei ou ZTE, au bénéfice de spécialistes occidentaux tels qu'Ericsson et Nokia, ou du géant coréen Samsung Electronics.

Une « rupture » d'autant plus claire que Huawei et ZTE ont pignon sur rue grâce à leur partenariat de longue date avec l'opérateur national Ethio Telecom. « Dans les années 2010, le gouvernement parlait déjà de libéralisation, mais sur un modèle viet-

Ici, nous sommes conscients qu'ils font les choses à bas prix pour une qualité médiocre.

namien, où les nouveaux opérateurs auraient été contrôlés par l'armée ou par d'autres représentants du pouvoir », se souvient un professionnel européen des télécoms. « À l'époque, il n'était pas du tout question d'interdire le recours aux fournisseurs chinois », poursuit-il.

Cette grille de lecture est loin de faire l'unanimité sur le terrain. « Je ne crois pas à un choix diplomatique dans cette affaire. Les Éthiopiens ont besoin d'argent : l'inflation est énorme, le birr a chuté de 50 % en un an, et le PIB par habitant est annoncé à 850 dollars. Ils ont donc choisi l'offre

la plus intéressante financièrement », analyse un chercheur français spécialiste du pays.

« Ici, nous avons notre propre avis sur ces infrastructures chinoises au rabais. Nous sommes conscients qu'ils font les choses à bas prix pour une qualité médiocre », lance le dirigeant d'un cabinet de conseil installé dans la capitale et bien introduit auprès du gouvernement. Choisir GPE, piloté par Anwar Soussa, ex-patron de Vodacom RDC, serait ainsi une façon pour le gouvernement d'apporter un réseau de meilleure qualité à la population. « L'Éthiopie est un grand pays. Nous ne faisons pas de favoritisme. Nous avons de solides partenariats avec la plupart des pays du globe. C'est ainsi que nous préservons notre indépendance », insiste pour sa part Brook Taye, conseiller principal au ministère éthiopien des Finances.

Défiance du made in China

D'ailleurs, le processus de libéralisation du secteur n'est pas clos. Un deuxième appel d'offres est à l'étude pour une autre licence d'opérateur de télécoms. « Les Chinois acceptent le deal avec Vodafone-Safaricom, parce qu'ils savent qu'ils reviendront dans le cadre d'une seconde licence. Et si tel n'était pas le cas, ils savent qu'ils gagneront des parts de marché dans d'autres secteurs », analyse notre enseignant-chercheur français.

Au demeurant, la DFC est engagée dans d'autres projets en Éthiopie. En octobre 2020, l'agence a débloqué un prêt de 1,5 million de dollars pour un projet de centrale géothermique sur le site de Tulu Moye. La DFC participe également à un projet de construction d'un hôtel Marriott à Addis-Abeba via un prêt de 50 millions de dollars sur quinze ans. Elle est également investie indirectement dans d'autres projets moins récents, hérités de son ancêtre l'Overseas Private Investment Corporation (Opic), absorbée en 2019.

Quels que soient les motifs ultimes d'arbitrage entre Vodafone-Safaricom et MTN – appel du pied en direction de Washington, simple choix financier, défiance envers la qualité du made in China ou un peu des trois –, l'exacerbation du conflit entre le pouvoir éthiopien et le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) pourrait aussi jouer un rôle dans la progression des projets de télécoms dans le pays.

Le 23 mai, soit le lendemain de la « victoire » du consortium soutenu par la DFC, Anthony Blinken, le secrétaire d'État américain, a restreint l'attribution de visas aux dignitaires du régime d'Abiy Ahmed et ordonné « de larges restrictions de l'assistance économique et sécuritaire en faveur de l'Éthiopie ». L'imminence de telles sanctions avait été éventée deux jours auparavant par le magazine *Foreign Policy*. Au sein du gouvernement éthiopien, on assure que cette menace éventuelle n'a en rien pesé dans le choix de Vodafone.

Dès le 24 mai, l'agence Bloomberg rapportait que la DFC aurait décidé de suspendre ses investissements en Éthiopie, citant des sources confidentielles au sein de l'agence américaine. Si elle était confirmée, la décision s'ajouterait à divers moyens de pression déjà mis en place plus tôt en mai par l'administration Biden afin d'amener le gouvernement d'Abiy Ahmed à ouvrir un couloir humanitaire et d'obtenir le retrait des troupes érythréennes de la région du Tigré. Par ailleurs, Washington entend exercer une pression auprès de la Banque mondiale et du FMI afin qu'ils réduisent leurs financements à destination du pays.

Face à ces développements, le 25 mai, China Plus News, radio affiliée

au régime de Pékin, a fustigé l'attitude américaine, l'accusant de « se mêler des affaires internes de l'Éthiopie sous couvert de prétextes humanitaires ».

Pressions diplomatiques

Reste qu'au-delà de la conjoncture actuelle la privatisation des télécoms en Éthiopie est un enjeu majeur pour le secteur et pour les multinationales intéressées par ce marché de plus de 110 millions d'habitants. À lui seul, le consortium Vodafone-Safaricom prévoit plus de 8 milliards de dollars d'investissements sur les quinze années de sa licence. Si le décaissement des 500 millions de dollars de DFC, qui n'est pas attendu avant 2022, ne se concrétise pas, les membres du consortium vainqueur en mai ont les moyens de mobiliser les fonds nécessaires, fût-ce à des conditions financières moins confortables.

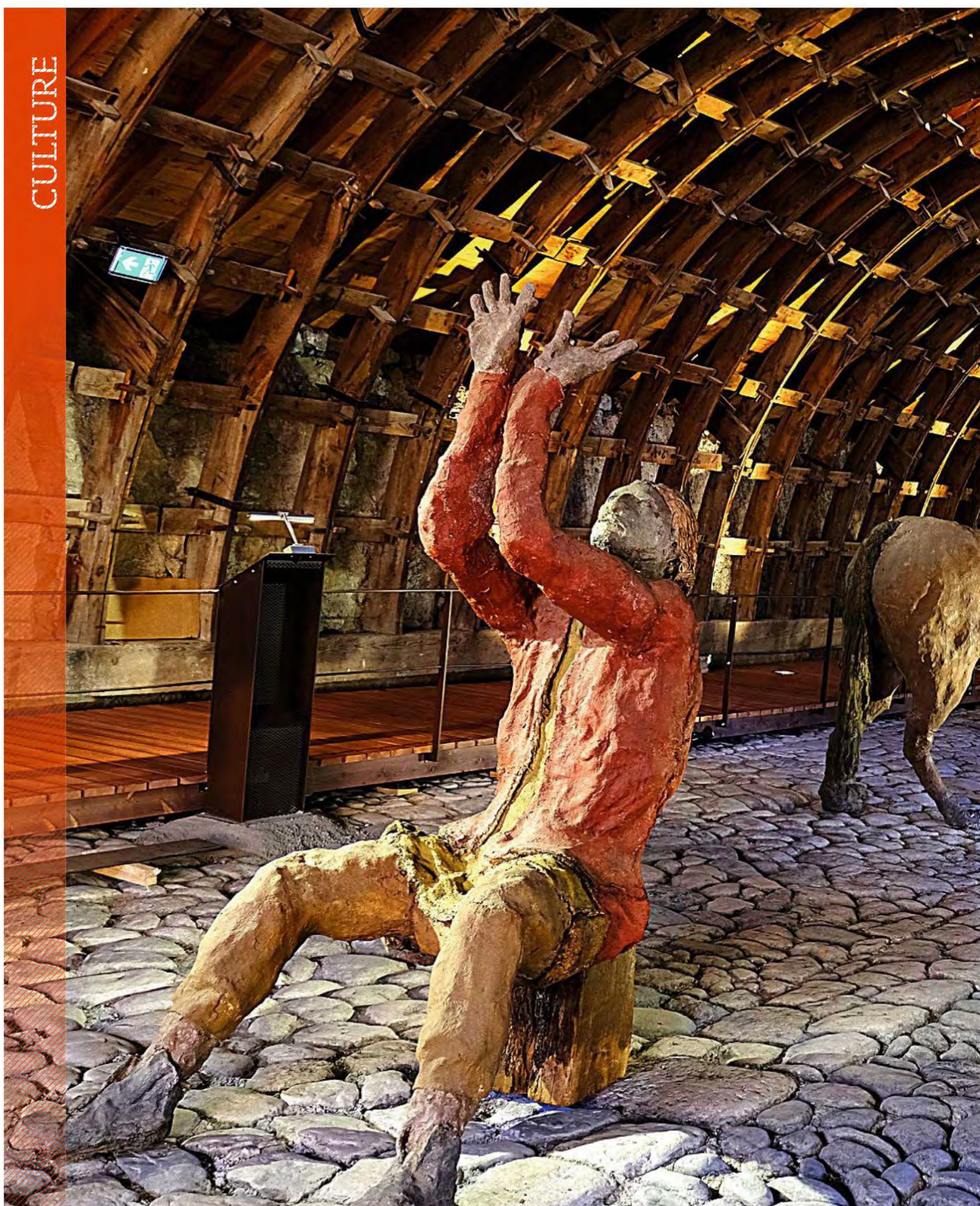
Vodafone, géant européen dont les revenus se sont élevés à 45 milliards d'euros en 2020, reste le numéro deux des télécoms en Afrique, avec 6,45 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2019. Tandis

que Safaricom demeure une remarquable machine à cash, engrangeant entre 500 et 600 millions de dollars de bénéfices par an.

De nombreux autres domaines de cette économie, longtemps fermée aux acteurs privés étrangers, sont en train de s'ouvrir. Au début de mai, l'ambassadrice américaine à Addis-Abeba, Geeta Pasi, a assuré à des investisseurs venus de son pays que « faciliter les affaires et les investissements des entreprises américaines en Éthiopie [était] une priorité de l'ambassade », comme un rappel des vieilles ambitions des États-Unis dans le pays, qui ne sont pas restreintes aux télécoms.

Mais les pressions diplomatiques américaines continuent. À Washington, des législateurs – dont le président du comité des affaires étrangères du Sénat, Bob Menendez – insistent pour une plus grande fermeté envers Addis-Abeba. « La poursuite de nos intérêts stratégiques aux dépens du peuple éthiopien va à l'encontre des valeurs américaines fondamentales », déclarait-il en mai. ●





célébrait la résistance indienne

La Bataille de Little Bighorn, œuvre de l'artiste sénégalais représentant
l'illustre victoire des peuples amérindiens,
est exposée dans les Alpes françaises pour dix ans.

Le chef sioux Sitting Bull
en prière.

BÉATRICE SOULÉ / ROGER VOLLET

NICOLAS MICHEL

D

Dans l'entrée du comble de la Caserne Rochambeau, au cœur du village fortifié de Mont-Dauphin (sud de la France), le chef sioux Sitting Bull lève les bras au ciel. En cette année 1876 du calendrier occidental, le *wičháša wak áŋ* (« The Holy Man ») fixe le soleil en face pour implorer la pluie : c'est à ce moment qu'une vision terrible lui apparaît, des soldats s'abattant par centaines sur les peuples amérindiens – Sioux, Cheyennes, Minneconjous, Hunkpapas, Oglalas, Sans-Arcs, Brûlés, Blackfeet... Quelques jours plus tard, le 25 juin 1876, le lieutenant-colonel George A. Custer lance les 647 hommes du 7^e régiment de cavalerie de l'armée américaine contre la coalition de 1500 guerriers formée par Sitting Bull. C'est la bataille de la Greasy Grass, nommée ainsi par les Sioux, et restée dans l'histoire des États-Unis sous le nom de « bataille de Little Bighorn ».

Une victoire indienne, célébrée par un sculpteur sénégalais et exposée dans un petit village du Queyras, au milieu des Alpes françaises : les héritiers d'Ousmane Sow ont prêté pour dix années renouvelables l'ensemble de 35 sculptures que l'artiste réalisa entre 1996 et 1998. Et cela mérite le voyage ! Parce que les fortifications élevées par Vauban entre 1693 et 1704 afin de protéger le royaume de France des intrusions savoyardes offrent un panorama exceptionnel sur les vallées du Guil et de la Durance comme sur les chaînes de montagnes qui les dominent. Parce que l'espace qui

BÉATRICE SOULÉ / ROGERVIOU



Les personnages de la célèbre bataille ont pris le bateau à Dakar et rejoint Marseille, avant de gagner le village de Mont-Dauphin par la route.

accueille l'œuvre, sous une charpente du XIX^e siècle constituée de bois assemblé, est somptueux. Mais surtout parce que ces sculptures d'Ousmane Sow marquent un moment essentiel dans l'histoire de l'art et du continent.

Exploit technique

Quand il se lance le défi de représenter la plus célèbre victoire indienne, l'ancien kinésithérapeute a déjà réalisé plusieurs séries consacrées à des peuples africains : les Noubas d'abord, puis les Masaïs, les Zoulous

et les Peuhls. Passionné de westerns – où, faut-il le rappeler, les Indiens jouèrent trop souvent le rôle des méchants... – il décide de s'attaquer à un symbole de la résistance indigène. « J'avais pensé sortir un peu de l'Afrique pour créer une autre ethnie qui se rapprocherait de nos coutumes, et j'ai pensé aux Indiens d'Amérique. Ils ont, comme la plupart des peuplades africaines, le souci de leur corps, le goût du maquillage et la vénération de leur sorcier. Comme je ne pouvais pas représenter la totalité de la race indienne, j'ai pris pour



prétexte la bataille de Little Bighorn, où le général Custer a été vaincu et tué. Little Bighorn représente une des plus éclatantes victoires indiennes. C'est la série la plus importante que je compte réaliser », disait le sculpteur en 1996. Il travaillera sur ce projet jusqu'en 1999, et ses Indiens seront exposés sur le pont des Arts, à Paris, au cours de la rétrospective, organisée par la réalisatrice Béatrice Soulé, qui vaudra à l'artiste une reconnaissance internationale. L'ensemble sera à nouveau exposé, partiellement, au Whitney Museum de New York,

en 2003, dans ce pays oublié qui extermina les Indiens et réduisit des millions d'Africains en esclavage...

Presque trois ans, c'est le temps qu'il aura fallu au sculpteur pour assembler les pièces d'une œuvre qui raconte séparément les deux temps de l'affrontement – le cœur de la bataille, puis la défaite américaine. Onze chevaux, vingt-quatre personnages conçus selon une méthode propre à l'artiste : une structure en fer à béton, de la paille de plastique fondu et modelée recouverte d'une toile de jute elle-même enduite de cette

matière qu'il préparait longtemps à l'avance. Béatrice Soulé, qui a filmé pendant toute une année la création de *Little Bighorn* se souvient de sa manière de travailler. « Je l'ai vu créer les pièces une par une et je n'imagine pas plus beau lieu pour les accueillir, raconte-t-elle aujourd'hui. Sa création était entièrement mentale, et cette partie-là de son travail nous échappait. Il n'y avait pas de croquis préparatoire, ou très peu. Dans l'atelier, c'était de l'exécution. Ainsi, les quatre chevaux morts de *La Charge de Two Moons* ont été créés aux



VINCENT FOURNIER / JA

Ousmane Sow, dans l'atelier de la Fonderie de Coubertin, à Saint-Rémy-lès-Chevreuse, en septembre 2009.

quatre coins de l'atelier et ils n'ont été assemblés que sur le lieu de l'exposition ! » Un exploit quand on voit comment les chevaux s'agencent au millimètre près.

Donner corps à ses visions

La Bataille de Little Bighorn, d'Ousmane Sow est une série de scènes indissociables racontant des moments forts du combat : « Sitting Bull en prière », « Les soldats dos à dos tirant sur l'Indien blessé », « Le Cavalier désarçonné », « La Riposte de Chief Gall », « Crazy Horse est assailli », « L'Assaillant », « La Charge de Two Moons », « La Mort de Custer », « Scène de scalp »... On imagine facilement Ousmane Sow travaillant d'arrache-pied – il faisait pratiquement tout seul –, du matin au soir, pour donner corps à ses visions. Béatrice Soulé sourit. « Il ne travaillait pas tant que ça, il allait à la fois lentement et vite. Pendant la création de *Little Bighorn*, il façonnait les carreaux de la maison qu'il avait conçue et qui deviendra *Le*

Sphinx. Il passait aussi beaucoup de temps au garage à réparer la vieille CX Citroën dont il s'était entiché ! À la fin, il avait décidé de faire des quarts, comme les marins, pour pouvoir avancer plus vite. Parfois, il passait son quart de repos à dormir dans la CX ! »

Corps vibrants d'énergie contenue, humains habités d'une force tellurique, chair de terre exprimant puissance vitale et appel de la mort.

Juin 1876. Alors que Sitting Bull emmène femmes et enfants à l'abri, Chief Gall, Lame White Man, Crazy Horse et Two Moons prennent en étau les troupes de Custer et de Benteen... Après toute une journée de combats, Custer trouve la mort,

comme le chef cheyenne Lame White Man. Quelque 260 soldats de l'armée américaine sont tués, les Indiens déplorant de leur côté une centaine de morts. Après la victoire, apprenant que certains des siens avaient scalpé et dépouillé des corps, en dépit de son interdiction, Sitting Bull dira : « Parce que vous avez pris les dépouilles, vous convoiterez désormais les biens de l'homme blanc, vous serez à sa merci, il vous affamera. » S'ils ne l'avaient pas fait, il n'est pas certain que le cours de l'histoire eût été différent : les Américains convoitaient eux, depuis longtemps, l'or des Black Hills... Quatorze années plus tard, le 29 décembre 1890, entre 150 et 300 Amérindiens de la tribu Lakota Minneconjou, dont des femmes et des enfants, seraient massacrés à Wounded Knee (Dakota du Sud) par le 7^e régiment de cavalerie américaine.

Quand il réalise *Little Bighorn*, Ousmane Sow connaît cette histoire, au retentissement à la fois



Colle, toile, argile... En pétrissant des matériaux divers, l'artiste fait surgir la masse musculaire.

symbolique et politique, bien au-delà du seul continent américain. Est-ce à dire que son œuvre est politique ? Béatrice Soulé tempère : « Non, Ousmane Sow n'était pas très politique, mais il a beaucoup représenté des hommes qui luttent. Pour lui, la lutte est une façon d'exister et de reconnaître l'autre. Il n'y a pas de souffrance apparente dans ses sculptures, elles montrent l'homme dans sa dignité. » Ce qui, on en conviendra, est déjà une forme d'engagement puissante. Quand il réalise cette série, Sow est à son meilleur : corps vibrants d'énergie contenue, humains habités d'une force proprement tellurique, chair de terre exprimant en même temps puissance vitale et appel de la mort. Entre momies et golems, les créations de Sow sont toujours en mouvement, en équilibre, vivantes, au point que l'on peut presque entendre leur souffle rauque. Il est tentant d'imaginer le colosse qu'était Sow en spectateur des combats de lutteurs sénégalais. « Non ! Ce qui le passionnait, c'était

la boxe. Il pouvait allumer la télévision à quatre heures du matin pour suivre un match aux États-Unis... Il était là, assis dans le canapé, à boxer dans le vide devant l'écran ! » Il avait prévu de sculpter Mohamed Ali, la mort l'a emporté avant.

Accueil à la mesure de son talent

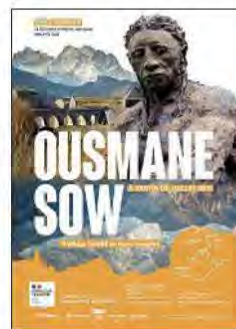
Cinq ans après le décès de l'artiste, en décembre 2016, l'œuvre d'Ousmane Sow continue de vivre grâce à l'implication de ses enfants, Ndeye et David Sow, à celle de Béatrice Soulé, qui fut sa compagne. Inauguration de la maison Ousmane-Sow lors de la Biennale de Dakar en 2018, installation du « Couple de lutteurs corps à corps » (série *Nouba*) place de Valois à Paris, en mars 2020, baptême d'une place Ousmane-Sow dans le 15^e arrondissement de Paris la même année, suivi, en 2021, de l'édition du catalogue raisonné de son œuvre et de l'exposition « Little Bighorn ». Celui qui fut membre de l'Académie des beaux-arts trouve dans sa patrie d'adoption, jusqu'aux

UN VOYAGE EN CONTAINERS

Pour rallier le Queyras (Alpes françaises), les personnages de *La Bataille de Little Bighorn* ont pris le bateau à Dakar et rejoint le port de Marseille, avant de gagner la montagne par la route. Un périple compliqué par l'obstruction du canal de Suez, mais qui s'est bien terminé. Une fois installées dans leur nouvelle demeure de Mont-Dauphin, les œuvres ont subi une petite cure de jouvence. Dans les containers ayant permis leur acheminement, l'ancien assistant d'Ousmane Sow avait placé des réserves de cette matière que le sculpteur avait inventée et utilisait pour donner à ses créatures leur aspect final en ce qui concerne la couleur et la texture. Il aura fallu plus d'un mois pour leur rendre une nouvelle jeunesse. Si la scénographe de l'exposition, Béatrice Soulé, reconnaît que certaines œuvres du plasticien sénégalais ne peuvent plus se déplacer, fragilisées par de trop longues expositions en plein air, ce n'est pas le cas des 35 sculptures qui composent *Little Bighorn*. ●

N.M.

pieds des Alpes, un accueil à la mesure de son talent. On pourra regretter qu'en Afrique en général, et au Sénégal en particulier, cet artiste majeur ne soit pas honoré comme il le mérite par des expositions dans les grands musées ou des achats par les institutions. À tout le moins, son œuvre continue de circuler de par le monde, ce qui n'est pas le cas de celles – fondamentales – du sculpteur Moustapha Dimé (mort en 1998) et du peintre Souleymane Keïta (mort en 2014), qui prennent la poussière loin des yeux du public. ●



Ousmane Sow, catalogue raisonné établi par Béatrice Soulé, éd. Le P'tit Jardin, 244 pages, 80 euros

CINÉMA

OSS 117, la Françafrique version grand guignol

Alerte rouge en Afrique noire, le troisième volet des aventures très attendues du plus idiot des espions de l'Hexagone, se moque avec brio des clichés colonialistes tricolores.

LÉO PAJON

1 981. Hubert Bonisseur de La Bath, alias OSS 117, est convoqué dans le bureau du patron du SDECE, le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage. « Que savez-vous de l'Afrique ? » lui demande son supérieur. « Les Africains sont joyeux, sympathiques, rigolards, ils dansent bien, mais ils ne sont pas soigneux... », répond l'agent. « Vous savez l'essentiel », conclut son patron. Le ton est posé. Outrageusement caricatural, paternaliste. Et pourtant, dans ce nouveau volet, *Alerte rouge en Afrique noire*, OSS 117 fait toujours rire. Pourquoi ? Comment ? C'est le résultat d'une alchimie subtile que l'on va tenter de décrypter ici.

Avant d'être incarné au cinéma par Jean Dujardin, OSS 117 a eu une première vie. C'est au départ une série de romans d'espionnage écrits par le Français Jean Bruce à partir de 1949. Elle conte les aventures d'un agent américain – mais bien issu d'une vieille famille française, les Bonisseur de La Bath. OSS renvoie à l'Office of Strategic Services, une agence qui exista réellement aux États-Unis et fut créée en 1942 pour conduire des actions clandestines, avant d'être remplacée par la CIA. Hubert est déjà volontiers sexiste, raciste (un Africain s'exprimant dans un français correct est présenté comme un « évolué »), et homophobe... sauf que la collection des OSS (près de 265 volumes !) est écrite au premier degré.

« Dans la saga d'origine, écrite par Jean Bruce, il y a beaucoup d'extraits

que l'on peut aujourd'hui trouver très problématiques », remarque David Honnorat, cocréateur avec Hugo Alexandre de la chaîne YouTube Calmos, où ces deux spécialistes du cinéma dissèquent avec sérieux et érudition les comédies françaises. « OSS 117, comme une autre série à succès, SAS, tombe dans beaucoup de travers réactionnaires de l'époque. Le génie de la reprise au cinéma est d'en avoir fait un pastiche en changeant cet espion américain en espion français, et en nous tendant un

« Le génie de la reprise sur grand écran est d'en avoir fait un pastiche français, en nous tendant un miroir déformant mais honnête de nous-mêmes. »

miroir déformant, mais honnête, de nous-mêmes. »

Si les deux premiers volets (*Le Caire, nid d'espions* et *Rio ne répond plus*, plus de 2 millions d'entrées chacun) ont été réalisés par Michel Hazanavicius, avec un formalisme vintage, de nombreux clins d'œil à Hitchcock et aux premiers James Bond, ce troisième épisode a été confié à Nicolas Bedos, qui s'est inscrit dans la veine des films d'action mettant Belmondo en scène. Ce changement de casting tient au fait

que Michel Hazanavicius a tardé à donner son accord pour un troisième film, estimant notamment que la France s'était crispée sur les questions de racisme, et qu'il fallait revoir le concept de la saga. Cependant, dans le dernier volet, le ton n'a pas changé. Et pour cause, une grande partie de l'équipe est restée la même, avec bien sûr Jean Dujardin dans le rôle-titre, et Jean-François Halin au scénario ainsi qu'aux dialogues. Ce vieux flibustier de la gaudriole sur Canal+ (il a signé nombre de sketches pour les *Guignols de l'info*, *Groland...*) est la garantie politiquement incorrecte des aventures.

Le cynisme étatique dans le viseur

« Ce n'est pas vrai que l'on ne peut plus rire de tout, estime Jean-François Halin. Et si ça arrivait, ce serait plutôt une bonne nouvelle : je suis gêné par certaines comédies et la façon honteuse dont on imite parfois les Noirs. Je trouve personnellement que c'est plutôt excitant de se lancer sur des sujets qui grattent, qui restent sensibles. »

Si ce dernier volet fait rire, c'est qu'il ne se moque pas des Africains, mais tire à vue sur un système, la Françafrique, en gardant ses plus belles cartouches pour les corrupteurs (l'État français) et les corrompus (le dictateur et ses sbires). La mission d'OSS 117 consiste en effet à aider un despote à se débarrasser de ses opposants, soutenus par l'URSS. C'est l'acteur malien →



GAUMONT DISTRIBUTION

Fatou N'Diaye incarne Zéphyrine, l'épouse du dictateur et leader des opposants.

→ Habib Dembélé qui se charge d'endosser le rôle de l'autocrate, en s'inspirant de Mobutu, Bongo et Bokassa, dont il reprend l'obsession pour Napoléon. OSS s'inscrit dans le sillage bouffon d'autres comédies qui ébranlent la FrancAfrique, mais réalisé par des Noirs ou des métisses : *Le Crocodile du Botswana*, *Bienvenue au Gondwana*, *Black Snake*, *la légende du serpent noir*... Tandis que les autres fictions se situaient dans des pays africains imaginaires, ici le lieu de l'intrigue n'est jamais nommé, mais semble une agrégation de nombre de contrées bien réelles. « Côte d'Ivoire, Gabon, République

centrafricaine, entre autres ! » confirme Jean-François Halin.

OSS 117 marque sa différence en ciblant le cynisme étatique français. Lors de l'entretien d'OSS 117 avec son supérieur, au début du film, le chef explique en parlant des Africains : « Ce sont nos amis. Ce sont nos frères quasiment et nous exploitons là-bas les mines de diamants, les puits de pétrole, le gaz, l'uranium. »

« J'ai l'impression qu'on ne réalise pas forcément à quel point la colonisation a fait des dégâts », soupire Jean-François Halin, qui a aussi coécrit la série télévisée d'espionnage *Au service de la France*, qui traite beaucoup des

indépendances. « En France, les colonies sont liées au mythe de l'empire, le général de Gaulle a continué à prospérer sur l'idée que notre pays était une des plus grandes puissances mondiales. Ailleurs aussi, je pense à la Belgique, on a du mal à réaliser à quel point la colonisation était un moment épouvantable de notre histoire... »

« Humour 100 % franchouillard »

Malgré ses intentions claires, le film peut-il échapper aux accusations de racisme ? Non, évidemment. Le 9 février dernier, bien avant sa sortie, la militante et réalisatrice Amandine Gay, par exemple, s'alarmait sur Twitter : « Garanti 100 % humour franchouillard, sans additif de décence. On nous expliquera ensuite avec force condescendance que c'est à prendre au 23^e degré. Et les fils à papa blancs continueront à capitaliser sur nos dos. Le racisme ça rapporte encore gros, en particulier dans l'industrie cinématographique française. » Du reste, le réalisateur Nicolas Bedos, volontiers polémique, peut aussi parfois se rendre coupable de vraies maladroites. Dans le dossier de presse, il explique ainsi en parlant de l'actrice Fatou N'Diaye, qui incarne Zéphyrine, épouse du dictateur et leader des opposants : « Il a fallu qu'elle bosse à fond l'accent africain, car elle est plus parisienne que moi ! » Un « accent africain » qui rappelle le sketch de Michel Leeb sur « l'Africain »... →

CE QUI NE PASSE PLUS

En France, la stigmatisation des minorités dans des sketches qui se veulent humoristiques passe de plus en plus mal depuis une dizaine d'années environ. En 2007, par exemple, Michel Leeb s'était fait tacler par Rama Yade pour sa saynète *L'Africain*. « Michel Leeb, grîmé en noir et les lèvres rougies, a construit toute sa carrière d'humoriste sur ces clichés, notamment le supposé accent africain présenté comme la manifestation d'un handicap intellectuel, sans que, pendant longtemps, personne ne s'en étonne », écrit-elle dans son ouvrage *Noirs de France* (éd. Calmann-Lévy). Vincent Lagaf' s'est fait reprendre récemment par des chroniqueurs concernant son tube des années 1990 *La Zoubida*, qui reprenait allègrement les stéréotypes sur les Maghrébins, de la danseuse du ventre au tapis volant. Les Inconnus, Coluche, et même Omar Sy (parce qu'il avait parodié la chanson *Doudou*, d'Aya Nakamura, en imitant « la femme africaine ») ont aussi pu devenir la cible des antiracistes sur les réseaux sociaux. OSS 117 a pour l'heure échappé à la vindicte. ●

L.P.

CANAL+

S'ENGAGE AUPRES DES CAUSES

DROITS DES ENFANTS
 EDUCATION ET FORMATION
 L'ART POUR LA PAIX
 ALBINISME
 DREPANOCYTOSE
 ENVIRONNEMENT ET PATRIMOINE
 PALUDISME
 DROITS DES ENFANTS
 SOUS-NUTRITION ET ACCES A L'EAU
 DROITS DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES
 ENVIRONNEMENT ET PATRIMOINE
 HANDICAP
 L'ART POUR LA PAIX
 EDUCATION ET FORMATION
 VIH
 DROITS DES ENFANTS
 ALBINISME
 DREPANOCYTOSE
 ENVIRONNEMENT ET PATRIMOINE
 L'ART POUR LA PAIX
 HANDICAP
 VIH

1 MOIS
1 CAUSE

DROITS DES ENFANTS
 SOUS-NUTRITION ET ACCES A L'EAU
 PALUDISME
 DREPANOCYTOSE
 EDUCATION ET FORMATION
 L'ART POUR LA PAIX
 ENVIRONNEMENT ET PATRIMOINE
 ALBINISME
 DREPANOCYTOSE
 L'ART POUR LA PAIX
 DROITS DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES
 HANDICAP
 DROITS DES ENFANTS
 PALUDISME
 SOUS-NUTRITION ET ACCES A L'EAU
 DROITS DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES
 L'ART POUR LA PAIX
 ENVIRONNEMENT ET PATRIMOINE
 DREPANOCYTOSE
 VIH



Retrouvez chaque mois les programmes dédiés
 sur nos antennes et plus d'informations sur :
www.canalplus-afrique.com/nos-engagements

CANAL+



Le personnage de Jean Dujardin marie l'élégance d'un James Bond à la bêtise des Bidochon.

GAUMONT DISTRIBUTION

→ Mais le film, lui, déjoue constamment ces accusations racistes. Quand OSS 117 se lance dans une tirade truffée de clichés, c'est évidemment sa bêtise qui est pointée du doigt. Ses certitudes (l'islam n'est pas une religion amenée à durer, les pays africains sont incapables de devenir indépendants...) permettent surtout de moquer son arrogance. Ses coups d'éclat (rappelons qu'il frappe un muezzin trop bruyant dans le premier volet, « il était même censé le tuer, dans une ébauche du scénario », précise Jean-François Halin) sont là pour dénoncer son ignorance et sa beaufitude. Bref, *OSS 117* est d'abord et avant tout une critique du Français moyen, de ses préjugés et de sa condescendance.

« *OSS 117* est basé sur l'autodérision, et vient brocarder les patriotes à la fierté mal placée, commente Hugo Alexandre. Il y a quelque chose de très orgueilleux dans le peuple français, on s'appuie sur nos gloires passées, on se voit plus beaux qu'on n'est... et la réalité finit toujours par nous rattraper. C'est un peu comme pour l'Euro de foot, on a l'impression qu'on va rouler sur tout le monde et on se fait sortir en 8^e de finale. »

Le duo de la chaîne YouTube Calmos voit d'un très bon œil le choix de l'année 1981 pour cadre temporel



L'acteur malien Habib Dembélé endosse le rôle de l'autocrate obsédé par Napoléon.

GAUMONT DISTRIBUTION

de ce nouvel épisode. « *OSS 117* est l'incarnation d'une France vieillissante à l'aube de l'élection de Mitterrand, qui est une période charnière, y compris pour la Françafrique, note David Honnorat. Alors qu'il y a cette peur d'une invasion de Paris par les chars russes, l'ancien empire colonial peut paraître un décor rassurant. La ringardise du personnage de Jean Dujardin est accentuée par la présence d'un jeune mec, incarné par Pierre Niney [*OSS 1001*, NDLR]. C'est d'ailleurs un ressort classique des films d'action, le héros confronté à un jeune : on le retrouve dans les sagas *Die Hard*, *Rocky*, *l'Inspecteur Harry* ou même la comédie française *les Ripoux*. »

Confronté à un espion moderne, perdu dans une ancienne colonie dont les règles lui échappent, fan de De Gaulle et de René Coty dans la France mitterrandienne, Hubert Bonisseur de La Bath est encore plus paumé, déphasé, que dans les épisodes précédents. Ce loser magnifique rappelle néanmoins beaucoup les nostalgiques de la grandeur française qui sévissent encore dans l'espace politico-médiatique hexagonal sur fond de déclinisme rampant. Et c'est bien au fond ce qui reste le plus grinçant dans cet *OSS 117*, entrevoir à travers deux ricanements bovins de l'espion franchouillard la mélancolie bien réelle de nos contemporains. ●

REJOIGNEZ LA PERFORMANCE

**Moov
Africa**



L'AFRIQUE EN MOUVEMENT

Moov Africa est la marque commerciale qui rassemble l'ensemble des filiales de Maroc Telecom dans les 10 pays de présence du groupe : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, République Centrafricaine, Tchad et Togo.

La marque Moov Africa révèle au monde l'empreinte panafricaine du Groupe Maroc Telecom et illustre sa vision d'une « Afrique en mouvement » qui réside dans le principe de partage du savoir-faire du groupe et sa capacité d'innovation au profit des pays dans lesquels il opère.

Moov Africa c'est la promesse d'une offre multiservices pour répondre aux besoins essentiels des populations dans les domaines des télécoms, de l'éducation, du mobile banking, de la culture et du développement durable.

MOOV AFRICA UN MONDE NOUVEAU VOUS APPELLE

STYLISME

Rayon créolité pour homme

Avec C.R.E.O.L.E, le designer Vincent Frédéric-Colombo propose un vestiaire masculin subtilement politique pour mieux valoriser l'histoire des populations ultramarines.

EVA SAUPHIE

Chemisettes et bermudas à carreaux évoquant le tissu madras des Antilles françaises, tee-shirts à l'effigie de Christiane Taubira ou aux couleurs du drapeau rastafari, et plus largement à celles du mouvement panafricain... Bienvenue dans le vestiaire masculin de C.R.E.O.L.E pour « Conscience relative à l'émancipation outrepassant les entraves ».

Derrière cette marque subtilement politique se cache le designer Vincent Frédéric-Colombo, 31 ans, un Parisien né de parents guadeloupéens ayant grandi une bonne partie de sa vie sur l'île caribéenne. Si ses vestes et ses pantalons en toile de coton épaisse rappellent l'univers du *streetwear*, c'est surtout dans l'imaginaire des vêtements de travail que le créateur est allé puiser.

Il a ainsi revisité l'uniforme d'origine des employés de la SNCF en les parant de touches vertes, jaunes et rouges. Des pièces majoritairement portées par les travailleurs ultramarins déplacés vers la métropole par le Bureau pour le développement des migrations des départements d'outre-mer (Bumidom), mis en place au début des années 1960. « Intégrer la fonction publique est devenue une tradition chez nous, mais ces corporations n'ont pas du tout été valorisées, car on y a fait entrer de la main-d'œuvre pas chère, glisse le styliste. Ce sont pourtant des métiers qui sont encore très prisés par les domiens », constate ce fils de fonctionnaires.

Passé par une école de mode et de socio-anthropologie, Vincent Frédéric-Colombo sort donc sa

première collection pour hommes. Une ligne qui fait la part belle à la créolité, terme qu'il interprète comme « une ouverture au monde, au regard de sa propre identité ». En injectant du politique sur des vêtements aux confins de la hype, celui qui s'est fait un nom grâce à ses soirées à succès baptisées « La Créole » parvient à séduire tous les publics, en évitant l'écueil communautaire.

« L'idée, c'est d'éduquer les populations moins sensibles à ces histoires et de rendre fières les populations concernées avec un nouveau référentiel. Car la créolité nous amène à prendre conscience d'une histoire et d'expériences propres à des territoires aux luttes communes, toujours d'actualité, qui ont besoin d'être comprises », insiste-t-il.

En témoignent ses créations autour du scandale du chlordécone habilement mis en scène. Le symbole moléculaire de l'insecticide pour lutter contre le charançon du bananier se retrouve ainsi floqué sur des chemises, tandis que l'insecte l'a été sur des tee-shirts et des slips portés par un échantillon de mannequins aux carnations et aux morphologies différentes. Corps très minces, normés ou ultratestostérone, le styliste déconstruit aussi la masculinité noire.

Faire bouger les lignes

« Comment définir l'homme créole ou caribéen ? En voulant répondre à cette question, j'ai tout de suite eu en tête les coupeurs de canne à sucre ou les danseurs de quadrille et de biguine, reconnaît Vincent Frédéric-Colombo. En creusant un peu plus loin, j'ai vu



Collection 2021, vêtement de travail flanqué du symbole moléculaire du chlordécone.

le danseur de dance-hall, les acteurs du mouvement hip-hop, et j'ai réalisé qu'on avait d'autres bases. Il nous manque juste l'industrie textile, or comment inventer une mode sans industrie ? » s'interroge-t-il.

Si l'Afrique est parvenue à intégrer les *fashion weeks* internationales, reste aux territoires ultramarins de profiter de l'ouverture du secteur aux minorités pour valoriser leur savoir-faire, lui bien réel. « L'industrie a toujours été ouverte aux cultures d'ailleurs, mais elle répondait à des tendances de manière générique et ne se mettait pas au service des concernés. Cette vision simplifiée des traditions n'a fait que renforcer les stéréotypes. Aujourd'hui, le secteur est moins figé. » À la nouvelle génération, dont Vincent Frédéric-Colombo fait partie, de faire bouger les lignes. ●

POUR TOUT COMPRENDRE DE L'ÉVOLUTION D'UN PAYS

GRAND FORMAT **DAKAR**

ENJEUX p. 172 | AMÉNAGEMENT p. 188 | FUN IN THE CITY p. 208



MARIA RODRIGUEZ/ EFE/MAXPPP

Le grand lifting

Logement, espace public, zones d'activités, complexes culturels...
La capitale sénégalaise semble bien partie pour inventer la métropole
africaine de demain. Rencontre avec les promoteurs de cette métamorphose.

PLATE-FORME LOGISTIQUE PORTUAIRE DE NDAYANE

LA PLUS GRANDE PLATE-FORME LOGISTIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST





Édito
Mehdi Ba

Docteur Ndakaaru et Mister Dakar

C'est une ruelle anonyme de la Sicap Amitié-2, au cœur de la presqu'île du Cap-Vert. Il n'y a pas si longtemps, au coin de cette artère trop étroite pour que deux voitures s'y croisent, une modeste bâtisse hébergeait l'atelier et les bureaux d'un commerce peu courant à Dakar, Cor Coumba : un torréfacteur de grains d'arabica et de robusta venus des quatre coins du continent (Côte d'Ivoire, Cameroun, Éthiopie, Rwanda, Kenya...), mais aussi d'Amérique latine (Nicaragua, Colombie, Guatemala...). Longtemps, le petit commerce atypique de Mbakhane Fall, passionné par le café depuis plus de soixante ans, a embaumé la rue dès le lever du soleil, avant que l'intéressé déménage.

Un jour, en lieu et place de la longue maison de plain-pied qui hébergeait Cor Coumba et ses machines à torréfier, le voisinage a vu, avec effroi, une immense fosse creusée dans le sol, des engins de chantier tout autour. Quelques mois plus tard, le trou avait enfanté une tour gigantesque, encore en travaux aujourd'hui. Ceux-ci vont sous peu (dé)livrer un bâtiment « R + 8 », doté d'un parking souterrain. Entre les bureaux et les logements, les occupants et les visiteurs de

l'immeuble achèveront de faire de ce tranquille pâté de maisons une fourmilière urbaine contrainte de tenir dans une boîte à chaussures.

Côté pile, côté face

Située au carrefour entre une ruelle et une modeste rue transversale, dans un quartier où les habitations ne dépassent pas deux à trois étages, cette tour incongrue résume à elle seule l'ambivalence de la capitale sénégalaise. Côté pile, une ville presqu'île foisonnante, bouillonnante, entourée par l'océan Atlantique, qui ne dort jamais et a toujours quelque chose à offrir. Côté face, un cauchemar urbanistique, où la moindre parcelle de terre encore disponible peut donner lieu à une aberration architecturale ou urbaine qui ferait se retourner dans sa tombe le baron (français) Haussmann, lui qui transfigura Paris sous le Second

Cette anarchie confère aussi sa magie à la ville. Métissage d'une Afrique brouillonne et ultramoderne.

Empire avec, comme slogan : « Paris embellie, Paris agrandie, Paris assainie. »

Bien sûr, Ndakaaru (« Dakar », en wolof) n'est pas Lagos, la tentaculaire mégapole nigériane. Mais avec plus de 1 million d'habitants intramuros et quatre millions dans la région du même nom – qui englobe la grande banlieue de la capitale –, Dakar peine à endiguer les périls additionnés de l'exode rural et d'une urbanisation galopante. Or, les compétences enchevêtrées des maires des dix-neuf communes d'arrondissement, de la mairie centrale et de l'État ne sont pas de nature à simplifier le scénario.

Décor de théâtre

Il y a une dizaine d'années, j'avais accueilli à Dakar un ami rwandais qui y séjournait pour la première fois. Cet habitant de Kigali – ville strictement policée, dont chaque paramètre urbain est soigneusement codifié – pensait se trouver dans un décor de théâtre, tant le folklore dakarois lui semblait hors du temps. J'entends encore son rire, incrédule, face aux trous dans la chaussée, aux talibés aux pieds nus mendiant à chaque coin de rue, à l'absence de feux tricolores aux carrefours et aux verrues immobilières proliférant sans contrôle.

On nous rétorquera bien entendu que c'est aussi cette anarchie qui confère à Dakar sa magie : métissage improbable d'une Afrique à la fois brouillonne et ultramoderne où s'activent les élus de bonne volonté, les militants dévoués à la préservation du littoral, les architectes visionnaires et les bétonneurs sans scrupule.

Comme on le voit dans le dossier que *Jeune Afrique* lui consacre, Dakar se révèle dans sa sénégalaise complexité, de l'île de Gorée – confetti sculpté dans l'histoire – au futur port de Ndayane, du skatepark olympique au cinéma multiplexe, en passant par le Village des arts et la Maison des cultures urbaines... Un dicton dit qu'« Abidjan est doux ». Peut-être bien que « Ndakaaru est fou ». Mais de cette folie jaillit tant de miracles que l'on est, malgré soi, enclin à l'indulgence. ●



Siège de la mairie
centrale de la
capitale, l'hôtel
de ville vient
d'être entièrement
restauré (lire
pp. 196-197).

ENJEUX

Bataille municipale capitale

Reportées depuis 2019, les élections locales sont fixées au 31 janvier 2022. Avec un défi de taille pour la majorité présidentielle : gagner la mairie de Dakar, qui lui échappe depuis l'accession au pouvoir de Macky Sall. Révision du code électoral, choix de têtes de listes charismatiques, alliances... La ville entre en campagne.

MEHDI BA, ENVOYÉ SPÉCIAL

Si les élections locales sénégalaises étaient un personnage de cinéma, nul doute qu'elles pourraient s'incarner en George Kaplan. Dans *La Mort aux trousses*, l'un des grands classiques d'Alfred Hitchcock, ce maître-espion fictif fait office d'arlésienne : toute l'intrigue du film est centrée sur lui, et pourtant il n'apparaît jamais à l'écran.

À l'instar de ce personnage insaisissable, la vie politique sénégalaise est tournée depuis 2019 vers cette échéance politique évanescence, maintes fois reportée, dont on finit par se demander si on l'apercevra avant le générique de fin.

Le 2 avril dernier, un troisième report successif des locales – où sont élus les membres des conseils municipaux et départementaux – était entériné par l'Assemblée nationale. Le scrutin est désormais fixé au 31 janvier 2022, au risque de provoquer un embouteillage problématique puisque des élections législatives doivent en principe se tenir six mois plus tard, et la présidentielle au début



SYLVAIN CHERKAOUI POUR JA

de 2024. De là à soupçonner que le renouvellement de l'Assemblée nationale pourrait à son tour être décalé afin d'être couplé à la prochaine présidentielle, il n'y a qu'un pas, que plusieurs leaders de l'opposition n'hésitent pas à franchir. Il est vrai que ces attermoissements durables ont de quoi faire naître la suspicion quant aux intentions du camp au pouvoir.

Double alibi

Pourtant, officiellement, la mouvance présidentielle a un double alibi. D'abord, le dialogue national – que le président Macky Sall avait lancé en mai 2019 –, destiné à multiplier les points de compromis avec l'opposition et la société civile sur les sujets sensibles portant sur l'organisation des élections à venir. Ensuite, le Covid-19, qui a chamboulé tant d'agendas à travers le monde.

Pour l'opposant Thierno Bocoum, président du mouvement Agir, ces prétextes ne sauraient toutefois faire illusion : « Dans le même temps où elle invoquait le dialogue national pour reporter les élections, la majorité n'a cessé de recruter parmi les leaders de l'opposition afin de se renforcer, analyse cet ancien lieutenant d'Idrissa Seck. De plus, des revendications importantes, comme la mise en place d'une structure indépendante pour superviser les élections ou encore le bulletin de vote unique, n'ont finalement pas été retenues. »

Les reports successifs du scrutin ne sont pas le seul point de litige. Au début de juin, un projet de loi adopté par l'Assemblée nationale a modifié de manière substantielle la carte électorale de la région de Dakar – laquelle s'étend du cap Manuel aux confins du département de Rufisque. En vertu de cette réforme, le découpage électoral entre plusieurs circonscriptions de la banlieue dakaroise subira des aménagements que certains soupçonnent de favoriser le camp au pouvoir. « Aujourd'hui, le défi qui se pose à la majorité est d'arracher la région de Dakar à l'opposition », analyse le politologue Ababacar Fall, secrétaire général du Groupe de recherche et d'appui-conseil pour la démocratie participative et la bonne gouvernance (Gradec). « Si elle détient les communes de Guédiawaye et de Rufisque,

et que la situation est relativement équilibrée à Pikine, d'autres fiefs lui échappent encore, à commencer par la capitale. C'est manifestement la raison de ce nouveau découpage. »

Depuis sa première élection, en 2012, Macky Sall a vu Dakar rester à l'écart de sa majorité, pourtant devenue tentaculaire à force de ralliements successifs. Malgré sa mise à l'écart pour cause de peine d'inéligibilité, le discret Khalifa Sall – qui avait fait toute sa carrière politique au parti socialiste (PS) avant d'en être exclu, en décembre 2017 – y reste influent. Et le chef de l'État sait que l'issue des

Le chef de l'État sait que l'issue des scrutins dans les bastions clés de cette région de 4 millions d'habitants préfigurerait les résultats des échéances qui suivront.

scrutins dans les principaux bastions de cette région qui rassemble près de 4 millions d'habitants est de nature à préfigurer les résultats des échéances qui suivront. Or le Sénégal connaîtra trois élections entre 2022 et 2024 : locales, législatives et présidentielle. Rempporter Dakar et sa banlieue apparaît donc comme une nécessité incontournable pour le président sortant.

Reste à comprendre les raisons de ces reports successifs, alors que la

mouvance présidentielle n'a jamais été aussi puissante depuis 2012. Et c'est là que les choses se corsent. Côté gouvernemental, on invoque la recherche de nécessaires compromis avec l'opposition avant de procéder au scrutin. Mais dans les rangs de cette dernière, on multiplie les procès d'intention envers le camp présidentiel, soupçonné de laisser la situation pourrir tout en ralliant les adversaires d'hier. « Macky Sall a voulu résoudre un double problème, rétorque l'un de ses proches. D'abord, répartir les investitures au sein de son propre parti, l'Alliance pour la République, et de la coalition Benno Bokk Yakaar [BBY] ; ensuite, rationaliser un calendrier qui risquait de plonger le pays dans une campagne électorale permanente. »

Changement de statut

Comme si les reports à répétition ne suffisaient pas à alimenter la polémique, la majorité présidentielle vient d'adopter, en deux mois, une réforme du code électoral et un redécoupage des circonscriptions de cette région tant convoitée qu'est Dakar. D'autres réformes pourraient suivre, comme le scénario – encore hypothétique – qui ferait de la capitale (aujourd'hui composée de 19 communes) un département et non plus une ville. S'il se concrétisait, Dakar ne serait plus dirigée par un maire, mais par le président du conseil départemental. En mars 2020, la socialiste Aminata Mbengue Ndiaye, présidente du Haut Conseil des collectivités territoriales (HCCT), évoquait la possibilité de faire de Dakar →



L'ancien ministre Amadou Ba (g.) pourrait conduire la liste de la majorité présidentielle. Quant à Barthélémy Dias (dr.), le maire de Mermoz-Sacré-Cœur, il est déjà candidat et espère fédérer l'opposition.

Formations executives pour managers et dirigeants

BEM Executive Education prépare la rentrée de septembre avec des formations de très haut niveau et des collaborations prestigieuses.



ADOBE STOCK

BEM Executive Education s'associe à des établissements universitaires de renommée internationale afin de proposer des Certificats Executive sur le continent africain.

Des parcours certifiants uniques avec des sessions animées par des intervenants internationaux de très haut niveau seront déployés à Abidjan, Dakar, Lomé ou Ouagadougou en présentiel/distanciel avec des Masterclass ou immersions à Marrakech, Paris, Bruxelles, Londres, Shanghai, Dubai et dans la Silicon Valley.

Au total, 8 certificats seront déployés dès le mois de septembre 2021 :

- Certificat Advanced Management Program en partenariat avec Kedge Executive Education

- Certificat Manager Stratège de la Transformation Numérique en partenariat avec l'Ecole Polytechnique Executive Education (X- Paris)
- Certificat Manager Stratégique en partenariat avec Kedge Executive Education
- Certificat Manager Stratégique en partenariat avec London Business School
- Certificat Dirigeant Leader en partenariat avec Kedge Executive Education
- Certificat Dirigeant Leader en partenariat avec Yale Executive Education
- Certificat Coaching Exécutif en partenariat avec UC Berkeley
- Certificat Leadership et Innovation Publique en partenariat avec l'ENA de France

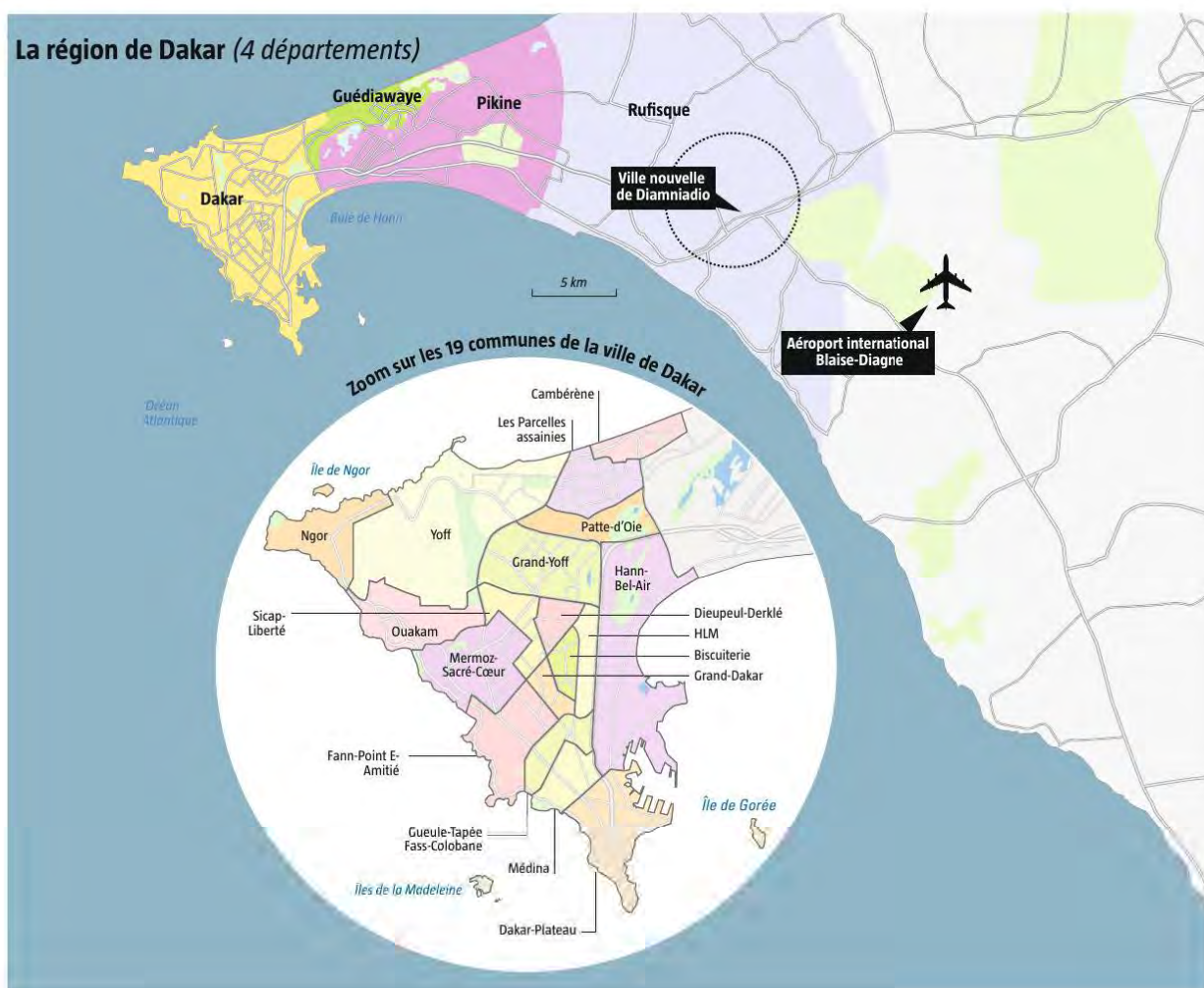
L'Executive Education de BEM propose également des formations sur mesure afin d'accompagner les cadres et dirigeants du secteur privé et public sur le continent africain sur des thématiques adaptées aux problématiques et à l'environnement de l'organisation ainsi que sa culture d'entreprise. Ces parcours personnalisés et modulaires peuvent être réalisés en collaboration avec l'ensemble de nos partenaires académiques internationaux.



BEM EXECUTIVE EDUCATION

Sessions de Dakar : (+221) 77 639 79 05 - Sessions d'Abidjan, Ouagadougou ou Lomé : (+225) 07 77 49 77 49

www.bemexecutive.education



→ une simple structure administrative, avec à sa tête un haut fonctionnaire nommé par le chef de l'État. « Dakar est un enjeu de taille, du fait de l'envergure de son électorat, mais aussi parce que la capitale dispose de moyens financiers importants, analyse Thierno Bocoum. C'est d'ailleurs ce qui a été à l'origine du bras de fer entre le pouvoir et l'ex-maire Khalifa Sall. »

À en croire l'un de ses proches, Macky Sall aurait fait son choix en ce qui concerne la tête de liste susceptible de conduire la majorité présidentielle à Dakar : son ancien ministre de l'Économie et des Finances, puis des Affaires étrangères, Amadou Ba, mystérieusement évincé du gouvernement lors du remaniement du 1^{er} novembre 2020, aurait été préféré au maire de Yoff, Abdoulaye Diouf Sarr, par ailleurs ministre de la Santé et de l'Action sociale. « Amadou Ba est

désormais libre de ses mouvements et peut se concentrer sur sa campagne depuis son fief des Parcelles-Assainies », analyse l'éditorialiste Ousseynou Nar Guèye.

La promesse des fleurs

Quant à l'opposition – ou ce qu'il en reste après une énième vague de ralliements, en novembre –, saurait-elle adopter une stratégie de nature à contrecarrer, à Dakar, le bulldozer Benno Bokk Yakaar ? Selon Thierno Bocoum, « l'opposition est dans une dynamique visant à constituer une vaste alliance à l'échelle du pays, dont Dakar sera l'un des principaux enjeux ». Reste à savoir si les fruits tiendront la promesse des fleurs. Car, pour les législatives de 2017, les différents ténors de l'opposition avaient échoué à constituer une liste unique, ce qui leur avait valu de voir Dakar leur échapper malgré un total de voix

cumulé qui aurait pu leur assurer la victoire. Barthélémy Dias, le maire de Mermoz-Sacré-Cœur, a d'ores et déjà affiché ses ambitions. L'ancien « enfant terrible » du PS parviendra-t-il à nouer une alliance avec Ousmane Sonko, qui partage avec lui une critique radicale du régime de Macky Sall ?

Dans le camp au pouvoir, selon nos informations, on s'organise pour contrecarrer toute initiative, notamment en cherchant à diviser l'opposition. « La coalition présidentielle envisage d'investir Soham El Wardini [qui a succédé à Khalifa Sall comme maire de Dakar] à Mermoz-Sacré-Cœur afin de contrer Barthélémy Dias, indique notre source proche de Macky Sall. Quant à Amadou Ba, il s'efforce, lui, de dénicher des alliés dans les camps de Khalifa Sall et d'Ousmane Sonko. » À la guerre comme à la guerre. ●



AFRIVAC LANCE UN PROJET D'INVESTISSEMENT SOCIAL POUR FINANCER DES ACHATS DE VACCINS



Lever des fonds en vue de construire une centrale solaire de 20 MW au Sénégal dont les bénéfices seront destinés à financer des achats de vaccins : tel est l'objectif du nouveau projet d'investissement social lancé par la fondation à but non lucratif **Afrivac** qui table sur la contribution d'investisseurs privés mais aussi de particuliers via des outils de financement participatif.

Ce projet représente un investissement de 5 milliards de F CFA (USD 9 mns). La majorité des fonds nécessaires seront mobilisés auprès d'investisseurs privés locaux (entreprises, banques, investisseurs, etc.) via un instrument inclus dans le droit islamique : le waqf. Légalisé et encadré par une loi du 24 avril 2015, il s'agit d'un mécanisme de donation faite temporairement ou à perpétuité par un particulier à une œuvre d'utilité publique. Le Waqf d'**Afrivac** exploitera une activité lucrative et les bénéfices qui en découleront seront entièrement alloués à l'achat de vaccins. Il sera soumis aux standards de gouvernance et aux règles de l'OHADA.

Le site de la future centrale solaire a d'ores et déjà été identifié. L'État a accepté de céder le terrain gratuitement. La campagne de levée de fonds devrait commencer en septembre 2021 et durer une année. Le démarrage des travaux de la centrale est prévu en 2022.

Les particuliers appelés à contribuer

Mais la fondation **Afrivac** souhaite également s'adresser au grand public. Deux outils de collecte adossés aux banques ont été mis en place :

- **La collecte de tout ou partie des intérêts créditeurs non désirés des comptes épargne.** Le client autorise la banque à rétrocéder ses intérêts à Afrivac qui reçoit sur son compte le montant des intérêts cédés déduits des frais de traitement. Un premier accord a été signé avec la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Sénégal (BICIS), filiale du groupe français BNP Paribas.
- **La collecte des arrondis supérieurs des paiements par carte bancaire.** Le client autorise la banque à débiter son compte de l'arrondi au 500 F CFA ou 1000 F CFA supérieur à chaque fois qu'il effectue un paiement avec leur CB. Les sommes résultantes sont versées sur le compte d'**Afrivac**.

Cette démarche collective et inclusive que souhaite organiser **Afrivac** via des partenariats solides et de grande portée, vise à rendre les pays autonomes en matière de financement de la vaccination de leurs enfants.

L'IDÉE EST SIMPLE
« TOUS ENSEMBLE
NOUS POUVONS
Y ARRIVER ! »

Tél : 33 860 10 00 - Fax : 33 864 6117

Mail : contact@afriavac.org / amseye@afriavac.org

Adresse : Immeuble Mame Coumba Diop Point E-Rue 8

AFRIVAC UN PARTENARIAT AU SERVICE DE LA VACCINATION

Créée en 2014 à l'initiative du professeur Awa-Marie Coll-Seck, **Afrivac** est une fondation à but non lucratif dont l'objectif est d'assurer la pérennité du financement de la vaccination en Afrique à travers la création de partenariats publics privés forts. Sa mission est de promouvoir une contribution soutenue du secteur privé et des individus au financement local de la vaccination au Sénégal, dans un premier temps comme pays pilote, puis dans les autres pays africains, avec l'appui de l'Alliance du vaccin Gavi.

Afrivac est dirigée par un conseil composé de ses membres fondateurs (Awa-Marie Coll-Seck, ministre d'État; Aziz Dieye expert-comptable de renommée; Fatimatou Zahra Diop, ancienne secrétaire générale de la BCEAO; et Anne-Marie Mbengue-Seye l'administratrice générale); et de représentants du secteur privé, de l'OMS, de l'Unicef et du ministère de la Santé.

Depuis sa création, **Afrivac** a pu compter sur le soutien effectif de plus de 100 entreprises privées et organisations mais aussi sur les dons de milliers de Sénégalais. Des initiatives originales ont été lancées comme **Foot4Vaccine** qui a pour but de mobiliser des ressources pour la vaccination des enfants grâce au football. Ce projet regroupe des footballeurs, des professionnels et des fans du football autour de la cause de fendue par **Afrivac**. Un premier match de gala avec des célébrités du football a été organisé le 17 décembre 2016, un deuxième est prévu lors de la clôture de la levée de fonds pour le waqf.



LOGEMENT

Périls en la demeure

La capitale est congestionnée. Et ses zones résidentielles ont trop longtemps été conçues à l'occidentale plutôt que de répondre au mode de vie local. L'architecte Nzinga Biegueng Mboup explique comment on en est arrivé là. Et comment en sortir.

PROPOS RECUEILLIS À DAKAR PAR MARIÈME SOUMARÉ



SYLVAIN CHERKAOU POUR JA

Vue du Plateau, dans le centre-ville.

Plusieurs théories existent sur l'origine du nom de Dakar. Pour certains, c'est la présence sur la presqu'île du Cap-Vert de nombreux tamariniers (« *daxar gi* », en wolof) qui a donné son nom à la ville. Pour d'autres, il découle de l'expression *dekk raw* (« pays refuge ») que les familles lébous ont donné à l'endroit où elles ont trouvé asile pour fuir le

damel (souverain) du royaume du Cayor, au XV^e siècle. Elles seront progressivement délogées de ce qui est devenu le centre-ville de la capitale sénégalaise à l'arrivée des colons français. S'ensuit alors un siècle d'importantes modifications de la ville, qui permet d'expliquer aujourd'hui la « mésentente profonde » des Dakarois avec leur logement.

L'architecte sénégalaise Nzinga Biegueng Mboup a exploré les raisons historiques, politiques et architecturales qui ont créé cette situation, et analysé l'évolution du logement dans la ville depuis 1857. La jeune femme a fait ses armes aux côtés de l'architecte ghanéen David Adjaye – connu pour s'être affranchi des canons d'architecture occidentaux –, avant de revenir s'installer →





CACO : UN PARTENAIRE DE CONFIANCE

CERTIFICATIONS

Avec sa certification ISO 9001 Version 2015, **CACO** est dans une dynamique de mise en place d'un système de management intégré QHSE. Les certifications ISO 27001, ISO 45001, ISO 14001 et ISO 17025 sont prévues pour début 2022.

QUELQUES PROJETS EMBLÉMATIQUES

- Construction de 2000 logements individuels à Bambilor
- Supervision des travaux, Programme d'Entretien Routier Annuel (PERA) à Dakar, Thiès et Diourbel
- Étude et maîtrise d'œuvre Projet de renouvellement du collecteur Hann-Fann
- Assistant technique à la maîtrise d'ouvrage Tour des Mamelles : immeuble sur 20 niveaux avec 40 000 m² de surface de bureaux aménagés et de service connexes de haut de gamme.



Tour des Mamelles en construction

CACO

FN11 x FN10 Fann Résidence
Dakar, Sénégal
Tél. : (+221) 33 864 68 68
contact@cac.sn

Filiale de la Caisse de Dépôts et de Consignations (CDC) du Sénégal, le Consortium Africain de Conseil et d'Organisation intervient comme ingénieur conseil pour le compte des structures publiques et privées dans divers domaines.



Visite du Président de la République M. Macky Sall à la Sphère Administrative Régionale de Kafrine.



Viabilisation de 100 ha dans la région de Dakar (Bambilor).

JAMG - PHOTOS DR

Comptant plus d'une centaine de collaborateurs spécialisés dans les études techniques, le cabinet accompagne ses partenaires dans tous les aspects de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, de l'évolution des coûts, des études économiques et financières et des études de faisabilité. Alliant stratégie, expertise technique et vision transversale des enjeux de ses clients, **CACO** propose des solutions maîtrisées, durables et adaptées pour une satisfaction optimale. Le haut niveau de compétences de ses experts et de ses ingénieurs garantit à ses clients l'excellence et la performance, à travers une culture de qualité, une capitalisation de savoir-faire et une recherche constante de progrès.

Le cabinet offre des modèles de développement innovants en accord avec les besoins locaux. Ainsi, **CACO** s'accorde avec les priorités des pouvoirs publics dans les domaines suivants : infrastructures, bâtiment, énergie, formation, environnement et assainissement, industrie, laboratoire d'essais et d'analyses des matériaux de construction.

Le cabinet **CACO** assure à ses clients le suivi et le contrôle de conformité pour l'exécution des travaux. Ce qui comprend la vérification et la validation des plans d'exécution, l'évaluation des coûts, la gestion administratives et contractuelles des projets, la coordination des travaux.

→ à Dakar. Cofondatrice du collectif Worofila, qui promeut la construction bioclimatique au Sénégal, elle s'est spécialisée dans la construction en terre.

Nzinga B. Mboup a conçu l'exposition « Habiter Dakar », en collaboration avec sa consœur française Caroline Geffriaud, qui vit et exerce, elle aussi, dans la capitale sénégalaise (pandémie oblige, l'exposition organisée au Goethe-Institut Senegal de Dakar est accessible en mode virtuel). L'architecte y montre les profondes mutations de la ville et comment le logement y a été pensé depuis la colonisation jusqu'à aujourd'hui. Sans oublier de proposer diverses pistes qui permettraient aux Dakarais de se réconcilier avec leur habitat.

Jeune Afrique : Dans « Habiter Dakar », vous abordez les étapes de construction de la ville en vous concentrant sur l'évolution du logement. Pourquoi un tel choix ?

Nzinga Biegueng Mboup : Nous avons retenu le logement comme sujet critique pour repenser la ville. Nous voulions expliquer pourquoi il n'est pas adapté au contexte social et économique, pourquoi il ne répond pas aux attentes des habitants en matière de confort thermique, de place, de conception urbanistique. À partir d'une analyse historique, nous avons voulu comprendre comment on en était arrivé là, et proposer des solutions.

Analyser le logement permet aussi de comprendre l'organisation de l'espace public. On voit par exemple que la rue est devenue l'extension des habitations. De la même manière, la très forte occupation du territoire induit un problème d'écoulement des eaux qui explique les inondations et les difficultés en matière d'assainissement.

Dans la partie historique, vous revenez sur l'arrivée des colons, en 1857. Comment s'articule cette « ingérence d'une nouvelle façon d'habiter » que vous évoquez ?

Avant l'arrivée des Français, la majorité des villages lébous [divisés en douze *penc*, « terroirs »] était située dans la pointe de Dakar, autour du port. Le premier plan de la ville

est tracé par les Français. Certaines bâtisses sont alors construites. Puis, progressivement, alors que le rôle politique de Dakar s'accroît, surtout lorsqu'elle devient la capitale de l'Afrique-Occidentale française [AOF, en 1902], les Français construisent de plus en plus d'infrastructures autour du port, déplaçant les habitations lébous vers l'Ouest. En 1914, lorsque éclate une épidémie de peste, l'administration française indexe « l'insalubrité » des Africains et crée la Médina. Avec ce quartier « indigène », le Plateau devient une ville majoritairement blanche.

Une autre « révolution » du logement commence dans les années 1950, avec la création de nouveaux quartiers résidentiels. Quel était l'objectif de ces programmes ?

Plusieurs cités sont en effet créées autour de l'avenue Bourguiba à partir de 1950, avec les Sicap Karack, Baobab, Amitié ou Sacré-Cœur, pour loger les travailleurs sénégalais. À partir de l'indépendance, ça devient un vrai projet politique pour Léopold Sédar Senghor, qui souhaite former une nouvelle classe

Selon la Banque mondiale, seules 7 % des constructions sont faites sur plan réalisé ou signé par un architecte.

moyenne africaine, éduquée, au mode de vie confortable. Des expérimentations voient le jour, par exemple avec les maisons bulles de l'américain Wallace Neff. Est ensuite créée la Société immobilière du Cap-Vert, financée par l'État. Et, après les Sicap, des habitations à loyer modéré destinées à la classe ouvrière sont construites, avec la naissance des quartiers Gueule-Tapée et Fass.

À partir de quand ces politiques publiques du logement disparaissent-elles pour laisser place à des constructions anarchiques ?



L'architecte sénégalaise Nzinga Biegueng Mboup.

Après les chocs pétroliers des années 1970, le gouvernement coupe ses investissements publics. Souvent financées par l'étranger, des organisations semi-étatiques voient le jour, comme la Banque de l'habitat du Sénégal. Puis, dans les années 1990-2000, beaucoup de personnes migrent en Occident et commencent à envoyer de l'argent à leurs familles. On construit alors des immeubles à but locatif, avec une faible qualité résidentielle. La plupart de ces autoconstructions, privées ou réalisées par des promoteurs, ne sont ni accompagnées ni encadrées, et ne respectent pas les règles d'urbanisme. Selon un rapport de la Banque mondiale de 2013, seules 7 % des constructions sont faites sur un plan réalisé ou signé par un architecte.

Avec la pression foncière, les espaces extérieurs sont considérablement réduits. Cela fait partie de ce que vous considérez comme une « occidentalisation des manières de vivre » ?

La typologie des appartements dakarois est assez paradoxale. On voit naître ce qu'on appelle « l'espace familial », qui est une sorte de grand couloir dans l'entrée, un lieu central, moins exposé à la chaleur que les autres pièces, qui correspond à la cour dans les anciennes concessions. On y mange, on y prie, on y fait le thé... Le salon, espace de vie dans un modèle occidental, devient un lieu de réception. La chambre, au contraire, qui est un espace pour dormir dans le modèle occidental, se convertit souvent dans les familles élargies en lieu de réception, où peuvent se →



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Sénégal - Union - Progrès
MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES,
DES TRANSPORTS TERRESTRES
ET DU DESENCLEAVEMENT



PROJET BUS RAPID TRANSIT « BRT » DAKAR POUR UNE AMELIORATION DE LA MOBILITE URBAINE



Le Projet de Bus Rapides sur voies réservée (BRT) de Dakar : une infrastructure de 18,3 km qui permettra de relier efficacement le centre-ville de Dakar à Guédiawaye, en réduisant de moitié les temps de parcours (1H30 à 45 min).

Avec la restructuration globale du réseau de transports collectifs, les lignes de rabattement favoriseront une connexion optimale au Train Express Régional (TER) en cours d'achèvement.

Ce projet structurant assurera le déplacement quotidien de 300 000 voyageurs, avec l'exploitation moderne d'une technologie de bus propres, dans une agglomération de 4 millions d'habitants.

A sa mise en exploitation, le BRT contribuera à réduire significativement les externalités négatives liées au trafic routier (congestion automobile, pollution de l'air, insécurité routière). Par ailleurs, l'accès aux aménités urbaines ainsi que le cadre de vie des habitants seront globalement améliorés pour favoriser le développement économique d'une région capitale verte, inclusive et résiliente au changement climatique.

CARACTERISTIQUES INFRASTRUCTURELLES

- Aménagement d'une voie en béton dédiée aux bus de la ligne BRT ;
- Aménagement de voies latérales en chaussées souples pour le trafic normal ;
- Ouvrages d'art et d'assainissement ;
- Trottoirs en béton et / ou en pavés ;
- Pistes cyclables ;
- 23 stations dont 3 pôles d'échanges ;
- Aménagement d'un dépôt d'autobus de 6 ha ;
- Aménagement de carrefours giratoires et / ou à feu ;
- Mise en place de l'éclairage, des équipements de signalisation routière et de sécurité ;
- Aménagement paysager.

Intelligence

Direction Générale - Rue F x David Diop • Fann résidence BP: 25242 Dakar-Fann-Sénégal
Tél: +(221) 33 869 07 51. Fax: +(221) 33 864 63 50
Email : ageroute@ageroute.sn

www.ageroute.sn
www.cetud.sn





Quelques maisons bulles « Airform », imaginées par l'architecte américain Wallace Neff dans les années 1950, survivent dans la commune de Fann-Point E-Amitié.

→ tenir des conversations intimes, à l'écart du reste de la famille.

Alors que les prix du logement flambent, vous rappelez que, selon l'ONU-Habitat, la taille moyenne d'un ménage dakarois est de 8,2 personnes, que les logements n'y sont pas adaptés et que 44 % sont suroccupés...

La libéralisation des marchés, les investissements étrangers, l'arrivée de nombreuses organisations internationales dans la ville ont fortement contribué à la spéculation. Le modèle de la maison est en voie de disparition à Dakar, car il ne permet pas l'expansion urbaine. Désormais, ce qui a de la valeur, c'est le terrain, pas la maison.

Quelles sont les solutions pour rendre les logements plus agréables ?

Respecter des espaces d'urbanisme en continuant de végétaliser et de créer des extérieurs. On pourrait également penser l'espace communautaire [sport, baptêmes, jardins, fêtes religieuses...] sur les toitures-terrasses pour remplacer les rez-de-chaussée, les mettre en relation par

des ponts, des passerelles, afin de créer une nouvelle couche urbaine accessible aux habitants.

Vous évoquez un « fantasme de la ville moderne » symbolisé par l'utilisation du béton. Ce matériau n'est-il pas exploité aussi pour son coût peu élevé et sa facilité d'utilisation ?

On a souvent tendance à penser la modernité comme venant de l'extérieur. Et le béton est assimilé à la fois à la modernité et à la stabilité. Pourtant, il implique une industrie très polluante. En 1966, une loi

On a arrêté de réfléchir aux façons de construire pour bénéficier d'un confort thermique.

On érige des bâtiments en verre, en plein soleil, sachant que l'on pourra y installer une clim !

d'urbanisme disait même qu'il était interdit de construire avec autre chose que des matériaux de récupération, dont la terre.

Votre collectif Worofila s'attache à la promotion des constructions bioclimatiques. Quels en sont les bénéfices ?

À cause de l'arrivée de la climatisation, on a arrêté de réfléchir sur les façons de construire pour bénéficier d'un confort thermique. Aujourd'hui, on érige des bâtiments en verre, en plein soleil, parce que l'on sait que l'on pourra installer une clim !

Pourtant, les architectures traditionnelles et coloniales, avec les vérandas, les galeries, les brise-soleils, les claustras, étaient bioclimatiques et incluaient des mécanismes de protection.

Avec des principes de conception [tenir compte de l'orientation au soleil, s'assurer qu'il y ait de la ventilation naturelle...] et les matériaux que l'on utilise [comme la terre], on est en mesure de parvenir à une isolation thermique naturelle. Et ces matériaux coûtent bien moins cher que le béton. ●



FAUX MÉDICAMENTS

Les Douanes sénégalaises en croisade contre les réseaux de trafics

La fabrication, la vente et la distribution de produits pharmaceutiques et médicaux de qualité inférieure, falsifiés ou d'origine douteuse, constituent de réels dangers pour les consommateurs. L'ampleur du trafic de ces médicaments contrefaits demeure un problème de santé publique surtout en Afrique du sud du Sahara.



Plusieurs initiatives sont en train d'être prises au niveau régional et sous-régional pour endiguer le fléau. C'est toute la pertinence de l'engagement des hautes autorités sénégalaises pour la criminalisation du trafic de faux médicaments.

À cet effet, les Douanes sénégalaises ont procédé au renforcement de la surveillance, de la recherche et de la répression du trafic de médicaments.

Le premier semestre de l'année 2021 a été révélateur des efforts déployés par les unités douanières pour le bouclage des réseaux et couloirs de trafics de faux médicaments.

C'est ainsi qu'entre janvier et juin 2021, les unités douanières du Sénégal ont effectué d'importantes saisies de faux médicaments dont la

valeur totale est estimée à plus de 2,5 milliards de francs CFA contre 845 millions pour toute l'année 2020.

La dernière grosse opération en date a été la livraison surveillée qui a abouti en début juin à la saisie de 4,5 tonnes de faux médicaments au marché de Thiaroye à Dakar. Lequel marché est connu pour être un lieu d'éclatement et de redistribution de produits prohibés.

Cette prouesse a été réalisée en mai 2021 après une saisie à Keur-Ayip, à la frontière entre le Sénégal et la Gambie, de faux médicaments dissimulés sous des caisses de poissons dans un camion frigorifique.

La lutte contre les faux médicaments entre dans le cadre des missions sécuritaires de la Douane. Elle est l'un des axes majeurs du concours que l'Administration des Douanes apporte au Ministère de la Santé et de l'Action sociale.

Du concept de Douane verte

Sous ce rapport, les Douanes sénégalaises jouent un rôle déterminant dans l'application de la loi sur l'interdiction de l'importation et la vente de sachets plastiques mais aussi dans la protection du territoire douanier contre les agressions environnementales et le trafic d'espèces menacées (Convention CITES).

À ce titre, la Subdivision des Douanes du Port Autonome de Dakar a déjoué en une tentative de déversement de 581 tonnes de déchets plastiques sur les côtes sénégalaises par une compagnie étrangère. Celle-ci a été obligée à réembarquer lesdits déchets hors du territoire sénégalais.

Toutes ces actions sont combinées à une lutte hardie contre la fraude et la contrebande. Diverses marchandises d'une valeur de plus de 100 milliards de francs CFA ont été saisies par les services de la Douane dans la même période.

20 ANS DE RÉGULATION AU PROFIT DES UTILISATEURS SÉNÉGALAIS

L'Autorité de Régulation des Postes et des Télécommunications (ARTP) célèbre ses 20 ans d'existence dans un contexte économique inédit marqué par la pandémie du coronavirus.

Dans le domaine réglementaire, la loi n°2011-01 du 24 février 2011 portant code des Télécommunications a été abrogée et remplacée par la loi n°2018-28 du 12 décembre 2018 portant code des communications électroniques. À travers sa stratégie d'inclusion numérique axée sur une meilleure qualité des services offerts aux utilisateurs et la mise en place de leviers régulatoires, l'ARTP a pu assurer une baisse constante des coûts favorisée par un cadre réglementaire solide. Ces nombreuses initiatives se sont immédiatement faites ressentir sur le marché des communications électroniques avec l'apparition d'offres de plus en plus innovantes et le développement des usages. Parmi les dispositifs ayant permis cette évolution, on peut citer les décisions d'encadrement du marché qui ont eu un impact significatif sur les évolutions des tarifs proposés par les opérateurs.

Depuis l'ouverture de la concurrence, le secteur a accueilli de nouveaux acteurs ; trois opérateurs titulaires de licences de téléphonie, trois FAI et trois MVNO, un opérateur de service universel, des fournisseurs de service à valeur ajoutée et tout récemment un opérateur d'infrastructures. L'ARTP qui, jusqu'en 2017 ne régulait que le marché de gros, a aussi décidé de mettre en place des leviers dans le but d'assainir le marché de détail en encadrant les offres tarifaires et les promotions proposées par les opérateurs. Cette initiative renforce les actions menées depuis 2004 par l'observatoire des télécommunications dont la mission est de suivre, d'analyser et de présenter régulièrement les évolutions du marché.

La gestion de la Qualité de Services, activité auparavant assurée par l'opérateur historique de



télécommunications, a peu à peu été transférée à l'ARTP avec l'ouverture du marché. De plus, le Sénégal, à travers l'ARTP, s'est conformé aux normes internationales en matière de QoS.

Dans l'optique d'une gestion optimale des ressources rares, l'ARTP en collaboration avec l'Autorité gouvernementale a réaménagé les fréquences pour favoriser l'émergence dans cet écosystème des technologies comme les IoT, la 5G et les nouveaux systèmes pour la connectivité dans les avions, les navires, les trains, etc., ce qui permet d'offrir aux professionnels du secteur un accès équitable aux ressources rares.

L'ARTP dans une synergie inédite avec les acteurs du secteur postal offre aujourd'hui des perspectives encourageantes aux utilisateurs des services postaux. Les mutations du mode de vie des Sénégalais avec l'avènement d'Internet, du commerce électronique, ont ouvert de nouvelles opportunités économiques avec l'émergence de nouveaux métiers qu'il faudra encadrer pour garantir la santé de ce secteur en pleine expansion.

Le Sénégal avance, l'ARTP avec lui....

COULEUR LOCALE

Invasion publicitaire

Ça l'affiche mal!

En juin 2015, le querelleur maire de Mermoz-Sacré-Cœur, Barthélémy Dias, devant le non-paiement de taxes municipales dues à sa commune par les régies publicitaires, fait tout bonnement procéder à la démolition de leurs panneaux. En juillet 2016, la chambre administrative de la Cour suprême – saisie par les sociétés Régipub, Regidak et Cauris Com – annule la délibération du conseil municipal de Sacré-Cœur fixant les taux et les modalités d'assiette applicables à la publicité, ainsi que les redevances sur le mobilier urbain. Mais le forçage de l'édile avait déjà consacré la mainmise des municipalités sur l'affichage urbain. Les régies n'ont eu d'autre choix que de s'y plier. Les dix-neuf communes de la capitale, héritant cette prérogative de la mairie centrale qui la délivrait jusqu'alors avec parcimonie, ont généreusement et abusivement distribué des autorisations d'affichage.

Depuis, c'est (encore plus) le souk sur les artères dakaroises. Toujours avides de collecter davantage de taxes, les mairies des communes ont donné



leur agrément à une multitude de réseaux d'annonceurs (professionnels ou non), pour ne pas dire à tout le monde : agences de pub, *business schools* privées, industriels, afficheurs informels... Résultat : l'agglomération s'enlaidit d'environ un panneau d'affichage tous les cent mètres (au mieux), une prolifération qui défigure le paysage urbain.

Marteaux-pilons

Médias de proximité transformés en marteaux-pilons totalitaires, ces cohortes de panneaux publicitaires visent la ménagère de moins de 50 ans. En tête

des produits promus, le *khessal* (produit de dépigmentation cutanée) et les bouillons cubes. Contre les premiers, il y a eu une levée de boucliers avec la campagne *ñul kukk* (« noire d'ébène », en wolof), qui, à son tour, a dégainé ses panneaux – et a fait long feu.

Les « annonceurs » moins riches ou plus chiches taguent à coups de peinture leurs marques et leurs produits sur les murs de séparation entre les maisons et l'autoroute qui relie les communes de banlieue à l'entrée du centre-ville. Quant aux plus désargentés, ils plantent sur les carrefours des panneaux en fer

peints, plus hideux les uns que les autres et qui, en plus, obstruent la vue pour automobilistes. On se surprend à trouver parmi eux quelques sociétés publiques et ONG ayant pignon sur rue.

« Écrans-jours » et abribus

Toutefois, la modernisation s'en vient avec la très (et trop) remarquable présence de magnifiques « écrans-jours » sur la corniche et sur les carrefours stratégiques de la capitale. Des publicités léchées trouvent également leurs écrans dans les abribus en verre – lesquels ont été vandalisés lors des émeutes de mars dernier, car supposés appartenir à des intérêts français.

Le reste du pays n'a pas échappé à l'invasion des panneaux publicitaires. On les trouve en tir groupé (la plupart vantant les mérites d'une banque), à l'entrée et à la sortie des villes. Puis ils sont éparpillés, de loin en loin, le long de l'unique route bitumée. Rien à voir avec leur omniprésence à Dakar... Ou comment le Sénégal « utile » et le niveau de développement urbain se mesurent au degré d'intérêt des afficheurs. ●

Ousseynou Nar Guèye



PLATE-FORME LOGISTIQUE PORTUAIRE DE NDAYANE : LA PLUS GRANDE PLATE-FORME LOGISTIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

UNE VISION RÉSOLUMENT ARRIMÉE AU PLAN SÉNÉGAL ÉMERGENT DE SON EXCELLENCE MR MACKY SALL PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

À travers sa nouvelle vision, le Port de Dakar se positionne en levier stratégique majeur pour une mise en œuvre accélérée du PSE. Le plan stratégique de développement 2019-2023 du Port de Dakar s'appuie sur l'axe 1 du Plan Sénégal Émergent qui s'attèle à la transformation structurelle de l'économie, et sur le quatrième secteur prioritaire et de souveraineté du PAP 2A, en jouant pleinement son rôle dans la « Promotion des plate-formes industrielles et logistiques ». Ainsi, sa nouvelle vision « un port, moteur de l'émergence » ambitionne de transformer la plate-forme portuaire du Sénégal en un hub industriel et logistique régional avec les objectifs spécifiques suivant :

- Améliorer de 39 points le Net Promoter Score (NPS), le véritable baromètre de la satisfaction client (d'un NPS de -39 à un NPS de 0) ;
- Doubler le chiffre d'affaires de 49 à 100 milliards CFA;
- Quintupler la rentabilité de 3% à 15% ;
- Fluidifier le trafic.



Le PAD évoluera vers un positionnement d'acteur logistique au service des économies ouest africaines, beaucoup plus favorable pour la compétitivité logistique du Sénégal à travers la réalisation du Port de Ndayane, adossé à une Plate-forme Logistique Portuaire d'envergure internationale dont le rôle sera de contribuer à la résorption du déficit structurel de la balance commerciale et la création d'emplois.



OBJECTIF GLOBAL

Promouvoir les exportations à travers la transformation des ressources naturelles du continent africain ainsi que les importations de produits semi finis à fort potentiel de valeur ajoutée de la PLP

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Favoriser la re-industrialisation du pays
Accéder au marché de la CEDEAO
Participer au rééquilibrage de la balance commerciale
Booster les secteurs à fort potentiel en misant sur la localisation de production innovantes
Participer à la politique de plein emploi



SPÉCIFICITÉS DE LA PLATE-FORME LOGISTIQUE PORTUAIRE DE NDAYANE :

L'espace portuaire de Ndayane présente la plate-forme idéale pour installer les acteurs économiques qui pourront faire transiter et transformer leurs marchandises, pour un impact réel sur l'économie nationale. Cet écosystème industriel, abritera des plate-formes logistiques multimodales, des unités de transformation, de stockage, d'assemblage et de montage (semi-industriel) pour capter les investisseurs les plus innovants.

En effet, les futurs locataires de la PLP bénéficieront de services publics de base à moindre coût et de haute qualité, motivés par les synergies sectorielles et une compétitivité opérationnelle. La PLP sera desservi par un système logistique intelligent directement connecté au Port par voies ferrées, l'auto-route à péage et l'aéroport internationale Blaise DIAGNE (train-route-avion).

Elle sera aménagée selon le modèle PORT PARK CITY (PPC) pour faciliter la connexion entre le Port maritime, la plate-forme logistique et les lieux d'habitations (hôtels, restaurants, espace de loisir etc.). À cela s'ajoute un centre de guichet unique, où toute société désirant de s'installer dans la zone pourra ouvrir son entreprise en 24h avec tous les avantages fiscaux requis pour la transformation et l'exportation du « made in Sénégal ». La PLP sera également ouverte aux importations des produits de la sous-région grâce au développement des futurs partenariats pour favoriser le cabotage et insérer l'Afrique dans les chaînes de valeurs mondiale.

**Selon Monsieur Aboubacar Sedikh BEYE,
Directeur Général du Port Autonome de Dakar
les Impacts attendus de la PLP seront multiples:**

- ◆ Réalisation d'infrastructures communautaires de base (santé, éducation, environnement, loisirs, autres)
- ◆ Diversification de l'offre de formations spécialisées ;
- ◆ Investissements communautaires (quai de débarquement pour la pêche artisanale, financement d'activité génératrice de revenus etc.) ;
- ◆ Métropolisation de la zone ;
- ◆ Développement de nouvelles expertises et transfert de compétences ;
- ◆ Hausse de la contribution de l'Afrique dans le commerce mondial ;
- ◆ Croissance du PIB et rééquilibrage de la balance commerciale ;
- ◆ Développement des investissements étrangers au Sénégal
- ◆ Accroissement du trafic portuaire et du fret retour ;
- ◆ Création de 25000 emplois directs et indirects ;
- ◆ Renforcement des corridors régionaux et développement du transport multimodal ;
- ◆ Développement de l'industrialisation et la transformation des produits locaux et régionaux



APPEL À PROJETS à travers un site de promotion qui permettra aux investisseurs de manifester leurs intérêts pour la Plate-forme Logistique Portuaire dans différents domaines ainsi que les potentiels d'emploi existants.



21, Boulevard
de la libération Dakar



www.portdakarndayane.com



(+221) 76 639 97 97

AMÉNAGEMENT

Une bouffée d'oxygène

Forêt urbaine, sauvegarde de la corniche et du littoral, dépollution de la baie de Hann, décongestion du port... Plusieurs programmes vont bientôt transformer le cadre et la qualité de vie dans la capitale sénégalaise. De quoi permettre aux citoyens de mieux respirer !

1/4 L'ancien aéroport de Yoff passe au vert



L'ex-aéroport Léopold-Sédar-Senghor, en pleine zone d'habitat, vu depuis le monument de la Renaissance africaine (ici en 2012).

SYLVAIN CHERKAOUI POUR L'A

Une mine d'or au cœur de la ville. Depuis qu'il a été remplacé par le nouvel aéroport international Blaise-Diagne (AIBD), l'ancien aéroport de Yoff est quasiment inutilisé, si ce n'est par l'armée qui en avait récupéré la gestion, accueillant quelques rares vols et délégations officielles. Trop urbain, trop dangereux, le site a été délaissé au profit du nouvel aéroport inauguré en décembre 2017 près de la ville nouvelle de Diamniadio, à 50 kilomètres du centre de Dakar. Il ne devrait pas rester inutilisé très longtemps. Au-delà de la conversion d'une partie du terrain en aéroport militaire, qui avait été actée par décret à la fin

de 2017, l'ensemble des 600 hectares du site doit désormais être redistribué par l'État entre différents projets d'aménagement et programmes immobiliers. Mais une grande partie de la superficie n'a pas encore été attribuée, officiellement du moins. C'est d'ailleurs pourquoi, en juin dernier, un collectif de villages lébous (Ngor, Ouakam et Yoff) décidait de lancer un « mouvement de refus et de résistance contre la spoliation de ses terres », en réclamant directement au chef de l'État l'octroi d'une partie de l'assiette foncière de l'ex-aéroport.

Son emplacement, sur la commune de Yoff, et sa superficie – dans une ville-presqu'île où se dispute le

moindre mètre carré – font du site une pépite aussi rare que convoitée. Au moins 30 hectares ont déjà été attribués à la Caisse des dépôts et consignations qui est, entre autres, le « banquier » des organismes publics locaux et de nombreux programmes de logements sociaux. Une autre partie du terrain doit être réservée à des logements dits administratifs, pour permettre notamment de reloger les ménages déguerpis par la construction du train express régional (TER).

Mais, pour l'heure, c'est surtout un autre projet qui a retenu l'attention des Dakaïrois : la création d'un parc forestier urbain. Début 2020, une pétition lancée par l'activiste écologiste

Mamadou Sakho pour la création d'un « Central Park dakarois » avait recueilli plus de 20 000 signatures. Son initiative n'a pas été retenue, mais l'ancien ministre de l'Urbanisme Abdou Karim Fofana a reçu plusieurs citoyens mobilisés sur le sujet.

Nouveau poumon

Le 15 juillet 2020, le président Macky Sall évoquait officiellement l'utilisation d'un espace de 10 hectares réservé au parc forestier urbain de Dakar-Yoff, en tant que « zone de promotion de la biodiversité floristique », afin de corriger un « déficit notable d'espaces verts à Dakar ». Une initiative appuyée par Abdou Karim Fofana, puis par son successeur Abdou Karim Sall.

Pour concevoir l'aménagement de ce parc urbain, l'État a choisi d'organiser un concours international, auquel ont répondu 15 cabinets d'architectes. Le comité chargé d'examiner les projets, constitué de 17 membres (architectes, urbanistes et juristes), a désigné le bureau français Djellali, implanté à Marseille, qui a donc signé un contrat de maîtrise d'œuvre.

« Nous voulons faire de ce parc le nouveau poumon de Dakar », a fait savoir l'architecte-urbaniste Chafik Djellali. « Dakar souffre d'un déficit de poumon vert. Et les rares points

verts qui résistent à cette pression, comme la forêt de filaos de Mbaou [dont une partie a été déclassée en juin] ou le parc de Hann, sont anciens », a souligné le ministre des Finances, Abdoulaye Daouda Diallo, le 8 juin dernier, lors d'une cérémonie organisée pour saluer la victoire du cabinet Djellali. Avant d'ajouter que « le parc de Yoff aura une fonction à la fois écologique, économique et sanitaire ».

Le futur parc forestier urbain aura une fonction à la fois écologique, économique et sanitaire.

Filtration et épuration de l'air, atténuation de la pollution, séquestration du carbone, préservation de la biodiversité, amélioration des conditions de vie par la pratique sportive, l'élimination du stress et de l'anxiété... Outre l'aménagement paysager, le projet comprend la création d'un lac artificiel, l'installation d'équipements sportifs, ainsi que la construction d'une ombrière monumentale, mais aussi de boutiques.

Selon une source au ministère de l'Urbanisme, le coût de ce projet de

parc forestier urbain est estimé à 13 milliards de FCFA (plus de 19,8 millions d'euros). « Les travaux devraient commencer dans un délai de douze mois », a assuré Chafik Djellali tout récemment. C'est ambitieux, mais nous avons compris l'urgence de ce programme et nous commençons déjà à penser aux entreprises avec lesquelles nous allons travailler. »

Si les militants écologistes se félicitent du projet, ils remarquent cependant qu'une portion minimale de l'espace de l'ancien l'aéroport y est réservée. Que deviendront les quelque 590 hectares restants ?

Selon nos informations, les plans d'une « cité des affaires » avaient été demandés à plusieurs cabinets d'architecture. « Nous avons été reçus par le président Macky Sall, qui a validé nos plans. Mais, après cela, nous n'en avons plus jamais entendu parler », indique l'un de ceux qui ont travaillé sur le projet, en précisant qu'il s'étendait sur une superficie bien plus importante que celle destinée au parc urbain. « Ce parc permettra de répondre aux attentes de la population, commente un autre architecte sénégalais. Mais il semble que la majorité de l'espace de l'aéroport sera réservée aux promoteurs immobiliers. » ●

Marième Soumaré

2/4 Far west sur la corniche Ouest

Vestige d'un autre temps, le phare des Mamelles – construit en 1864 sur l'une des deux collines volcaniques qui offrent à la capitale son unique relief – est désormais cerné. À ses pieds, face à l'Atlantique, un monstre de béton a pris ses quartiers à l'orée de la route des Almadies. Telle une verrue protubérante sur le visage de Miss Sénégal, le bâtiment flamboyant doit héberger le nouveau siège de la Caisse des dépôts et consignations (CDC). À quelques centaines de mètres de là, une clinique privée s'est incrustée à flanc de falaise, en surplomb de la mosquée de la Divinité. Et un homme d'affaires influent prévoit de compléter le tableau avec la

construction d'un nouvel hôtel. De quoi achever de défigurer ce panorama, autrefois idyllique.

Depuis longtemps, tel un cancer qui métastase, la frénésie immobilière a rongé la corniche Ouest de Dakar : hôtels, villas et bâtiments monumentaux défigurent le littoral, empêchant même les habitants d'accéder à la plage. Pour Moustar Ba, le président de la Plateforme pour l'environnement et la réappropriation du littoral (Perl), le projet d'aménagement de la corniche Ouest – annoncé par le gouvernement en juin 2020 – est une bien maigre consolation au regard des dommages déjà causés.

Ces dernières années, toutefois, l'ancien expert-comptable a repris

espoir. « Lors de la dernière campagne présidentielle, au début de 2019, nous avons adressé aux cinq candidats un Pacte politique pour sauver le littoral du Sénégal. Quelques mois plus tard, j'ai pu évoquer cette question lors du dialogue politique. »

Convié sur les plateaux de télévision à cette occasion, Moustar Ba incite alors les responsables politiques à sortir d'une longue léthargie. Des discussions fructueuses s'engagent avec Abdou Karim Fofana, alors ministre de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique. Celui-ci l'invite à présenter ses propositions devant les cadres de son ministère. Il publiera même une longue tribune dans laquelle il s'efforce de concilier les

impératifs économiques et les préoccupations environnementales. « Des centres commerciaux de Copacabana aux hôtels de La Rochelle, en passant par les aménagements payants de la corniche d'Abou Dhabi, tous les pays disposant d'un atout littoral l'exploitent selon des ratios hôtels-access public-plages de pêcheurs-aménagements... L'enjeu réside dans l'optimisation de cette exploitation », écrit-il.

Loi littoral obsolète

Mais dans le même temps, tandis que les tractopelles continuent de grignoter jour après jour les rares terrains encore vierges de la corniche, les réformes tellement attendues font du surplace. Maintes fois évoqué, le nouveau projet de loi littoral destiné à dépoussiérer le texte en vigueur (qui date de 1976) végète... depuis 2011. « Ils veulent noyer le poisson, analyse, amer, l'architecte Pierre Goudiaby Atepa, président d'honneur de l'association. Ils n'ont pas pris les mesures radicales qui conviendraient pour se réapproprier le littoral. » Officiellement, pourtant, les textes existants auraient dû suffire à enrayer le processus. « La loi dit qu'on ne peut déclassifier le domaine public maritime que pour cause d'utilité publique. Mais le littoral a été bradé au profit d'intérêts privés », déplore-t-il.

En 2019, à l'occasion de la Journée nationale de promotion de la propreté, une vidéo a été projetée en présence du président Macky Sall. Dans cette simulation en 3D apparaît une

corniche verdoyante et ordonnée, d'où les constructions intempestives sont absentes. « Macky Sall partage notre préoccupation. Il a sans doute la volonté de faire bouger les choses, mais il ne sait pas forcément comment s'y prendre pour engager cette réforme », regrette Moctar Ba.

Il est vrai que la corniche idéale, rêvée par les deux mentors de la Perl, impliquerait d'exproprier nombre de notables ayant acquis des terrains à vil prix depuis trois décennies, sans parler des intérêts privés – notamment hôteliers – que le Sénégal cherche dans le même temps à attirer afin de stimuler le tourisme d'affaires.

À mi-chemin entre le laisser-faire des autorités nationales et municipales et l'approche radicale de l'opposant Ousmane Sonko (« Il affirme que s'il arrive au pouvoir il va tout casser », résume Pierre Goudiaby Atepa, qui le connaît bien), nos deux acolytes multiplient donc les propositions afin de sauver la corniche de la malédiction du béton. « Nous sommes prêts à offrir à l'État un plan d'aménagement, indique l'architecte. Notre proposition est de promouvoir une corniche culturelle qui réunirait notamment le Village des arts, actuellement à Yoff, une école des arts et une école d'architecture. »

Quant à son comparse Moctar Ba, il travaille à l'élaboration d'une doctrine « littoral » qui permettrait de faire de Dakar, selon lui, « une ville attractive tournée vers le tourisme urbain », où la vue sur l'océan serait un droit et non plus un privilège. ●

Mehdi Ba

3/4 Grand nettoyage de la baie de Hann

Une eau claire et poissonneuse, une longue plage de sable fin, un port naturel pour les pirogues... Il n'y a pas si longtemps, la baie de Hann était encore considérée comme l'une des plus belles plages de Dakar. Ce bassin naturel de près de 20 km de long, qui s'étend de la commune de Hann-Bel-Air (littoral oriental de Dakar) jusqu'à Rufisque, est devenu au fil des ans un lieu défiguré par la pollution, où l'eau claire est désormais toxique, et où le sable fin a disparu sous une masse de déchets.

Depuis quelque temps, pourtant, Mbacké Seck reprend espoir. « Quand je marche sur une bouche d'égout, c'est déjà une satisfaction ! » dit-il. Cet élu local, originaire de Hann, s'est mobilisé pour la dépollution de la baie depuis des années. Un enjeu environnemental, économique et sanitaire.

À l'origine du problème : le rejet des eaux usées de la ville et l'installation d'usines. Près de 80 % des quelque 120 industries implantées à Dakar sont situées sur la baie de Hann. Avec des conséquences désastreuses pour les pêcheurs de la zone, pour la biodiversité et pour la santé des riverains. Au sein de l'association ASC Yakaar, Mbacké Seck – désormais adjoint à la maire de Dakar, chargé de la section Environnement et développement durable – se félicite de voir que les promesses de dépollution de la baie se concrétisent enfin.

Pollueur-payeur

Les travaux qui vont contribuer à restaurer la qualité des eaux de la baie ont en effet commencé en septembre 2020. Le montant global du programme est estimé à plus de 73,5 milliards de F CFA (112 millions d'euros). Il est financé, en grande partie, par l'Agence française de développement (AFD), le principal →



La corniche Ouest depuis la porte du Millénaire.

Khadim BA, un jeune entrepreneur à succès.

Khadim Ba fait partie de cette jeune génération de chefs d'entreprises à qui tout réussit. Diplômé de HEC Montréal avec une spécialisation en gestion des hydrocarbures, il possède une ambition sans limites et un talent d'entrepreneur visionnaire. Il voue sa vie au Sénégal et plus généralement au développement du continent africain dont il se veut un parfait exemple pour sa jeunesse.

« L'avenir, tu n'as pas à le prévoir, mais à le permettre », célèbre citation de Saint-Exupéry dont il a fait sa devise, en dit long sur l'état d'esprit de ce jeune homme réputé intransigeant en affaires.

Un talent et une vision au service d'une économie dynamique

Après une première expérience réussie au poste de DGA de 2006 à 2010 au sein de Carrefour Automobiles, Khadim Ba prend à 28 ans les commandes de la Compagnie Ouest Africaine de Crédit-bail (LOCAFRIQUE), suite à son rachat. Il travaillera d'arrache-pied pour en faire moins de dix ans plus tard, le 1er établissement financier à caractère bancaire du Sénégal et le 2ème de la zone UEMOA, avec une taille de bilan qui passe de 3 à 147 milliards FCFA en 2019. Sous son giron, Locafrique connaît une ascension fulgurante qui lui vaudra, au plan international, la confiance d'institutions comme l'USAID aux côtés de qui elle promeut des modèles de financements pour appuyer l'Agriculture sénégalaise, ou encore celle de la Chambre de Commerce de Londres qui l'admet en 2017, dans le cercle des « Entreprises les plus inspirantes et entreprenantes d'Afrique ».

Khadim Ba a une forte appétence à l'investissement et aux défis, ce qui le conduit à explorer continuellement de nouveaux secteurs d'activité. Avec le Groupe Locafrique au travers d'une dizaine de filiales et de participations, il est devenu, grâce à son talent de chef d'orchestre, un acteur de premier plan dans plusieurs secteurs dont :



- le raffinage et le trading de produits pétroliers
- l'énergie
- l'assurance
- la banque et finance
- le conseil financier
- les btp
- la promotion immobilière
- la concession automobile
- la santé

Le pétrole : au-delà d'une passion, une vocation

Passionné par les énergies, Khadim Ba réalise en 2017 une entrée remarquable dans l'actionariat de la SAR, la plus ancienne société de raffinerie de l'Afrique de l'Ouest avec une prise de participation dominante à hauteur de 34%.

En 2020, aux côtés des autres membres de la West African Energy, il participe au projet de construction de la plus grande centrale électrique de l'Afrique de l'Ouest d'une capacité de 300 Mégawatts.

Un homme au service de ses semblables

Connu pour sa philanthropie envers ses compatriotes, Khadim Ba œuvre dans des projets caritatifs et humanitaires dont le plus récent est la rénovation et l'équipement du centre socio médical pour les mutilés de guerre et invalides. Il s'est illustré entre autres par sa participation à l'appel lancé par l'Union Africaine dans la riposte commune à la pandémie Covid19, avec un don de 500 000 USD qui fait suite à un appui de 1 500 000 USD aux populations sénégalaises. Il a également plusieurs projets en gestation dans le domaine de la santé, du social, etc. Certains ont déjà vu le jour, notamment le fonds d'appui aux jeunes porteurs de projets destiné à financer les jeunes entrepreneurs qui se heurtent à un manque de financement. Par ailleurs, Khadim Ba est membre d'un consortium qui est en train d'ériger un grand hôpital de type américain d'une capacité de 200 lits pour aider dans les problématiques de prise en charge de certaines pathologies.



Route de Ngor x route des Almadies
BP 292 Dakar

(221) 33 859 27 60

www.locafrique-sf.com



La Grande Muraille Verte et la Fondation Cœur Vert **UN PARTENARIAT RÉUSSI**

L'initiative de la Grande Muraille Verte n'est pas seulement une solution écologique africaine pour le monde, mais encore, par la nature, une solution pour la paix durable et pour une transition démographique réussie pour l'Afrique que nous voulons en 2030.

La Grande Muraille Verte traduit un engagement politique et humain, mais elle est également transformatrice d'opportunités économiques à saisir.

**Vous êtes une Entreprise ?
Vous faites des affaires
en Afrique ?
Faites-en durablement
pour l'Afrique**

en sponsorisant
**le Camp International
de Jeunes volontaires**
Sénégal 2021
du 12 au 19 août
à Gaddu Massamba,
commune de Syer.

JAMG - PHOTOS DR

Chaque année, la Fondation Cœur Vert consacre des camps internationaux de jeunes volontaires au programme de reboisement de la Grande Muraille Verte.

Nos sincères remerciements :



Abidjan, Commune de Cocody Riviera II, cité Allabra, Ilot Harmonie Villa N° 69, 08 BP 1168 Abidjan 08,
Côte d'Ivoire, Tél. : (+225) 07 47 59 93 72
Contact Sénégal : Djibril Diagne - Tél. : (+221) 77 637 54 24 ; djibril.diagne@fondationcoeurvert.org
www.fondationcoeurvert.org



MBACKÉ SECK/BAY KEEPER

Tout le long de ce bassin naturel qui va de Hann à Rufisque, serpentent de magnifiques plages... défigurées.

→ bailleur du programme, ainsi que par la Banque européenne d'investissement (BEI), les Pays-Bas et la Chine. Les premiers travaux entraînent déjà des signes visibles. « En quelques mois, le visage de Hann a bien changé, assure Mbacké Seck. Les rues ont été élargies pour laisser passer les camions chargés de l'épuration et pour permettre la création d'un réseau de traitement des eaux [industrielles et domestiques]. »

Mais le grand changement viendra de l'installation d'un intercepteur de près de 15 km, le long de la baie, dont la construction doit s'achever à la mi-2022. Conçu et réalisé par l'entreprise allemande Pfeiffer, il permettra de collecter les eaux usées et de les

transporter vers une station d'épuration (dotée d'une capacité de traitement de 25 000 m³/jour). Les eaux traitées seront ensuite rejetées en mer, à 3 km des côtes.

Une distance que les riverains estiment encore trop proche. « Des études d'impact ont été menées, se défend le directeur général de l'Office national de l'assainissement du Sénégal (Onas), Ababakar Mbaye. La concentration des polluants sera extrêmement faible, et les études ont montré que le rejet des eaux n'aura plus d'impact en matière de pollution. » Le programme comprend également la mise en place d'un système « pollueur-payeur », à travers une redevance dont le coût reste à définir.

« Les entreprises devront prétraiter leurs déchets et prendre en charge l'exploitation des ouvrages réalisés. La facturation sera calculée en fonction des volumes d'eaux rejetés et de la concentration des polluants », détaille Ababakar Mbaye. Parmi les plus grands pollueurs : les industries manufacturières (tanneries, usines de transformation de produits halieutiques...) et celles relatives aux produits pétroliers, notamment au raffinage.

Montant global des travaux, commencés en septembre 2020 : 73,5 milliards de F CFA (112 millions d'euros).

« Nous avons beaucoup d'espoir et d'inquiétudes », fait néanmoins savoir Mbacké Seck, qui évoque des risques de canalisations mal adaptées et des menaces toujours présentes de pollution sur la baie et sur l'aire marine protégée de Gorée. « Le projet est très important pour la région et pour le Sénégal, assure Ababakar Mbaye. La baie de Hann va retrouver son éclat initial. » ●

Marième Soumaré

4/4 Le port de Ndayane bientôt en chantier

Enclavé par la capitale, au bout de la presqu'île du Cap-Vert, le Port autonome de Dakar (PAD) sera encore à l'étroit pour quelque temps. Mais d'ici à quatre ou cinq ans, il devrait voir une partie de son activité transférée vers le futur port en eau profonde de Ndayane, à 70 km au sud de la capitale, sur la Petite-Côte.

À la fin de 2020, l'État a signé un accord avec l'émirati DP World (dont la filiale sénégalaise est concessionnaire depuis 2008 du terminal à conteneurs du PAD) pour la construction d'un nouveau port à conteneurs, à Ndayane, capable d'accueillir les plus grands navires de commerce. Le coût du projet est évalué

à 837 millions de dollars, financés par le groupe émirati. Le nouveau port sera adossé à une zone économique spéciale de 300 hectares.

Deux phases d'extension sont déjà prévues. Au terme des aménagements, l'emprise foncière de Ndayane devrait atteindre 1 200 ha, soit plus de trois fois celle de Dakar. Malgré les protestations des pêcheurs et des défenseurs de l'environnement, les premiers travaux d'aménagement doivent débuter avant la fin de 2021. Lors du Conseil des ministres du 23 juin, le président Macky Sall a demandé à son gouvernement de veiller au respect des délais. Congestionné depuis des années, le

PAD, poumon économique de la ville et du pays, est le point de passage de 90 % des échanges commerciaux du Sénégal. Il est également un centre névralgique pour l'économie du Mali. En attendant que leurs conteneurs soient déchargés à Ndayane, les importateurs bamakois misent sur la modernisation du môle Hamassiré-Ndour (ex-môle 3) du port de Dakar, grâce au soutien de la coopération japonaise. Ces travaux, qui doivent s'achever en 2022, permettront de porter sa capacité de traitement du PAD à 1,2 million de tonnes de marchandises par an, contre environ 800 000 t auparavant. ●

Julien Cléménçon



NUMHERIT

FORT DE SA RÉUSSITE SUR LE MARCHÉ SÉNÉGALAIS, LA SOCIÉTÉ NUMHERIT, AMBITIONNE DE DEVENIR UN ACTEUR MAJEUR DANS LA PRODUCTION DE SERVICES NUMÉRIQUES À FORT IMPACT SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET ÉCONOMIQUE. ELLE DÉPLOIE UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT AMBITIEUSE SUR LE CONTINENT PAR LE BIAIS DE FILIALES SUR DES MARCHÉS CLÉS.



PLATEFORME INDUSTRIELLE INTERNATIONALE DE DIAMNIADIO (P21D) ARR. C RUE 31X32

Bâtiment Administratif - 4^e étage
Dakar, Sénégal
Email : commercial@numherit.com
Site Web : www.numherit.com

FOURNIR DES SOLUTIONS INNOVANTES POUR LES AFRICAINS PAR LES AFRICAINS

NUMHERIT est une société de développement de solutions en matière de technologies de l'information, créée à Dakar en 2008. Elle compte actuellement 175 collaborateurs dont 50 ingénieurs. La croissance régulière de l'activité s'est accompagnée d'un changement de statut : en 2015, NUMHERIT est devenue une société anonyme (SA) au capital de 300 millions de FCFA. Elle a obtenu la certification ISO 9001: 2015 en 2017.

UNE GAMME COMPLÈTE DE SOLUTIONS

Son activité consiste à concevoir des plateformes logicielles dans trois domaines :

- **Les technologies financières.** NUMHERIT a mis au point des solutions innovantes utilisant les nouvelles technologies d'information du numérique, intervenant ainsi dans le créneau des *fintechs*. Il s'agit, notamment, d'une plateforme hybride de gestion de comptes de mobile money, de cartes bancaires prépayées, de mobile banking et de paiements de masse ; d'une plateforme dédiée aux transferts d'argent ; ou d'une plateforme d'agrégation de moyens de paiement sous forme de POS.

- **La transformation digitale.** Une large gamme de solutions a été mise au point dans les domaines les plus variés. Ainsi, suNuCloud est un portail Cloud de prise de commande comportant un ensemble de solutions de gestion intégrées. Autre exemple, suNuFLOTTE offre une plateforme logistique digitalisée automatisant l'ensemble des processus logistiques, pétrolières, portuaires et des terminaux vraciers de même qu'une plateforme de digitalisation du transport public.

- **L'inclusion numérique et financière.** Numherit a mis en place un kiosque numérique multifonction offrant des services financiers

digitaux de base aux populations en zone périurbaine et rurale (iKooM).

UNE STRATÉGIE AMBITIEUSE À L'INTERNATIONAL

Une partie de la stratégie étant maîtrisée grâce à la mise en marché de produits très innovants, un business model éprouvé et une chaîne de support optimisée, c'est tout naturellement que la société NUMHERIT s'est intéressée à l'international à partir de 2018, conformément à sa mission : fournir des solutions innovantes pour les Africains par les Africains.

Des filiales ont été créées dans des pays (Madagascar, Libéria, République du Congo, Guinée) en fonction de l'évolution du marché ou bien des partenariats ont été noués avec des représentants locaux. La progression de l'activité a été très rapide et la société a engrangé des contrats de référence dans plusieurs pays, notamment à Madagascar et au Libéria (*voir entretiens ci-contre*).

L'idée est aussi d'accompagner les institutions nationales et les gouvernements dans leur processus de transformation digitale ainsi que dans le processus de mise en place d'un cadre adapté à la création d'emplois dans le secteur du numérique.

NUMHERIT cible principalement les pays de la CEDEAO, de CEDEAC et du COMESA en mettant l'accent sur la transformation digitale et les technologies financières (*fintech*).

Le marché étant très concurrentiel, **NUMHERIT parie sur l'innovation, la qualité, la conformité.** Ses atouts sont une vraie connaissance métier, et aussi son côté multidisciplinaire. Sa valeur ajoutée réside dans l'apport gratuit, au-delà des solutions clé en main, de toute la partie conseils et accompagnement nécessaires.

ENTRETIENS



M. STEPHEN YEKESON
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE NUMHERIT LIBÉRIA

POURQUOI VOUS INTÉRESSEZ-VOUS AU LIBÉRIA ?

L'environnement technologique du Libéria est encore jeune, mais tout aussi émergent que convivial. Il offre une excellente opportunité pour une entreprise de technologie de l'information numérique comme NUMHERIT et nous sommes prêts à devenir un acteur majeur de la transformation digitale du Libéria.

De nombreux processus commerciaux et opérationnels au sein de la société libérienne restent manuels, manquent d'intégration, d'interopérabilité et de visibilité, ce qui entraîne des inefficacités importantes en termes de temps et d'opérations.

Notre ambition est d'être un acteur majeur de la transformation digitale du Libéria

Avec notre large éventail de solutions et de compétences de base dans l'espace numérique, NUMHERIT considère l'espace technologique numérique libérien comme stratégique.

QUELLE EST VOTRE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ?

Nous souhaitons développer une relation stratégique, d'où la nécessité d'être intimement conscients des processus commerciaux et opérationnels au sein des organisations avec lesquelles nous travaillons mais aussi, d'être familier avec leurs écosystèmes ou leurs environnements commerciaux. L'objectif est de fournir des solutions holistiques totales qui répondent aux besoins de nos clients, améliorent l'efficacité, atténuent les fuites et maximisent la rentabilité. Nous nous concentrons donc sur l'élaboration de solutions numériques innovantes et personnalisées (produits et services) pour nos clients.

En ce moment, nous nous concentrons sur les segments suivants de l'économie : les institutions de services financiers, les fournisseurs de services publics, les institutions éducatives et les entités gouvernementales intéressées par la digitalisation des processus opérationnels internes ou transversaux.



M. THIerno ADAMA GAYE
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE NUMHERIT MADAGASCAR

EN QUOI CONSISTE VOTRE PRÉSENCE DANS L'ÎLE ?

NUMHERIT Madagascar SA, filiale du groupe Numherit, est présente à Madagascar depuis 2018. Nous sommes spécialisés dans le développement de plateformes logicielles : nos domaines d'activités tournent autour de la transformation digitale, des technologies financières et de l'inclusion numérique et financière.

Nos principaux clients, que nous remercions encore pour la confiance qu'ils nous accordent, sont : la Poste Malgache (Paositra Malagasy), la Caisse d'Épargne de Madagascar (CEM), la société nationale d'eau et d'électricité (JIRAMA) et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

Aujourd'hui, toute structure a le besoin d'être à la pointe de la technologie dans son secteur, afin de proposer les services les plus performants à ses clients. C'est dans ce but que nous accompagnons nos partenaires pour la réalisation de leur objectif de digitalisation.

QUELLES SONT LES RAISONS DE VOTRE SUCCÈS ?

Notre expertise et notre expérience nous permettent de gagner et de conserver la confiance de nos clients et partenaires.

Le succès de NUMHERIT s'explique par sa capacité à proposer des solutions innovantes qui répondent aux attentes des africains. Au-delà du fort impact social et environnemental de nos solutions, nos modèles économiques, qui sont toujours innovants, sont aussi mieux adaptés aux problèmes de financement que rencontrent beaucoup de partenaires.

Nous avons également une compréhension approfondie des besoins en Afrique et nous nous efforçons d'apporter des solutions digitales innovantes faites par des Africains pour les Africains.

Notre offre est en parfaite adéquation avec les attentes des clients



ARCHITECTES

Mamadou Berthé

Bain de jouvence pour la mairie

Le Dakarois vient d'offrir un bain de jouvence à l'hôtel de ville de la capitale, une bâtisse datant de l'époque coloniale. Pour lui, il est essentiel qu'une cité conserve la mémoire de son histoire. Une approche qu'il assume sans complexe.

MEHDI BA



Ironie du sort : au moment même où s'achève la restauration de l'hôtel de ville de Dakar – superbe bâtisse blanche de 117 ans –, une immense tour de béton vient de surgir du néant, à quelques dizaines de mètres du parvis. Triste illustration de l'insatiable boulimie immobilière qui défigure chaque jour davantage la capitale sénégalaise, où les bâtiments d'époque ont depuis longtemps cédé la place à des buildings sans âme.

Mamadou Berthé, 68 ans, directeur honoraire du Bureau d'architecture des monuments historiques (Bamh) et ex-président de l'Ordre des architectes du Sénégal, préfère braquer son regard sur ce fleuron du patrimoine dakarois dont il vient de superviser le bain de jouvence. L'architecte est intarissable quand il s'agit d'expliquer les défis posés par l'ambitieux projet de remise en état du bâtiment : des carrelages à la charpente, en passant par les persiennes. Ce n'est pas pour rien qu'il est spécialisé dans les sites et monuments historiques et qu'il fut,

un temps, vice-président du Conseil international des monuments et des sites (Icomos), une organisation internationale non gouvernementale qui fait office d'organe consultatif de l'Unesco. « Une ville doit toujours garder en mémoire les événements marquants qui ont déterminé son évolution. Je regrette, par exemple, qu'on ne retrouve plus à Dakar les "tatas" datant de l'époque coloniale, ces anciennes fortifications qui ceinturaient les groupements d'habitations. Dakar n'est pas née ex nihilo. On y trouve même des sites préhistoriques », rappelle-t-il.

Restauration lourde

Dans les années 1980, du temps du maire Mamadou Diop, Mamadou Berthé est l'architecte-conseil de la ville et de la communauté urbaine de la capitale. Il conduit alors des travaux à Gorée et à Dakar, mais, à l'époque, l'équipe municipale se contente de rafraîchir l'hôtel de ville (le plancher, les parquets...). « Cette fois, en revanche, il s'agit d'une restauration lourde de l'édifice, qui,

d'après mes recherches, figure à l'emplacement d'un des tout premiers bâtiments construits à Dakar par des religieux, autour de 1904, précise l'architecte. Mais l'hôtel de ville tel qu'on le connaît aujourd'hui date de 1910, et il a été transformé ultérieurement. » De fait, alors que les employés

« Je regrette par exemple la disparition des "tatas", ces fortifications qui ceinturaient les groupes d'habitations à l'époque coloniale. »

de la mairie commencent tout juste à reprendre possession des lieux, la bâtisse blanche a, du sol au plafond, retrouvé son lustre d'antan.

Le projet initial de restauration date de l'arrivée de Khalifa Sall à la mairie de la capitale, en 2009. À l'époque, Mamadou Berthé – membre du



SYLVAIN CHERKAUI POUR JA

Rassemblement des écologistes du Sénégal-les Verts (RES-les Verts), dont il deviendra le secrétaire national – est lui-même conseiller municipal. « Nous avons alors monté des dossiers, mais notre ambition n'avait pu aller jusqu'à son terme, indique-t-il. Quelques années plus tard, Khalifa Sall est revenu vers moi en me disant qu'il avait obtenu une promesse de financement d'une commune suisse et qu'il avait besoin d'un dossier solide pour y donner suite. » En 2015, un dossier à la fois technique et financier est donc élaboré. Finalement, l'édile dakarois se rend compte que le budget requis est à la portée de la mairie et décide de lancer le chantier sur fonds propres. Mais les ennuis judiciaires de Khalifa Sall, qui lui vaudront de demeurer incarcéré de mars 2017 à septembre 2019 pour escroquerie et détournement portant sur des deniers publics, retarderont le projet de quelques années.

Entamé en 2020, le chantier n'aura duré qu'un an. C'est le groupe français Eiffage qui, à l'issue d'un appel d'offres, a été choisi pour en assurer

la conduite, sous la supervision de Mamadou Berthé. « Le plus délicat, explique l'architecte, a été de restituer la morphologie d'origine du bâtiment – autrement dit sa configuration initiale –, qui avait été dénaturée au fil des ans. À savoir les pièces en enfilade, la galerie périphérique, les deux terrasses, à l'avant et à l'arrière, etc. Il fallait ressusciter cela tout en introduisant les mises aux normes conformes aux nécessités modernes : lieux d'aisances, sécurité incendie, contrôle vidéo, accessibilité pour les personnes à mobilité réduite... »

Insistant bien sur la nuance entre « restauration » (remise en état, le plus fidèlement possible, d'un bâtiment dégradé par l'usure du temps) et « réhabilitation » (qui implique la remise en état fonctionnelle, quitte à procéder à des aménagements substantiels), Mamadou Berthé égrène les défis posés aux ouvriers et aux artisans qui ont procédé aux travaux : « Concernant les matériaux, nous avons fait reproduire les carrelages à l'identique. À plusieurs reprises, nous avons dû rejeter ce qui nous était présenté avant de parvenir au type de carreaux que nous souhaitions. Idem pour les éléments de décoration en stuc ou en plâtre. Ce fut une longue bataille ! » L'escalier en marbre a lui aussi été restauré à l'identique, tout comme les moulures du fronton.

Quant à la charpente du toit et à sa boiserie vermoulue, il a fallu développer des trésors d'ingéniosité pour qu'elles retrouvent leur structure originelle tout en respectant les standards de l'époque. « Les artisans ont ressuscité des techniques anciennes, notamment pour l'assemblage. Par exemple, nous avons utilisé du bois et non des clous pour faire les liaisons », précise l'architecte. Quant aux persiennes, elles ont été refaites une à une. Finalement, le chantier aura coûté 800 millions de F CFA (1,2 million d'euros), alors que certains avaient anticipé qu'il pourrait atteindre jusqu'à 4 ou 5 milliards.

Un livre ouvert

Déjà représentant de la mairie lors de la rénovation à l'identique du mythique marché Kermel, dans le centre-ville, ravagé par un incendie en 1994, Mamadou Berthé savoure aujourd'hui la portée historique de son travail d'architecte : « Une ville est un livre ouvert où s'inscrivent tous les événements importants qui composent son histoire. Les rues comme les bâtiments les reflètent, et l'on peut ainsi relire l'histoire d'une cité en la parcourant. » Au risque d'immortaliser les vestiges de l'ère coloniale ? « L'histoire ne se gomme pas, conclut-il. On en tire les enseignements pour préparer l'avenir. » ●



SYLVAIN CHERKAUI POUR JA

À l'intérieur du bâtiment, l'escalier principal a été restauré à l'identique.

Xavier Ricou et la passion du patrimoine

Ancien directeur des grands projets d'infrastructures à l'Agence nationale des grands travaux, l'architecte goréen se désole de voir disparaître certains vieux bâtiments et sites emblématiques.

MARIÈME SOUMARÉ

Ombagé et arboré, le grand patio de la bâtisse coloniale située rue Félix-Faure, en plein centre de Dakar, est à l'abri de l'agitation du Plateau. Un cadre qui a valu à l'hôtel Saint-Louis-Sun de servir de décor au film *Pour Aïcha*, réalisé par Oumar Sissoko, au début des années 2000. « J'ai l'habitude de donner mes rendez-vous ici », explique Xavier Ricou, dont le bureau est pourtant à deux pas. Une petite plaque de fer à l'entrée du bâtiment indique que le lieu est classé au patrimoine national. « C'est un grand problème pour le propriétaire », sourit Xavier Ricou.

En effet, les bâtiments classés sont protégés par le ministère de la Culture, et leurs propriétaires soumis à certaines règles. Mais jusqu'à quand ? « Désormais, le sol vaut plus cher que les bâtiments qui s'y trouvent », se désole Xavier Ricou. Aussi, en dépit de la protection de l'État et de leur intérêt historique, ces vestiges de l'époque coloniale risquent de disparaître peu à peu du paysage urbain dakarois au profit d'immeubles modernes.

Pression foncière

Né au Sénégal, où il a passé son enfance, ce métis franco-sénégalais de 62 ans est revenu dans son pays natal au début des années 2000. Après avoir participé à l'élaboration du plan de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine à Saint-Louis pour l'Unesco, il a retrouvé Gorée et sa maison familiale. « Je n'envisage pas de vivre ailleurs. Ou alors,

si j'habitais à Dakar, il faudrait que j'aie une vue sur l'île. » À son retour, il travaille pendant plus de dix ans en tant que directeur des grands projets d'infrastructures à l'Agence de promotion des investissements et des grands travaux (Apix). Il rappelle d'ailleurs l'idée un peu folle du président Abdoulaye Wade de construire une nouvelle capitale à Lompoul, entre Dakar et Saint-Louis. Un projet avorté, que son successeur Macky Sall remplacera par la ville nouvelle de Diamniadio, dont l'emplacement n'a pas les faveurs de Xavier Ricou – il reconnaît toutefois la nécessité de désenclaver la presqu'île du Cap-Vert.

Nostalgique de son enfance, quand la ville était encore « aérée », « verte et blanche », l'architecte est amer. « Aujourd'hui, Dakar n'a plus d'âme », regrette-t-il, face au lent délabrement des bâtiments historiques ou à leur démolition. N'eût été la pression foncière et l'appétit des promoteurs, ces constructions pourraient pourtant durer encore bien longtemps tant leurs solides fondations donnent de la peine à ceux qui s'acharnent à les démolir...

Il rappelle l'idée un peu folle d'Abdoulaye Wade de construire une nouvelle capitale à Lompoul, entre Dakar et Saint-Louis.



Autoportrait, dans une ruelle de Gorée.

mais qui finissent tout de même par y parvenir.

Téléphérique

Certains bâtiments historiques, comme la gare de Dakar, l'hôtel de ville ou la maison de l'ancien président Senghor, ont cependant été récemment restaurés ou réhabilités. De quoi redonner un peu d'espoir à ce passionné, qui enseigne l'histoire des villes et de l'architecture, à Dakar. En attendant, Xavier Ricou se concentre sur des « projets personnels », comme la construction d'un téléphérique reliant Gorée à Dakar. « Du haut du Castel, à la pointe de Dakar, explique-t-il, il n'y a que 1,5 km, et la mer est suffisamment profonde pour qu'on y plante des pylônes. » Il aurait déjà reçu les accords de principe des autorités, reste à trouver les financements. ●



CAISSE DES DÉPÔTS
ET CONSIGNATIONS
— tiers de confiance —

TOUR DES MAMELLES

UNE BATISSE PHARE ADAPTÉE AUX BESOINS
LES PLUS EXIGEANTS DU MARCHÉ



3 NIVEAUX SOUS SOL
ACCEUILLANT LES PARKINGS



5 NIVEAUX CENTRE D'AFFAIRES
AVEC SALLE DE CONFÉRENCE



12 NIVEAUX DE
PLATEAUX DE BUREAUX

PLUS DE 40.000 M² D'ESPACES

CONTACT

TEL: 33 859 23 47 - EMAIL: COURRIER@CDC.SN



CAISSE DES DÉPÔTS
ET CONSIGNATIONS
— tiers de confiance —

PATRIMOINE

En passant par Gorée

Étape touristique obligée, l'île-ville est aussi l'une des dix-neuf communes de Dakar. Et doit jongler entre la sauvegarde des sites historiques, celle de l'environnement et les impératifs de la vie quotidienne de ses habitants.

MARIÈME SOUMARÉ



Ce petit bout de terre de moins de 1 km² est situé à seulement 3,5 km du continent.

SYLVAIN CHERKAOU POUR JA

Le choix avait paru, au mieux, douteux. Une « place de l'Europe », sur l'île marquée à jamais par le passé esclavagiste de l'Occident ? Face à la bronca soulevée par le choix de ce nom, la municipalité de Gorée était rapidement revenue sur sa décision. En juin 2020, son maire, Augustin Senghor, décidait d'abandonner la référence à l'ex-colon, au profit de la « place de la Liberté et de la Dignité humaine ».

« Face à la vague de violences raciales dont la communauté noire et afrodescendante est régulièrement victime, la communauté de

l'île-mémoire veut être à l'avant-garde du combat pour l'éradication totale et définitive de toutes les formes de racismes », annonçait-il à cette occasion.

Située à 3,5 km au large de Dakar, « l'île-mémoire » est un symbole de la traite négrière et l'un des lieux les plus touristiques du pays. Classée au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco dès 1944, elle a une vocation « de lieu de mémoire », a rappelé Augustin Senghor. Selon un membre de la municipalité, bien que « chasse gardée » du ministère de la Culture (par le biais de la Direction du patrimoine culturel), l'île pâtit du

manque d'un réel plan de sauvegarde de ses bâtiments historiques. Elle est pourtant devenue en 1996 l'une des dix-neuf communes d'arrondissements de la capitale.

Beaucoup de convoitises

Symbole des vestiges laissés à l'abandon : le Palais des gouverneurs, qui fait face à Dakar... et à beaucoup de convoitises. Parmi les intéressés, les chanteurs Akon et Youssou N'dour, la mairie de Gorée et la France. Aujourd'hui, le bâtiment, qui appartient à l'État, tombe doucement en ruines. « La situation est la même pour le camp des gardes ou pour →

La Compagnie Générale Immobilière du Sahel (CGIS SA), filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) est une société anonyme au capital social de 2 400 000 000 FCFA créée en août 2018.

Société de développement, d'investissement et de promotion, de gestion et de transaction, la CGIS se positionne sur toute la chaîne de valeur du secteur de l'immobilier.

Au-delà de sa mission première de gestions des actifs immobiliers de la CDC, la CGIS propose des solutions immobilières allant de la conception à la réalisation en passant par la gestion opérationnelle de projets et de services associés.



**CAPITAL &
INVESTISSEMENT**



**AMÉNAGEUR, PROMOTEUR
CONSTRUCTEUR**



**CONSEIL, TRANSACTION,
ASSISTANCE**



GESTION IMMOBILIÈRE

Un lien d'excellence et de confiance
VOTRE PARTENAIRE POUR UNE SOLUTION IMMOBILIÈRE

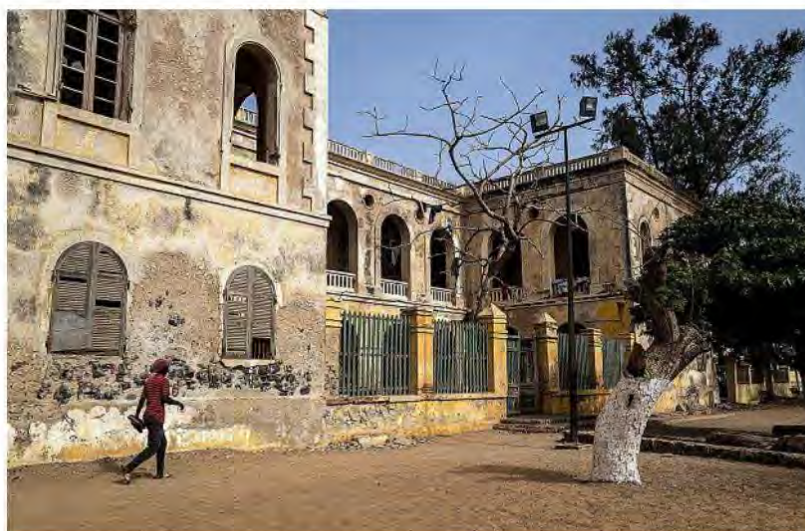
 **+221 33 824 87 87**

 **contact@cgis.sn**

→ l'école Ponty », se désolent l'architecte goréen Xavier Ricou (*lire p. 198*). Il y aurait pourtant une solution : celle d'attribuer des baux aux particuliers afin qu'ils puissent les restaurer. Mais à condition de trouver un moyen pour reloger les dizaines de familles goréennes qui occupent actuellement les lieux. Plusieurs habitants de l'île, Xavier Ricou compris – qui regrette que « de plus en plus de gens construisent n'importe comment » –, s'étaient ainsi engagés dans le programme Sauvons Gorée, qui visait à protéger les bâtiments historiques, et l'île tout entière.

Revenus de la chaloupe

Gorée « la glorieuse » existait avant même que Dakar ne se développe, mais à partir de la création de la capitale, à la fin du XIX^e siècle, l'île a perdu une grande partie de ses habitants. Ils sont officiellement 1200, mais pourraient être environ 2000 selon la municipalité. Autre facette de la gestion du patrimoine : le logement social reste une question sans réponse pour les élus. La mairie se bat notamment pour percevoir une taxe de 10 % des revenus de la chaloupe effectuant la liaison Dakar-Gorée, sans succès jusqu'à présent. L'équipe municipale déplore le « manque d'intérêt » de l'État pour la commune, au-delà du « mythe goréen » que constitue l'île, pour des raisons historiques.



Symbole des vestiges laissés à l'abandon : le Palais des gouverneurs, que beaucoup aimeraient racheter à l'État.

Petite en superficie (0182 km²), préservée de la pollution grâce à l'absence de véhicules motorisés, Gorée serait aussi protégée, selon les Lébous, par cinq « boucliers » mystiques. Ne tire-t-elle d'ailleurs pas son nom de l'anglais *good rade*, en raison de sa position stratégique qui offrait aux bateaux un abri sûr ?

Gestion de la biodiversité

L'île est pourtant soumise aux mêmes problèmes d'érosion côtière que les communes de la presqu'île du Cap-Vert. Elle fait ce qu'elle peut pour tenter de résister aux assauts de l'océan qui grignote sa côte, lentement mais sûrement. En 2020, elle a rejoint le

Préservée de la pollution grâce à l'absence de véhicules motorisés, l'île serait aussi protégée, selon les Lébous, par cinq « boucliers » mystiques.

programme de gestion du littoral ouest-africain (Waca), qui tente de réduire les risques auxquels sont exposés les habitants des côtes. Par ailleurs, en mai 2020, afin de mieux contribuer à la conservation et à la gestion de la diversité biologique marine et côtière, le gouvernement sénégalais a créé l'aire marine protégée de Gorée (comprise dans les limites maritimes des communes de Gorée, Dakar-Plateau, Hann-Bel-Air, Thiaroye-sur-Mer, Mbao et Rufisque-Ouest).

La pandémie de Covid-19 a aussi fortement impacté l'île. Si son accès a été rapidement interdit aux non-résidents, afin de la préserver sur le plan sanitaire, la commune a été touchée dans son économie, avec l'arrêt des revenus générés par le tourisme. Ses responsables envisagent de développer d'autres secteurs d'activité, comme la pêche ou le commerce. Une façon de pouvoir aussi placer Gorée, qui s'est construite en tant que lieu du passé, « dans le futur ». ●



Vue sur le port, en juin.

CONSORTIUM AFRICAIN DE CONSEIL ET D'ORGANISATION

Le Consortium Africain de Conseil et d'Organisation (CACO), filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), est un bureau d'études techniques qui intervient comme ingénieur conseil pour le compte des structures publiques et privées.

CACO accompagne ses partenaires dans tous les processus: de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, de l'évolution des coûts, des études économiques et financières aux études de faisabilité. Il assure à ses clients le suivi et le contrôle de conformité pour l'exécution des travaux.

CACO bénéficie de partenariat avec des cabinets internationaux mondialement reconnus dans les domaines de l'ingénierie.

La compétence et la rigueur de ses experts et ingénieurs font de CACO un partenaire de confiance



BATIMENT



INDUSTRIE



ENERGIE



**LABORATOIRE D'ESSAIS ET
D'ANALYSES DE MATÉRIAUX DE
CONSTRUCTION.**



AGRICULTURE



FORMATION



INFRASTRUCTURES



**EAU, ENVIRONNEMENT
ET ASSAINISSEMENT**

Fort de notre démarche qualité qui a fait le succès de CACO, l'obtention de la norme ISO9001 nous pousse à toujours nous améliorer et innover.



Intelligence



Rue FN11 X FN10 Fann Résidence Dakar



(+221)33 864 68 68



contact@caco.sn



www.caco.sn

UN TOUR EN VILLE

Djibril Dramé

livre sa cité en clichés

Gestes du quotidien, coutumes, pratique religieuse... Le photographe donne à voir une métropole aux multiples visages. Il raconte « sa » capitale et l'influence qu'elle a sur son œuvre.

Un homme noir, mains ouvertes dans une position d'offrande (ou de prière), fait face à l'océan. Autre cliché, autre figure : un personnage, dreadlocks détachées flottant autour de sa tête, tout de blanc vêtu, s'avance dans les eaux écumeuses. Dans sa série *Jesus Was Black*, exposée sur l'île de Gorée au cours des mois de mai et juin à l'occasion de l'édition 2021 de Regards sur cours, le photographe Djibril Dramé explore la représentation de l'homme noir dans l'imaginaire collectif. Mais aussi la spiritualité et les aspects qu'elle revêt dans la vie quotidienne des citadins dakarois.

Des thèmes chers à l'artiste qui tient à interroger sans cesse les fils qui relient la tradition et la modernité, l'intimité et l'altérité. « L'art a vocation de parler de toutes ces choses : les sujets tabous, comme la sexualité, le rapport au corps et les petits détails, les choses quotidiennes », explique-t-il. En vérité, son travail mêle, pêle-mêle, le trivial et le mystique. C'est peut-être pour cette raison qu'il nous donne rendez-vous à l'aube, au pied du phare des Mamelles.

Tandis que des groupes de sportifs s'échauffent et s'étirent avant de se lancer à l'assaut de la colline, qu'ils montent et descendent inlassablement, le photographe nous entraîne à l'écart de l'agitation, au bord de la mer. Un endroit où il se rend régulièrement pour faire du sport, méditer, et prendre des photos. Le Dakarois de 33 ans, qui a grandi entre la Médina et la banlieue de Diamaguène

(entre Thiaroye et Rufisque), a très à cœur de documenter la ville l'ayant vu naître, ses habitants et leurs coutumes. Dans ses différentes séries *Ndewendeul*, il magnifie la beauté des tenues traditionnelles portées le jour des fêtes religieuses, comme la Tabaski ou la Korité. Dans la Médina ou à Liberté-6, il met en place un studio à ciel ouvert et invite les passants à se prendre eux-mêmes en photo pour célébrer le jour de fête.

Dans sa série *Forgotten Icons* (« les héros oubliés »), il remet au goût du jour des figures clés de l'histoire sénégalaise, comme la chanteuse sèrère Yandé Codou Sène ou « la

Son travail mêle, pêle-mêle, le trivial et le mystique.

première femme rappeuse sénégalaise », Aby Ngana Diop. Présentée à la Biennale de Dakar 2018, *Fenêtre sur l'espoir*, également réalisée au moyen d'une installation en plein air, rend hommage au travail du réalisateur sénégalais Djibril Diop Mambety et à ses films *Touki Bouki* et *Badou Boy*.

Si le parcours d'artiste de Djibril Dramé s'est construit en dents de scie, l'utilisation de l'image et de la créativité urbaine sont les piliers de son apprentissage. « Tout a commencé avec le graffiti, raconte-t-il, lorsque mon cousin a vu que mes cahiers de maths étaient plus fournis en gribouillis qu'en équations ! C'est

lui qui m'a initié. » Il voit alors l'art comme un moyen de « [se] sortir du chaos de Diamaguène ». De ces années-là, il a aussi gardé le projet d'un livre sur l'histoire du graff en Afrique de l'Ouest.

L'indiscipline et la patience

Après un – court – passage à la faculté de lettres modernes de l'université Cheikh-Anta-Diop (Ucad) de Dakar, il intègre le journal *l'AS Quotidien*, où il est responsable de la rubrique « Une image vaut mille mots ». Il lance ensuite son site (senegalais.net) avant de fonder son agence de communication, DM média. Après quelques années « de galère » aux États-Unis, le voilà de retour avec femme et enfants. Marqué par son expérience à l'étranger, il établit des parallèles entre le *durag* (couvre-chef popularisé par les Africains-Américains) et les tenues mourides : « Les deux ont un pouvoir spirituel », assure le photographe.

À Dakar, il fustige « l'indiscipline » des habitants, la pollution, le coût de la vie, les constructions anarchiques, l'urbanisation trop dense... « Ils ont même creusé les Mamelles. Ici, c'était si beau avant », se désole-t-il en pointant du doigt les immeubles en béton qui font désormais face à l'Atlantique. Pourtant, il ne s'imaginerait pas être ailleurs que dans cette ville où il est sans cesse confronté à de « belles difficultés ». Car « Dakar a une particularité : c'est une ville qui t'apprend la patience », sourit le photographe. ●

Marième Soumaré



Cliché issu de la série *Colorful Heart, ma ville colorée*, avec en arrière-plan un graff réalisé par Sabotaje Al Montaje, à la Médina.



Djibril Dramé, à son tour photographié dans Dakar.



Photo issue de la série *Forgotten Icons*.

DJIBRIL DRAMÉ



ENVOL CITY

Le quartier chic de Diamniadio

Envol City est plus qu'un projet immobilier, c'est **une vision de l'Afrique du futur**, basée sur la modernité et l'innovation. Il est situé au niveau du premier arrondissement de Diamniadio, dont la vocation est de servir de cluster événementiel.

Un Quartier innovant, connecté, agréable et cosmopolite, avec la Maison des Nations Unies située au centre du projet, Envol City se veut **le Quartier Chic de Diamniadio**.

Envol City est composé de 3 Espaces Urbains : l'Espace DAKAR, l'Espace TOMBOUCTOU et l'Espace LAGOS, reliés par la Promenade du Nil, parcours de découverte et d'émerveillement.



Envol Immobilier, promoteur du projet Envol City est un développeur de référence participant à la modernisation et à l'urbanisation de l'Afrique.

Résidences Haut
de gamme



Appart'Hotels
Tour KIGALI



Résidences
Grand Standing



Centre de sports
et de loisirs



Centre commercial
et supermarché



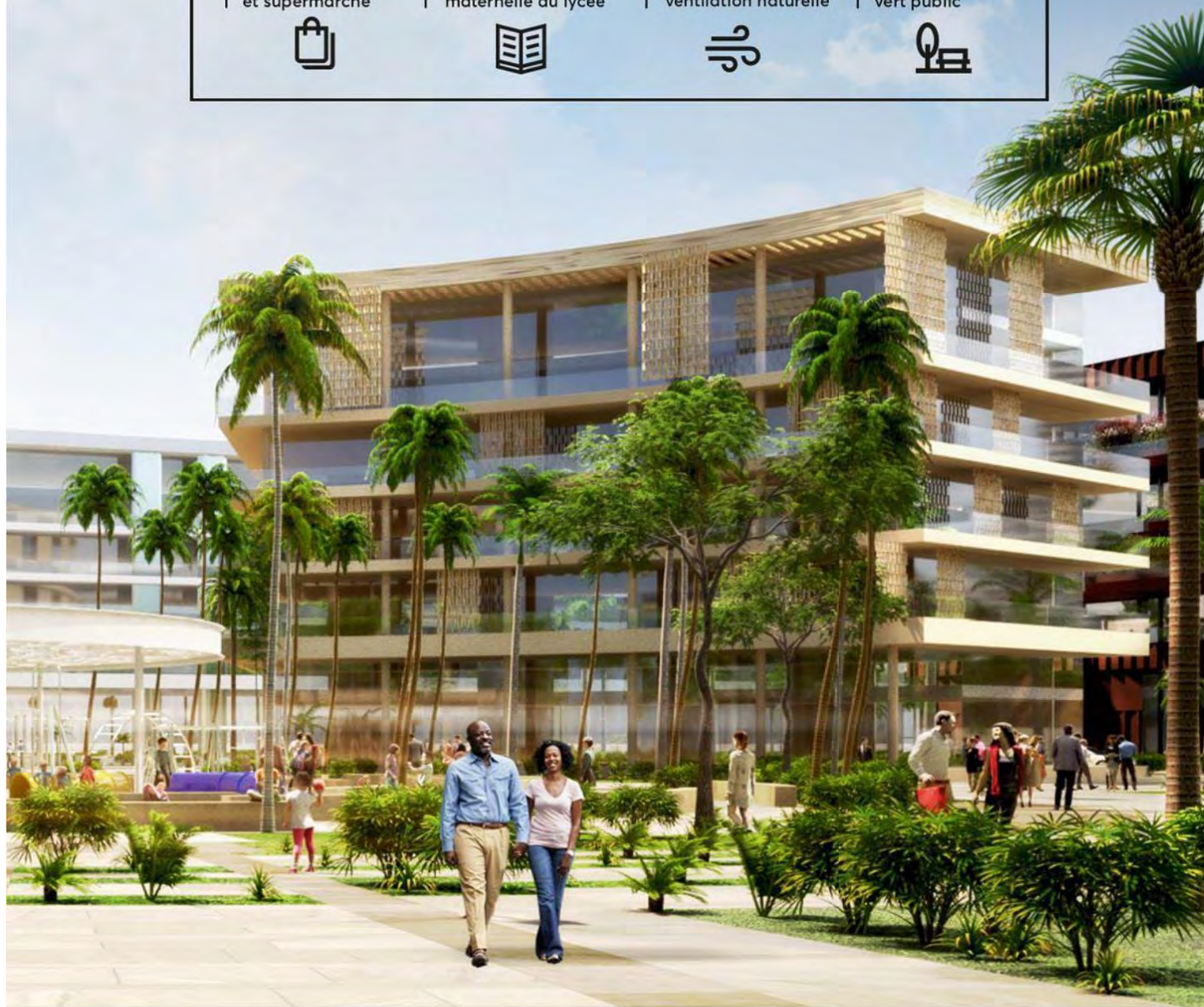
Ecole internationale
maternelle au lycée



Logements avec
ventilation naturelle



Jardins et espace
vert public



Almadies, Zone 12 face Mosquée Pape Diop • BP 29495
Dakar - Sénégal - Tél : +221 33 859 09 19
contact@envolcity.com



www.envolcity.com



W&A

WILMOTTE
& ASSOCIÉS
ARCHITECTES



Moustapha Samb, directeur du multiplexe Pathé-Gaumont de Dakar, dans l'une des salles en construction, au début de juin.

SYLVAIN CHERKAOUI POUR JA

FUN IN THE CITY

MégaComplexe pour écrans XXL

Après l'inauguration d'une salle du groupe français Vivendi en 2017, près du Grand Théâtre, son compatriote Pathé-Gaumont sort l'artillerie lourde avec l'ouverture d'un multiplexe dans le quartier Mermoz, à la fin de 2021.

MEHDI BA

Depuis le début des années 1990, la capitale sénégalaise ne comptait plus qu'un seul cinéma, Le Christa, dans le quartier populaire de Grand Yoff. Aussi, après l'ouverture, en mai 2017, de la salle du CanalOlympia Teranga par le français Vivendi (groupe Bolloré), près du Grand Théâtre, l'inauguration d'un multiplexe XXL du réseau Pathé-Gaumont (Seydoux), prévue à la fin de l'année, est très attendue par les Dakarais. Les chiffres donnent le tournis, en même temps qu'ils ravivent l'espoir des cinéphiles : sur une superficie de 5 000 m², le multiplexe Pathé-Gaumont comportera sept salles de 126 à 396 places (dont une équipée du système 4DX), avec un écran de 21 mètres pour la plus grande, et une projection intégralement en laser.

Raison et rentabilité...

Pour nous faire visiter le chantier, casque blanc vissé sur la tête, une vieille connaissance : Moustapha Samb. Ce dernier fut longtemps le responsable de la programmation culturelle à l'Institut français de Dakar et de la programmation des salles de cinéma des instituts français à travers toute l'Afrique subsaharienne. En 2019, ce passionné de cinéma décide de s'accorder une année sabbatique. C'est alors qu'il est contacté par Frédéric Godfroid, le directeur

des opérations Afrique du réseau de cinémas Pathé-Gaumont, leader dans l'exploitation de salles en France. « J'ai connu le projet dès l'origine, quand le groupe est venu prospecter à Dakar, résume Moustapha Samb. Lorsque ses responsables m'ont contacté, ils avaient trouvé le terrain et cherchaient un directeur d'exploitation chargé de la programmation des films et de la supervision du staff. »

Les chiffres donnent le tournis : une superficie de 5 000 m², sept salles, dont la plus grande dotée d'un écran de 21 mètres, un investissement de 13 millions d'euros.

Le multiplexe est niché dans le quartier Mermoz, au cœur de la presqu'île, à équidistance de la corniche ouest et de la VDN (voie de dégagement nord), les deux principaux axes routiers de la capitale, mais aussi à mi-chemin des Almadies, au nord, et du Plateau, au sud. Il jouxte par ailleurs le principal hypermarché Auchan de la capitale, ouvert en 2019. Une localisation idéale, selon ses promoteurs, qui revendiquent un

investissement de 13 millions d'euros – dont 90 % ont bénéficié aux entreprises sénégalaises, précise Frédéric Godfroid. Et Pathé-Gaumont a pu compter sur le soutien de la Direction de la cinématographie, des mairies de Dakar et de Mermoz-Sacré-Cœur, et bien sûr sur celui du ministère de la Culture.

« Depuis quelques années, on assistait à une raréfaction des salles de cinéma en Afrique francophone, alors que dans le même temps de nouveaux talents africains ont émergé, rappelle Frédéric Godfroid. Or, nous sommes convaincus que la population d'Afrique de l'Ouest éprouve un besoin de culture, et notamment de cinéma. » Selon l'ambassadeur de Pathé-Gaumont sur le continent, deux raisons principales expliquent que les salles sénégalaises aient périclité au cours des deux dernières décennies : « D'abord, en raison du prix du foncier, un cinéma n'est pas très rentable au mètre carré. Par ailleurs, le passage au numérique, il y a dix à quinze ans, a nécessité des investissements importants. »

Aussi, le groupe s'est-il lancé dans plusieurs projets afin de combler le vide. Il a ouvert en 2019 un premier complexe de huit salles au centre commercial Tunis City en partenariat avec la Copit (groupe Mabrouk) et WB Cinémas, à Tunis (où un second multiplexe est en cours →

DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE :

LA SAFRU SA POUR UN ACCÈS ÉQUITABLE À UN FONCIER AMÉNAGÉ AU SÉNÉGAL

Avec l'érection par le Chef de l'État, du secteur de l'Habitat en priorité nationale, la Société d'Aménagement Foncier et de Rénovation Urbaine, SAFRU SA, qui tourne déjà à plein régime après un an d'existence, devient le **bras armé de l'État pour rendre opérationnelle la politique de développement urbain du Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique.**

CAP SUR LA VILLE NOUVELLE DE DAGA-KHOLPA

Daga-Kholpa, nouvelle centralité dans la métropole dakaroise planifiée selon le concept « Dëk-Xëy » (habiter et travailler), viendra en appui à la ville aéroportuaire, au port de Ndayane et aux pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose. Les fonctionnalités dominantes y seront le tertiaire supérieur, le secteur « tourisme-culture-loisirs-sports », l'industrie douce, la logistique, entre autres.

Avec comme Baseline « Hospitalité, Services et Bien-vivre », Daga-Kholpa se veut la nouvelle vitrine du « terroir », à travers la conception urbaine et architecturale, la programmation de ses espaces publics et lieux de vie communs, et la valorisation du savoir-faire artisanal (Made in Sénégal). Le Sénégal détiendra de fait des avantages compétitifs pour renforcer son attractivité et se positionner sur le marché mondial des villes compétitives.

La phase prioritaire de 390 ha, développée avec un appui technique de l'UEMOA et la banque mondiale, et qui verra émerger le premier noyau de ville mixte entre 2021 et 2025, aura un niveau d'investissements en infrastructures et équipements publics de 146 mds de Francs CFA. Le bilan de l'opération relativement équilibré permettra à la SAFRU SA de pouvoir réinjecter la plus-value foncière acquise sur les phases restantes dans l'aménagement et l'équipement de programmes de logements sociaux.

NOUVEAUX PÔLES DÉVELOPPÉS À L'INTÉRIEUR DU PAYS

NOUVELLES CITÉS POUR L'ACCÈS ÉQUITABLE À UN LOGEMENT DÉCENT, NOUVELLE ÉCONOMIE URBAINE

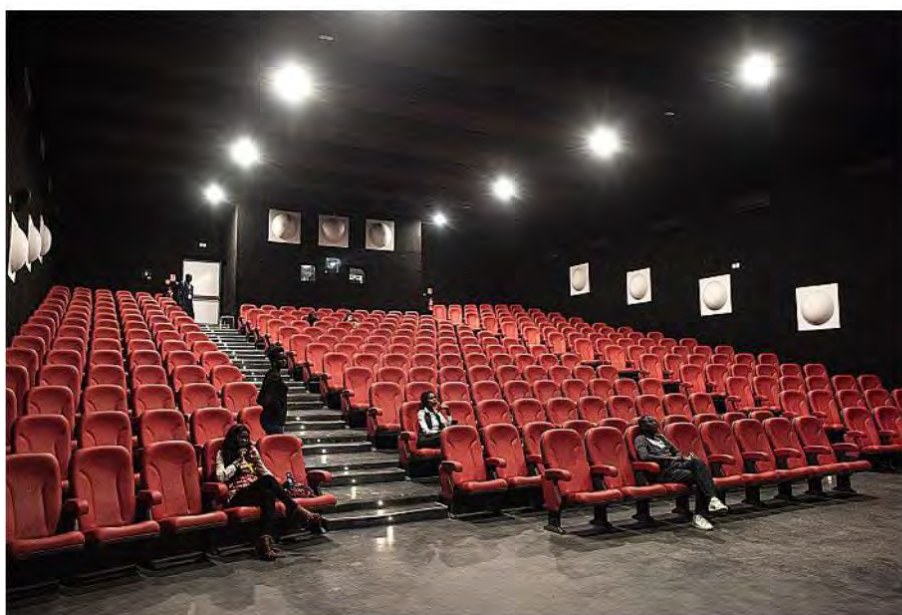
La SAFRU SA est à pied d'œuvre pour suppléer l'État dans l'aménagement et l'équipement du foncier destiné à accueillir les logements sociaux fournis dans le cadre du programme 100.000 logements.

La volonté de l'État de rendre ses cités durables et résilientes est ainsi clairement marquée, avec un niveau d'équipement allant des réseaux de VRD (du primaire à l'échelle de la ruelle de quartier), à l'aménagement paysager.

Sur l'étendue du territoire national, 148 ha à aménager (295 au total) sont actuellement programmés dans la phase prioritaire, pour un montant de plus de 25 mds.

Au-delà de la production de logements sociaux, cet ambitieux programme induira, dans le contexte de la relance économique post-Covid19, la création de 634 000 emplois à raison de 127 000 emplois par an en moyenne, le financement de 1 000 mds de FCFA accordé aux promoteurs sur 5 ans, l'émergence des filières locales de matériaux de construction, etc.





Le CanalOlympia Teranga, ouvert en mai 2017, près du Grand Théâtre.

SYLVAIN CHERKAOUI POUR JA

→ de finalisation), et un autre à Sousse. Deux chantiers sont en cours à Rabat, au Maroc, ainsi qu'un multiplexe de six salles à Abidjan, en Côte d'Ivoire. « Nous ne construisons pas de complexe au-dessous de six salles », précise Frédéric Godfroid, qui annonce une programmation où coexisteront en harmonie les superproductions internationales et les films africains.

Saine concurrence

L'initiative ambitieuse de Pathé-Gaumont est la seconde du genre conduite par un opérateur français en Afrique francophone. Depuis janvier 2017, le groupe Vivendi avait en effet ouvert la voie à cette résurrection cinématographique à travers le réseau CanalOlympia. Aujourd'hui, celui-ci affiche 18 salles de cinéma et de spectacles (événements et concerts) implantées dans 12 pays : Niger, Sénégal, Burkina Faso, Guinée, Togo, Bénin, Nigeria, Cameroun, Gabon, Congo, Rwanda et Madagascar.

Des salles qui peuvent accueillir jusqu'à 300 personnes à l'intérieur, avec la possibilité d'en réunir plusieurs milliers en extérieur lors de grands événements. À Dakar, Kigali et Cotonou, CanalOlympia s'est également lancé dans les *escape games*, ces jeux d'énigmes en équipe où la logique et l'observation doivent permettre

aux participants de s'échapper d'une pièce close.

Si, pour l'heure, le groupe Pathé compte moins de cinémas que son concurrent, il mise en revanche sur des multiplexes susceptibles de diversifier leur programmation. « Il est très difficile de réaliser une étude de marché sur un secteur qui n'existe pas vraiment », indique Frédéric Godfroid quand on l'interroge sur la viabilité du projet. Le responsable de Pathé-Gaumont pour l'Afrique estime toutefois que « l'équation économique » se présente de manière favorable, tout

en rappelant que la date de sortie des films sera la même que dans les pays occidentaux. « Nous réfléchissons aussi à une programmation événementielle, ajoute-t-il. Nous souhaitons contribuer, à travers ces salles, à recréer une vie culturelle. »

Envie de faire plein de choses

Fort d'une longue expérience à l'Institut français, Moustapha Samb abonde en ce sens : « Sept salles, cela donne envie de faire plein de choses : éducation à l'image, animations, rencontres, événements... » Après avoir accusé du retard pour cause de pandémie, l'ouverture du multiplexe – encore en travaux – est désormais annoncée entre novembre et décembre 2021. « Tout le matériel est déjà sur place, à l'exception des écrans », précise son directeur d'exploitation.

Pour compléter le tableau, un espace attendant au cinéma a été concédé à deux restaurants : l'un adaptera des plats africains et sénégalais à la culture bio ; l'autre s'efforcera de recréer, au cœur de Dakar, une brasserie à la française. Un manège pour enfants doit aussi être aménagé dans un lieu commun avec Auchan.

Une fois entré en service, le cinéma devrait recruter une soixantaine de collaborateurs, dont 50 à plein temps, et générer une dizaine d'emplois indirects. Et, Frédéric Godfroid l'assure, tous les employés seront sénégalais. ●



Le chantier du nouveau multiplexe, quartier Mermoz, en juin.

SYLVAIN CHERKAOUI POUR JA



PROGRAMME « ZÉRO BIDONVILLE » PROJET 100.000 LOGEMENTS

UN SÉNÉGAL DE TOUS, UN HABITAT POUR TOUS

« Un Sénégal pour tous, un Sénégal de tous ». Cette maxime de son Excellence, Monsieur le Président de la République, est le ciment qui a bâti le programme « Zéro bidonville » (PROZEBID) qui a pour soubassement le projet « 100 000 logements ». Un généreux programme piloté par le ministre de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène Publique.

À travers le projet « 100 000 logements », le Chef de l'État a engagé son gouvernement pour dynamiser, sur 5 ans, la production massive de logements abordables et sécurisés afin de répondre à un déficit structurel d'unités d'habitation, mais aussi à une demande qui ne cesse de croître sous l'effet d'une urbanisation galopante. Un Fonds de l'Habitat Social (FHS) a été institué pour accompagner les futurs acquéreurs. Aussi, sous la supervision du ministère de tutelle, sur l'ensemble du pays, les logements sortent de terre.

La Société d'Aménagement Foncier et de Rénovation Urbaine (SAFRU SA) créée à cet effet, procède aux aménagements de sites ciblés et a d'ailleurs débuté les études préalables dans la zone prioritaire (400 ha) du pôle urbain de Daga Kholpa. Ce mois d'août 2021, 200 logements seront livrés à Bambilor, dans la région de Dakar, alors que d'autres



travaux sont en cours sur l'axe Tivaouane Peulh-Niagues. Les sociétés nationales sont au cœur de ce projet. Ainsi, la SN-HLM a lancée des chantiers à Kébémér et à Fatick. Alors que la SICPA SA a déjà achevée des logements à la Rue 10 à Dakar. Il en est de même pour le PCLS à Nguinth, à Fatick et à Kaolack, entre autres réalisations.

Mieux, au-delà des facilités accordées aux entrepreneurs pour réduire les coûts, un Guichet Unique (GU) a été instauré afin de simplifier les procédures administratives et raccourcir les délais d'obtention des différents actes (Urbanisme, Domaines, Cadastre, etc.). Par cet acte, le Président de la République confirme sa ferme volonté d'offrir un logement à tous mais aussi, et surtout, en mode fast-track.



Ministère de l'Urbanisme,
du Logement et de l'Hygiène Publique



www.urbanisme.gouv.sn



(221) 33 869 15 26

PROGRAMME « ZÉRO DÉCHET »

UN SÉNÉGAL PROPRE EST BIEN POSSIBLE

Un Sénégal zéro déchet, des villes propres et des villes vertes. Ce souhait, réaffirmé par le Président de la République, Son Excellence Macky Sall, lors de sa cérémonie d'investiture en 2019, est désormais une réalité. Une réalité assise sur cet appel du Chef de l'État, qui a provoqué un engouement populaire et citoyen : « Il y a urgence à mettre fin à l'insalubrité. J'appelle à une mobilisation générale pour un Sénégal « zéro déchet ». J'y engage aussi les autorités territoriales et locales, ainsi que les mouvements associatifs et citoyens ».



Conformément aux instructions du Président de la République, le programme « zéro déchet » est aujourd'hui dans la deuxième phase de son exécution. Et le Ministre de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène Publique, en a fait une priorité : « Le Chef de l'État n'a voulu que le programme soit simplement la gestion des déchets à Dakar mais que le programme soit étalé sur l'ensemble du pays pour arriver à un objectif final d'un Sénégal propre », affirmait Abdoulaye Saydou SOW.

Un objectif qui est le socle du Programme National de Gestion des Déchets (PNGD) dont l'objectif est d'accompagner les autorités locales pour l'amélioration du cadre de vie ainsi que la planification d'une stratégie nationale d'amélioration du cadre de vie, à travers le lancement, par le Chef de l'État, de la campagne nationale de promotion de la propreté. À cet effet, le MULHP s'appuie sur deux leviers : la Direction Générale du Cadre de Vie et de l'Hygiène Publique (DGCVHP) et l'Unité de Coordination de la Gestion intégrée des déchets solides (UCG).

Objectifs : désencombrer, nettoyer, aménager et faire le suivi. Quatre piliers fondamentaux sont la base de toutes nos réalisations : la promotion de la culture de la propreté, la valorisation du capitale humain, l'engagement pour un développement durable et l'orientation service-client », résume Mass Thiam, le coordonnateur de l'UCG.

Depuis lors, d'importants pas ont été franchis pour faire du souhait présidentiel une réalité palpable : Dakar respire, le Sénégal respire. De plus, le gouvernement a aussi mis en place le Projet de Promotion de la Gestion intégrée et de l'économie des Déchets solides au Sénégal (Promogesd) qui couvre 138 communes réparties dans sept (7) régions, à savoir Dakar, Thiès, Sédhiou, Kolda, Ziguinchor, Saint-Louis et Matam. Son lancement, à Mbeumbeuss, a été fortement salué par les populations qui savent, comme le Président et son gouvernement, qu'un Sénégal propre est bien possible.



Le Studio Quatorzero huit, au début de juin. De dos, Vydia Tamby.

ART CONTEMPORAIN

Le Q08, un studio « artysanal »

Quand un célèbre designer – Bibi Seck – s’allie avec un entrepreneur collectionneur de renom – Oumar Sow, patron d’un poids lourd du BTP –, cela donne naissance au Quatorzero huit, une galerie et un concept-store très tendances.

MEHDI BA

« **S**tudio Quatorzero huit. » Derrière cet intitulé abscons se dissimule un clin d’œil aux points communs entre les promoteurs de cette nouvelle galerie d’art contemporain. D’un côté, Bibi Seck, 56 ans, célèbre designer sénégalais. De l’autre, Oumar Sow, 59 ans, président du directoire de la Compagnie sahélienne d’entreprises (CSE), poids lourd du BTP au Sénégal. À trois ans d’écart, tous deux sont nés un 14 août. Peu de gens le savent, mais le second est un amateur passionné d’art contemporain, dont la collection s’élève à quelque 400 œuvres. Et lorsque Bibi Seck lui fait part de son projet de

concept-store à Dakar, Oumar Sow lui propose d’héberger le futur studio dans un immeuble de deux étages avec terrasse dont il est le propriétaire (et qui fut son domicile), non loin de la place de l’Indépendance.

Des choix émotionnels

« Nous nous sommes associés en décembre 2019, deux mois avant la pandémie, et nous souhaitions initialement ouvrir la galerie en mai 2020 », explique Bibi Seck. Le Covid-19 retardera leur projet de quelques mois. Le Studio Quatorzero huit sera finalement inauguré à la fin de 2020. « J’y ai posé ma table de travail et je m’occupe de l’administration de l’espace,

ajoute-t-il. Oumar Sow, partenaire à 50-50 avec moi, soutient le projet à titre personnel. »

Le concept-store (artisanat et design) selon l’idée initiale a été maintenu et occupe le rez-de-chaussée. Avec un objectif : « Créer en Afrique, pour nous-mêmes, des objets qui nous ressemblent », selon la formule de Bibi Seck. Mais à l’étage, l’art contemporain a envahi l’espace : peintures, sculptures, art numérique... En juin, lorsque JA a visité la galerie, les peintures numériques de Muriel Kla avaient pris la relève des œuvres de Solly Cissé. « Nous décidons à deux, avec Oumar, de la programmation », précise Bibi Seck, qui revendique leur

ambition commune de « valoriser à la fois l'artisanat, l'art et le design ». En guise de boussole, « des choix émotionnels ».

Un projet qui ne s'arrête pas à l'avenue Ponty, puisque les deux acolytes organisent parallèlement des résidences d'artistes à Pointe-Sarène, au sud de Mbour, dont les restitutions se font au Studio Quatorzerohuit. « On manque de galeries à Dakar, déplore Bibi Seck. Ce lieu, qui regroupe arts appliqués et arts plastiques, permettra de donner plus de visibilité à de jeunes artistes et à des disciplines nouvelles, comme l'art numérique. »

Boutique, expo, restaurant et « rooftop »

« Sous la présidence de Senghor, le secteur artistique le plus soutenu était celui des arts plastiques », rappelle Vydia Tamby, qui, outre ses fonctions de conseillère culturelle de la maire de Dakar, est désormais également directrice artistique de la



Le designer Bibi Seck, cofondateur des lieux, et Vydia Tamby, directrice artistique de la galerie.

galerie. « Aujourd'hui, poursuit-elle, l'important est de ne pas rester figé dans une approche de cette discipline datant des années 1970, mais de faire évoluer le curseur en alliant les disciplines. »

Encore en travaux, le rooftop de la galerie devrait bientôt refléter cet objectif de polyvalence. Y cohabiteront des concerts intimistes,

des séances de cinéma et même des défilés de mode. Avec pour horizon le projet de constituer une communauté d'artistes venus des quatre coins du monde. D'ores et déjà, l'espace réservé aux bureaux de l'équipe doit servir de *cocreative space* (« espace cocréatif » transdisciplinaire), avec une place privilégiée accordée aux designers.

« Je lutte pour que l'on cesse d'aggraver la précarité des artisans sénégalais », explique Bibi Seck quand il évoque le concept-store du Quatorzerohuit. Dans un pays où les rejets de plastique en tout genre posent des problèmes environnementaux majeurs, le designer, qui affectionne cette matière, en fait des meubles : chaises, tables, tabourets et autres éléments de mobilier... « “Tu fais du design équitable”, m'a-t-on dit un jour. Je suis un designer global, tout dépend avec qui je travaille, résume-t-il. Je m'adapte au savoir-faire des artisans. » ●



**LA SENEGALAISE
DE L'AUTOMOBILE**

33 849 38 38

www.senegalaise-automobile.com

**Ensemble depuis 40 ans
sur les routes de vos émotions**



km 2,5 Bd du Centenaire de la ville de Dakar - Sénégal



TENDANCE

Hip, hip, hip, hip-hop !

Du slam au skateboard, en passant par le graff et le *deejaying*, la municipalité de la capitale et l'État ont hissé les cultures urbaines au rang d'art majeur, en leur érigeant une maison, une place et des équipements de classe internationale.

MEHDI BA

À l'occasion des Jeux olympiques qui se tiendront à Paris en 2024, deux sports atypiques feront leur apparition sur la liste, déjà longue, des disciplines homologuées aux JO : le skateboard et la breakdance. Une consécration pour ces étendards des cultures urbaines, au risque de faire se retourner dans sa tombe le baron Pierre de Coubertin

(1863-1937), rénovateur français de l'olympisme, à qui l'on prête abusivement cette devise, en réalité apocryphe : « L'important n'est pas de gagner mais de participer. »

À Dakar, au pied des collines des Mamelles, dans le quartier de Ouakam, Amadou Fall Ba revient sur cette évolution inédite qui, dans la capitale sénégalaise, aura accouché de deux projets ; d'un côté, un

skatepark, encore en construction, qui devrait voir le jour à Grand Yoff à la fin de 2021. De l'autre, la Maison des cultures urbaines (MCU), où le quadragénaire, qui en assure la coordination, a reçu *Jeune Afrique* à la mi-juin.

Depuis 2014, Amadou Fall Ba est chargé de mission au cabinet du maire de Dakar (Khalifa Sall, puis Soham El Wardini), responsable des cultures urbaines. « Un mouvement artistique



SYLVAIN CHERKAOU POUR JA

De g. à dr., les rappeurs Fou Malade et Didier Awadi aux côtés d'Amadou Fall Ba, le 23 juin, à la Maison des cultures urbaines de Dakar, à Ouakam.

et culturel qui puise son origine dans le hip-hop », explique-t-il, et qui mêle, entre autres, la musique (rap en tête), la poésie (le slam), la danse, le street-art et les sports urbains.

Né à Ouakam et ayant longtemps œuvré dans la banlieue populaire de Pikine, Amadou Fall Ba est le fondateur du Festival international de hip-hop et de cultures urbaines (Festa2H), qui affiche 15 éditions. Fait chevalier des Arts et des Lettres de la République française en 2019, il est – avec le musicien Matador, du groupe Wa BMG 44 – à l'origine de l'association Africulturban, qui a accouché du Flow Up, un tremplin pour les talents hip-hop du Sénégal.

Rap, sports et vidéos

« En 2016, j'ai fait des rencontres fructueuses avec des interlocuteurs qui intervenaient dans l'univers des sports et des arts urbains, relate-t-il. C'est là que le projet du *skatepark* est né. » Avec son équipe et avec l'appui de la mairie de Dakar, Amadou Fall Ba déniché des partenaires : l'Institut français de Paris, par l'intermédiaire du programme Liaisons urbaines, la Fondation Edmond de Rothschild, la Cité de l'architecture de Paris... Pour le projet de *skatepark*, un terrain adapté est déniché dans la commune de Grand Yoff. La maîtrise d'ouvrage est assumée par la MCU, et le chantier confié à Constructo, une société marseillaise spécialisée dans ce secteur.

« Le placement en détention du maire Khalifa Sall, au début de 2017,

a retardé de deux ou trois ans l'aboutissement du projet », déplore Amadou Fall Ba. Mais avec les financements de la ville (122 000 euros) et de l'Association internationale des maires francophones (150 000 euros), le *skatepark* finira par sortir de terre au cours des prochains mois. À la suite d'un appel d'offres, l'architecte Carole Diop et le designer Bibi Seck (*lire pp. 214-215*) ont été choisis pour en piloter la conception.

En attendant cette nouvelle réalisation, la MCU a pris de l'ampleur

Depuis les championnats du monde de roller en 2017, le Sénégal se distingue dans la discipline, qui compte aujourd'hui plus de 20 compagnies dans la capitale.

et a diversifié la gamme de ses activités : rap, danse, graffiti, *deejaying*, *veejaying*, montage et gestion de projets culturels, marketing culturel, musique et vidéo par ordinateur, photographie, scénographie urbaine, sérigraphie, mode et *streetwear*, etc. Face à ce foisonnement, l'État sénégalais n'est pas resté en marge, même si la relation entre la présidence de

la République et la municipalité de la capitale, du temps de l'ex-maire Khalifa Sall, a été parfois houleuse.

Éminents représentants

« À la MCU, nous sommes soutenus par le ministère de la Culture, précise Amadou Fall Ba. Nous n'avons pas de problèmes avec l'État, nous estimons que ces projets sont de nature à l'inspirer. Lors de discussions avec le président Macky Sall, nous avons ainsi suggéré de construire un *skatepark* national à Diamniadio en vue des Jeux olympiques de la jeunesse, initialement prévus au Sénégal en 2022, mais finalement reportés à 2026. » Depuis les World Roller Games, en 2017, le Sénégal s'est distingué dans la discipline, où Awa Baldé et son compatriote Dame Fall ont accumulé les titres mondiaux. « Aujourd'hui, on dénombre plus de 20 compagnies de rollers dans la capitale », précise Amadou Fall Ba.

Épaulé par d'éminents représentants des cultures urbaines, comme Didier Awadi, Fou Malade, Matador, Pindra, Simon, Docta ou Gacirah Diagne – à travers l'association Urban Culture Consulting –, Amadou Fall Ba peut donc mesurer le chemin parcouru au cours de la dernière décennie. « Nous ne défendons ni les intérêts de Macky Sall ni ceux de Khalifa Sall, mais uniquement la promotion des cultures urbaines, conclut-il. Et les autorités n'ont eu finalement d'autre choix que celui de collaborer. » ●



Conçu par l'architecte dakaroise Carole Diop et le designer Bibi Seck, le *skatepark* devrait être opérationnel d'ici à la fin de cette année.



Doudou KA, Ingénieur civil des Ponts et Chaussées et Banquier d'affaires. Originaire de la Casamance et de Ndoucoumane, le nouveau Directeur Général de l'AIBD SA est aujourd'hui, le Patron de tous les aéroports civils du Sénégal, avec la fusion intervenue entre les aéroports du Sénégal (ADS) et AIBD SA.

Jeune de 46 ans et déjà 20 ans d'expérience dans la haute administration du Sénégal avec un passage à Deloitte, à la Sonatel, à l'APIX, à la Présidence de la République, à l'Ageroute et au Fongip.

Doudou KA a pour mission, de mettre en œuvre l'ambitieux Projet National « 1er Hub Aérien de l'Afrique de l'Ouest » et de porter le nombre de voyageurs à 10 millions d'ici 2035. Les activités du projet s'articulent autour de 15 chantiers pour un montant global de 461 milliards FCFA entre 2021 et 2025.



DOUDOU KA
Directeur Général de l'AIBD SA

+ AIBD SA est aujourd'hui devenue une société avec une nouvelle orientation et une nouvelle vision « Bâtir le futur » qui nous plonge dans un univers stratégique et prospective pour l'émergence du secteur aéronautique du Sénégal. Notre ambition est de devenir le Premier Hub aérien en Afrique de l'Ouest, à l'horizon 2035, avec un système digitalisé de facilitations, un réseau d'aéroports régionaux réhabilités, un centre de maintenance aéronautique, une nouvelle aérogare fret, une académie des métiers de l'aviation civile, un centre logistique, et une aéroville pour assoir le rayonnement économique de l'aéroport. Cette ambition est portée par une équipe pluridisciplinaire, dynamique et résolument engagée pour faire de l'Aéroport International Blaise Diagne, un aéroport de référence pour le transport de passagers et pour le fret. **+**

Plan stratégique Hub Aérien et Touristique 2021-2025

4 PILIERS

15 PROJETS PHARES





Tribune Aïsha Dème

Directrice de l'agence d'ingénierie culturelle Siriworu

Mon Dakar culturel

C'est en 2009 que j'ai « basculé » dans la culture, en cofondant la plateforme d'information culturelle *agendakar.com*, que j'ai quittée depuis et qui a apporté une nouvelle manière de rendre la culture accessible, en particulier aux jeunes.

À Yoff, l'un de mes lieux préférés est le « Village des arts », qui date de la présidence d'Abdou Diouf. Beaucoup de nos grands artistes y sont passés ou y œuvrent encore. J'adore me promener dans leurs ateliers, discuter avec eux, les voir travailler... Le cœur de la Médina abrite, lui, une maison-galerie bouillonnante d'idées et de projets, l'Espace Médina, où l'on croise aussi nombre d'artistes, dont les disciples du défunt Joe Ouakam, mais aussi Selly Raby Kane, Douts, ou Pascal.

Outre le Musée des civilisations noires, près du centre-ville, et le Musée Théodore-Monod d'art africain, que je fréquente assidûment, j'apprécie les rencontres amicales – expos, soirées gastronomiques... – que le photographe Antoine Tempé organise dans son loft, sur la terrasse d'un immeuble situé à la hauteur de la Médina. J'ai aussi un faible pour la Raw Material Company, désormais installée Zone B. Sous l'impulsion de Koyo Kouoh, ce centre pour

l'art contemporain est ancré dans la culture du partage : il invite de grands artistes de toutes origines, organise des résidences pour des jeunes en formation... En ce moment, sa bibliothèque – très fournie – accueille la *Reading Room*, une installation sur l'activisme au Sénégal.

Autres lieux de superbes expositions : Waru Studio, l'atelier de la cinéaste Fatou Kandé Senghor, à Mermoz-Sacré-Cœur, et la galerie OH d'Océane Harati, au Plateau, qui travaille avec Le Manège, la galerie dépendant de l'Institut français, où je me rends depuis mon plus jeune âge.

Du jazz au slam

Côté musique, j'adore la Cave de l'hôtel Djoloff (rue Nani-Fann-Hock). Réputé pour son acoustique, ce club de jazz a été décoré par des artistes et des artisans sénégalais. Mais, pour moi, les meilleurs concerts restent ceux du Théâtre de verdure de l'Institut français (dont mon dernier

avant le Covid avec un Wasis Diop magistral). Sans oublier la scène slam, très active à Dakar, dans le sillage des « Vendredi slam », un projet lancé par Diofel, que j'avais rejoint dès l'origine, en 2009. Nous y avons accueilli Souleymane Diamanka, Grand Corps malade... Beaucoup de collectifs de slameurs sont nés depuis lors, de la banlieue dakaroise à la Casamance.

Septième art

Le cinéma n'est pas en reste. Ces dernières années, les réalisateurs sénégalais ont remporté des prix prestigieux au Fespaco et au Festival de Cannes.

À Grand Dakar, le centre culturel Yennenga forme les jeunes aux métiers du septième art, sur une initiative du réalisateur Alain Gomis. Et les salles locales, comme le complexe Ousmane-Sembène (près du Magic Land), s'efforcent de mettre en valeur le cinéma africain, pas seulement les *blockbusters* internationaux.

Actuellement, je finalise *Dakar, nid d'artistes* (éd. Malika), un livre qui rend hommage aux artistes qui font vibrer notre capitale, à travers une série de promenades au cours desquelles ils évoquent, à leur tour, les lieux fétiches de leur Dakar. ●

● ● ●
**Une nouvelle manière
de rendre les arts
accessibles, en
particulier aux jeunes.**



KING FAHD PALACE
HOTEL

KING FAHD PALACE

Le confort revisité dans un luxe sobre et contemporain !

Le **King Fahd Palace** fait peau neuve pour réserver et servir à la clientèle un accueil 5 étoiles, dans un prestigieux cadre de 35 hectares, les pieds dans l'eau :

- 288 chambres Standard ;
- 25 chambres Exécutive ;
- 44 suites Junior ;
- 25 suites Présidentielles ;
- Un palais des congrès de 65 salles de réunion et bureaux, un amphithéâtre de 800 places ;
- Un chapiteau moderne de 2000 places ;
- Deux restaurants, trois bars, un golf 9 trous, deux piscines, un fitness et plusieurs autres installations dédiées aux loisirs et à la détente.

Intelligence



MUSIQUE

ElectrAfrique électrise les nuits dakaroises

Le collectif de DJ et de producteurs organise des soirées qui rassemblent des musiciens, locaux et africains, et fédèrent un public de plus en plus large. Objectif : que la capitale sénégalaise devienne un spot incontournable de l'afro-house.

MARIÈME SOUMARÉ

Les nocteurs le savent : que l'on aime se déhancher sur du coupé-décaté, se casser les reins en dansant le mbalax ou écouter des morceaux de hip-hop *old school*, il y aura toujours un lieu dans Dakar où trouver son bonheur. Depuis quelques années, c'est aussi le cas pour les amateurs de musique électronique. Un genre encore marginal, mais qui trouve peu à peu son public et ses boîtes de nuit dans la capitale sénégalaise, où ElectrAfrique rêve de devenir un « pionnier » de ce que le continent fait de meilleur en la matière.

Le collectif musical a établi son quartier général dans un lieu chargé de symbole : la maison de la culture Douta-Seck, située en plein cœur de la Médina, quartier historique et populaire de la capitale. Il a progressivement investi d'autres espaces

pour organiser ses soirées et envisage de se « délocaliser » en banlieue, à Pikine ou à Guédiawaye.

Pour favoriser l'accès « inclusif » aux événements, les organisateurs ont mis sur place une politique d'entrée assurant la gratuité avant minuit. Et à chacune de ces soirées, ils tentent de multiplier les collaborations avec les grands noms de la musique électro du continent (comme l'Angolais DJ Satelite, le Centrafricain Boddhi Satva ou le Bissau-Guinéen Buruntuma) et les partenariats avec des artistes sénégalais. Ainsi, des musiciens, des troupes de danseurs ou des circassiens locaux sont régulièrement invités à participer à l'aventure ElectrAfrique, avec la volonté de mêler aux sonorités électroniques des influences de musique traditionnelle.

« Pour nous, la musique, c'est d'abord un instrument qui rassemble.

C'était important d'organiser des soirées avec le plus de diversité possible. L'idée n'est pas de faire de la music tech minimale comme à Berlin. On ne joue pas des sons qui tabassent ! » explique Cortega. D'origine suisse, il est le DJ résident de ce collectif, qu'il a cofondé en 2010.

« Do it yourself »

Les membres d'ElectrAfrique se basent principalement sur l'organisation de soirées pour faire connaître les musiques électroniques produites en Afrique. « Quand on voit l'attrait et la curiosité que suscitent nos soirées, on se dit qu'il existe un intérêt réel pour une musique différente », veut croire Fati Moussa Mahamane, cheffe opératrice du collectif.

« Le marché de l'électro explose au niveau mondial. Il a beaucoup de consommateurs, mais on manque cruellement de contenu made in Africa, explique Cortega. Résultat, la demande finit par consommer l'offre qui est produite ailleurs. Aujourd'hui, notre plus gros défi est aussi notre principale opportunité : pouvoir contribuer à la production de ce type de musique localement. »

Et pour donner un coup de pouce à la production locale, Cortega lance une formation de jeunes DJ, soutenue par le Goethe-Institut Senegal de Dakar, en collaboration avec le studio Deedoo du rappeur et producteur sénégalais Nix. « Ce type de musique se prête très facilement au *"do it yourself"*, assure-t-il. Aujourd'hui, c'est le moment clé pour voir émerger de nouveaux talents. » ●



Avant minuit, l'entrée aux soirées est gratuite.

J.B. JOIRE

PROGRAMME XËYU NDAW GNI

Pour Macky Sall, l'avenir c'est maintenant

"Je serais toujours à vos côtés. L'État ne va jamais vous abandonner", avait affirmé le Président de la République à l'endroit de la jeunesse, sa jeunesse au cœur de toutes ses initiatives. Une promesse encore concrétisée à travers un plan d'urgence, sanctionné par le recrutement de 200 jeunes, le 12 juillet 2021, à Dakar et Guédiawaye. Et le meilleur reste à venir. En effet, créer des emplois directs pour renforcer des services publics qui étaient déficitaires en personnel et lancer de nouveaux services à travers notamment la mise en place d'un guichet unique dénommé « Pôle-Emploi et Entrepreneuriat pour les jeunes et les femmes » qui sera installé dans chacun des 45 départements pour servir de cadre d'accueil, de conseil et de financements des porteurs de projet à travers les 4 premiers piliers, tel est la racine du programme «Xëyu ndaw gni ».

1ER PILIER : dénommé « recrutement spécial », il prévoit le recrutement sur 3 ans de : 5 000 enseignants, 6 000 agents de sécurité, 12 000 « volontaires du progrès » intégrés au programme de nettoyage, 10 000 jeunes sur le programme de reboisement, 400 volontaires de la santé, 750 volontaires du service civique nationale, 500 animateurs socio-éducatifs et 200 guides touristiques.

2ND PILIER : il prévoit l'embauchage de jeunes au sein de programmes publics d'intérêts communautaires tels que : Pavage (4 000), PROMOVILLE (2 000), AGETIP (2 000) et l'entretien des rouges non classées.

3ÈME PILIER : la subvention par l'État des tenues scolaires issues de la production locale.

4ÈME PILIER : désigné comme le projet d'investissements publics à haute intensité de main-d'œuvre, il va favoriser les projets d'aménagement des fermes intégrées tout en valorisant les énergies renouvelables et le développement des filières horticoles. 25 950 emplois sont prévus.

5ÈME PILIER : il est axé sur le renforcement des capacités à travers l'apprentissage et la formation. Il prévoit la mise en place de 30 000 contrats d'apprentissage, 40 000 formations professionnelles et 3 300 bénéficiaires du Programme Sénégalais pour l'Emploi des Jeunes.

6ÈME PILIER : il est plus orienté vers la promotion de l'auto-emploi à travers l'octroi de crédits et l'accompagnement des bénéficiaires. 236 842 dossiers de demandes de nano-crédits et 115 864 appuis aux secteurs et métiers sont prévus.

7ÈME PILIER : il repose sur l'administration de l'aide à la création d'emplois privés et sur l'insertion socioprofessionnelle à travers 15 000 conventions Etat-Employeurs.



info@minfinances.sn



Minfinancesn



@Mefp_sn



www.finances.gouv.sn



(221) 33 889 21 00



Aménagement Hydroélectrique de Tététou au Togo

Contrat EPC

Avis à manifestation d'intérêt

1. Contexte

En partenariat avec le **Ministère Délégué auprès du Président de la République chargé de l'Energie et des Mines** et l'**Agence Togolaise d'Electrification Rurale et des Energies Renouvelables (AT2ER)**, **Neo Themis Togo** développe le projet d'aménagement hydroélectrique de Tététou.

Le projet est réalisé suivant un schéma de producteur indépendant d'électricité (IPP). Neo Themis Togo conclura un contrat d'achat d'électricité avec la **Compagnie Energie Electrique du Togo** et un contrat de concession avec l'**Etat Togolais**. Le projet sera financé par des institutions financières régionales et/ou internationales. Il sera mis en oeuvre en conformité avec la législation nationale et les standards internationaux, notamment les normes de performance de la SFI, les sauvegardes opérationnelles de la BAD et les standards de la BEI.

A la suite d'une étude multicritères considérant les aspects techniques, économiques, environnementaux et sociaux, l'avant-projet sommaire a été réalisé. Il se compose de deux barrages en cascade équipés d'évacuateurs vannés et d'unité de production de type Kaplan pour des hauteurs de chutes respectives de 20 et 11 mètres. Il comprend également des infrastructures associées pour accès au site et l'évacuation de l'énergie. Le projet a été conçu afin de minimiser l'impact environnemental et social tout en préservant sa contribution économique. La puissance installée est de 50 MW environ.

2. Objectif

Neo Themis Togo invite les sociétés intéressées par la construction de l'aménagement à manifester leur intérêt. Le candidat sélectionné conclura un contrat de type *Engineering, Procurement and Construction (EPC)* avec la société Neo Themis Togo avec des obligations en back-to-back avec les contrats de concession et d'achat d'électricité.

3. Procédure

La documentation de préqualification est disponible, sur demande, à l'adresse électronique suivante : **procurement.tetetou@themisenergy.com**. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **31 Août 2021 à 18:00 GMT**. Les candidatures devront être transmises par voie électronique à **procurement.tetetou@themisenergy.com** et par voie postale à Neo Themis, CFC First Tower, 12^{ème} étage Casa-Anfa, Hay Hassani, Casablanca, Maroc.

Le calendrier prévisionnel de consultation s'établit comme suit :

Résultats AMI	Septembre 2021
Appels à candidature (DAO)	Octobre 2021
Réceptions des offres	Février 2022
Attribution du contrat	Juin 2022



Banque des États de l'Afrique Centrale - Services Centraux Commission Générale de passation des marchés n°01

Sélection internationale ouverte n°100/BEAC/DGE-DCBCG/SIO/Ser/2021 du 30 juin 2021 pour le choix d'un intégrateur en vue de la migration à la version 12 de l'application Oracle E-Business Suite et la modernisation du dispositif budgétaire et de contrôle de gestion

Dans le cadre de l'évolution de son Système d'Information, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale souhaite recruter une entreprise spécialisée en vue de la migration à la version 12 de l'application Oracle E-Business Suite et l'implémentation du dispositif budgétaire et de contrôle de gestion. A cet effet, elle invite par le présent avis de sélection, les entreprises qualifiées remplissant les conditions requises, à soumettre leur proposition.

Le processus se déroulera conformément au Règlement n°01/CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des marchés de la BEAC, notamment la **sélection sur la base de la qualité technique et du coût de la proposition**.

Les Prestataires intéressés peuvent obtenir un complément d'information et consulter le dossier de sélection rédigé en français, à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés.

BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
Services Centraux, Direction Générale de l'exploitation, CGAM,
14^{ème} étage, Porte 14.12

✉ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - CAMEROUN
☎ : (+237) 222 23 40 30 ; (+237) 222 23 40 60
Postes 5452, 5431, 5412 ou 5403
☎ : (+237) 222 23 33 29
@ : cgam.scx@beac.int

La participation à la présente mise en concurrence est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de **cent mille (100 000) francs CFA** ou l'équivalent dans une monnaie librement convertible. Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC, à l'exception du Bureau de Paris.

Les soumissions conformes au règlement particulier de la sélection devront être déposées, sous pli fermé, à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard **le jeudi 02 septembre 2021 à 12 heures** (heure de Yaoundé).

BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

Services Centraux, Bureau d'Ordre, 15^{ème} étage, porte 15.01

✉ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - CAMEROUN

Les propositions reçues après le délai fixé seront rejetées.

Les soumissions seront ouvertes en **deux phases**. Les plis administratifs et techniques seront ouverts le **jeudi 02 septembre 2021 à 13 heures** aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé. Les plis financiers seront ouverts pour les propositions jugées conformes, à une date qui sera communiquée ultérieurement. En raison des contraintes liées à la lutte contre la propagation de la pandémie COVID-19, ces séances ne seront pas publiques.

Le Président de la Commission

Economic Community Of
West African States



Communauté Économique
Des États de l'Afrique de l'Ouest

WEST AFRICAN POWER POOL
SYSTÈME D'ÉCHANGES D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE OUEST AFRICAIN
North Core Project | Projet Dosale North

PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE MARCHÉS DE TRAVAUX NOTE D'INFORMATION

Date de publication : 30 Juin 2021
Pays : Niger
Agence d'exécution : Projet WAPP Dorsale Nord
Nom du Projet : Projet Régional d'Interconnexion Electrique Nigéria, Niger, Bénin, Burkina Faso
Numéro de Prêt/Don : FAT N° 5900150001801 et FAD N° 2100150038698
Nom de l'appel d'offres : Travaux de Construction « clé en main » (EPC) de la ligne de transport d'énergie électrique haute 330 kV, pour le Projet WAPP Dorsale Nord au Niger, entre Gourou-Banda et la Frontière Niger/Burkina Faso (environ 99 km).
Numéro et nom du lot : Sans Objet
Méthode d'acquisition : Appel d'Offres International Ouvert
Préférence nationale : Non
Préférence régionale : Non
Numéro d'appel d'offres de l'Emprunteur : EPC-TL/WAPP-NC/BAD #04
Date de réception par la Banque du projet de DAO : 30 Octobre 2020
Date d'approbation par la Banque du DAO : 18 Décembre 2020
Date d'émission du DAO : 18 Décembre 2020
Date limite de remise des offres : 06 Avril 2021
Date d'ouverture des offres : 06 Avril 2021
Date de réception par la Banque du rapport d'évaluation des offres : 30 Avril 2021
Date d'approbation par la Banque de l'évaluation : 21 Juin 2021
Nom de l'attributaire du Marché : TATA PROJECTS LIMITED
Nationalité : Inde
Adresse : 1st Floor, Tower 1, Okaya Centre, B-5, Sector-62, Noida- 201301, Uttar Pradesh, India
E-mail : tpl@tataprojects.com
Montant du Contrat : 17.191.942,30 Dollars Américains et 3.357.293.388,42 FCFA
Date de démarrage du Contrat : Septembre 2021
Durée d'exécution du Contrat : 18 mois
Résumé de l'objet du Contrat : Travaux de Construction « clé en main » (EPC) de la ligne de transport d'énergie électrique haute 330 kV, pour le Projet WAPP Dorsale Nord au Niger, entre Gourou-Banda et la Frontière Niger/Burkina Faso (environ 99 km).
Nombre total de soumissionnaires : 02

1. Nom : TRANSSAIL LIGHTING LIMITED

Nationalité : Inde
Adresse : 501 A,B,C,E Fortune 2000, Block G, Bandra Kurla Complex, Bandra East, Mumbai - 400 051, Maharashtra, India
Email : amol.dhuri@transraillighting.com
Prix des offres lus à haute voix : 21 293 535 Dollars Américains et 3 011 223 179 FCFA.
Prix évalués : 13 731 884 713, 95 FCFA
Offre rejetée
Motifs du rejet : L'offre n'est pas la moins disante.

2. Nom : TATA PROJECTS LIMITED

Nationalité : INDE
Adresse : 1st Floor, Tower 1, Okaya Centre, B-5, Sector-62, Noida- 201301, Uttar Pradesh, India
E-mail : tpl@tataprojects.com
Prix des offres lus à haute voix : 17 191 942,30 Dollars Américains et 3 357 293 388, 42 FCFA
Prix évalués : 12 847 417 457, 44 FCFA
Offre acceptée
Motifs du rejet : Sans objet

N.B. : Tout soumissionnaire qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles son offre n'a pas été sélectionnée doit en faire la demande auprès de l'Agence d'exécution. En tout état de cause, la Banque se réserve le droit de faire examiner toute réclamation d'un soumissionnaire à tout moment à la suite de l'attribution du marché.

Le Directeur du Projet,
Djibril Amadou MAILELE

ATTRIBUTION DE MARCHÉS

Economic Community Of
West African States



Communauté Économique
Des États de l'Afrique de l'Ouest

WEST AFRICAN POWER POOL
SYSTÈME D'ÉCHANGES D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE OUEST AFRICAIN
North Core Project | Projet Dosale North

AVIS D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ

Date : 30 Juin 2021

Projet : WAPP Dorsale Nord, Projet Régional d'Interconnexion Nigeria, Niger, Bénin et Burkina Faso – Plot N° 1285, Wiki Springs Street, Maitama, Abuja, Nigeria

Email : procurement@wappnorthcore.org, info@wappnorthcore.org

Références-Intitulés des marchés : EPC-TL/WAPP-NC/WB#02 – Construction clé en mains de lignes électriques de transport 330 kV au Bénin, au Burkina Faso et au Niger :

- **Lot 1B-1C-TL :** Lignes électriques de transport 330 kV entre la frontière Nigeria/Niger – Zabori (Niger) - Malanville (Bénin) en 2 sous-lots;
- **Lot 2-TL :** Ligne électrique de transport 330 kV entre Zabori et Gorou Banda au Niger;
- **Lot 4A-TL :** Ligne électrique de transport 330 kV entre la frontière Niger/Burkina Faso et Fada N'Gourma au Burkina Faso ;
- **Lot 4B-TL :** Ligne électrique de transport 330 kV entre Fada N'Gourma et Ouaga Est au Burkina Faso.

Méthode de Passation : Appel d'Offres International avec Préqualification

Financement : Banque Mondiale

Le Projet WAPP Dorsale Nord a invité le 30 Octobre 2020, les Entreprises retenues à l'issue du processus de pré-qualification lancé le 5 septembre 2019, afin de soumettre leurs offres pour le projet de construction clé en mains de lignes électriques de transport 330 kV au Bénin, au Burkina Faso et au Niger.

1. Noms des soumissionnaires :

Sur les 14 Entreprises préqualifiées, les 6 Entreprises suivantes ont soumis leurs offres :

- JV SUMEC / XIAN ELECTRIC ENGINEERING (XD)
- TRANSRAIL LIGHTING LTD
- JV CGGC / NCPE
- TATA PROJECTS LTD
- SINOHYDRO CORPORATION LTD
- JV DEXTRON / VALMONT

2. Prix lus à l'ouverture et montants évalués.

- LOT 1B-1C-TL

Nom du soumissionnaire	Prix de l'Offre à l'ouverture		Prix évalué de l'Offre (si applicable) en FCFA
	Monnaies	Montants	
JV SUMEC/XIAN Electric Engineering (JV SUMEC/XD)	EURO	37 790 774, 20	-
JV CGGC/NCPE	FCFA	2 899 501 267, 13	20 482 725 757, 21
	EURO	28 362 248, 14	
TATA PROJECTS LTD (TATA)	FCFA	4 932 947 290, 43	18 067 382 801, 51
	USD	23 891 651, 68	
SINOHYDRO Corporation LTD (SINOHYDRO)	FCFA	2 746 723 229, 12	19 459 059 496, 60
	USD	30 399 884, 07	
JV DEXTRON/ VALMONT	FCFA	7 786 802 875, 00	-
	USD	27 094 257, 00	
TRANSRAIL LIGHTING LIMITED	FCFA	4 599 090 861, 00	16 904 573 487, 20
	USD	22 609 878, 00	

- LOT 2-TL

Nom du soumissionnaire	Prix de l'Offre à l'ouverture		Prix évalué de l'Offre (si applicable) en FCFA
	Monnaies	Montants	
TATA PROJECTS LTD (TATA)	F CFA	6 124 350 598, 39	23 221 550 199, 94
	USD	31 099 953, 80	
TRANSRAIL LIGHTING LIMITED	F CFA	5 880 989 441, 00	22 607 829 115, 74
	USD	30 841 660, 00	

- LOT 4A-TL

Nom du soumissionnaire	Prix de l'Offre à l'ouverture		Prix évalué de l'Offre (si applicable) en FCFA
	Monnaies	Montants	
TRANSRAIL LIGHTING LIMITED	F CFA	4 412 448 387	22 286 562 282, 02
	USD	32 922 657	
TATA PROJECTS LTD (TATA)	F CFA	4 966 547 559, 47	19 807 289 446, 04
	USD	26 995 437, 72	

- LOT 4B-TL

Nom du soumissionnaire	Prix de l'Offre à l'ouverture		Prix évalué de l'Offre (si applicable) en FCFA
	Monnaies	Montants	
TATA PROJECTS LTD (TATA)	F CFA	6 231 158 711, 79	27 246 260 274, 96
	USD	38 226 651, 32	

3. Soumissionnaires non conformes et motifs de rejet :

- JV SUMEC/XIAN Electric Engineering (JV SUMEC/XD) : L'offre du soumissionnaire n'est pas conforme aux exigences en matière de sécurité.
- JV DEXTRON/VALMONT : Des informations substantielles manquent dans l'offre du soumissionnaire.

4. Attribution des Marchés :

Les Contrats sont attribués pour les différents marchés du projet EPC-TL/WAPP-NC/WB#02 – Construction clé en mains de lignes électriques de transport 330 kV au Bénin, au Burkina Faso et au Niger, respectivement aux Entreprises suivantes, pour les montants et les délais mentionnés :

LOT 1B-1C-TL : Lignes électriques de transport 330 kV entre la frontière Nigeria/Niger – Zabori (Niger) - Malanville (Bénin) en 2 sous-lots :

TRANSRAIL LIGHTING LIMITED pour un montant de **4 599 090 861 FCFA** et **22 609 878 US Dollars** pour une durée d'exécution de 21 mois ;

LOT 2-TL : Ligne électrique de transport 330 kV entre Zabori et Gorou Banda au Niger;

TRANSRAIL LIGHTING LIMITED pour un montant de **5 880 989 441 FCFA** et **30 841 660 US Dollars** pour une durée d'exécution de 21 mois ;

Lot 4A-TL : Ligne électrique de transport 330 kV entre la frontière Niger/Burkina Faso et Fada N'Gourma au Burkina Faso :

TATA PROJECTS LTD pour un montant de **4 966 547 559,47 FCFA** et **26 995 437,72 US Dollars** pour une durée d'exécution de 21 mois ;

Lot 4B-TL : Ligne électrique de transport 330 kV entre Fada N'Gourma et Ouaga Est au Burkina Faso :

TATA PROJECTS LTD pour un montant de **6 231 158 711,79 FCFA** et **38 226 651,32 US Dollars** pour une durée d'exécution de 24 mois.

Le Directeur du Projet,
Djibril Amadou MAILELE

Economic Community Of
West African States



Communauté Économique
Des États de l'Afrique de l'Ouest

WEST AFRICAN POWER POOL
SYSTÈME D'ÉCHANGES D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE OUEST AFRICAIN
North Core Project | Projet Dosale North
CONTRACT AWARD NOTICE

Date: 30 Juin 2021

Project: WAPP North Core, Regional Power Interconnector Project Nigeria, Niger, Benin and Burkina Faso – Plot N° 1285, Wiki Springs Street, Maitama, Abuja, Nigeria

Email: procurement@wappnorthcore.org, info@wappnorthcore.org

Reference & Contract Title: EPC-TL/WAPP-NC/WB#01 - Turnkey Project of 330 Kv Electric Transmission Line in Nigeria, for the Birnin Kebbi Nigeria/Niger Border

Procurement Method: Request for bids with Prequalification

Financing: World Bank

The WAPP North Core Project has invited, on October 30, 2020, pre-qualified Companies from the pre-qualification process launched on September 5, 2019, to bid for the Turnkey Project of 330 Kv Electric Transmission Line in Nigeria, for the Birnin Kebbi Nigeria/Niger Border section.

1. Bidders' name :

A total of seven (7) submitted their bids (out of 14 prequalified companies):

- JV SUMEC / XIAN ELECTRIC ENGINEERING (XD)
- TRANSRAIL LIGHTING LTD
- JV CGGC / NCPE
- TATA PROJECTS LTD
- JV GUIZHOU POWER TRANSMISSION & TRANSFORMATION CO. LTD / KESEC ENGINEERING LTD
- SINOHYDRO CORPORATION LTD
- JV DEXTRON / VALMONT

2. Read out and evaluated prices:

- LOT 1B-1C-TL

Name of Bidder	Bid Prices (as Read out)		Evaluated Bid price (if applicable) in Naira
	Currencies	Amounts	
JV SUMEC/XIAN Electric Engineering (JV SUMEC/XD)	EURO	21 300 146.36	-
JV CGGC/NCPE	USD	14 949 615.63	6 536 982 324.05
	NGN	856 128 384.65	

TATA PROJECTS LTD (TATA)	USD	18 902 316.17	-
	NGN	3 175 164 732.49	
JV GUIZHOU Power Trans. & Transform. Co. / KESEC Engineering LTD (GZPTT/KESEC)	USD	14 506 005.48	6 173 639 478.90
	NGN	661 357 396.50	
TRANSRAIL LIGHTING LTD	USD	11 955 791.00	5,639,578,679.00
	NGN	1 096 378 099.00	
SINOHYDRO Corporation LTD (SINOHYDRO)	USD	16 374 687.00	7 071 217 849.31
	NGN	1 087 416 678.00	
JV DEXTRON/ VALMONT	NGN	2 172 642 500.00	-
	USD	13 370 297.00	

3. List of non-compliant bidders and reasons for rejection:

- JV SUMEC/XIAN Electric Engineering (JV SUMEC/XD): The bidder's offer is not compliant to the security requirements.
- TATA PROJECTS LTD (TATA): The bidder's offer is not compliant to technical requirements.
- JV DEXTRON/VALMONT: Major data are missing in the bidder's offer.

4. Contract award:

The Contract is awarded for EPC-TL/WAPP-NC/WB#01 - Turnkey Project of 330 Kv Electric Transmission Line in Nigeria, for the WAPP North Core Project, section Birnin Kebbi Nigeria/ Niger Border to TRANSRAIL LIGHTING LTD for an amount of **USD Eleven Million Nine Hundred Fifty-Five Thousand and Seven Hundred and Ninety-One (\$11 955 791) plus Naira One Billion Ninety-Six Million Three Hundred Seventy-Eight Thousand and Ninety-Nine (NGN 1 096 378 099)** for a duration of eighteen (18) months.

Project Director
ENGR. MAILELE Djibril Amadou

ATTRIBUTION DE MARCHÉS - DIVERS

Retrouvez
toutes nos annonces
sur le site :
www.jeuneafrique.com

BÂTIMENTS GALVANISÉS EN KIT
+ ROBUSTE + QUALITATIF + ABORDABLE

**~1 000m²
\$48 048***

1 270
1 450
20,6m
8m
48m

*Prix départ HT, voir site internet. Photos non contractuelles. Sauf erreur ou omission.

00352 621 355 134 commercial@batimentsmoinschers.com
00352 20 20 10 12 afrique.batimentsmoinschers.com



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
MINISTÈRE DE L'EAU ET
DE L'ASSAINISSEMENT



SOCIÉTÉ NATIONALE
DES EAUX DU SÉNÉGAL (SONES)
PROJET DE DESALEMENT DE L'EAU
DE MER DES MAMELLES



AGENCE JAPONAISE DE
COOPÉRATION INTERNATIONALE (JICA)

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

Nom du Projet : Projet de Dessalement de l'eau de mer des Mamelles.

Financement : Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA).

Référence de publication : Appel d'offres international sans- préqualification (AOI) N° T_DTX_063 (Relance).

Identification du marché : Travaux de fourniture et d'installation d'équipements de mesures et de télégestion pour le réseau de distribution d'eau potable de Dakar 1.

Date de publication : Les journaux locaux « L'Observateur » N° 4671, « LE SOLEIL » N° 14672 et « L'AS » du 24 Avril 2019 et dans le journal international « JEUNE AFRIQUE » du 24 avril 2019.

Nombre de candidats ayant retiré le DAO : vingt-huit (28)

Nombre d'offres reçues : Cinq (05).

Nom des soumissionnaires :

- 1- EIFFAGE RMT ;
- 2- CONSORTIUM YOKOGAWA / TOYOTA TSUSHO ;
- 3- CGC INT ;
- 4- GROUPEMENT LSE/WMI ;
- 5- GROUPEMENT SADE CGTH/SADE SÉNÉGAL.

Nom de l'attributaire provisoire :

Nom de l'attributaire	Adresse	Montant total du marché en F CFA TTC	Délai d'exécution
GROUPEMENT YOKOGAWA / TOYOTA TSUSHO	2-9-32 Nakacho, Musashino-shi Tokyo 180-8750 Fax : +81 -422-52-6710	8 853 624 660	28 mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux

La publication du présent avis effectuée en application de l'Article 84, alinéa 3 du Code des Marchés publics du Sénégal, ouvre le délai de recours gracieux auprès de la SONES en vertu de l'Article 89 dudit Code, puis d'un recours au Comité de Règlement des Différends en matière de passation des marchés publics, placé auprès de l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics, en vertu de l'Article 90 dudit Code.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
M. CHARLES FALL



Votre fabricant de parkings solaires



Production d'électricité pour :

- Aéroports
- Hôtels
- Industries
- Centres commerciaux
- Promotions immobilières

+ 33 4 28 04 09 51 - info@produtia.com
www.produtia.com



République Tunisienne



Appel d'Offres International N° 01/2021

Le Comité Général des Assurances (CGA), autorité de régulation et de contrôle prudentiel du secteur des assurances tunisien, se propose de lancer un appel d'offres international pour l'étude sur l'immatriculation des motocycles et tricycles inférieurs ou égaux à 50 cm³.

Les bureaux d'études ou cabinets de consulting intéressés par le présent appel d'offres peuvent demander les termes de références à l'adresse suivante : bo.cga@cga.gov.tn

Les offres doivent être envoyées au siège du Comité Général des Assurances par courrier recommandé ou par rapide poste ou déposées directement au bureau d'ordre à l'adresse suivante :

Comité Général des Assurances
Rue Borjine -1073 Montplaisir – Tunis – TUNISIE

Et parvenir au plus tard le **vendredi 27 août 2021 à 13 h** sous pli fermé anonyme portant la mention :

« À NE PAS OUVRIR »

« ÉTUDE SUR L'IMMATRICULATION DES MOTOCYCLES
ET TRICYCLES INFÉRIEURS OU ÉGAUX À 50cm³ »



AUTORITÉ DE RÉGULATION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DES POSTES (ARTP)

Avis d'Appel d'Offres International (A00I)

RELANCE S_ARTP_004 : MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME DE SUPERVISION DE LA COUVERTURE QOS PAR L'EXPLOITATION DES DONNÉES OMC-R

N° S-ARTP-051

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans le quotidien d'informations générales « Sud Quotidien » n°8292 du vendredi 08 janvier 2021.

2. L'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP) a obtenu dans le cadre de son budget 2021 des fonds, afin de financer la mise en place d'un dispositif de collecte et traitement des données OMC-R pour le suivi de la Qualité de Service, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché Mise en place d'une plateforme de supervision de la couverture QoS par l'exploitation des données OMC-R, N° S_ARTP_051

3. L'ARTP sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour le dispositif de collecte et traitement des données OMC-R pour le suivi de la QoS.

Les variantes ne seront pas prises en considération.

4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres international ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics, et ouvert à tous les candidats éligibles.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes auprès de **Monsieur Mamadou DIENG** (Email : mamadou.dieng@artp.sn); et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes, Ouakam, route des Almadies, Immeuble ARTP, au rez de chaussée, bureau n°020; du lundi au jeudi de 08 heures à 17 heures avec un temps de pause de 13 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et le vendredi de 08 heures à 13 heures.

6. Les exigences en matière de qualification sont :

- Produire des états financiers des trois (03) dernières années (2017, 2018, 2019) dûment certifiés soit par un « comptable » ou par un « expert-comptable » agréé par l'Ordre National des Experts Comptables et des Comptables Agréés du Sénégal (ONECCA) ou par un « organisme assimilé » pour les candidats Sénégalais. Pour les non Sénégalais, les états financiers doivent être certifiés par un organisme équivalent ou similaire à l'ONECCA dans l'Etat dont ils sont ressortissants,
- Disposer d'un chiffre d'affaires annuel moyen de quatre cent millions (400.000.000) FCFA au cours des trois dernières années (2017, 2018, 2019),
- Avoir, liquidités, lignes de crédit, autres que l'avance de démarrage éventuelle, à hauteur de trois cent millions (300.000.000) FCFA.
- Justifier l'exécution au moins de deux (2) marchés similaires de même nature et de même complexité durant les cinq (5) dernières années (2016, 2017, 2018, 2019 et 2020) avec un taux d'exécution de 70%; joindre les attestations de bonne exécution ou attestations de service fait signées par l'Autorité compétente,
- Offrir un responsable d'affaires ayant un profil d'ingénieur télécoms de niveau Bac + 5 ou équivalent, ayant au minimum dix (10) ans d'expérience dans la gestion de la QoS des réseaux mobiles et ayant réalisé au moins une (01) mission similaire de mise en place de solution supervision des

compteurs OMC-R; et ayant occupé un poste de responsabilité pendant au moins trois ans,

- Offrir un Chef d'Exploitation ayant un profil d'un ingénieur Radio, de niveau Bac + 5 ou équivalent, spécialisé dans l'exploitation de l'OMC-R de plusieurs équipementiers, avoir au minimum cinq (05) ans d'expérience dans la planification radio mobile et l'analyse des résultats issus du traitement des compteurs OMC-R et ayant participé à des audits de QoS des réseaux de téléphonie,

- Offrir un profil d'un ingénieur réseau, Bac + 5 ou équivalent, avec au minimum cinq (05) ans d'expérience dans les systèmes d'information notamment dans la configuration et l'administration réseau,

- Offrir un profil de formateur, ingénieur télécoms ou équivalent et ayant une expérience de 07 ans dans le domaine des réseaux et services mobiles notamment le suivi de la QoS et la supervision des OMC-R.

Une marge de préférence de 15% applicable à certaines fournitures fabriquées dans les États membres de l'UEMOA sera octroyée aux candidats éligibles. Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

7. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-après : l'Autorité de Régulation de Télécommunications et des Postes, Ouakam, route des Almadies, Immeuble ARTP, contre un paiement non remboursable de vingt-cinq mille (25.000) F CFA. La méthode de paiement sera par chèque certifié au nom de l'ARTP ou en espèces. Le document d'appel d'offres sera adressé par retrait au niveau de l'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP), Ouakam route des Almadies, Immeuble ARTP, ou téléchargeable sur le site www.artp.sn.

Un exemple du dossier d'appel d'offres sera disponible et consultable sur place aux heures d'ouverture pour les soumissionnaires qui en expriment le besoin.

8. Les offres devront être soumises à l'adresse indiquée au point 5 au plus tard le **21 septembre 2021 à 10 heures précises**. Les offres soumises après la date et heure limite de dépôt des offres, ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse signalée au point 5 le **21 septembre 2021 à 10 heures précises**.

Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de six millions (6.000.000) FCFA. La garantie de soumission doit être délivrée par un Etablissement financier ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère des Finances et du Budget pour les candidats de droit sénégalais. Pour les candidats non Sénégalais, cette garantie doit être délivrée par un organisme équivalent ou similaire dans l'Etat dont ils sont ressortissants. La durée de validité de la garantie de soumission est de vingt-huit (28) jours après l'expiration de celle des offres. Les offres demeureront valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission.

Le Directeur Général

APPEL D'OFFRES



we shelter your business

 Assemblage intelligent & rapide sur site

 Transport et livraison vite & optimal

 Supervision par un monteur Frisomat expérimenté

 Plus de 500.000m² de bâtiments installés en Afrique

 Hout Callens

 Africa Food Distribution

 SMT

Frisomat Afrique | +32 3 353 33 99 | info@frisomat.africa | www.frisomat.africa



HTG INDUSTRY SAS FRANCE

A MEMBER OF SIM GROUP



LIGNES COMPLÈTES DE SOUFFLAGE ET DE REMPLISSAGE POUR BOUTEILLES EN PET, CANETTES ET BOUTEILLES EN VERRE

APPLICATION

Eau plate, jus, boissons gazeuses, lait, huile végétale, produits chimiques et brasseries clé en main.

CADENCE

1,000 BPH à 24,000 BPH

FABRICATION EUROPÉENNE

Machines tropicalisées garanties 3 ans
Service après-vente local assuré




Adresse
42 AV FOCH, 60300 SENLIS, FRANCE

Visitez pour plus d'informations
www.htgindustry.com

Téléphone
+33 (0) 344 265 893

Contact
contact@htgindustry.com

► Le tour de la question



SIPHWE SIBEKO/REUTERS

À la suite de l'incarcération de Jacob Zuma le 8 juillet, des émeutes sont parties de son bastion du KwaZulu-Natal pour gagner Johannesburg.

Violences en Afrique du Sud L'ANC sera-t-il épargné ?

Des années passées à jouer au chat et à la souris avec la justice puis, finalement, une condamnation à quinze mois de prison, le 28 juin... Empêtré dans de multiples scandales de corruption, l'ancien président sud-africain Jacob Zuma est emprisonné depuis le 8 juillet pour outrage à la Cour, après qu'il a refusé plusieurs fois de témoigner.

Son incarcération a servi de détonateur aux violences et aux scènes de pillage qui ont secoué le pays et causé la mort de plus de 200 personnes. Parties de son bastion du KwaZulu-Natal et de la province de Gauteng aux cris de *Free Zuma*, elles se sont étendues à Johannesburg, révélant une crise sociale et politique dont pourrait pâtir l'ANC.

À 79 ans, toujours très populaire auprès d'une partie de l'électorat de l'ANC, Jacob Zuma a rallié à sa cause les « classes marginalisées » en plein désarroi économique, asphyxiées par un chômage galopant (plus de 32 %) et par les nouvelles restrictions qu'impose la gestion de Covid-19.

Le sujet, largement commenté sur nos réseaux sociaux, divise les internautes. « Lorsque les politiciens africains sont sanctionnés pour leurs bêtises, ils font appel aux fanatiques pour provoquer le désordre. Des gens meurent et Zuma sortira de prison »,

déplore l'un d'eux. Au contraire, un autre lecteur évoque le respect qu'il lui porte : « Il a développé les townships oubliés et était présent pour les pauvres. »

Issu d'une famille modeste et conservatrice du KwaZulu-Natal, Zuma a su garder, au fil des années, l'image du défenseur des sans-voix et des laissés-pour-compte qu'il s'est façonnée à l'ANC.

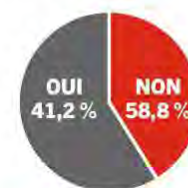
Un parti fracturé

Sa mise en détention est assez marquante pour que certains, à commencer par le président Cyril Ramaphosa, y voient un renforcement de l'État de droit et de la démocratie. Tandis que le pays ressort groggy de ces violences, les cadres de l'ANC continuent de s'entredéchirer, d'un côté les « pro-Ramaphosa » – décidés à protéger l'ANC des frasques présumées de l'ex-président – et de l'autre les « pro-Zuma ». La fracture semble plus nette que jamais entre ces deux factions luttant pour le pouvoir au sein du parti, dont elle fait vaciller la position, quasi hégémonique. De quoi fragiliser aussi Ramaphosa, à l'approche du prochain congrès du parti, qui se choisira alors un nouveau leader, en 2022. Convoqué le 19 juillet devant les juges, Zuma est, quant à lui, resté silencieux. ●

Marième Soumaré

Paroles d'abonnés

Instauration du « passe sanitaire » en Europe : l'Afrique doit-elle s'en inspirer ?



NON. Il faut plutôt favoriser la production de vaccins par les Africains afin de protéger la population ; restreindre la liberté de circulation pénalise surtout les moins nantis.

Alassane Sorgo, Tchad

OUI. Tout doit être mis en œuvre contre la propagation du virus. Attention, cependant, aux dérives que peuvent engendrer certains outils. Utilisé sans discernement, le « passe sanitaire » pourrait entraîner une discrimination de facto des Africains, car ils ont moins que d'autres accès au vaccin.

Paul Sachs, États-Unis

NOTRE RÉPONSE

Dans l'absolu, instaurer un « passe sanitaire » n'est pas absurde, mais il faut tenir compte de sa faisabilité et établir des priorités. Beaucoup de pays du continent peinent encore à réaliser suffisamment de tests : comment établir des passes fiables dans ces conditions ? La priorité absolue reste la mise à disposition et l'administration des vaccins.

► Ce jour-là...

23 août 2011**La chute de la maison Kadhafi**

Il y a dix ans, les rebelles libyens, appuyés par l'Otan, s'emparaient de Tripoli après six mois d'insurrection. Des heures cruciales que notre journaliste, Cherif Ouazani, relatait alors dans JA.

Tripoli, le 20 août et vingtième jour de ramadan. À l'issue de l'appel à la rupture du jeûne, les muezzins ne descendent pas de leur minaret. Tous appellent non à la prière mais au jihad. Au même moment, une dizaine d'hélicoptères Apache et Tigre pilonnent commissariats et centres de commandement des forces loyalistes. De nouveaux acteurs entrent en scène. Notamment la Brigade du 17 février et son commandant, Abdelhakim Belhadj.

Formée depuis trois mois dans le désert du Qatar, armée par la France et les Émirats, cette unité d'élite a été déployée quelques jours plus tôt dans le Nord-Ouest grâce à un pont aérien. Objectif : faire sauter le « verrou Khamis » – le prénom du fils cadet de Kadhafi est également le nom des troupes d'élite qu'il dirige et de la caserne qui les abrite, à l'ouest de Tripoli. C'est le début de l'opération Sirène.

Belhadj, 41 ans, s'illustre lors du siège. Ex-émir du Groupe islamique combattant en Libye (GICL), vétéran d'Irak, arrêté en 2004 et livré ensuite par la CIA aux services libyens, qui l'ont incarcéré au bagne de Bouslim, il a été libéré, en mars 2010, par... Seïf el-Islam Kadhafi, fils et dauphin putatif du « Guide ». Bien qu'en première ligne, il prend soin d'alimenter les médias en informations. Ses hommes font preuve de davantage de professionnalisme que leurs camarades du front est : discipline, maîtrise de la communication

et parfaite coordination avec les éléments de l'Otan au sol.

Préalablement bombardée par les avions de l'Otan, la caserne Khamis tombe comme un fruit mûr. L'essentiel n'est pas là. La neutra-



Le « Guide » et ses derniers fidèles s'évanouissent dans la nature.

lisation de cette caserne signifie la levée du principal obstacle à l'avancée des rebelles. Leurs forces entrent dans les quartiers de Souk Joumaâ et de Ben Achour, où la résidence d'Aïcha Kadhafi, la fille du « Guide », est pillée. Le 21 août, le Conseil national de transition (CNT)

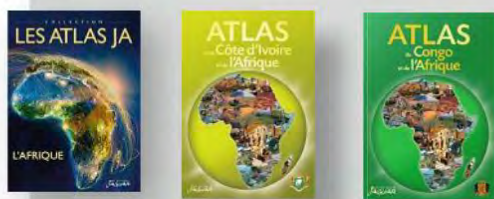
annonce imprudemment la capture de Seïf el-Islam et de son demi-frère Mohamed, ainsi que l'élimination de Khamis et de son oncle, Abdallah Senoussi, patron des services de renseignements, recherché par la justice internationale pour son implication dans l'attentat perpétré en 1989 contre un avion de la compagnie française UTA.

Ces vraies-fausse nouvelles ont un impact immédiat sur le front diplomatique. La Tunisie, l'Égypte, le Maroc et le Koweït reconnaissent le CNT comme unique représentant du peuple libyen. L'Algérie se distingue par sa prudence. Sa chancellerie à Tripoli est pillée, et ses diplomates sont malmenés par un groupe rebelle.

En Afrique subsaharienne, deux soutiens de Kadhafi, le Burkinabè Blaise Compaoré et le Tchadien Idriss Déby Itno, se détournent de leur ancien allié. L'embarras du Mali est perceptible : le président Amadou Toumani Touré se mure dans le silence. Quant à l'Afrique du Sud, elle campe sur ses positions et refuse de reconnaître le CNT.

Sur le front militaire, la bataille de Tripoli se concentre autour de Bab el-Azizia et de l'aéroport. Le bunker de Kadhafi, qui passait pour imprenable, tombe soixante-douze heures après le début de l'opération. Le « Guide » et son dernier cercle de fidèles s'évanouissent dans la nature. La traque débute avec l'aide des drones américains, d'Awacs de l'armée belge et de commandos britanniques déployés au sol. ●

Aimer l'Afrique



Ses terres inconnues,



Ses valeurs et ses héros...



... Son histoire qui remonte à la nuit des temps, pour comprendre aujourd'hui...



... Et puis en rêve, partir et rencontrer

LES EDITIONS DU
JAGUAR

57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris, France
Tél. : +33 (0) 1 40 71 71 90 - Service commercial : jaguar@jeuneafrique.com

www.leseditionsdujaguar.com



Post-Scriptum Florian Ngimbi

Ainsi naît la bête immonde

Des penseurs nous l'ont répété au plus fort de la crise sanitaire : rien ne sera plus jamais comme avant, une fois que nous serons sortis de cette funeste période. Madonna, que certains classent volontiers parmi ces sages, a scandé « non à un retour à la normale », évoquant joliment « un virus grand égalisateur ». Ce n'est pas bête. Mais j'ai acquis la conviction du contraire en ce mois de juillet : le monde d'après est le même que celui d'avant. Je n'ai eu qu'à regarder les images de Paul Biya renouant, après une trop longue pause, avec sa tradition des « courts séjours privés » à l'étranger, et notamment en Suisse.

Les départs du président camerounais sont toujours aussi spectaculaires : infatigables groupes de danse, honneurs militaires et, petite curiosité, ces audiences qu'il accorde dans les salons de l'aéroport aux membres du gouvernement. Flamboyantes de protocole, ces sorties sont relayées par la presse et la télévision d'État, en alerte pour la circonstance. Au bout de ce parcours, il y a un résultat quasi similaire : la mobilisation des activistes anti-Biya de la diaspora,

qui ont juré de jouer les trouble-fêtes et, pourquoi pas, de capturer le président. Rien que ça.

Le régime prépare pourtant le terrain. Un tir nourri de communiqués appelle les hôtes à prendre des dispositions, les Camerounais, à être témoins de l'ignominie, la classe politique, à se montrer responsable. Diplomates, officiels, caciques du parti au pouvoir, chacun alimente le feu. Très souvent en vain.

L'affrontement entre le président et ses détracteurs a changé de terrain. Oublié Yaoundé, trop sûre, trop militarisée. Même Douala la rebelle réprime désormais ses penchants contestataires. Ironie du sort, c'est dans les paradis occidentaux prisés des présidents des pays francophones d'Afrique que le jeu s'est déporté. Plus rien ne garantit la tranquillité d'un Paul

● ● ●
La violence de ces hurluberlus est aussi effrayante que clownesque.

Biya en villégiature dans la capitale suisse. Si le double vitrage de l'hôtel Intercontinental lui assure le silence, il ne peut ignorer la déferlante médiatique au sujet des allées et venues d'activistes qui profitent des droits et des libertés que leur offre leur pays d'accueil pour hurler l'absence de ces mêmes droits et la mal-gouvernance dans leur pays natal.

Dans le clair-obscur de cette passe d'armes, des monstres sont nés. Des créatures qui ont transporté le débat sur le terrain boueux et glissant du clanisme, du tribalisme. Elles contestent l'idée que les activistes s'élèvent contre un modèle de gouvernance, et voient dans leurs actions une opposition clanique contre laquelle une contre-révolution tribalo-ethnique est requise.

Francs-tireurs

Je tombe régulièrement sur les sorties de ces nouveaux croisés tropicaux. Notamment sur les réseaux sociaux où ils se font les hérauts d'un discours de haine assumé, décomplexé et applaudi sans discernement par leurs partisans. Leur violence est aussi effrayante que clownesque. Arme à la main, ces hurluberlus lancent des appels à la croisade – c'est la tendance du moment – contre les domiciles des personnalités, notamment Maurice Kamto, opposant au régime soupçonné d'entretenir une proximité idéologique et « sociologique » avec les anti-Biya européens. Ils éructent leur bile, promettent d'appliquer la loi du talion, l'œil injecté de sang.

Difficile de dire s'il s'agit de francs-tireurs ou de pauvres engeances. Mais le silence du gouvernement sur ces discours haineux en dit long sur l'entreprise de diabolisation d'une partie de la population, jugée dangereuse pour la perpétuation de l'ordre politique établi. Nul besoin d'être devin pour comprendre que cela ne présage rien de bon. À voir la première dame si radieuse, tenue décontractée, n'aspirant qu'à fuir la sinistrose ambiante, je me demande qui sont les dindons de la farce. ●



MELODY

LA VICTOIRE EN CHANSONS

La série événement

Disponible sur TV5MONDEplus
et, dès le 6 juin, tous les dimanches
à 21h* sur TV5MONDE Afrique

tv5mondeplus.com

La plateforme VOD francophone mondiale
100% gratuite



TV5MONDE



BOLLORÉ
TRANSPORT & LOGISTICS

C'est mon talent qui dessine mon avenir.

PATRICIA AHOURO
RESPONSABLE DU CUSTOMER SERVICE

S'ENGAGER *plus* EN FAVEUR DE LA PARITÉ

Bolloré Transport & Logistics compte déjà 30% de femmes dans ses effectifs et accélère aujourd'hui la féminisation de ses métiers. En formant et en accompagnant les collaboratrices tout au long de leur carrière nous leur offrons des perspectives à la hauteur de leurs talents.

NOUS FAISONS BIEN *plus* QUE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE